

# **La grève est un combat !**

**Le manuel de grève révolutionnaire  
du Komintern**

**A. Losovski**

Précédé de “Dridzo Losovski, stratège syndical”  
de T. Derbent

Cette réédition des textes de Losovski a été toilettée a minima, principalement par l'homogénéisation de l'orthographe des noms propres et par celle de l'usage des guillemets et italiques. La modification la plus notable est le remplacement des traductions des citations par les traductions classiques. Ainsi pour les citations de Lénine : l'édition originale propose sa propre traduction du russe, nous lui substituons celle des *Œuvres complètes*.

# Table des matières

<b>Introduction</b>	5
<b>Dridzo Losovski, stratège syndical</b>	9
<b><i>T. Derbent</i></b>	
1. Premières armes	9
2. La grève des casquettiers parisiens	14
3. Nache Slovo et Zimmerwald	19
4. Retour en Russie	26
5. Soviets, Parti et syndicats	30
6. Le Conseil International des Syndicats	40
7. La fondation de l'ISR	50
8. Du choix de Losovski	62
9. Le Programme d'action de l'ISR	67
10. L'ISR et la France : Losovski au Congrès de Saint-Étienne	79
11. Développement de l'ISR	88
12. L'ISR et l'Angleterre (1) : Le Comité anglo-russe	93
13. L'ISR et l'Angleterre (2) : La grande grève de 1926	97
14. L'ISR et la Chine : Losovski à la conférence de Hankou	105
15. Premiers pas vers une « stratégie des grèves »	116
16. « La grève, c'est la guerre ! »	132
17. Les conférences à l'école Lénine	140
18. Losovski et Clausewitz	144
19. 1933 : Marx et les syndicats	150
20. La fin de l'ISR	154
21. Aux Affaires étrangères	157
22. Arrestation, procès, décès	167

<b>La Grève est un Combat !</b>	175
<b><i>A. Losovski</i></b>	
La politique et l'économique	183
L'application de la science militaire à la direction du mouvement gréviste	225
La stratégie et la tactique des grèves	269
La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir	305
Les cadres et la lutte grévistes	335
<b>Annexe</b>	
Résolutions de la Conférence de Strasbourg de l'Internationale Syndicale Rouge la tactique des grèves	365
<b>Bibliographie française d'Alexandre Losovski</b>	417
<b>Livres de T. Derbent</b>	425

## Introduction

« La grève est un combat » reprend le texte d'une série de conférences prononcées par Alexandre Losovski à Moscou entre janvier et mars 1930 à l'école Lénine. Ces conférences sont la synthèse de plusieurs séances de travail qui eurent lieu à partir de 1924 au sein de l'Internationale Syndicaliste Rouge (ISR).

Ces conférences eurent pour auditeurs des dirigeants grévistes allemands, français, canadiens, irlandais, anglais, polonais, tels Fritz Heckert (responsable du syndical allemand du bâtiment), Gaston Monmousseau (responsable du syndicat français des cheminots), William Dunne (qui avait dirigé la grève dans les mines de cuivre aux États-Unis et la fédération des syndicats du Montana) ou Mieczyslaw Bernstein (responsable du syndicat polonais des mineurs).

Un grand nombre de grèves y furent étudiées, en Europe, aux États-Unis mais également au Japon ou en Inde, dans le but d'élaborer des axes stratégiques et principes tactiques pour à la fois mener les grèves à la victoire dans leurs objectifs partiels et leur donner un caractère politique révolutionnaire.

Alexandre Losovski était le principal dirigeant de l'ISR et le bolchevique le plus au fait des questions syndicales russes et internationales. Il fut auparavant un praticien syndical,

notamment en France où il a dirigé la grève historique des casquettiers parisiens en 1911-1912. Il fut l'un des derniers anciens dirigeants bolcheviques exécutés sous Staline, en 1952.

Les Éditions Versus ont souhaité présenter le texte de ces conférences, pour plusieurs raisons. La principale est qu'elles constituent le travail le plus abouti en matière d'analyse des mouvements de grève. Que le vœu de Losovski d'élaborer une véritable « science des grèves » n'ait pas abouti ne change rien au fait qu'elles constituent une base de réflexion cohérente pour les luttes prolétariennes d'aujourd'hui.

Elles constituent en outre un témoignage de la manière dont les luttes politiques ont été menées à l'intérieur du mouvement ouvrier, notamment concernant le positionnement par rapport à la jeune URSS. Ce témoignage de première main illustre combien ces luttes ont été brutalement polémiques, en opposition avec le projet des Éditions Versus, qui comprend les différences de point de vue comme une chance d'approfondir les questions et d'expérimenter des solutions.

Certaines qualités de ces conférences, comme la conscience très forte des rapports de force de l'époque, mettent également une distance entre leurs propositions et les luttes actuelles.

Indépendamment des qualités indéniables des conférences de Losovski, les présenter est aussi le témoignage d'une époque, dans toutes ses dimensions. Pour mettre ce document en perspective, il fallait en dire un peu plus sur Losovski lui-même. Il était également important de donner un complément et une réponse posthume à son idée de présenter le combat que constituent les grèves sous la grille d'analyse de Clausewitz. C'est l'exercice auquel s'est livré T. Derbent, auteur de plusieurs ouvrages, dont deux consacrés à Clausewitz, tous aux Éditions Aden, sous la forme d'un essai biographique, rendant ainsi hommage à ce praticien et théoricien des luttes prolétaires.



# Dridzo Losovski, stratège syndical

T. Derbent

## 1. Premières armes

Salomon Abramovich Dridzo, le futur Alexandre Losovski, est né le 16 mars 1878 dans le village de Danilovka, province d'Eka-terinoslav (rebaptisée Dniepropetrovsk en 1926, puis Dniepro en 2016). Outre quelques témoignages<sup>1</sup>, on ne sait de sa jeunesse que ce qu'il en a rapporté dans son autobiographie, écrite au milieu des années 1920 et publiée en 1927 dans l'*Encyclopédie Granat*<sup>2</sup>. Son père était un pauvre instituteur juif et sa mère tenait aux marchés un étal de mercerie. Il étudie à l'école primaire juive (sa langue maternelle est le yiddish), interrompt ses études à l'âge de 11 ans et travaille comme garçon boucher puis comme forgeron dans la petite ville de Lozovaïa, un nœud ferroviaire proche de son

---

<sup>1</sup> Rapportés par Olivia Gomolinski : *Juif et alors... Pour une étude de l'identité « juive-bolchevique » : Le cas de Solomon Losovski (1878-1952)*, in *Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu*, n°8 « Juifs d'URSS et de Russie », Institut d'Études politiques de Paris, Paris, avril 2005.

<sup>2</sup> Éditée pour le dixième anniversaire de la Révolution d'octobre. Losovski avait écrit cette biographie en 1920 pour les archives de l'Union des anciens déportés et exilés politiques. Elle a été publiée en français, suivie d'un commentaire, dans Georges Haupt et Jean-Jacques Marie : *Les Bolcheviques par eux-mêmes*, Paris, François Maspero, 1969, pp. 277-282.

bourg natal. Il y entre en contact avec le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) et en suit la littérature clandestine. Ses principaux pseudonymes de militant clandestin seront issus de cette expérience : Kuznecov (« Forgeron ») et Losovski (« Losovien »).

Il s'engage ensuite dans l'armée, engagement qui à l'époque permettait aux Juifs d'échapper à l'obligation de résider dans certaines régions et de se soumettre à un *numerus clausus* scolaire. Il sert au 236<sup>e</sup> bataillon de réserve « Laichevski », à Kazan et, aidé par son frère aîné, termine ses études secondaires en mai 1901 à Simbirsk.

C'est en 1901, à Kazan, que Losovski adhère au POSDR dans lequel militent également son frère David et sa sœur Seïna. Il retourne à Lozovaïa pour y commencer son travail de propagandiste, et il y épouse en 1902, une militante bolchevique d'origine juive, Sofia Elsnid. Losovski « monte » à Saint-Pétersbourg en 1903, où il lit *Que faire ?* de Lénine : « *Je ne me souviens pas d'autre livre de Lénine ayant eu un tel impact sur moi* » écrira-t-il. Il est membre d'un groupe bolchevique démantelé par la police en octobre. Lors de la perquisition, trois tracts sont saisis chez lui, dont un relatif au pogrom de Gomel<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> L'histoire de ce pogrom, qui remonte à l'été 1903, est remarquable en ceci qu'un groupe d'autodéfense de 200 Juifs a repoussé les pogromistes.

Après un an de détention préventive, il est libéré en automne 1904. Il est envoyé par le parti bolchevique à Kazan où il participe à la Révolution de 1905. Membre du comité local du parti au côté de Sverdlov, futur président de la Russie soviétique, il mène les manifestants qui envahissent des commissariats et y récupèrent les armes. C'est à cette époque que remonteraient les liens entre Losovski et Molotov<sup>4</sup>.

Losovski participe à la conférence des bolcheviques qui se tient en novembre 1905 à Tammerfors, en Finlande où il présente un rapport remarqué sur Kazan<sup>5</sup>. C'est à cette conférence qu'il adopte son pseudonyme et rencontre pour la première fois Lénine et Staline.

Mais la Révolution de 1905 est écrasée et le mouvement ouvrier s'effondre : 2.750.000 grévistes en 1905, 1.750.000 en 1906 ; 750.000 en 1907 et 64.000 en 1909. Au milieu de 1907, le gouvernement Stolypine déchaîne la

---

<sup>4</sup> Jeune révolutionnaire (il avait alors 15 ans), lycéen à Kazan, Molotov devient membre du POSDR l'année suivante, en 1906.

<sup>5</sup> Nadedja Kroupskaïa : « *Il est peu probable que ceux qui furent délégués à cette Conférence l'oublie jamais. Parmi les camarades présents se trouvaient Lozovsky, Baransky, et Yaroslavsky. Je me souviens d'eux parce que leurs rapports sur leurs localités furent absolument captivants.* », in Bertram D. Wolfe : *Lénine, Trotsky, Staline, Calmann-Lévy*, Paris, 1951, pp. 111-112. Nicolai Baranski, fondateur de la géographie soviétique, venait de Tomsk, et Emelian Iaroslavski, futur dirigeant de la Ligue des Athées, avait dirigé la lutte révolutionnaire à Saint-Petersbourg.

répression contre le mouvement socialiste. Losovski est arrêté à Saint-Pétersbourg en 1906, mais parvient à s'enfuir. Il part militer clandestinement à Kazan, mais y est une nouvelle fois arrêté. Il est condamné à la déportation en Sibérie, dans la province d'Irkoutsk, le 6 mars 1908.

En quelques années, sous les coups de la police, le POSDR passe de presque 100.000 membres à moins de 10.000. Les désaccords s'exacerbent : un courant, que Lénine appellera « liquidateur », apparaît chez les mencheviques, qui propose l'abandon de l'action clandestine et l'alliance avec la bourgeoisie libérale. Les bolcheviques se divisent sur le boycott des élections de la III<sup>e</sup> Douma. À ces tendances centrifuges s'opposent un souci de l'unité. Les mencheviques proposent la tenue d'une conférence groupant des délégués de toutes les organisations légales et illégales, de toutes les fractions. Lénine y voit une opération inspirée par les liquidateurs, mais d'autres bolcheviques, qu'on appellera « conciliateurs », (Dobrovinski, Rykov, Sokolnikov, Noguine), se rallient à cette politique unitaire.

En août 1908, Losovski s'évade et parvient à rejoindre Genève en octobre où il rencontre Lénine à la fin du mois. Il racontera dans ses souvenirs que Lénine lui ayant demandé s'il

était étudiant, il lui répondit : « *Non, je suis forgeron* » à la satisfaction de Lénine<sup>6</sup>.

C'est sans aucun doute par le réseau familial que Losovski parvient à Paris en janvier 1909, son frère, David y ayant immigré. Losovski y rallie la tendance bolchevique conciliatrice qui, en janvier 1910, parvient à une fragile réunification : les journaux bolchévique et menchevique, *Prolétaire* et la *Voix social-démocrate*, font place au seul *Social-démocrate*, que dirigeront Lénine, Zinoviev, Dan et Martov. Mais Losovski, las des luttes de fraction<sup>7</sup>, s'éloigne du POSDR et s'engage dans la lutte des classes en France.

---

<sup>6</sup> Cf. *Velikij stratez klassovoj vojny*, Moscou, 1924, Olivia Golominski signale que la version française, *Le Grand stratège de la guerre de classes* (Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge, XI, Paris, 1924), est tronquée. Olivia Gomolinski : *Juif et alors... Pour une étude de l'identité « juive-bolchevique » : Le cas de Solomon Losovski*, op. cit., p. 48.

<sup>7</sup> Losovski se rappellera longtemps de cette ambiance détestable, - en témoignage l'anecdote moscovite de 1920 rapportée par Rosmer : « *Vieux Parisien, Dridzo-Losovsky venait parfois à [l'hôtel] Lux bavarder avec moi. Un soir, comme il partait, je lui dis : "Je descends avec vous, je vais à la réunion du groupe français. - J'y vais aussi, dit-il aussitôt."* (...) *Quand nous pénétrâmes, Losovsky et moi, dans la salle de réunion, l'atmosphère nous parut si tendue, les visages étaient si crispés qu'il n'était pas difficile d'imaginer que la discussion, ce soir-là, n'était rien moins que cordiale. Losovsky fit aussitôt demi-tour, disant : "Les histoires de l'émigration... Je connais ça ! Bonsoir"*. » in Rosmer, *Moscou sous Lénine*, tome 1 - 1920, François Maspero, Petite collection Maspero n°64, Paris, 1970, pp. 177, 180.

## **2. La grève des casquettiers parisiens**

Suite à l'échec de la grève générale de 1906, le mouvement syndical français est en pleine mutation. Un certain nombre de syndicalistes, comme Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Alphonse Merrheim, cherchent à adapter le syndicalisme révolutionnaire aux nouvelles conditions du monde du travail, notamment en transformant les syndicats de métier, issus du XIX<sup>e</sup> siècle, en syndicats d'industrie. Losovski approuve, se rapproche d'eux et adhère parallèlement au parti socialiste où il retrouve une autre figure marquante du syndicalisme, Albert Bourderon.

Les grèves des casquettiers des années 1911-1912 constituent la plus notable expérience syndicale de Losovski et inaugurent les formes modernes d'action collective du syndicalisme français<sup>8</sup>.

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, le marché de la casquette est florissant. Une centaine d'ateliers (dont les patrons sont souvent juifs) existent à Paris, employant d'une dizaine à une centaine d'ouvriers, presque uniquement des immigrés juifs russes de langue yiddish. Leur immigration avait commencé dès 1881,

<sup>8</sup> Olivia Gomolinski : *La grève des casquettiers parisiens en 1911-1912 : luttés sociales, action individuelle et construction d'une identité collective*, Archives Juives, 2006/2 Vol. 39, pp. 9-20. Article remarquablement détaillé, accessible sur internet.

avec les pogroms qui suivirent l'assassinat du tsar Alexandre II, et s'intensifia après le pogrom de Kichinev et la répression suivant la Révolution de 1905. Structuré dès 1896, un an après la création de la Confédération générale du travail (CGT), le syndicat des casquettiers demeure embryonnaire jusqu'au tournant des années 1910, victime de l'éclatement du travail, de la difficulté à stabiliser l'emploi dans la profession, et du fréquent refus des patrons de ré-embaucher les animateurs des grèves. D'où, la décision du syndicat de faire appel, en février 1911, à une figure étrangère à la profession mais expérimentée : Losovski est élu secrétaire du syndicat.

Il doit d'abord résoudre la crise entre les « vieux », enclins au compromis, et les « jeunes », récemment arrivés et radicalisés au plan politique par la Révolution de 1905. Conciliateur, soucieux de l'unité, Losovski compose habilement avec les deux sensibilités. Il est confirmé dans ses fonctions le 22 août 1911 au terme d'une assemblée générale houleuse, où il met sa démission dans la balance pour emporter la décision. Dès lors, Losovski impose sa vision de l'action syndicale et se révèle un excellent organisateur. Les réunions deviennent fréquentes et régulières, à raison d'une par semaine au minimum, les militants participent activement à la vie de l'organisation. Les anciens responsables sont

progressivement écartés au profit de jeunes, des permanences régulières sont instaurées et le 9 octobre 1911, un journal syndical est fondé : *Der Yiddisher Arbeter*.

À son arrivée, seuls 147 des 1.000 syndiqués étaient en règle de cotisation. Avec Losovski, les adhésions augmentent et atteignent 450 cotisants : dès juillet 1911, la part des cotisations dans les recettes avait triplé. Losovski crée des sections par atelier et par corps de métier et peut, le 23 novembre 1911, annoncer l'existence d'une section des bichonneurs – le métier le plus défavorisé au sein de la chapellerie. Pour créer des structures locales durables, Losovski se rend à Lyon, à Saint-Étienne et à Marseille, et fait instituer un bureau intersyndical permettant de lier les revendications des différentes professions des travailleurs juifs. Un règlement interne statuant sur les fondements moraux et financiers du syndicat est adopté, des délégués envoyés à la Fédération de l'habillement de la CGT et à l'Union des syndicats de la Seine.

Losovski formule aussi des revendications novatrices, tel que l'égalité de salaire entre hommes et femmes. Enfin, il met tout son poids (et menace encore de démissionner si le syndicat ne le suit pas) pour que son syndicat dépasse le communautarisme et le corporatisme et participe au mouvement ouvrier français en général. En novembre, le

syndicat s'intègre dans la CGT en adhérant à la Fédération de l'habillement et en s'affiliant à l'Union des syndicats de la Seine. Grâce à cette intégration, le syndicat des casquettiers établit de solides liens de solidarité ; le moment de la lutte venu, les casquettiers grévistes et leurs familles recevront des subsides de la CGT.

Les objectifs de la grève qui débute en avril 1912 doivent fonder de manière stable et inédite la puissance du syndicat : l'établissement d'un tarif unique à l'embauche, la fin des heures supplémentaires, et la création d'un bureau de placement contrôlé par le syndicat. Losovski prépare cette grève depuis octobre 1911. Le moment est bien choisi : c'est la pleine saison. Une caisse de solidarité a été créée, alimentée par des versements réguliers, et des syndiqués se sont fait embaucher d'août à décembre 1911 pour s'informer de la situation dans chaque atelier.

Le mouvement touche l'ensemble de la corporation, et les employeurs, à l'exception de trois, signent l'accord général sectoriel du 14 juin<sup>9</sup>. Ils s'y engagent à n'employer que des ouvriers syndiqués, à les payer au tarif syndical, à ne pas faire de travail pour les maisons qui sont en grève ou qui sont en conflit avec la

---

<sup>9</sup> Ces trois maisons, parmi les plus grandes du secteur, avaient des réserves financières suffisantes pour endurer à la grève.

chambre syndicale des ouvriers casquettiers sous peine d'indemnités financières au syndicat, et à ne renvoyer d'ouvrier que si deux délégués syndicaux trouvent le renvoi justifié.

Sur base de cette victoire éclatante, *Der Yiddisher Arbeter* appelle les autres corporations juives – boulangers, tailleurs, fourreurs – à rejoindre les syndicats. Pour élargir sa base, Losovski crée une coopérative de consommation. Enfin, l'établissement d'une véritable caisse d'assurance chômage est pour Losovski un moyen de développer l'autonomie de la classe et, pour le militant ouvrier de « *s'habituer à considérer son organisation de classe comme son sang, comme sa chair. (...) Il ne doit pas aller dans les caisses de maladies bourgeoises, il ne doit pas aller dans les bureaux de placement patronaux. (...) Il a ses propres institutions qui répondent à ses besoins.* »<sup>10</sup>.

En 1913, lorsque s'affrontent les différentes tendances de la CGT sur la question de l'orientation à donner au journal, Losovski se montre encore soucieux de l'unité : « *Le problème est que les camarades confondent les idées de la CGT avec leurs appréciations et leurs décisions. Nous nous soumettrons à toutes les décisions afin de ne pas faire scission de nos forces dans un combat contre le capital* »<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> *Der Yiddisher Arbeter*, n°13, 5 avril 1913, cité par Gomołowski : *La grève des casquettiers parisiens*, op. cit., p. 18.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 13.

Ses positions sont pourtant fermes : à Noël 1913, la commission intersyndicale juive de la CGT et le journal syndical *Der Yiddisher Arbeter* organisent une conférence destinée aux 1.500 ouvriers juifs syndiqués de Paris. Les bundistes y défendent la thèse de l'autonomie du mouvement syndical juif et donc de la suppression des sections syndicales juives au sein de la CGT. Losovski défend énergiquement l'unité avec les ouvriers français, et les bundistes sont battus<sup>12</sup>.

### **3. Nache Slovo et Zimmerwald**

La 1<sup>re</sup> guerre mondiale provoque des fractures au sein des courants constitués de la social-démocratie russe. Vladimir Antonov-Ovseenko, un menchevique émigré à Paris depuis 1910, et Dmitri Manouilski, du courant bolchevique *Vpériod*, éditent à Paris *Goloss* (Notre voix), qui rallie les internationalistes de toutes tendances. Ce journal, que Lénine jugeait « *le meilleur journal socialiste en Europe* », attira dans sa rédaction les leaders internationalistes célèbres de tous courants : Martov et Axelrod (les seuls dirigeants mencheviques refusant l'Union sacrée), Lounatcharski, Pokrovski, « Volontaire », Vladimirov, Racovski, Volsky (Lapinsky),

---

<sup>12</sup> C. Cusol et L. Landauer : *Le mouvement ouvrier juif en France*, in *Les Temps maudits* n°18, janvier 2004, article disponible sur internet.

Radek, Angelica Balabanova, l'otzoviste Manouilski, le conciliateur Sokolnikov, des militants en rupture avec le menchevisme comme Tchitchérine et Kollontäi.

Losovski travaille comme ouvrier agricole aux vendanges<sup>13</sup> dans la région de Montpellier quand il reçoit le *Goloss* : « on y sentait à chaque ligne l'esprit internationaliste. Dès que j'eus parcouru les premiers numéros, je pris le train pour Paris »<sup>14</sup>. Au *Goloss*, Losovski écrit sur le mouvement ouvrier et syndical français.

Après le cent unième numéro, en janvier 1915, le *Goloss* est interdit par la censure militaire. Il renaît immédiatement sous le titre *Nache Slovo* (Notre parole), alors que Trotski et Vladimirov entrent au comité de rédaction parisien. En novembre 1916, le titre change à nouveau en *Natchalo*, et enfin en *Novaja Epoha* (Nouvelle époque) à partir de février 1917. Le journal est également le théâtre d'âpres luttes de tendance. Les divergences portent sur la transformation de la guerre en révolution et la condamnation du socialisme rallié à la bourgeoisie. Losovski n'entre pas dans les débats

---

<sup>13</sup> D'abord comme vendangeur (pour 5 francs et deux bouteilles de vin par jour...) puis, grâce à sa qualification de forgeron, comme préposé à la presse hydraulique.

<sup>14</sup> Losovski : *Comment pendant la guerre nous éditions des journaux internationalistes* (première partie), in *Le Bulletin communiste*, n°43 (5<sup>e</sup> année), 24 octobre 1924, p. 1021.

et cherche plutôt à rassembler les opposants à la guerre<sup>15</sup>.

Alfred Rosmer, alors membre du groupe de syndicalistes révolutionnaires qui animaient la *Vie Ouvrière*, le journal de la CGT, et qui collaboraient avec le *Nache Slovo*, écrit : « *Chez nos amis russes, il y eut rupture entre Martov et le groupe Nache Slovo. (...) Martov se sentit dépassé, non pas tant peut-être en ce qui le concernait personnellement que pour le centre et en, fait, la majorité de son parti ; des controverses assez vives le mirent aux prises avec Trotsky, en particulier, en suite de quoi il décida d'aller se fixer en Suisse. Un nouveau venu prit sa place dans la délégation de Nache Slovo: c'était Dridzo-Losovsky. À l'encontre de ses camarades, il avait été mêlé d'assez près au mouvement syndical français, ayant été secrétaire d'un syndicat d'un type tout à fait exceptionnel, celui des casquettiers, dont tous les membres étaient juifs. Nos réunions avaient lieu maintenant assez souvent chez lui ; sa femme était dentiste et son cabinet était bien assez grand pour que nous y soyons*

<sup>15</sup> Sa position relativement conciliante envers les longuetistes lui vaut, dans les colonnes du journal, une longue réprimande de Trotsky : « *Le camarade Lozovsky, en se hâtant de nous donner des amis de "demain", ne se rend pas suffisamment compte de la distinction qu'il est indispensable d'établir avec nos ennemis d'aujourd'hui* ». Article *Comment combattre le longuettisme ?* (*Nache Slovo*, 18 août 1916) in Léon Trotsky : *La guerre et la révolution* (Tome 2), Éditions Tête de Feuilles, collection Archives et documents, Paris, 1974, pp. 154-155.

à l'aise. »<sup>16</sup> Avec Losovski arrive Vladimirov, le futur commissaire aux finances soviétiques. Charles Rappoport assure alors la gérance du journal.

Losovski participe activement aux réunions préparatoires de l'envoi de la délégation française à la conférence de Zimmerwald. Il était un des cinq de la dernière réunion, avec Rosmer et les trois délégués à Zimmerwald : Trotski, Merrheim<sup>17</sup>, et Bourderon<sup>18</sup>.

Après la Conférence, dans le but de regrouper les zimmerwaldiens en France, Bourderon convoque en novembre 1915 les membres du parti socialiste à une réunion. Merrheim rend compte de la Conférence et un *Comité pour la reprise des relations internationales* y est fondé, visant « à la réunion commune, dans un Congrès, des organisations adhérentes à l'Internationale syndicale pour convenir et arrêter une action d'ensemble contre la guerre, en faveur d'une paix sans vainqueur ni vaincu, et la réconciliation des peuples. »

Merrheim et Bourderon sont les secrétaires de ce comité qui comprend une section

---

<sup>16</sup> Alfred Rosmer : *Trotsky à Paris*, in *Cahiers Léon Trotsky* n°12, janvier 1982, p. 24. Le jugement de Rosmer du Losovski d'alors était : « bon camarade, appliqué et sérieux », cf. Alfred Rosmer : *Moscou sous Lénine*, op. cit., p. 92.

<sup>17</sup> Alphonse Merrheim (1871-1925) était alors Secrétaire de la Fédération CGT des Métaux, il animera l'aile droite à Zimmerwald.

<sup>18</sup> Albert Bourderon (1858-1930) était alors Secrétaire de la Fédération CGT du Tonneau.

d'adhérents au parti socialiste et une section d'adhérents aux syndicats, chacune se réunissait à part pour discuter les questions particulières au parti ou aux syndicats. Les questions de propagande nationale ou internationale sont discutées dans des réunions communes aux deux sections, auxquelles assistent Martov, Losovski et Trotski. Le Comité bute dès le premier instant sur l'hostilité de la direction du parti socialiste qui, le lendemain de la réunion de novembre, répéta « *qu'une paix durable ne peut être obtenue que par la victoire des alliés et la ruine de l'impérialisme militariste allemand, que tout autre paix, toute paix prématurée ne serait qu'une trêve ou une capitulation.* »

Faute de passeport, les délégués du Comité ne peuvent se rendre en Suisse pour la seconde conférence socialiste internationale, qui se tient à Kienthal du 24 au 30 avril 1916. Les positions de Trotski se durcissent après la conférence de Kienthal, favorable à la création d'une nouvelle organisation socialiste internationale. À Paris, cela provoque une distance entre internationalistes français et russes, mais Losovski parvient à maintenir les contacts. Il participe à de nombreux débats, au sein du Comité pour la reprise des relations internationales, du Comité de défense syndicaliste, du Parti socialiste, et au sein de

## la Société d'études documentaires et critiques sur la guerre.

À bout d'effectifs, la France fait appel à la Russie pour qu'elle envoie des contingents de soldats russes combattre sur le front occidental. Peu après les premiers débarquements, des soldats russes cantonnés à Marseille se mutinent et tuent leur colonel, qui les traitait comme des chiens. Les journaux évoquent l'influence du *Nache Slovo* sur les mutins et, réalité ou prétexte, le gouvernement interdit *Nache Slovo* le 15 septembre 1916, et fait signifier à Trotski un arrêté d'expulsion le lendemain. Losovski et Antonov-Ovseenko figuraient aussi sur la liste des expulsables, mais au dernier moment, le gouvernement se ravise et décide de n'expulser que Trotski.

Après l'expulsion de Trotski et le départ pour la Suisse de Manouilski, malade, Losovski, est la seule personnalité d'envergure de l'exil politique russe à demeurer en France. Il fonde le *Natchalo*<sup>19</sup>, successeur du *Nache Slovo*, et est étroitement surveillé par les Renseignements généraux, dont un rapport indique que : « *Salomon Dridza [sic] n'a ni le talent ni l'autorité de Bronstein-Trotsky. C'est toutefois un homme très adroit qui sait conduire fort bien la barque kienthalienne*

---

<sup>19</sup> Le dernier numéro du *Nache Slovo*, qui portait le n°213/599 (213 du *Nache Slovo*, 599 du *Goloss*), datait du 15 septembre. Le 31 septembre paraît le premier n° du *Natchalo*.

*dans les eaux troubles des milieux internationalistes parisiens* »<sup>20</sup>.

La Révolution russe de février 1917 fait du retour au pays la priorité des exilés. Un Comité pour le rapatriement des Russes se constitue et Tchitcherine, le correspondant du *Nache Slovo* en Angleterre, organise la filière à partir de l'Angleterre. Losovski entre en contact avec lui, mais sa demande de visa lui est refusée. Losovski décide d'obliger l'État français à le laisser retourner en Russie. La première réunion ouvrière qui salue la révolution d'Octobre se tient dans la Maison de syndicats, rue de la Grange-aux-Belles, quelques jours après la révolution. La foule est enthousiaste, la salle bondée. Parmi les orateurs figurent Losovski, Antonov-Ovseenko, Merrheim et Rappoport<sup>21</sup>. Losovski va jusqu'à organiser une réunion (qui sera interdite) sur Friedrich Adler, l'assassin du président du Conseil d'Autriche-Hongrie, le 29 novembre 1916. « *Durant cinq ou six semaines, je me rendis chaque soir aux réunions des sections du Parti et aux assemblées ouvrières, où je parlai de la révolution russe, des*

<sup>20</sup> Préfecture de Paris, BA 1709, rapport concernant le Parti social-démocrate russe (groupe parisien). Cité par Olivia Gomolinski : *Un modèle de médiation culturelle et politique : la période parisienne de Solomon Abramovitch Dridzo, dit Alexandre Lozovsky (1909-1917)*, in *Archives Juives*, 2001/2 Vol. 34, pp. 17-29.

<sup>21</sup> Charles Rappoport : *Une vie révolutionnaire 1883-1940 – Mémoires de Charles Rappoport*, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, 1991, p. 351.

*Soviets et m'élevai catégoriquement contre la guerre. Ma propagande "nuisible" me tira d'affaire, et, de deux maux préférant le moindre, le Gouvernement se décida à me laisser partir* »<sup>22</sup>. Sur ordre du ministre de l'Intérieur, Losovski reçoit début mai son visa pour l'Angleterre.

#### **4. Retour en Russie**

Losovski arrive en Russie en juin 1917 et réintègre le parti bolchevique. Il représente les ouvriers juifs de Lituanie lors d'une conférence du parti durant l'été, et est élu au Conseil central panrusse des syndicats, le VtsSPS, lequel est composé à la proportionnelle des partis qui y sont représentés.

Au début novembre 1917, Losovski s'oppose frontalement à Lénine et à la majorité du CC sur la question du gouvernement de coalition. Le 11 novembre, le Vikjel (Comité exécutif du syndicat des cheminots de Russie, contrôlé par les mencheviques) avait adopté une résolution sur la nécessité de former un gouvernement comprenant les représentants de tous les partis « socialistes », « *depuis les bolcheviques jusqu'aux socialistes-populistes* ». Des pourparlers s'ouvrent le même jour au Vikjel avec des représentants des mencheviques « jusqu'aboutistes » (pour la poursuite de

---

<sup>22</sup> Losovsky : *Comment pendant la guerre nous éditions des journaux internationalistes* (suite et fin), in *Le Bulletin communiste*, n°44 (5<sup>e</sup> année), 31 octobre 1924, p. 1042.

la guerre) et « internationalistes », des socialistes-révolutionnaires « de droite » et de « gauche », de l'Union des employés des PTT, de la Douma de Petrograd, du Conseil exécutif du Soviet des députés paysans, etc. Le parti bolchevique accepte les pourparlers pourvu qu'ils soient basés sur la reconnaissance du programme d'action du pouvoir soviétique adopté au II<sup>e</sup> Congrès des Soviets. Le CC du parti délègue Kaménev et Sokolnikov à cette conférence, le Conseil exécutif central de Russie<sup>23</sup>, Riazanov et quelques autres.

Les mencheviques et les socialistes-révolutionnaires exigent la fin de toute résistance aux troupes de Kérénski, la suppression du Conseil exécutif central de Russie et la formation d'un nouveau gouvernement présidé par Tchernov ou Avksentiev. Les représentants bolcheviques à la conférence adoptent une attitude conciliatrice, mais ils furent désavoués le 14 novembre par le CC. Les conciliateurs, minoritaires, ne l'acceptent pas, poursuivent la lutte dans le Comité exécutif central de Russie, et y votent, dans la nuit du 15 au 16

---

<sup>23</sup> Un premier Comité exécutif central de Russie avait été élu par le premier Congrès des Soviets qui s'était tenu à Petrograd en juin 1917. Après la révolution d'Octobre, un second Congrès allait élire un second CE, qui sera le corps exécutif de la Russie soviétique, et qui sera composé d'un président (Kamenev) et de 100 membres (62 bolcheviques, 29 socialistes-révolutionnaires de gauche et 10 mencheviques et socialistes-révolutionnaires de droite).

novembre, une résolution contraire à celle du CC, prévoyant un remaniement du gouvernement ne laissant aux bolcheviques que la moitié des sièges. Dénoncés par le parti le 16 novembre, ces minoritaires, Kaménev, Zinoviev, Rykov, Milioutine et Noguine quittent le CC ; les trois derniers et Téodorovitch démissionnent du Conseil des Commissaires du peuple. Ils sont soutenus par Riazanov, Larine et d'autres comme Losovski. Les minoritaires menant une politique contre la décision du CC dans les journaux et les organisations sans-parti, le CC les dénonce dans la *Pravda* du 20 novembre, comme des « jaunes de la révolution », des « traîtres aux principes du bolchevisme ».

Éternel conciliateur, Losovski appuie très fortement les minoritaires<sup>24</sup>, et se livre à un travail fractionnel en leur faveur. Il écrit deux articles remarquables, en tant que secrétaire du Conseil central des syndicats, *Vers le congrès des syndicats* et *Les syndicats et le pouvoir soviétique* dans le journal du Conseil central des syndicats de Russie, le *Professionalny Vestnik* (*Le Messager syndical*), et fait une déclaration polémique à la fraction bolchevique du Comité exécutif central de Russie. Losovski y dénonce la politique de Lénine et du CC qui

---

<sup>24</sup> Fraction dans laquelle se trouvaient ses vieux camarades du courant « bolcheviques conciliateurs » de 1907-1913 comme Noguine ou Rykov.

mène « à l'isolement de l'avant-garde du prolétariat, à la guerre civile à l'intérieur de la classe ouvrière »<sup>25</sup> et dénonce l'arbitraire, les arrestations comme autant d'éléments plaidant pour un gouvernement de coalition, car « en dehors de cette solution, il n'existe qu'une seule voie pour conserver un gouvernement purement bolchevique – la terreur politique »<sup>26</sup>. Circonstance aggravante, Losovski fait publier cette déclaration dans un journal hostile à la révolution d'Octobre, la *Novaïa Jizn* (la Vie nouvelle).

Losovski est alors exclu du parti en novembre 1917 et Lénine rédigea en personne, le 12 janvier 1918, les termes de la résolution : « le camarade Losovski exprime depuis le début de la révolution d'Octobre des opinions radicalement différentes de celles du parti et du prolétariat révolutionnaire en général, mais concordant en revanche sur tous les points essentiels avec la négation petite-bourgeoise de la dictature du prolétariat comme période nécessaire du passage au socialisme (...) l'appartenance au parti d'un homme qui occupe un poste d'importance dans le mouvement syndical et qui introduit une corruption bourgeoise sans précédent dans ce mouvement non

---

<sup>25</sup> Cité par Pierre Frank dans *Marxisme révolutionnaire et syndicats*, in Drizdo Losovsky : *L'internationale syndicale rouge*, François Maspéro, collection *Textes à l'appui*, Paris, 1976, p. 50.

<sup>26</sup> Idem.

*seulement compromet le Parti et démoralise tout le travail d'organisation dans les milieux prolétariens, mais cause un préjudice pratique énorme à la tâche urgente de l'organisation de la production socialiste par les syndicats »<sup>27</sup>.*

Losovski rejoint le petit Parti des sociaux-démocrates internationalistes unifiés, dont le congrès de fondation avait eu lieu en janvier 1918. Hostile aux pourparlers de Brest-Litovsk, Losovski accuse les bolcheviques de « *collusion inavouée avec l'impérialisme allemand* » tout en se déclarant prêt à lutter avec eux contre l'impérialisme et pour la révolution.

## **5. Soviets, Parti et syndicats**

Entre 1918-1921, Losovski est à la fois Secrétaire du syndicat des travailleurs du textile, Secrétaire du Conseil Panrusse des Syndicats de cheminots (le Vseprofzhel, où il doit combattre l'influence des mencheviques), et président du Conseil provincial de Moscou des syndicats. Il est alors le deuxième responsable syndical bolchevique après Tomski<sup>28</sup>,

---

<sup>27</sup> Lénine, Œuvres Complètes, Paris-Moscou, tome 42, pp. 32-34. La décision fut prise, mais le texte ne fut finalement pas publié.

<sup>28</sup> Mikhaïl Pavlovitch Tomski, de son vrai nom Efremov, (1880-1936), était un militant ouvrier ayant adhéré au parti dès 1904. Il avait créé plusieurs organisations syndicales, ce qui lui vaut d'être arrêté et déporté en Sibérie. Typographe de formation, il est bolchevique, contrairement à la majorité de ses collègues de travail, dont la plupart sont mencheviques. Peut-être à cause de cette proximité,

le président du Conseil central panrusse des syndicats.

Avant 1917, les syndicats avaient eu relativement peu d'importance dans l'histoire du mouvement ouvrier russe. Le tsarisme, en persécutant les organisations syndicales, avait bien malgré lui « favorisé » les organisations politiques révolutionnaires. Avec les libertés syndicales acquises par la Révolution de Février, le nombre des adhérents aux syndicats passa en quelques mois de quelques milliers à un million et demi. Le développement des soviets d'usine fut, comme la syndicalisation, encouragé par les bolcheviques, mais la révolution d'Octobre allait poser le problème des fonctions respectives des soviets d'usine, syndicats, organes du gouvernement et comités du parti dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire.

Après presque deux semaines de discussions acharnées, un texte de compromis est adopté par le Comité exécutif Central Panrusse des Soviets le 14 novembre (par 24 voix contre 10), et ratifié par le Conseil des Commissaires du Peuple le 15 novembre. Selon le décret « *Dans l'intérêt d'une réglementation planifiée de l'économie nationale, [le nouveau gouvernement] reconnaît l'autorité*

---

il se situe ensuite toujours à la droite de son Parti. Il prend part à la révolution de 1905 à Reval, et revient clandestinement en Russie après un bref exil en France. Arrêté, condamné aux travaux forcés, il n'est libéré qu'en 1917.

*du contrôle ouvrier dans tous les secteurs de l'économie* ». Une hiérarchie des organes de contrôle est mise en place, les soviets d'usine restent les organes de contrôle de chaque entreprise, chaque comité est responsable devant un Conseil Régional du Contrôle Ouvrier, lui-même subordonné à un Conseil Panrusse de Contrôle Ouvrier<sup>29</sup>.

Lénine rédigea à ce propos un *Projet de règlement sur le contrôle ouvrier*<sup>30</sup> qui souleva des discussions passionnées. Losovski écrivit plus tard : « *Nous pensions que les unités de contrôle à la base devaient agir uniquement dans des limites strictes fixées par des organes de contrôle supérieur. Mais les camarades qui étaient pour la décentralisation du contrôle ouvrier insistaient sur l'indépendance et l'autonomie de ces organes de base, parce qu'ils pensaient que les masses elles-mêmes devaient incarner le principe du contrôle* »<sup>31</sup>. Losovski

---

<sup>29</sup> Le Conseil panrusse du Contrôle Ouvrier était composé de 26 représentants : 5 du Comité exécutif Central panrusse des Soviets, 5 de l'Exécutif du Conseil panrusse des syndicats, 5 du Conseil panrusse des Soviets d'usine, 5 des Associations d'Ingénieurs et Techniciens, 2 de l'Association des Agronomes, 2 du Conseil des syndicats de Petrograd, 1 de chaque fédération syndicale panrusse ayant moins de 100.000 membres (2 pour les fédérations dépassant ce nombre).

<sup>30</sup> Lénine, OC, Tome 26, pp. 272-273.

<sup>31</sup> A. Lozovsky, *Rabochii Kontrol* [Le Contrôle ouvrier], Éditions Socialistes, Pétrograd, 1918. Cité par Maurice Brinton in *Les bolcheviques et le contrôle ouvrier ; 1917-1921 ; L'État et la contre-révolution*, publié la revue *Autogestion et socialisme*, cahier N°24-25, septembre-décembre 1973, et accessible sur internet.

pensait que *« les activités des organes de base du contrôle doivent respecter les limites établies par les directives du Conseil panrusse du contrôle ouvrier. Nous devons le dire clairement et catégoriquement, afin que les ouvriers, dans chaque entreprise, ne croient pas que l'entreprise leur appartient »*.

Le 20 décembre 1917, le journal officiel des syndicats, le *Professionalny Vetsnik*, publie une *Résolution sur les syndicats et les partis politiques* : *« Sans se transformer pour autant en organes indépendants de lutte politique, en partis politiques indépendants ou en appendices de partis, les syndicats ne peuvent pas rester cependant indifférents aux problèmes posés par la lutte politique du prolétariat (...) En unissant leur destin à celui d'un parti politique, les syndicats doivent, en tant qu'organisations de lutte du prolétariat, appuyer les mots d'ordre et l'activité politique du parti prolétarien, qui, à un moment donné, permet d'accomplir plus rapidement d'autres tâches historiques. »*

Le même journal publie un article de Losovski protestant contre la politique bolchevique de répression des grèves ouvrières contre le nouveau pouvoir : *« la tâche des syndicats et du pouvoir des Soviets est d'isoler les éléments bourgeois qui dirigent les grèves et poussent au sabotage, mais nous ne devrions pas essayer d'y arriver par des*

*moyens purement mécaniques, par des arrestations, des envois au front, ou la suppression des cartes de ravitaillement. (...) Nous trouvons absolument inadmissible la censure préalable, la suppression de la liberté d'agitation pour les partis socialistes et démocratiques. L'interdiction de journaux, la violence contre des grévistes, etc., irritent des plaies toujours vives. Il y a eu beaucoup trop d'«actions» de ce genre dans un passé récent qui restent gravées dans la mémoire des masses laborieuses russes, et cela peut mener à des analogies funestes pour le pouvoir soviétique ».*

Deux thèmes allaient dominer le Premier Congrès panrusse des syndicats à Petrograd qui se tint du 7 au 14 janvier 1918 : Quels devaient être les rapports entre les soviets d'usine et les syndicats ? Et quels devaient être les rapports entre les syndicats et le nouvel État ? Selon Losovski, « *les soviets d'usine étaient à ce point maîtres des lieux qu'ils étaient, trois mois après la révolution, dans une grande mesure indépendants par rapport aux organes de contrôle* »<sup>32</sup>. Le Congrès, à majorité bolchevique, vota la transformation des soviets d'usine en organes syndicaux.

Le Premier Congrès panrusse des travailleurs du textile, qui se tint à Moscou les 15-21

<sup>32</sup> *Pervy vserossiiski s'yezd professionalnykh soyuzov, 7-14 yanvarya 1918 g.* [Premier Congrès panrusse des syndicats, 7-14 janvier 1918], Moscou, 1918. Cité par Maurice Brinton in *Les bolcheviques et le contrôle ouvrier*, op. cit.

janvier 1918, avec une majorité bolchevique, déclare que « *le contrôle ouvrier n'était qu'un stade transitoire vers l'organisation planifiée de la production et de la distribution* ». Le syndicat adopte de nouveaux statuts proclamant que la cellule de base du syndicat (le comité d'usine) a pour mission d'appliquer, dans chaque entreprise, les décisions du syndicat. S'adressant au Congrès, Losovski déclare que « *si le "patriotisme" local de certaines usines entre en conflit avec les intérêts du prolétariat dans son ensemble, nous affirmons résolument que nous ne reculerons devant aucune mesure pour supprimer les tendances pernicieuses pour les travailleurs* »<sup>33</sup>.

Le second Congrès panrusse des syndicats réunit, du 16 au 25 janvier 1919, 600 délégués : 450 bolcheviques, 30 mencheviques, 37 sociaux-démocrates internationalistes (dont Losovski), et quelques anarchistes. Tout au long de l'année 1918, les syndicats avaient joué un rôle croissant dans la gestion d'une industrie de plus en plus largement nationalisée. L'accroissement des syndicats s'était poursuivi : 1.500.000 adhérents en juillet 1917, 2.600.000 en janvier 1918, et 3.500.000 en janvier 1919. Ce que Lénine appelait « les fonctions étatiques » s'élargissaient toujours

<sup>33</sup> *Vsesoyuzny s'yezd professionalnykh soyuzov tekstilshchikov i fabrichnykh komitetov*, Moscou 1918. Cité par Maurice Brinton in *ibid*.

davantage et se fondaient avec celles de l'appareil gouvernemental d'administration et de contrôle de l'industrie, suscitant toujours des critiques, notamment celles de Losovski. Le Congrès adopte une résolution demandant qu'un statut officiel garantisse les prérogatives administratives des syndicats. Le Commissaire au Travail, Vassili Schmidt<sup>34</sup>, accepte que les organes du Commissariat du Travail eux-mêmes puissent être construits à partir de l'appareil syndical. Pour finir, le Congrès met en place un Exécutif, investi de l'autorité suprême entre les Congrès.

Début mars 1919, Losovski prend la parole (en français) au meeting organisé par le Groupe français de Moscou à la Maison des Syndicats suite à l'assassinat de Jeanne Labourbe à Odessa<sup>35</sup>. Il amorce alors son ralliement au léninisme et sous son impulsion, le petit Parti social-démocrate internationaliste se rapproche des bolcheviques pour s'autodissoudre en janvier 1920. Losovski est

---

<sup>34</sup> Schmidt avait remplacé Chliapnikov à ce poste en décembre.

<sup>35</sup> Marcel Body : *Les groupes communistes français de Russie 1918-1921*, in *Contributions à l'histoire du Comintern*, (sous la direction de Jacques Freymond), Publication de l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales n°45, Librairie Droz, Genève, 1965, p. 50. Jeanne Labourbe (1877-1919) était venue comme enseignante en Pologne. Membre du groupe communiste français en Russie, elle traversait les lignes pour donner des tracts aux soldats français débarqués pour aider les armées blanches. Elle fut arrêtée à Odessa, torturée par les forces françaises, et fusillée dans le cimetière de la ville.

réintégré dans le parti en décembre 1919, et se trouve aussitôt plongé dans le débat sur la militarisation des syndicats.

En 1919, pour remédier à l'effondrement de l'économie, Trotski rédige un projet de thèse pour le CC dans lequel il propose l'application des méthodes de guerre sur le front économique et la remise au Commissariat de la guerre de la direction économique. La *Pravda* publie le 17 décembre 1919 le projet qui provoque une levée de boucliers. Tomski, Losovski et toute la fraction bolchevique des syndicats repoussent le projet, le 12 janvier 1920.

Dans le cadre du communisme de guerre, fin de la guerre civile aidant, l'Armée rouge effectuait déjà, en Ukraine, au Caucase et dans l'Oural, des tâches économiques. Trotski prend alors en charge — outre l'armée — les transports. Il met sur pied le Comité d'organisation des transports (*Tsektran*) qu'il substitue à la direction syndicale, réclame et obtient des pouvoirs étendus, et traite avec une impitoyable sévérité les « déserteurs du travail ». Si les transports s'améliorent, les méthodes autoritaires et bureaucratiques de Trotski hérissent le syndicat des cheminots dirigé par Losovski. Losovski trouve un appui chez Zinoviev, qui dirige l'IC et le parti de Léninegrad, et critique publiquement les « méthodes policières » du *Tsektran*. La fronde

s'élargit à Préobrajenski, alors Secrétaire du parti, mais dans un premier temps, la majorité du CC soutient Trotski et élargit même ses prérogatives à la remise en route de l'industrie du Donetz et de l'Oural. Là aussi, il se heurte aux syndicats et menace de les « briser ». Tomski, président des syndicats, pose la question au CC le 8 novembre : Trotski a-t-il le droit d'éliminer des dirigeants syndicaux élus ? Par 8 voix contre 6, le CC adopte un texte qui, tout en défendant « *les formes saines de militarisation du travail* », condamne « *la dégénérescence de la centralisation et du travail militarisé en bureaucratie, en morgue, en fonctionnarisme mesquin et en ingérence tracassière dans les syndicats* ». Le CC charge une commission d'étudier les rapports entre parti et syndicats et déclare que seul son responsable, Zinoviev, pourra s'exprimer en public à ce sujet. Trotski refuse de siéger dans cette commission qu'il juge partielle...

Le 7 décembre, Zinoviev rapporte devant le CC et propose la suppression du *Tsektran*, et le rétablissement de la démocratie ouvrière et paysanne : « *Si nous avons nous-mêmes confisqué les droits démocratiques les plus élémentaires pour les ouvriers et les paysans, il est temps aujourd'hui d'en finir avec cet état de choses. Nous établirons des contacts plus intimes avec la classe ouvrière. Nous tiendrons des réunions dans les casernes, les camps, les*

*usines. Les masses laborieuses comprendront alors que ce n'est pas une plaisanterie quand nous proclamons que c'est une ère nouvelle qui va commencer et qu'aussitôt que nous pourrons respirer de nouveau librement, nous transférerons nos réunions politiques dans les usines. [...] On nous demande ce que nous entendons par démocratie ouvrière et paysanne. Je réponds : rien, de plus et rien de moins que ce que nous entendions par là en 1917 »<sup>36</sup>.*

Le débat va occuper des centaines de réunions du 30 décembre au début de mars. Trois plates-formes s'affrontent. Celle de Trotski (rejoint par Boukarine) propose d'intégrer les syndicats à l'appareil d'État en les chargeant de la production et par conséquent de la productivité et de la discipline du travail ; celle de l'Opposition ouvrière dénonce la militarisation et la bureaucratization et propose le « contrôle ouvrier » sur la production, exercée par les syndicats dans les entreprises et par un « congrès des producteurs » à l'échelle du pays. La troisième plate-forme est celle de Lénine qui rallie Zinoviev, Staline et la majorité du CC. En période de transition, les syndicats doivent « éduquer » les ouvriers, développer leur sentiment de responsabilité à l'égard de la production, et si le parti doit

---

<sup>36</sup> Pierre Broué : *Le Parti bolchevique, histoire du PC de l'URSS*, Éditions de Minuit, Collection Arguments, Paris, 1963.

maintenir sur eux son contrôle, ils ne doivent pas être mis sous tutelle et doivent continuer à exprimer les aspirations des travailleurs et à assurer leur défense, au besoin, contre l'État. Les thèses de Lénine l'emportent par 336 voix contre 50 à celle de Trotski-Boukarine et 18 à celle de l'Opposition ouvrière – une commission spéciale présidée par Zinoviev, et à laquelle participe Losovski, est alors créée pour veiller à l'exécution de ces décisions.

## **6. Le Conseil International des Syndicats**

Ce n'est qu'en 1913 que se forme à Londres la Fédération syndicale internationale (FSI). Le Secrétariat Syndical International, créé en 1901, qui la précédait, rassemblait bien 19 confédérations représentant 7.400.000 syndiqués, mais se bornait à l'échange de rapports et d'information. Comme les dirigeants politiques socialistes, les dirigeants syndicaux s'alignent sur leur bourgeoisie au déclenchement de la guerre mondiale. Le siège de la FSI déménage alors de Berlin à Amsterdam, en pays neutre, où les activités de la FSI se réduisent à presque rien. La FSI, dite « Internationale d'Amsterdam », se reconstitue à l'été 1919 autour d'un programme ultra-réformiste où n'apparaît même pas le mot socialisme : elle reconnaît le programme du président Wilson, participe à la Société des

Nations et à l'Organisation Internationale du Travail, et s'emploie à marginaliser le syndicalisme révolutionnaire.

Les premiers échecs de la vague révolutionnaire qui traverse l'Europe après-guerre étant généralement imputés à l'absence de parti de type bolchevique, des PC se construisent dans chaque pays - dès 1920 en France. Mais la plupart d'entre eux n'ont de bolchevique que l'intention : ils sont faibles, hétérogènes, voire en cours de construction. Ils regroupent des syndicalistes-révolutionnaires (quoique la plupart d'entre eux restent uniquement organisés dans les syndicats), des militants de la gauche de la social-démocratie et de jeunes ouvriers et des soldats. À l'inverse, le courant syndicaliste-révolutionnaire est alors large, solide et expérimenté : il a été au cœur de la lutte contre la guerre et a animé les grèves depuis 1918.

Libertaires et syndicalistes-révolutionnaires soutiennent alors l'IC Le Comité pour la reprise des relations internationales auquel Losovski avait contribué, devient en mai 1919 le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale qui délègue Rosmer à Moscou. Rosmer est admis au Comité exécutif de l'IC et siège à la Commission des problèmes internationaux et à la Commission syndicale<sup>37</sup>. Autre grande

---

<sup>37</sup> L'intérêt syndicaliste-internationaliste de Rosmer venait de loin : il avait participé à de nombreuses délégations

figure du syndicalisme-révolutionnaire à s'engager dans l'IC : Tom Mann. Mineur britannique devenu ingénieur, il avait fondé en 1884 la *Ligue des huit heures*. Devenu communiste en 1886, il fut un des principaux acteurs de la grève victorieuse des docks de Londres en 1889. Président du nouveau Syndicat général des travailleurs des docks de la Fédération internationale des ouvriers du transport, il fut expulsé de plusieurs pays européens pour ses activités syndicales. Mann émigra en Nouvelle-Zélande et en Australie, où il poursuivit une influente action politique et syndicale. De retour en Angleterre, il conduisit la grève générale des transports de Liverpool en 1911. Il est condamné pour incitation à la rébellion pour avoir appelé les soldats à ne pas tirer sur les grévistes. Opposé à la guerre, il adhère au Parti Socialiste Britannique et devient un des fondateurs du PC en Grande-Bretagne.

La lutte des classes est alors à son paroxysme en Europe : en mars, la grève générale en Allemagne fait échouer la tentative de putsch de Kapp, une vague de grèves avec occupation d'usines va croissante en Italie (elle culminera en août), tandis qu'en France, en mai, à l'initiative de la CGT, les chemi-nots tentent en vain de déclencher une grève

---

tions en Angleterre, en Suisse, en Belgique et ainsi participé à la conférence fondatrice de la FSI à Londres en 1913.

générale. L'Armée rouge marche quant à elle sur Varsovie (elle sera défaite sur la Vistule en août). Le sentiment d'être à la veille de la révolution mondiale, et que l'IC est la seule organisation pouvant la coordonner, rapproche d'elle plusieurs réformistes comme Bianchi et d'Aragona de la CGIL italienne, ou Williams et Purcell du TUC britannique.

Losovski fait remonter le processus de fondation de l'ISR à l'appel lancé par le Conseil panrusse des syndicats du 10 octobre 1919, à l'occasion de la Conférence de Washington, et proposant la création d'un organe central international pour les syndicats révolutionnaires<sup>38</sup>. La question est discutée fin 1919, au premier Congrès panrusse des syndicats et en juin 1920, Lénine expose à Losovski que les modalités de la fondation de l'internationale syndicale importent peu : il faut avant tout créer un centre qui clarifiera ensuite par la pratique son mode d'organisation et de fonctionnement<sup>39</sup>. Le 15 juin, une réunion à laquelle participent des représentants syndicaux des Républiques soviétiques, d'Angleterre, d'Italie, et de courants minoritaires français et espagnols, discute de l'unité

---

<sup>38</sup> Losovsky : *Amsterdam, Moscou, Londres*, in *Le Bulletin communiste*, n°16 (2<sup>e</sup> année), 21 avril 1921, p. 264.

<sup>39</sup> Selon R. Tosstorff, *Profintern : Die Rote Gewerkschaftsinternationale 1920-1937*, 2004 cité par Constance Margain in *Syndicats rouges : la fondation du Profintern*, 26 février 2014.

syndicale révolutionnaire. Losovski y participe comme représentant du Comité central exécutif des syndicats russes. Y participent aussi Williams, D'Aragona et Colombina. Les discussions se prolongèrent et, le 15 juillet, les syndicats russes, italiens, espagnols, yougoslaves et bulgares produisirent une résolution qui tente de concilier les points de vue bolcheviques et syndicalistes, et invite les militants révolutionnaires à militer dans les syndicats de la FSI afin « *d'y exercer une action énergique pour éliminer de la direction du mouvement syndical les opportunistes qui ont collaboré et collaborent avec la bourgeoisie en acceptant la guerre et qui continuent de servir les intérêts de l'impérialisme capitaliste en participant à la duperie qu'est la Société des Nations* ». Ce 15 juillet 1920, le Conseil international des syndicats est constitué. On y retrouve Losovski, représentant le Conseil Central panrusse des Syndicats, D'Aragona de la CGT italienne, l'anarchiste Ángel Pestaña de la CNT, Tom Mann de la minorité des Trade Unions, Alfred Rosmer des comités syndicalistes-révolutionnaires de la CGT française<sup>40</sup>, Milkitsch de la CGT yougoslave, Ikadzé de la minorité communiste des Syndicats Ouvriers de Géorgie et Chabline de l'Union Générale

---

<sup>40</sup> Les Comités syndicalistes révolutionnaires sont créés après le congrès cégétiste d'Orléans (septembre-octobre 1920) pour structurer l'opposition à la direction réformiste de la CGT.

des Syndicats Ouvriers de Bulgarie. Une première réunion de ce Conseil se tient dès le 16 juin 1920. Il va travailler pendant un an en vue de l'organisation d'un congrès international syndical.

Lénine développe à ce moment la thèse du cheval de Troie : les communistes doivent travailler dans les syndicats existants plutôt que de créer des syndicats révolutionnaires. Ils doivent y faire valoir les thèses communistes jusqu'à l'éclatement de la révolution. Dans sa brochure *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, il critique ceux qui refusent de militer dans les centrales « réformistes ». Les bolcheviques sont favorables à la coordination des syndicalistes de classe, mais à ce moment, dans les débats, cela n'implique pas forcément la création d'une internationale concurrente de la FSI. Les bolcheviques veulent contrebalancer l'influence de la FSI, mais n'envisagent pas de scissionner les syndicats qui la constituent et qui comptent en 1920 22 millions d'adhérents. La vague révolutionnaire est telle qu'il apparaît possible de déloger les réformistes de la direction des principaux syndicats, en France et en Italie particulièrement.

Cette ligne est imposée, notamment contre les « gauchistes » hollandais et allemands : en avril 1920, le Comité exécutif de l'IC dissout le Bureau ouest-européen à Amsterdam, en

raison du refus de ses dirigeants de travailler dans les syndicats réformistes<sup>41</sup>. Le 2 juin 1920, le Comité exécutif de l'IC publie une lettre ouverte aux membres du Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD), critiquant la position de ce parti concernant les syndicats. Finalement, le 8 août, le Comité exécutif de l'IC décidera de dissoudre tous les centres régionaux existants et de les remplacer par des représentants individuels responsables directement devant lui<sup>42</sup>.

Le II<sup>e</sup> congrès du IC revient, en juin-juillet 1920, sur la question syndicale. Le président de l'IC, Zinoviev, était partisan d'une subordination directe des syndicats au Komintern sous la forme d'une « section syndicale » dans l'IC. L'article 14 des statuts prévoyait cette intégration : « *Les syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et qui forment des groupes internationaux, sous le contrôle du Comité exécutif de l'IC, constituent une section syndicale de l'IC* ». Plusieurs syndicats avaient déjà adhéré, comme la CNT espagnole<sup>43</sup> ou

---

<sup>41</sup> Elle sera remplacée par un Bureau ouest-européen constitué par le KPD à Berlin.

<sup>42</sup> Le secrétariat de Berlin continuera d'exister jusqu'à la fin des années 1920, mais avec des fonctions essentiellement administratives.

<sup>43</sup> À son congrès de décembre 1919, la CNT espagnole qui vient pourtant d'être reprise en main par les groupes anarchistes aux dépens des syndicalistes-révolutionnaires, avait décidé son adhésion provisoire à l'IC

l'USI italienne<sup>44</sup>, d'autres se contentent d'envoyer des délégués au Congrès. Dans son rapport du 3 août sur la question syndicale, Karl Radek considère la relation de l'IC au syndicat comme la question la plus importante du mouvement. Les thèses de Radek, au nombre de trois, sont adoptées en commission le 4 août. L'IC refuse la création de nouveaux syndicats, chaque parti communiste doit prendre la direction des syndicats existants et pour cela former des fractions communistes en leur sein. Au niveau international, Radek invite les syndicats à entrer dans l'IC Le Conseil international des syndicats, tout en appartenant pleinement à l'organisation de l'IC, devait fonctionner sur un mode confédéral.

Le document, issu des discussions de juin-juillet, dénonçait la trahison de la FSI et mettait en avant la nécessité de l'unité des syndicats révolutionnaires sur base de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et de la lutte pour la révolution sociale<sup>45</sup>.

---

<sup>44</sup> L'Unione Sindacala Italiana, syndicaliste-révolutionnaire, avait réalisé en 1912 l'union des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires.

<sup>45</sup> L'élaboration de la première déclaration rencontra de grandes difficultés avec les réformistes « égarés » dans l'IC, comme D'Aragona qui était heurté d'exposer la nécessité de la dictature du prolétariat. D'Aragona représentait l'élément le plus à droite de ce Conseil, son glissement vers la droite ne cessera de s'amplifier, surtout après l'effondrement (auquel il contribua) du mouvement révolutionnaire des occupations d'usines d'août 1920. Lorsqu'à la scission du Congrès de Rome, en octobre 22, les réformistes quittent le PS, la CGIL rompt son pacte d'action

Les syndicalistes-révolutionnaires sont déstabilisés par rapport aux résolutions adoptées par le congrès de l'IC : « *L'IC répudie de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir un parti politique* ». La résolution attaque les IWW et « certains syndicalistes-révolutionnaires » hostiles au parti communiste. Une minorité de syndicalistes révolutionnaires était défiante : les jeunes PC leur apparaissaient aux mains de politiciens du type de ceux qui avaient trahi la cause ouvrière en 1914, sentiment renforcé par la présence d'anciens sociaux-démocrates dans ces partis. Cependant, la majorité des syndicalistes révolutionnaires européens, après avoir constaté l'effet de leur faiblesse d'organisation en 1914, se rallient aux thèses léninistes. L'Opposition ouvrière ne trouve aucun soutien chez leurs délégués lorsqu'elle intervient au congrès afin de mettre en garde contre la domination des syndicats par le Parti. Mais si les nouveaux partis communistes apparaissent comme l'organisation qui avait manqué aux syndicalistes-révolutionnaires, il y a

---

avec le PSI. Après l'accession du Mussolini au pouvoir, la direction syndicale, D'Aragona en tête, « collaborent d'un point de vue technique » avec le gouvernement fasciste. Cela n'empêchera pas les fascistes de dissoudre peu après partis et syndicats. Cf. Nicos Poulantzas: *Fascisme et dictature - La troisième internationale face au fascisme*, François Maspéro collection « Les textes à l'appui », Paris 1970, p. 226.

loin de cette reconnaissance à l'acceptation d'une subordination des syndicats au parti. L'autonomie syndicale reste pour beaucoup, et particulièrement en France, un principe intangible.

Un congrès syndical international est prévu à Moscou en 1921. Une conférence internationale est organisée à Berlin par les syndicalistes révolutionnaires, du 16 au 21 décembre 1920, pour en discuter. Après des débats houleux portant notamment sur la dictature du prolétariat, perçue par certains comme une domination de l'État, les syndicalistes présents<sup>46</sup> décident de participer au congrès de Moscou.

Losovski effectue à ce moment, outre son travail syndical, différentes missions pour l'IC. C'est à l'occasion d'une délégation de l'IC en Allemagne qu'il écrit une *Lettre à un camarade français*, où il explique les rapports entre le parti et les syndicats en Russie<sup>47</sup>. Le 12 octobre 1920, il assiste avec Zinoviev, comme représentants officiels de l'IC, au congrès extraordinaire de l'USPD, à Halle. L'USPD (le « SPD-indépendant ») avait été constituée en

---

<sup>46</sup> Entre autres : Jean Ceppe, Victor Godonnèche, Tom Baker, Georg Hardy, Jack Tanner...

<sup>47</sup> Losovsky : *Le Parti Communiste et les Syndicats Ouvriers - Lettre à un camarade français* in *Le Bulletin communiste* n°23 (2<sup>e</sup> année), 2 juin 1921, pp. 383-384. À ce moment, quatre membres du CC du parti sont en même temps élus au Conseil central panrusse des syndicats ; de ces quatre, trois sont syndicalistes.

avril 1917 par les militants exclus du SPD fin 1916 en raison de leur opposition à la guerre. Les fondateurs de la Ligue spartakiste (Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Clara Zetkin, Paul Levi) en étaient membre, tout en suivant leur propre ligne qui les mènera à scissionner et former le KPD en décembre 1918. Encouragés par Zinoviev et Losovski, les congressistes de Halle votent en faveur de l'adhésion à l'IC et par là, pour l'unification avec le KPD.

## **7. La fondation de l'ISR**

Prévu pour le premier mai 1921, le congrès se tient finalement du 3 au 19 juillet à Moscou, dans la Maison des Syndicats, auparavant Maison de l'Assemblée de la Noblesse, à côté du Kremlin. 380 délégués sont présents, représentant 41 pays et revendiquant (en exagérant un peu) 17 millions d'adhérents. On retrouve des organisations syndicales des républiques soviétiques<sup>48</sup>, la Russie bien entendu, mais aussi de la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, l'Abkhazie, l'Ukraine et la République de l'Extrême-Orient. Certaines délégations latino-américaines ont pu rejoindre Moscou comme l'argentine et la mexicaine. L'Europe de l'Est est la mieux représentée avec la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Lettonie, l'Estonie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie

---

<sup>48</sup> L'URSS ne sera fondée que l'année suivante.

et la Roumanie. Les délégués de l'USI n'ont pas réussi à arriver à temps, mais la CGIL italienne est représentée puisqu'elle a décidé d'adhérer tout en restant membre de la FSI.

Le courant syndicaliste-révolutionnaire de la CGT française est présent. La CNT espagnole a envoyé des représentants, entre autres Pestana, Maurin et Nin. La délégation anglaise, menée par des militants expérimentés comme Tom Mann, estime représenter 20% des 7 millions d'ouvriers syndiqués dans son pays. L'Allemagne est représentée par les délégués des syndicats catégoriels ou locaux, indépendants de la puissante centrale sociale-démocrate (ADGB), de l'Union Libre de Gelsenkirchen (issue de la FAUD, syndicaliste-révolutionnaire), de l'Organisation Centrale Syndicale (tendance révolutionnaire active dans l'ADGB, animée par le Parti Communiste Unifié). Les divers délégués allemands représentent ensemble 2 millions d'adhérents. Les délégations nord-américaines sont aussi diverses : les IWW sont représentées par Williams et ce dernier s'oppose à l'adhésion d'autres organisations, elles aussi présentes, au prétexte qu'elles sont adhérentes à l'AFL : le Conseil syndical de Seattle (50.000 membres), le Conseil syndical de Détroit (60.000), le Conseil Ouvrier de New York, la section des mineurs du Kansas, et trois sections du syndicat des mécaniciens. Un autre

délégué américain représente des syndicats indépendants ou exclus de l'AFL. Deux tendances révolutionnaires de la One Big Union (centrale canadienne) sont présentes. Il y a aussi des représentants pour l'Australie, la Finlande, le Danemark et la Turquie. La centrale norvégienne LO assiste au congrès malgré son affiliation à la FSI.

Selon l'ordre du jour, le débat sur les liens avec l'IC devait être introduit par Zinoviev, avec Rosmer comme co-rapporteur. Zinoviev avait écrit un rapport se focalisant sur la critique des « préjugés syndicalistes » (anti-politiques, antipartis), et s'était rendu impopulaire chez les congressistes avant même le début des débats. Losovski se rendit alors chez Rosmer pour lui expliquer que Zinoviev renonçait à son rapport et à sa participation au congrès et lui dit : « *Au lieu de deux rapports il n'y en aura qu'un, le vôtre.* » Rosmer renâcla devant la tâche : « *Mais Losovski insista, me mena devant Tom Mann et Trotsky qu'il avait informés, et c'était des trois à qui serait le plus insistant. Je dus m'incliner.* »<sup>49</sup>

Pour des raisons circonstanciées<sup>50</sup>, la délégation française est constituée en majorité de « syndicalistes purs », sectaires, avec pa-

---

<sup>49</sup> Alfred Rosmer : *Moscou sous Lénine*, tome 2 1921-1924. François Maspero, Petite collection Maspero n°65, Paris 1970, pp. 39-40.

<sup>50</sup> Notamment la préparation en France du congrès de Lille de la CGT.

radoxalement peu d'expérience syndicale. Elle quitte tout d'abord le congrès après avoir demandé à ce que la question des liens avec l'IC soit débattue en priorité. Cette démarche polémique (qui vise à provoquer d'emblée un clivage) est rejetée par la majorité des congressistes<sup>51</sup>. La délégation française sera isolée et discréditée, d'autant qu'elle joue aux donneuses de leçon alors que le bilan récent du syndicalisme français est médiocre. Le congrès rétorque aux Français « *vous parlez toujours de grève générale. Mais vous ne la faites jamais. C'est nous qui la faisons* »<sup>52</sup>.

<sup>51</sup> L'attitude de cette délégation est critiquée au sein du courant syndicaliste-révolutionnaire : « *On est ainsi étonné que des militants qui se disent favorables à l'indépendance syndicale, demandent à se réunir seulement après qu'une internationale politique ait elle-même débattu. Pour mieux critiquer les positions de l'IC, les anarcho-syndicalistes veulent qu'elle s'exprime tout d'abord. Cette tendance n'hésite donc pas à sacrifier sa stratégie (l'indépendance syndicale) au nom de la tactique (isoler les partisans de l'IC). Cela est le propre des opportunistes. [...] En fait, la tendance "syndicaliste pure", en France comme ailleurs, est au contraire en train de trouver une cohérence politique avec ce qui sera désormais appelé "anarcho-syndicalisme". C'est donc en toute logique qu'elle donne la priorité à l'affrontement avec une autre tendance politique, l'IC Non seulement l'activité syndicale ne l'intéresse pas vraiment, mais elle glisse de plus en plus sur le terrain de la philosophie et des luttes de pouvoir.* »

<sup>52</sup> Ces controverses « françaises » prirent beaucoup de temps et d'énergie à Losovski. Le seul souvenir qu'André Morizet, délégué au congrès de l'IC, rapporte de Losovski est que celui-ci « *controversait fougueusement dans tous les coins sur l'attitude des Syndicats français réfractaires à l'alliance avec le Parti communiste.* » André Morizet : *Chez Lénine et Trotski, Moscou 1921*, La Renaissance du Livre, Paris, 1922, p. 48. Charles-André Julien rapporte ses discussions à ce propos avec Rosmer : l'intransigeance

À ce moment, la délégation espagnole (Nin, Maurin, Jesus Ibanez et même Arlandis) appuie la position de Rosmer et se déclare favorable à des liens permanents entre les deux internationales. Arlandis sera d'ailleurs élu au bureau de l'ISR alors qu'il est, des quatre délégués espagnols, le plus proche des syndicalistes purs.

La résolution de principe est votée après de longs débats par 282 voix contre 25 :

*« Considérant que la lutte entre le travail et le capital dans tous les pays capitalistes a acquis, par suite de la guerre et de la crise mondiale, un caractère particulièrement tranchant, implacable et décisif. Que dans le processus de cette lutte se dessine devant les grandes masses ouvrières, de jour en jour plus distinctement, la nécessité d'écarter la bourgeoisie de la gestion de la production et, partant, du pouvoir politique. Que ce résultat ne peut être atteint que par l'établissement de la dictature du prolétariat et du régime communiste. Que dans leur lutte pour la conservation de la dictature bourgeoise toutes les couches capitalistes dominantes ont atteint déjà un degré considérable de concentration et*

---

des Français était venue non seulement à bout de la patience de Rakovski, mais aussi de celle de Losovski qui était pourtant « plutôt conciliant ». Charles-André Julien : *Souvenirs de Russie - 1921* in *Le mouvement social* n°70, janvier-mars 1970, Paris, p. 12.

*d'unification de leurs organisations nationales et internationales, aussi bien politiques qu'économiques. Que l'action offensive et défensive du prolétariat rencontre une force unie de la bourgeoisie. Que la logique de la lutte des classes actuelle exige l'unification la plus complète des forces du prolétariat et de sa lutte révolutionnaire et détermine ainsi la nécessité d'un contact étroit et d'une liaison organique entre les diverses formes du mouvement ouvrier révolutionnaire, avant tout entre l'Internationale Communiste et l'ISR, il est hautement désirable<sup>53</sup> que tous les efforts soient faits dans le domaine national vers l'établissement de relations similaires entre les partis communistes et les syndicats rouges.*

*1) Toutes les mesures doivent être prises pour le groupement le plus ferme des syndicats révolutionnaires dans une organisation de combat unifiée, avec un centre dirigeant, une Internationale unique, l'Internationale rouge des syndicats ouvriers.*

*2) Des liens aussi étroits que possible doivent être établis avec la III<sup>e</sup> Internationale communiste, avant-garde du mouvement ouvrier révolutionnaire dans le monde entier, basés sur la représentation réciproque au*

---

<sup>53</sup> Ce caractère « hautement désirable » était « obligatoire » dans le texte proposé par Losovski, ce changement est une concession aux délégués français.

*sein des deux organes exécutifs de libération communiste.*

*3) Cette liaison doit avoir un caractère organique et technique, elle devrait se manifester dans la préparation conjointe et la réalisation des actes révolutionnaires sur une échelle nationale aussi bien qu'internationale.*

*4) Le congrès affirme la nécessité de tendre à l'unité des organisations syndicales révolutionnaires et à l'établissement d'une liaison réelle et étroite entre les Syndicats ouvriers rouges et le Parti Communiste dans l'application des directives des deux congrès. »*

Mais cette résolution embarrasse les syndicalistes révolutionnaires bien au-delà du courant « syndicaliste pur » : le congrès de la CGT approche et le CSR est sur le point de gagner la majorité, entre autres sur la question de l'adhésion à l'ISR. Or cette résolution de l'ISR permettra à la direction réformiste de la CGT de se présenter comme le défenseur de l'indépendance syndicale. Les syndicalistes révolutionnaires français dénoncent publiquement cette résolution et, afin de résoudre cette crise, le bureau de l'ISR organise une réunion spéciale le 13 août 1921. Il en sort un texte qui précise le contenu de la résolution et dédramatise la situation. Le texte rappelle

que l'enjeu est la coordination des forces révolutionnaires et que cette coordination peut prendre des formes différentes selon les pays. Au niveau international, ce lien prend la forme d'une représentation mutuelle entre les deux Internationales, mais le texte précise « *les deux congrès communiste et syndical traitant cette question n'ont pas considéré la représentation mutuelle comme une subordination d'une Internationale à l'autre* ». La résolution de compromis précise également dans toutes les résolutions votées, on ne trouve pas l'idée de subordination au *parti* communiste, mais l'idée de conquête du mouvement syndical au communisme. Ce texte rappelle que l'ISR a été créée en premier lieu comme moyen de structurer les organisations syndicalistes-révolutionnaires aux côtés de l'IC

Les bolcheviques font ainsi un nouveau compromis aux syndicalistes révolutionnaires les plus attachés à l'indépendance syndicale. Ils mesuraient l'importance du mouvement syndicaliste-révolutionnaire et la création de l'ISR s'est imposée à eux pour ne pas se couper de la composante la plus importante du prolétariat révolutionnaire. Le poids des bolcheviques dans le mouvement syndical est faible et ils manquent d'expérience. Plus encore, le bolchevisme s'est construit en partie sur la base d'une critique de l'action syndicaliste. L'enracinement syndical des

socialistes-révolutionnaires est partout profond, et leur expérience est grande. C'est ainsi que loin d'être une simple création de l'IC sur le front syndical, bénéficiant du poids des partis communistes, l'ISR a été le moyen par lequel ces PC ont pu acquérir un ancrage et une expérience syndicales.

La composition de la première direction de l'ISR montre l'importance des syndicalistes-révolutionnaires. Le Secrétaire général de l'ISR est bien un bolchevique, mais Losovski n'est pas un bolchevique classique – surtout sur la question syndicale. Le choix, parmi les bolcheviques, de Losovski était en soi un signe d'ouverture aux syndicalistes-révolutionnaires. Le Secrétaire adjoint à l'organisation est aussi un bolchevique, et non des moindres puisqu'il s'agit de Mikhaïl Kalinine, Président du Comité Exécutif Central, c'est-à-dire (officiellement) le chef de l'État russe soviétique<sup>54</sup>. Les autres dirigeants sont syndicalistes-révolutionnaires, à commencer par Alfred Rosmer et André Nin<sup>55</sup>. Rosmer et Nin rompent bientôt avec l'IC, tandis que d'autres figures du syndicalisme-révolutionnaire, devenu dirigeants de l'ISR, s'en

---

<sup>54</sup> Tomski est bien membre du Bureau exécutif de l'ISR, mais en tant que secrétaire de la Centrale syndicale russe.

<sup>55</sup> Nin était secrétaire du Comité National de la CNT (alors syndicaliste-révolutionnaire) dont il était membre depuis la grève générale d'août 1917 à Barcelone.

rapprochent, comme Tom Mann<sup>56</sup> ou Enrique Florès Magon<sup>57</sup>, le représentant de la CGT mexicaine. Florès Magon dirigera le Bureau du syndicalisme latino-américain, créé par l'ISR pour coordonner les actions de la classe ouvrière dans le centre et le sud du continent et qui deviendra en mai 1929 la Conférence Syndicale Latino-Américaine<sup>58</sup>.

L'importance politique de la composition de cette direction, la reconnaissance de l'autonomie syndicale qu'elle exprimait, est généralement minimisée en raison de l'intérêt

---

<sup>56</sup> Tom Mann continua son activité politique communiste et syndicaliste jusqu'à sa mort en 1941. Il fut plusieurs fois arrêté pour sédition et continua d'être une figure populaire du mouvement ouvrier ; une unité des Brigades internationales prit en son honneur le nom de « Tom Mann Centuria ».

<sup>57</sup> Enrique Florès Magon avait animé, avec ses frères, un courant anarchiste avançant masqué sous le couvert du *Partido Liberal Mexicano*. Ayant regroupés et organisés leurs partisans aux États-Unis, ils lancèrent un soulèvement armé en Basse-Californie en 1911, sous le mot d'ordre « Tierra y Libertad ». Le PLM, dont l'armée comportait de nombreux anarcho-syndicalistes américains de l'IWW s'empara des villes de Mexicali et de Tijuana, avant d'être vaincu par l'armée mexicaine. Enrique Florès Magón sera emprisonné aux États-Unis et revint au Mexique en 1923 où il commença ses activités syndicales.

<sup>58</sup> Devenu membre du Parti communiste mexicain, Enrique Florès Magon mena quelques missions pour le Komintern (ainsi en 1925 à Cuba, pour l'unification des différents groupes qui fonderont ensemble le parti communiste cubain). Suite à la scission anarcho-syndicaliste, la CGT mexicaine quitta l'ISR, en juin 1922, le PC mexicain créa alors une Fédération communiste du Prolétariat mexicain pour retrouver une base syndicale au Mexique. Cf. José Rivera Castro : *Le syndicalisme officiel et le syndicalisme révolutionnaire au Mexique dans les années 1920*, in *Le Mouvement social* N°103, avril-juin 1978, pp. 31-52.

ultérieur des principaux courants de surévaluer le poids des bolcheviques et de l'IC dans le projet de l'ISR. Les bolcheviques voulant valoriser leur rôle et minimiser celui de cette première direction parce que la plupart de ces dirigeants ont rompu avec l'IC<sup>59</sup>, et ceux qui ont rompu avec le Komintern (trotskistes, anarcho-syndicalistes) justifiant *a posteriori* leur rupture par la « mainmise stalinienne » sur l'ISR.

Pourtant, le programme de l'ISR n'en fait pas une dépendance de l'IC. L'ISR est, à sa fondation, une organisation autonome révolutionnaire dotée d'un programme révolutionnaire qui lui est propre. Il lui revient d'organiser les masses en vue du « *renversement du capitalisme, de la libération des travailleurs et de l'instauration du pouvoir prolétarien* ». Elle est donc le point de rencontre de deux processus : celui par lequel les bolcheviques découvrent et reconnaissent le fait syndical et particulièrement le syndicalisme révolutionnaire, et celui par lequel la grande majorité

---

<sup>59</sup> En désaccord à partir du 1924, Rosmer quitte le Parti et tente en vain d'allier son activité syndicaliste-révolutionnaire avec une participation au mouvement trotskiste – il renoncera à participer à la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale et militera désormais dans la marge de ce mouvement. À partir de 1926, Nin rejoint l'Opposition de gauche et fonde, à son retour en Espagne, une organisation trotskiste. Il rompt avec Trotski et fonde le POUM en 1935. Suite aux affrontements de mai 1937 à Barcelone, Nin est arrêté et secrètement exécuté par le NKVD le 20 juin suivant.

des syndicalistes-révolutionnaires tire le bilan du succès de la Révolution russe et des échecs des révolutions allemandes, italienne ou hongroise, dépasse la vision simpliste de la grève générale et adhère à un projet de « prise du pouvoir » et de « dictature du prolétariat ».

Le départ de ce qu'on appellera les anarcho-syndicalistes et la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), ne sont pas des réactions à la mainmise de l'ISR par le parti bolchevique. Quand les futurs fondateurs de l'AIT engagent ce processus de division visant à isoler l'IC, l'ISR n'est pas contrôlée par l'IC : le poids des syndicalistes révolutionnaires y est écrasant. Dès avant le congrès fondateur de l'ISR, les organisations proches de l'anarcho-syndicalisme se rencontrent à Berlin, en décembre 1920, pour faire reconnaître au congrès à venir que, pendant la phase révolutionnaire, la gestion de l'économie doit revenir aux syndicats, sans intervention des partis politiques. La *Freie Arbeiter-Union Deutschlands* (FAUD) allemande, très hostile à l'IC, refuse d'aller au congrès comme elle s'y était engagée, et tente de saboter le congrès de l'extérieur. Le choix de la rupture était fait avant même la création de l'ISR. La FAUD entraînera dans la scission une CNT affaiblie par la répression (dont la direction vient d'être prise par les anarcho-syndicalistes aux dépens des

fondateurs syndicalistes-révolutionnaires), la CGT portugaise, et des organisations anarchistes sud-américaines qui ne sont parfois pas même des syndicats (FORA argentine). La plupart de ces organisations se marginaliseront et se diviseront, et l'AIT n'aura pas d'activité réelle sur le terrain syndical.

L'importance du courant syndicaliste-révolutionnaire était telle qu'il aurait pu agir d'égal à égal avec les bolcheviques dans le mouvement révolutionnaire international et garder la majorité dans l'ISR. Mais une partie du mouvement va choisir la bataille politique, qui va faire éclater le mouvement syndicaliste-révolutionnaire : un pôle va se rapprocher du léninisme et finira par subordonner l'ISR à l'IC, l'autre va évoluer en anarcho-syndicalisme et quittera l'ISR pour fonder cette AIT, marginale et impuissante<sup>60</sup>. Cette polarisation des syndicalistes-révolutionnaires laissera à terme l'ISR sans défenseur de l'indépendance syndicale.

## 8. Du choix de Losovski

Comme l'explique Olivia Gomolinski<sup>61</sup> les militants français qui ont connu Losovski à Paris ont par la suite brossé de lui des

---

<sup>60</sup> Elle ne coordonnera, au niveau international, qu'une campagne de soutien pour Sacco et Vanzetti en 1923 et une avec l'Espagne en 1936.

<sup>61</sup> Olivia Gomolinski : *Un modèle de médiation culturelle et politique*, op. cit., pp. 17-29.

portraits hostiles. Mais il s'agit d'hommes ennemis (comme Alphonse Merrheim) ou devenus ennemis du communisme kominternien (comme Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Marcel Martinet ou Jacques Mesnil).

Trotsky, dans un document écrit en exil à Constantinople, où il traite d'imbéciles et d'incapables tous les dirigeants de l'IC, prétend que le choix de Losovski était un choix par défaut : « *Sa connaissance des langues et de la vie occidentale le conduisit, dans ces années où la répartition des militants était encore très chaotique, à l'Internationale syndicale rouge. Lorsque, au Bureau politique, nous nous trouvâmes placés devant ce fait, nous tous – et Lénine le premier – nous hochâmes la tête ; nous nous consolâmes en nous disant qu'à la première occasion il faudrait le remplacer.* »<sup>62</sup>. Or, non seulement aucun élément historique ne vient soutenir cette affirmation, mais les lettres et mémoires des anciens proches de Losovski, comme Alfred Rosmer ou John Murphy, figurant dans les archives de l'ISR, révèlent au contraire des liens d'amitié et de respect.<sup>63</sup>

<sup>62</sup> Trotsky : *Qui dirige aujourd'hui l'Internationale Communiste* in *Œuvres*, volume 2, deuxième série, Institut Léon Trotsky, p. 237.

<sup>63</sup> Olivia Gomolinski : *Le Profintern : organisation internationale et administration soviétique*, in *Communisme* n°70-71, 2002, p. 134.

Les qualités et compétences de Losovski le désignaient pour cette fonction : Tomski, la seule autre figure syndicale parmi les vieux bolcheviques, a un profil exclusivement russe. Losovski est polyglotte (russe, allemand, français) ; ses compétences en matière syndicale sont incontestées, il a défendu les syndicats contre la militarisation trotskiste.

Losovski avait, on l'a vu, un tempérament fédérateur, ce qui le prédisposait aussi à ce rôle. Le soin qu'il apportait à l'unité ne procédait pas d'une peur du conflit (il sera, contre les réformistes de la FSI et les anarchistes de l'AIT, un polémiste féroce), mais d'une conception de la lutte de classe. Dans un texte significatif de 1921, *Les Vieux et les Jeunes*, il s'oppose aux projets de purges de vieux dirigeants issus de la social-démocratie en estimant à la gloire du parti bolchevique d'avoir su s'assimiler nombre d'anciens anarchistes, maximalistes, socialistes-révolutionnaires, mencheviques, bundistes, etc., sans altérer sa ligne politique<sup>64</sup>.

À l'ISR, Losovski s'entoure d'hommes au parcours proches du sien : Juifs, syndicalistes passés par le POSDR. Iossif Youzefovitch, son bras droit, est né à Varsovie en 1890, lié au syndicat des cuirs et peaux, membre du Bund jusqu'à son adhésion au POSDR. Maîtrisant

---

<sup>64</sup> Losovsky : *Les Vieux et les Jeunes* in *Le Bulletin communiste* n°4 (6<sup>e</sup> année), 25 avril 1924, pp. 101-102.

l'allemand et l'anglais, il effectue des missions pour l'ISR à Vienne, Dresde, Amsterdam, Paris, Francfort et Cologne, et passe clandestinement près de deux ans aux États-Unis. Nadejda Almaz, la cousine de Vassili Grossman, est la secrétaire personnelle de Losovski entre 1925 et 1932. Almaz est également proche de Dmitri Manouilski, l'ancien compagnon d'exil de Losovski à Paris, co-fondateur du *Nache Slovo*, dirigeant pour l'IC les affaires françaises, avec lequel elle a travaillé en Ukraine pendant la guerre civile<sup>65</sup>. Lev Geller appartient également à l'entourage immédiat de Losovski ; né en 1875, bolchevique depuis 1904, il parle six langues et a vécu en Allemagne et en Autriche.

Il semble que l'autorité de Losovski comme président de l'ISR était naturelle, ses discours et rapports étaient en phase avec la perception des situations et des perspectives des congressistes. Il ne semble avoir été désavoué qu'une seule fois, dans un incident à la dernière séance du II<sup>e</sup> Congrès de l'ISR rapporté par Alexandre Berkman. Au nom du PC russe, Boukarine avait mené une charge très violente contre les anarchistes russes, assimilant leur action à du banditisme. La salle, houleuse, demanda la discussion. Losovski voulut clore l'incident, arguant que le sujet

---

<sup>65</sup> Almaz est arrêtée en mars 1933 pour ses relations entretenues avec Victor Serge.

n'était pas à l'ordre du jour et qu'il ne valait pas la peine que l'on s'y étendît. Quelques délégués le critiquèrent : ce n'était pas à lui de décider si un sujet était intéressant ou non, il fallait laisser la possibilité de répondre aux attaques de Boukarine. Losovski qui jusque là avait conduit tout le Congrès « *au gré de sa fantaisie* » (dixit Berkman<sup>66</sup>), mit la question aux voix et fut mis en minorité.

Cette capacité à mener les débats était servie par un sens de la répartie dont on trouve un exemple dans ce débat où, après avoir critiqué l'opportunisme de la minorité de la CGTU<sup>67</sup>, Losovski est confronté à cet argument d'un minoritaire : « Si Lénine n'avait pas été opportuniste, la révolution russe ne vivrait pas ».

Losovski : « Si Lénine n'avait pas été opportuniste, la révolution russe ne vivrait pas ». Alors, qu'appellez-vous opportunisme ?

Engler : - Choisir le bon moment...

Losovski : - Le bon moment pour agir, ce n'est pas de l'opportunisme. Mais choisir tous les moments pour ne pas agir, cela c'est du réformisme ! (*Rires.*)

---

<sup>66</sup> Alexandre Berkman : *Boukarine au Congrès de l'Internationale syndicale rouge* in *La revue anarchiste* n°3 (mars 1922), article disponible sur internet.

<sup>67</sup> Celle-ci s'était rassemblée en 1931 autour du *Manifeste des 22* et avait comme animateurs Lucie Colliard, Maurice Chambelland, Victor Engler et Henri Boville.

L'opportunisme, c'est le contraire de la tactique révolutionnaire.

Engler : - Opportunisme vient du mot opportun, c'est un mot français.

Losovski : - Mon cher Engler, je sais que ce mot est français et je sais aussi que, sous le rapport de l'opportunisme, la France est peut-être la plus riche du monde. (*Rires*)<sup>68</sup>

Losovski est enfin le premier rédacteur de l'ISR, il en écrit les résolutions et rapports, ainsi le fameux *Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge*, massivement traduit et édité<sup>69</sup>.

## 9. Le Programme d'action de l'ISR

Dans ce *Programme*, après un exposé de la situation générale qu'il caractérise à la fois par l'aggravation des luttes sociales et par une offensive de la bourgeoisie impérialiste, Losovski détaille les méthodes qui, tirées du bilan de la faillite du réformisme, permettront la contre-offensive :

- 1° L'action directe. « *Nous appelons action directe toute action révolutionnaire des*

---

<sup>68</sup> A. Losovsky : *Les leaders minoritaires sur la sellette*, Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge, n°38, Courbevoie, 1931, p. 22.

<sup>69</sup> A. Losovsky : *Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge*, Librairie du travail, Collection « Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge » n°2, Paris, 1922. Document réédité in Drizdo Losovski : *L'Internationale syndicale rouge*, François Maspéro, collection « Textes à l'appui », Paris, 1976.

*ouvriers, ou de leurs organisations, lorsqu'ils s'opposent à la bourgeoisie en tant que classe, que ce soit l'un de ses détachements isolés ou à l'état bourgeois tout entier. Les grèves, les manifestations, l'occupation des fabriques et des usines, le boycottage, l'organisation des détachements de grèves et l'insurrection à main armée sont autant de formes d'action directe.* »<sup>70</sup> Losovski n'exclut pas pour autant la lutte parlementaire, mais celle-ci doit se fonder sur l'action directe.

- 2° L'organisation en syndicat d'industrie : « *Quels sont donc les principes fondamentaux d'un syndicat d'industrie ? Ils sont très simples : tous les ouvriers et tous les employés d'une même entreprise doivent être membres d'un seul syndicat* »<sup>71</sup>. C'est un héritage des socialistes-révolutionnaires d'ailleurs reconnu puisque le programme cite l'exemple de l'IWW qui a amené le syndicalisme d'industrie jusqu'à son aboutissement en s'organisant en 14 secteurs industriels. Il s'agit d'en finir avec l'organisation en métiers qui divise les travailleurs d'une même entreprise, de fusionner des syndicats d'une même branche, ce qui permettra aussi aux

---

<sup>70</sup> Losovski : *Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge*, op. cit., édition 1922, pp. 9-10, réédition Maspéro, p. 59.

<sup>71</sup> *Ibid.*, édition 1922, p. 16, réédition Maspéro, p. 63.

ouvriers de maintenir et d'augmenter la production après la révolution.

- 3° Les comités d'usine, qui organisent, à l'échelle de l'entreprise, les ouvriers syndiqués de tous les métiers et de toutes les tendances, ainsi que les ouvriers non syndiqués. Les comités permettent de rompre avec le particularisme des syndicats réformistes et corporatistes, souvent liés à l'aristocratie ouvrière et de rassembler toutes les forces ouvrières.
- 4° La lutte contre le chômage, qui dépasse le mécanisme général de « l'armée de réserve ». Les pays capitalistes connaissent un chômage de masse et les chômeurs doivent être organisés autour de l'objectif particulier de paiement d'indemnités et dans l'objectif général de la révolution sociale.
- 5° La lutte contre les fermetures d'usine et les réductions forcées de la journée de travail qui deviennent de plus en plus fréquentes avec la crise pour des raisons économiques, mais aussi politiques (lockouts).
- 6° Les occupations d'usines, la meilleure arme contre les lockouts. Losovski invoque le mouvement des occupations de 1920 en Italie en rappelant quelle avait été la réaction des métallurgistes de Milan à

l'annonce de fermetures d'usines<sup>72</sup>. Les occupations peuvent aussi appuyer les revendications salariales et prennent une dimension particulière quand les ouvriers parviennent à continuer la production.

- 7° La lutte pour le niveau de vie, qui s'exacerbe en raison de la pression patronale à la baisse des salaires, pression générant un mouvement de protestation même chez les ouvriers peu conscients, même chez les syndicats réformistes et chrétiens. À l'encontre du mépris anarchiste pour les revendications matérielles immédiates, les partisans de l'ISR doivent animer cette lutte et la pousser non seulement à maintenir les acquis, mais à encore hausser le niveau de vie des masses ouvrières. Un chapitre spécial détaille « la tactique capitaliste de la baisse [des salaires] ». Losovski y expose comment la bourgeoisie tente de faire peser sur le prolétariat le fardeau de la crise, citant l'exemple de la résistance des mineurs anglais (s'étant soldée par le « vendredi noir ») et de la grève qui se déroulait dans le nord de la France au moment même de

---

<sup>72</sup> Ce passage est non seulement l'occasion pour Losovski de dénoncer la trahison du mouvement par les réformistes italiens, mais aussi de critiquer la théorie de la grève générale révolutionnaire : toutes les usines étaient occupées, mais l'état bourgeois était laissé intact. En s'arrêtant à l'occupation des usines, écrit Losovski, les ouvriers s'étaient arrêtés à mi-chemin.

la rédaction du programme (septembre 1921)<sup>73</sup>. Losovski prédit la défaite de cette grève parce qu'en raison des traditions réformistes et corporatistes, les ouvriers des secteurs vitaux pour l'économie (transport, etc.) n'entrent pas dans la lutte. Les partisans de l'ISR doivent donc élargir et généraliser les luttes.

- 8° La mobilisation des femmes. Losovski remarque que des syndicats accueillent volontiers le licenciement des centaines de milliers de femmes mobilisées dans l'industrie pendant la guerre, comme remède au sous-emploi ouvrier. Cette distinction entre prolétaires des deux sexes est un héritage réactionnaire (peu de temps avant, certains syndicats refusaient encore l'adhésion des femmes). Losovski ne s'oppose pas simplement au renvoi des femmes : « *Pour les syndicats révolutionnaires, la division du prolétariat en sexes ne doit pas exister. Dans la politique des tarifs, il est nécessaire de départager les ouvriers suivant le degré de leur qualification, de proclamer et réaliser le mot d'ordre : "À travail égal, salaire égal"* »<sup>74</sup>. Les partisans de l'ISR doivent pour cela

---

<sup>73</sup> Ces luttes seront détaillées ci-après.

<sup>74</sup> Losovski : *Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge*, op. cit., édition de 1922, pp. 53-54, réédition Maspéro, pp. 85-86.

s'efforcer d'organiser les femmes dans le syndicalisme révolutionnaire.

- 9° La conception des contrats collectifs, qu'il ne faut pas surestimer à la manière des syndicats réformistes. Losovski expose qu'il faut les considérer comme des armistices temporaires, de courte suspension de la lutte entre le travail et le capital. Il remarque que l'offensive bourgeoise brise plusieurs de ces contrats dans plusieurs pays, trouvant toujours des arguments juridiques pour le faire.
- 10° La formation de groupes d'autodéfense et la lutte contre les milices patronales : « fasci » en Italie, « Volontaires » en Angleterre, « Somaten » en Argentine et au Chili, ligues civiques et KKK aux États-Unis, « Veilleurs » en Hongrie, « Sokols » en Pologne, ligues civiques en France, etc. Ces milices associant mercenaires, rejetons de la bourgeoisie, et éléments ultra-réactionnaires de la petite bourgeoisie, étaient alors en plein développement. L'Allemagne avait ainsi une organisation légale de briseurs de grève comptant 1000 groupes locaux et 170.000 membres.
- 11° Le contrôle de la production qui *« a pour objet de soumettre au contrôle des ouvriers l'activité multiple de chaque entreprise : industrielle, technique, financière,*

*commerciale ; en un mot, les formes multiples et diverses de l'activité productive contemporaine doivent être soumises au contrôle méticuleux des ouvriers »<sup>75</sup>.*

- 12° Le rejet de la participation des ouvriers aux bénéfices, d'abord parce qu'elle renforce l'exploitation (les travailleurs augmentant spontanément l'intensité du travail alors qu'une fraction minime des profits générés leur revient), ensuite parce qu'elle lie les travailleurs au système d'exploitation.
- 13° La lutte contre la militarisation des entreprises. À plusieurs reprises, les autorités, confrontées à des grèves, avaient décrété l'état de guerre pour divers secteurs. La grève est alors hors la loi, les grévistes arrêtés, etc. Lutter contre ce procédé implique une forme particulièrement élevée de mobilisation ouvrière et des mesures particulières, comme saper le moral des soldats.
- 14° L'utilisation des systèmes d'arbitrages (et les conseils de prud'hommes), tout en dénonçant l'illusion qu'ils pourraient résoudre les contradictions de classe, et en refusant à leurs décisions un caractère obligatoire. La neutralité des organes d'arbitrage (ou de celui des conseils de

---

<sup>75</sup> Ibid., édition 1922, p. 71, réédition Maspéro, p. 96.

prud'hommes) est impossible et accorder à leurs décisions un caractère contraignant reviendrait pour les ouvriers à se désarmer.

15° Lutter contre la fiscalité bourgeoise, contre les impôts de guerre et de crise qui frappent les salaires et épargnent les bénéfiques capitalistes, et contre les impôts indirects qui frappent les classes populaires.

16° La liaison entre réforme et révolution. À l'opposé des réformistes qui font des réformes une fin, et des anarchistes pour qui les réformes éloignent les masses de la lutte, les partisans de l'ISR doivent utiliser la lutte pour les réformes pour augmenter leur influence et leur force et mettre en évidence les intérêts généraux du prolétariat.

17° Réaliser le front révolutionnaire, travailler à l'unité de la classe ouvrière, mais sans chercher l'unité pour l'unité : la construire dans une perspective révolutionnaire, en partant des situations réelles, en arrachant les masses à l'influence des directions réformistes syndicales.

Dans le dernier chapitre, *stratégie réformiste et stratégie révolutionnaire*, Losovski aborde la dimension militaire de la lutte gréviste – et ce de différentes manières :

- 1° par comparaison, par métaphore, pour souligner le caractère irréductible de la lutte de classes : « *La stratégie de classe est beaucoup plus difficile que la stratégie militaire. Aussi nombreuses que soient les armées contemporaines, quel que soit le nombre de millions ou de dizaines de millions de combattants qu'elles comprennent et aussi longtemps que la guerre dure, nous avons néanmoins devant nous un conflit provisoire. La dernière guerre mondiale, à laquelle participèrent des dizaines de millions d'hommes, se présente comme un phénomène très complexe, et, de plus, elle est beaucoup plus compliquée à l'arrière qu'au front ; car outre la mobilisation purement militaire, l'outillage, la création des unités de combat : infanterie, cavalerie, artillerie, aviation, etc., la bourgeoisie réalisa la mobilisation morale, c'est-à-dire qu'elle mobilisa pour l'œuvre de guerre la conscience des grandes masses. Malgré toute la complexité de cette guerre, la stratégie de classe est encore plus compliquée que la stratégie militaire. Il n'y a pas ici deux fronts nettement tracés, séparés entre eux par des barrages de fils barbelés et s'assillant sans cesse mutuellement de gaz asphyxiants et de milliers de projectiles. Le front des classes se trouve à l'intérieur du pays. La classe*

*ouvrière fait partie de la société contemporaine. Elle s'est nourrie de la culture bourgeoise ; ses enfants étudient dans les écoles de l'État, elle lit les journaux bourgeois, etc. Le front des classes est en zig-zags et les ennemis de classes pénètrent la classe ouvrière, non seulement matériellement, mais aussi spirituellement. »<sup>76</sup>*

*« Il suffit de jeter un coup d'œil sur le front de la lutte sociale pour voir toute la variété des moyens et des méthodes employés par les classes dominantes dans la lutte pour leurs intérêts. Le jeu des réformes sociales est mené simultanément avec la formation de milices d'assassins gardes blancs, l'offensive sur tous les fronts, la destruction des organisations ouvrières, l'arrestation des chefs. Le Parlement continue à élaborer des lois, toutes sortes de sociétés sociales réformistes, gouvernementales et privées, continuent à bourrer le crâne de la classe ouvrière. La littérature, l'Église, les universités, la justice, la police, tous agissent dans la même direction, toutes les armes sont employées par la bourgeoisie, depuis l'artillerie lourde policière jusqu'aux gaz asphyxiants du réformisme. Sur cet immense front, il faut toujours savoir trouver les points faibles, repousser*

---

<sup>76</sup> Ibid., édition 1922, pp. 124-125, réédition Maspéro, pp. 127-128.

*l'attaque et passer à l'offensive, maintenir sa direction, ne jamais reculer devant un moyen de lutte contre l'ennemi de classe, combattre impitoyablement, dans le milieu ouvrier, les espions de la bourgeoisie et leurs acolytes, et, en exploitant méthodiquement, posément et opiniâtrement chaque faux pas de l'ennemi, avançant quand cela s'impose, se repliant au besoin pour reformer ses rangs, mener la classe ouvrière au but final : au socialisme. »<sup>77</sup>*

- 2° par l'emprunt de catégories au registre militaire : défensive/offensive, stratégie/tactique, etc.
- 3° par l'appel à la science militaire : « *Mais est-ce que l'objet de la stratégie de classe est seulement de repousser une attaque déterminée ? Non, la tâche consiste en ce que chaque simple combattant, dans cette guerre de classes, comprenne que ce n'est pas là la lutte finale et qu'il devra toujours repousser de nouveaux assauts aussi longtemps que l'ennemi ne sera pas détruit. Les grands capitaines savaient fermement que la règle fondamentale de la science militaire est la démoralisation, la désorganisation, puis la destruction définitive de l'armée ennemie, et que ce*

---

<sup>77</sup> Ibid., édition 1922, pp. 133-134, réédition Maspéro, p. 133.

*n'est qu'alors que la guerre est finie. Les politiciens réformistes ne pensent jamais à s'attaquer aux causes de ces terribles conflits. Ils prennent le conflit comme un fait, agissent contre lui quand les entrepreneurs ne veulent admettre aucun accord, et ils se tranquillisent ensuite, jusqu'à un nouvel ébranlement profond. Les syndicats révolutionnaires ne peuvent, en aucun cas, être d'accord sur une telle méthode d'action. Détruire l'armée ennemie par la force d'une offensive organisée, tel est le problème qui se pose devant les syndicats révolutionnaires. »<sup>78</sup>*

Avec ce programme, le mouvement ouvrier élabore pour la première fois un plan de bataille international détaillé, en coordonnant différents secteurs d'intervention (femmes, jeunes, chômeurs ...) dans le cadre d'une stratégie globale (celle du « front unique »). Le choix du syndicalisme d'industrie débouche sur la création de Comités Internationaux de Propagande, afin de coordonner les syndicats combatifs par industrie (transports, textile, métallurgie, bâtiment...). L'ISR a observé l'existence d'une tendance radicale au sein de la FSI, surtout influente au sein des Secrétariats Professionnels Internationaux,

<sup>78</sup> Ibid., édition 1922, p. 128, réédition Maspéro, p. 130. Cette dernière réflexion – attaquer les forces de l'ennemi plutôt que conquérir des positions – est très clausewitzienne...

10. L'ISR et la France : Losovski au Congrès de Saint-Étienne des regroupements de fédérations professionnelles qui ne sont pas officiellement des organes de la FSI. L'ISR va donc essayer d'y faire rentrer ses fédérations d'industrie, et en premier lieu les puissantes fédérations russes.

Agir sur les syndicats professionnels internationaux, via les Comités de propagande, évite la scission des syndicats entre les partisans de l'ISR et ceux de la FSI, tout en permettant à l'ISR d'exercer son influence et d'exister comme centre organisationnel du mouvement ouvrier international au-delà des syndicats membres de l'ISR. Ces Comités envoient au Bureau exécutif de l'ISR des représentants avec voix consultative. Ils doivent en outre servir de centre de regroupement pour les syndicats qui sont exclus des fédérations internationales : chacun de ces syndicats doit en effet adhérer au Comité de propagande qui correspond à sa branche. Mais seuls quelques comités, dont celui des transports, auront une activité réelle sur le long terme.

## **10. L'ISR et la France : Losovski au Congrès de Saint-Étienne**

Au printemps 1920, de grands mouvements de grèves traversent la France, menés par une CGT qui affronte une rude résistance patronale et gouvernementale. La direction décide d'arrêter le mouvement fin mai 1920. Certains, particulièrement les cheminots, refusent : la

répression est féroce, 18.000 cheminots grévistes sont révoqués. Le 3 octobre 1920, la minorité révolutionnaire de la CGT s'organise en Comités syndicalistes révolutionnaires, dont le secrétaire est Pierre Monatte. Elle gagne progressivement des fédérations entières, comme les cheminots ou les métalos. Au Congrès de Lille, en juillet 1921, la tension est telle que minoritaires et majoritaires en viennent aux mains. La direction réformiste garde une courte majorité (53% des mandats) et mène une politique délibérée d'obstruction à l'activité syndicale des minoritaires. Losovski tente d'éviter l'éclatement du syndicat, mais sa démarche se heurte à l'intransigeance de la direction réformiste<sup>79</sup> et les minoritaires sont réduits à la scission ; en décembre 1921, un bureau provisoire de la CGTU (pour Unitaire) est élu.

Losovski déjoue les surveillances policières, passe clandestinement les frontières et apparaît en coup de théâtre au 1er congrès de la CGTU, qui s'ouvre à Saint-Étienne le 29 juin 1922. Il est accueilli le matin du quatrième jour par les applaudissements nourris des congressistes qui entonnent l'*Internationale*, pour se différencier sans doute, un groupe d'anarchistes entonne *Révolution* mais toute la salle reprend aussi ce chant en applaudissant

---

<sup>79</sup> Losovsky : *Les mensonges d'Amsterdam* in *Le Bulletin communiste* n°5 (3<sup>e</sup> année), 2 février 1922, p. 91.

10. L'ISR et la France : Losovski au Congrès de Saint-Étienne toujours Losovski. Celui-ci commence son intervention en remarquant que les hymnes des deux courants de la CGTU sont pour la révolution. Borghi<sup>80</sup>, qui sera son principal contradicteur, s'exclame alors « *mais pas pour la dictature !* », mais se fait rabrouer par la salle et le président<sup>81</sup>. Le discours de Losovski à Saint-Étienne dure deux heures, est brillant et remarqué<sup>82</sup>.

Losovski y rappelle son engagement dans la lutte syndicale en France, mène une attaque en règle, devant une assistance conquise à l'avance, contre le réformisme, et pose directement les questions qui secouent la CGTU, dont l'hostilité croissante du mouvement anarchiste international envers la Révolution russe. Losovski met en rapport cette hostilité croissante avec le reflux des luttes ouvrières (défaite des grèves en France, du mouvement des occupations d'usine en Italie...) et du mouvement anarchiste lui-même. En Russie,

---

<sup>80</sup> Le bakouninien Armando Borghi (1882-1968), dont la vie politique n'est qu'une succession de scissions et d'expulsions, était délégué de l'Unione Sindicala Italiana et défendait l'AIT anarcho-syndicaliste de Berlin.

<sup>81</sup> *Confédération Générale du Travail « Unitaire » : 1<sup>er</sup> congrès tenu à Saint-Étienne du 25 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1922*, Saint-Étienne, 1922, p. 279.

<sup>82</sup> La première version du discours, plus longue, plus complète, mais moins mordante, que Losovski n'a pu présenter faute de temps, a été éditée sous forme de brochure : A. Lozovsky : *Les syndicats et la révolution*, Librairie du Travail, Petite Bibliothèque de l'ISR, Paris, 1922. Un extrait du discours de Losovski avait été publié dans *L'Humanité* N°6847 du 24 décembre 1922.

il s'était marginalisé par des revendications suicidaires pour la révolution (autogestion des entreprises, refus d'une Armée rouge centralisée, etc.).

Et surtout, Losovski s'en prend aux courants hostiles à l'IC et à l'ISR, leur donnant une véritable « leçon de révolution », expliquant les contraintes qui ont amené les bolcheviques à faire des choix heurtant les principes, mais dictés par la survie de la révolution. Citant plusieurs exemples concrets, Losovski brosse le portrait des difficultés de la révolution russe, souvent dues au fait que seule la Russie a fait sa révolution, ce qui lui permet, assassin, de revenir sur l'incident des hymnes : « *Peut-être les camarades en chantant "Révolution" croient qu'ils froissent mes sentiments. Mais je voudrais que non seulement vous chantiez la Révolution, mais que vous la fassiez.* »<sup>83</sup> Et de rejeter la critique des Italiens et des Français qui reprochent aux bolcheviques leurs concessions aux principes révolutionnaires (comme la NEP, ou la participation à la conférence de Gênes) : « *Nous avons pris des positions énormes, sur des terrains très vastes. Nous avons le monde entier sur le dos. Le prolétariat international bouge, mais pas assez. Pour vous, c'est peut-être suffisant,*

---

<sup>83</sup> Losovski : *Discours*, in *Confédération Générale du Travail « Unitaire » : 1<sup>er</sup> congrès tenu à Saint-Étienne*, op. cit., p. 281.

10. L'ISR et la France : Losovski au Congrès de Saint-Étienne *pour nous, cela ne l'est pas. Aujourd'hui on dit un peu partout : "Ces bolcheviques ! Ils vont à Gênes ; ils parlent ; ils ont mis un frac et un chapeau haut de forme. On les connaît, les politiciens !" Si nous avons fait quelques concessions contre lesquelles certains s'élèvent, si nous sommes allés à Gênes, c'est parce que nous ne pouvions pas venir à Paris et que nous ne pouvions pas parler avec vous. Si nous pouvions parler, non avec M. Barthou<sup>84</sup>, mais avec Borghi au nom de tous les prolétaires d'Italie, et avec Besnard<sup>85</sup>, nous aurions vite arrangé les affaires. (...)*

*Nous avons chez nous la famine. La famine est due, d'abord, à la sécheresse de l'été, ensuite et surtout au blocus que nous supportons depuis quatre ans et demi. Quand les ouvriers meurent de faim, ils sont obligés de faire des concessions ; alors, on entend par la fenêtre, par la frontière d'Italie ou d'un autre pays, une voix qui dit : "Quoi ? Voilà une révolution qui fait des concessions ? Mais, ce n'est pas une révolution. Les révolutionnaires ne font pas de concessions."*

*Mais vous ne voyez donc pas que nous sommes acculés à faire ces concessions contre*

---

<sup>84</sup> Louis Barthou (1862-1934) était alors président du Conseil des ministres français.

<sup>85</sup> Pierre Besnard (1886-1947) était une des têtes de file du courant anarcho-syndicaliste opposé à l'ISR, il quittera la CGTU pour fonder l'éphémère CGT-SR (syndicaliste révolutionnaire) qui adhèrera à l'AIT de Berlin.

*lesquelles nous nous débattons comme des diables ; et, au lieu de nous secourir, on tombe sur nous et on nous dit que nous n'avons pas réalisé le communisme intégral ? Mais, le communisme intégral ne peut se réaliser que dans une période de dix ans. Pour le réaliser, en outre, il faut que vous fassiez aussi votre action, il faut que tout le monde soit bouleversé. Or, dès qu'un pays commence à travailler dans ce sens, vous lui jetez un pavé sur la tête et vous dites : "Comment ! Vous n'avez pas réalisé le communisme en quatre ans !" Mais, nous vous laissons libres de le réaliser en six ans, en dix ans ! Est-ce que vous croyez que nous nous opposerons à vous si vous le réalisez ? Allez-y ! Marchez si cela vous plaît ! Mais n'adressez pas de reproches qui ne signifient rien, alors que vous ignorez tout de la révolution : ses difficultés, ses souffrances et tout le sang qui a coulé des veines de la classe ouvrière russe. »<sup>86</sup>*

Losovski entreprend alors une « défense et illustration » de l'État prolétarien, de la théorie léniniste de l'état et, surtout, des mesures que les bolcheviques durent prendre sous la

---

<sup>86</sup> Losowski : *Discours*, in *Confédération Générale du Travail « Unitaire » : 1<sup>er</sup> congrès tenu à Saint-Étienne*, op. cit., pp. 287-288. Assumer les reculs comme les avancées en expliquant que la Révolution d'octobre « a transporté le socialisme du domaine des transcendances théoriques dans celui des contingences historiques » est un leitmotiv de interventions de Losovski. Cf. Losovsky : *Quatre années* in *Le Bulletin communiste* n°54 (2<sup>e</sup> année), 8 décembre 1921, p. 91.

10. L'ISR et la France : Losovski au Congrès de Saint-Étienne  
pression des événements : « *les faits priment toutes les formules* »<sup>87</sup>. Abordant la faillite des internationales sociales-démocrates (politique et syndicale), Losovski expose la nécessité de l'internationale, le projet de l'IC et de l'ISR, brossant un tableau de leur genèse et de leurs premières réalisations, et revenant en détail sur le débat à propos des rapports parti-syndicat, il termine ce brillant discours en démontant les manoeuvres de longue date des scissionnistes anarcho-syndicalistes, et notamment cette Conférence de Berlin à laquelle les Soviétiques n'étaient pas conviés (en guise de Russes, ironise Losovski : « *On a simplement donné une voix délibérative à 10 émigrés avec leurs femmes et leurs enfants* »<sup>88</sup>).

C'est à cette occasion que Losovski forge le néologisme « anarcho-syndicaliste » qui aura le succès que l'on sait, suivant le procédé

---

<sup>87</sup> Losovski : *Discours, in Confédération Générale du Travail « Unitaire » : 1<sup>er</sup> congrès tenu à Saint-Étienne*, op. cit., p. 293. C'est aussi un des leitmotifs des discours de Losovski. Il reviendra par exemple sur cette question, au bénéfice des syndicalistes français (qui « *se représentent souvent la dictature du prolétariat à peu près sous les aspects du monstre de l'Apocalypse* »), dans un article caustique où il les imagine réagir aux épreuves qui les attendent après une révolution réalisée « *sans le parti communiste exécuté* » : intervention étrangère, sabotage des réactionnaires, contradiction avec les anarchistes, organisation de la production et de la répartition, etc. Cf. Losovsky : *La Dictature du prolétariat*, in *Le Bulletin communiste* n°25 (3<sup>e</sup> année), 15 juin 1922, p. 485.

<sup>88</sup> Losovski : *Discours in Confédération Générale du Travail « Unitaire » : 1<sup>er</sup> congrès tenu à Saint-Étienne*, op. cit., p. 290.

ironique qui voit un terme péjoratif être repris sérieusement par les personnes concernées<sup>89</sup>.

Losovski utilise en effet ce néologisme pour ridiculiser les « minoritaires » de la Commission exécutive, opposés à Gaston Monmousseau<sup>90</sup>.

Le discours de Losovski est accueilli par une immense ovation et la salle chanta une nouvelle fois *l'Internationale*. Des policiers sont là pour l'arrêter, mais il s'éclipse et prend en sécurité la route de Riga via Berlin – d'où il enverra un télégramme aux congressistes<sup>91</sup>. Quelle que fût l'influence de l'intervention de Losovski, le congrès de Saint-Étienne substitua à la première direction anarchiste de la CGTU une coalition de communistes et de syndicalistes-révolutionnaires dirigée par Gaston Monmousseau. Cette tendance remporte, contre les anarchistes et les partisans de la « neutralité syndicale », le vote sur l'ad-

---

<sup>89</sup> Losovski ne forge bien entendu que le néologisme, l'association conceptuelle existait depuis la fondation, en 1906 à Odessa, du « Groupe Anarchiste Syndicaliste de la Russie du Sud ».

<sup>90</sup> Gaston Monmousseau (1883-1960) : Ouvrier aux chemins de fer, il anime pendant la guerre la tendance minoritaire révolutionnaire au sein de la CGT. Secrétaire de la fédération des cheminots en avril 1921 puis secrétaire général de la CGTU de juin 1922 à novembre 1932. Membre du BP du PCF de 1926 à 1940, il est emprisonné en 1920-1921, 1923, 1927, 1929 et 1931. Il dirige le PCF clandestin en Provence et est élu le 29 mars 1945 au secrétariat de la CGT.

<sup>91</sup> Lozovsky : *Télégramme*, dans l'articulet *À la barbe des flics* in *L'Humanité* n°6674 du 4 juillet 1922.

10. L'ISR et la France : Losovski au Congrès de Saint-Étienne hésion à l'ISR qui est acquise par 741 voix contre 406<sup>92</sup>. Le rôle de l'ISR dans la CGTU sera toujours important, elle recevra une aide financière importante et des émissaires, en particulier Adam Witkowski<sup>93</sup>, aideront à sa direction politique.

Losovski avait profité de ce court séjour en France pour rencontrer les syndicalistes-révolutionnaires, devenus communistes, qui avaient fait reparaître *La Vie ouvrière* le 30 avril 1919. Il leur fit grande impression : « [Losovski] revint secrètement en France et nous eûmes avec lui un assez long entretien. Quand il nous eut quittés, l'un de nous exprima notre opinion commune : nous le trouvions grandi de cent coudées, tant sa pensée était devenue plus riche, plus profonde, plus ferme ».<sup>94</sup> Cette année-là, la Librairie du Travail, structure d'édition et de diffusion de

---

<sup>92</sup> Le 2<sup>e</sup> congrès de la CGTU, tenu à Bourges en novembre 1923, entérinera la victoire du courant bolchevique : 1.114 voix se prononcent pour l'affiliation à l'ISR, 220 contre. La minorité finira par quitter la CGTU en 1926 pour fonder la CGT-SR (syndicaliste révolutionnaire).

<sup>93</sup> Adam Landy (1891-1937) alias Adam Witkowski est un dirigeant de la gauche du Parti Socialiste Polonais et un des créateur du mouvement syndical en Pologne. En novembre 1918, il est président du Conseil des soviets de Lublin. Cofondateur en 1921 du Parti communiste ouvrier polonais. Arrêté et emprisonné plusieurs fois, il représente le PC polonais à l'IC Dirigeant de l'ISR, il devient membre du Conseil central de l'ISR en 1929 et remplira plusieurs missions internationales, notamment en France en 1930 et 1932. Arrêté en URSS le 19 janvier 1934, il meurt en juillet 1937.

<sup>94</sup> Marcel Martinet : *Quelques souvenirs* in *Cahiers Léon Trotsky* n°12, janvier 1982, p. 12.

la *Voie Ouvrière*, publie quatre brochures de Losovski : le *Programme d'action de l'ISR*, *Les Syndicats russes et la nouvelle politique*, *Les Syndicats et la Révolution*, et ses *Anticipations révolutionnaires*<sup>95</sup>. Des liens s'étaient maintenus dans les années 1920 entre Losovski et le syndicat parisien des casquettiers<sup>96</sup>. Ce syndicat s'était d'ailleurs signalé, après le départ de Losovski, par sa solidarité avec la Russie soviétique : il avait refusé de travailler pour une commande placée par l'armée Wrangel<sup>97</sup>. À Saint-Etienne, Losovski avait reçu les salutations de casquettiers.

## 11. Développement de l'ISR

En novembre 1922, au II<sup>e</sup> congrès de l'ISR, Zinoviev, alors président de l'IC, prononce un discours centré sur la question du rapport de l'IC à l'ISR. Il y souligne que la 1<sup>re</sup> internationale unissait organisations politiques et syndicales, tandis que la II<sup>e</sup> était basée sur

---

<sup>95</sup> Les trois premiers ouvrages seront édités à 2.000 exemplaires chacun par la Librairie du Travail, dans la collection « Petite Bibliothèque de l'ISR ». *Anticipations révolutionnaires* sera édité à 10.000 exemplaires par la même Librairie du travail dans la collection « Les Bonnes Feuilles ». En 1920, la Librairie du Travail avait déjà publié un texte de Losovski : *Le Rôle des syndicats russes dans la révolution*, (collection « Bibliothèque documentaire », 20.000 exemplaires).

<sup>96</sup> Ils s'adresseront ainsi directement à lui, en avril 1925, pour réclamer une aide financière de l'ISR

<sup>97</sup> Nathan Weinstock : *Le pain de misère : Histoire du mouvement ouvrier juif en Europe*, La Découverte, Paris, 2002, tome 2, p. 55.

une lutte en parallèle des partis et des syndicats, qui procédait d'une conception étroitement réformiste et économiciste de la lutte syndicale.

Pour Zinoviev, la III<sup>e</sup> internationale doit refaire l'union de toutes organisations ouvrières, même si cette union n'est plus possible sous sa forme première. Mais les bolcheviques sont confrontés tout à la fois à l'importance des mouvements ouvriers syndicalistes-révolutionnaires dans les pays latins (en France en particulier) et à la résilience de leur hostilité aux partis politiques (le PC issu du Congrès de Tours ne leur paraissant guère plus révolutionnaire que la SFIO). Zinoviev reconnaît les défauts du PCF et admet que ces défauts nourrissent les préjugés antipartis des délégués français, mais plaide pour l'union : *« Nous devons dire ouvertement à nos amis français que ce que nous faisons constitue une concession aux préjugés du mouvement ouvrier français, la rançon de l'état arriéré du mouvement français qui ne peut marcher actuellement du même pas que l'Internationale [communiste]. Oui, nous sommes prêts à faire cette concession, mais, disons-le encore une fois, c'est chose inouïe qu'au moment même où la bourgeoisie concentre toutes ses forces en vue d'une offensive implacable contre la classe ouvrière, il nous faille perdre notre temps à discuter de quelle manière affranchir*

*certain syndicalistes de leurs craintes d'être assujettis au Parti.* »<sup>98</sup> La question encore est tellement sensible en France quand l'ISR publie à Paris, en brochure, les discours de Nin, Tresso, Monmousseau et Zinoviev consacrés aux rapports entre l'IC et l'ISR que Dudilieux présente comme étant « *un réquisitoire contre notre conception du mouvement ouvrier* » qu'il « *paraît essentiel de mettre (...) sous les yeux des militants au moment même où la crise de tendances arrive à sa phase aiguë au sein de la CGTU.* »<sup>99</sup>

En mai 1923, Losovski fait le bilan des forces syndicales : la FSI groupe 24 centrales syndicales, dont 4 extra-européennes, 21 millions de membres (dont 15 millions pour l'Allemagne et l'Angleterre). Parmi eux, une solide minorité de partisans de l'ISR (15 % en Angleterre, entre 25 et 30 % en Allemagne). L'ISR groupe 22 centrales (plus de la moitié hors d'Europe), 12 à 13 millions de membres, et à l'avantage de la cohésion<sup>100</sup>.

---

<sup>98</sup> Zinoviev : *L'Internationale communiste et la question syndicale* (discours prononcé le 30 novembre 1922) in *L'Internationale communiste au travail*, Librairie de l'Humanité, Paris, 1923, p. 177.

<sup>99</sup> *Rapports entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste – Discours au 2<sup>e</sup> Congrès et Statuts de l'ISR*, préface de Dudilieux, Petite bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge n°9, Librairie du Travail, Paris, 1923, p. 5.

<sup>100</sup> Losovsky : Les forces syndicales d'à présent, in *Le Bulletin communiste* n°22 (4<sup>e</sup> année), 31 mai 1923, pp. 275-276. Chiffres repris dans *Mouvement syndical : Forces en présence* in *Le Bulletin communiste* n°31 (4<sup>e</sup> année), 2 août

En juillet 1924, le III<sup>e</sup> Congrès de l'ISR lance, après des débats très vifs, le mot d'ordre de la fusion des deux internationales syndicales. C'est la ligne de Tomski qui s'est imposée. L'unité syndicale est jugée centrale pourvu qu'elle permette aux communistes le droit de faire de la propagande pour leurs thèses. Mais la FSI ne veut pas de révolutionnaires dans ses rangs, elle n'accepte l'adhésion des syndicats membres de l'ISR qu'à la condition que ceux-ci adhèrent à son programme réformiste<sup>101</sup>. Cette période de 1924-1926, où l'ISR se heurte à l'intransigeance de la FSI, verra l'importance de l'ISR baisser un peu dans le dispositif communiste international (son budget est un peu réduit, son personnel administratif réduit).

À la 4<sup>e</sup> Session du CC qui se tient à Moscou les 9-15 mars 1926, Losovski désigne les progrès en Grande-Bretagne et en Asie comme les principales aires des succès de l'ISR. Les progrès sont aussi notables en Amérique du Nord, tandis que la situation est difficile en Espagne et au Portugal où les partisans de l'ISR sont confrontés au repli sectaire de nombreux syndicalistes libertaires. En 1919, la CNT espagnole et la CGT portugaise basculent dans l'anarcho-syndicalisme. En

---

1923, pp. 458-459. Les deux internationales gonflaient probablement leurs chiffres.

<sup>101</sup> Pour lire un compte-rendu des démarches de l'ISR pour l'unité, cf. Losovsky : *Pour l'unité syndicale* in *Le Bulletin communiste* n°35 (5<sup>e</sup> année), 29 août 1924, pp. 837-838.

Tchécoslovaquie, malgré la grande influence politique de l'ISR, celle-ci se trouve confrontée à des obstacles provenant des tensions entre les peuples et des divisions au sein de la tendance révolutionnaire.

En Italie, la situation est difficile en raison de l'offensive des fascistes et de l'absence d'unité syndicale. La CGIL exclut plusieurs Bourses du Travail en raison de leur orientation révolutionnaire. Comme le dira spirituellement Losovski : « *La Confédération italienne du travail, après le déclin du flot révolutionnaire en Italie, a écouté les conseils d'Amsterdam, où elle a trouvé le repos éternel du réformisme.* »<sup>102</sup> Le camp révolutionnaire italien est extrêmement divisé. Le PC est entre les mains des partisans de Bordiga, relativement critiques par rapport au syndicalisme et totalement sectaires pour ce qui concerne le Front Unique. Malgré la popularité de l'ISR en Italie, elle n'y dispose donc que de peu de forces pour y appliquer sa stratégie, et tente de coordonner les tendances révolutionnaires au sein des trois organisations syndicales.

Mais c'est surtout vers la Chine et l'Angleterre que se porta l'attention de la direction de l'ISR

---

<sup>102</sup> Lozovsky : *Les syndicats et la révolution*, op. cit., p. 27.

## **12. L'ISR et l'Angleterre (1) : Le Comité anglo-russe**

Avec une base syndicaliste révolutionnaire organisée autour de Tom Mann, le syndicalisme de lutte de classe britannique avait une grande expérience acquise dès les années 1890, et une influence très forte dans les principales industries du pays : mines, transports, métallurgie. Les luttes des années 1916-20 renforcèrent l'implantation et l'influence du Trade Union Congress (TUC), l'unique centrale syndicale britannique.

La Grande-Bretagne connaît dans les années 1920 une situation sociale et économique difficile. Dans les mois qui suivent la fin du conflit, une série de grèves accompagnent une forte hausse du chômage et de l'inflation. Dès 1920, les patrons cherchent à réduire les salaires dans le secteur-clé des charbonnages. Les mineurs se mettent en grève, espérant l'appui des autres secteurs. Le Premier ministre Baldwin fait un message radiodiffusé dans lequel il reconnaît la légitimité du mouvement des mineurs (tout en faisant déployer l'armée dans les régions minières), mais dans lequel il déclare la grève générale illégale. La presse de droite dénonça dans la perspective de grève générale « *un mouvement révolutionnaire pour détruire le gouvernement et les libertés civiles* ». Les directions syndicales

capitulent. Malgré la Triple Alliance<sup>103</sup> qui unissait les syndicats de mineurs, de cheminots et de dockers, le 8 mai, le TUC renonce à la grève générale et laisse les mineurs lutter seuls. Ceux-ci poursuivent leur mouvement, mais doivent reprendre le travail à l'automne, avec des salaires très diminués et des journées de travail allongées. Le jour où la Triple Alliance refusa d'agir prit dans le mouvement ouvrier britannique le nom de « vendredi noir ». En trois ans, les salaires des mineurs chutèrent de 26%, ceux des autres secteurs suivront avec une baisse de 10 à 40% selon les secteurs.

Les luttes ouvrières de 1916-20 avaient donné naissance à deux formes d'organisations : les Shop Stewarts (délégués d'atelier) et les Comités Ouvriers, qui finiront par se fédérer en comités locaux, eux-mêmes structurés en un Comité d'Action National. En 1921, celui-ci se rapproche de l'ISR, ce qui donne naissance au National Workers' Committes Movement puis au National Minority Movement (NMM) qui veut rassembler, au sein du TUC, les travailleurs combatifs à la base de chaque syndicat autour d'un programme de lutte.

Formé en 1920, le Parti Communiste de Grande-Bretagne (CPGB) ne compte que 4.000

---

<sup>103</sup> C'est durant la guerre que les mineurs, les dockers et les cheminots avaient formé la Triple Alliance qui unissait 1,5 million de travailleurs.

membres en 1923, mais son influence progresse dans le mouvement ouvrier grâce à son engagement dans le NMM. Arthur James Cook<sup>104</sup>, proche du CPGB, est élu à la tête du syndicat des mineurs avec l'appui du NMM. L'organe de presse du CPGB, le *Workers Weekly*, était alors vendu à 50.000 exemplaires, plus que tout autre hebdomadaire socialiste. Selon le CPGB, l'engagement des travailleurs pour la politique syndicale du NMM les amènerait à la politique révolutionnaire. Le Parti ne devait ni cacher sa politique, ni l'imposer.

À son premier congrès, en août 1924, le NMM rassemble 270 délégués représentant plus de 270.000 travailleurs. Deux ans plus tard, à la veille de la grève générale, il réunit 547 organisations et plus de 957.000 syndiqués, soit 17% des syndiqués du TUC. La plupart des dirigeants du NMM étaient des militants du CPGB. Le NMM met en avant des revendications portant sur les salaires et les conditions de travail, puis avance des réponses organisationnelles à toute une série de questions qui allaient de l'extension des syndicats à la création des comités d'usine en passant par la création d'une nouvelle direction révocable

---

<sup>104</sup> Arthur James Cook (1883-1931) était un mineur gallois devenu dirigeant syndical avant la guerre. Il est emprisonné en 1918 en raison de son opposition à la guerre. Il a également été élu comme secrétaire de la Fédération internationale des mineurs. Bien que membre du Parti travailliste indépendant, Cook a travaillé en étroite collaboration avec le CPGB après sa formation.

et responsable devant la base, pour arriver au besoin d'une politique internationaliste favorable à l'URSS.

Les luttes de lignes entre Staline, Zinoviev, Boukarine et Trotski affectent peu l'ISR et le VtsSPS. Par contre, une grande bataille politique oppose Tomski et Losovski, autour de la mission du Comité anglo-russe. Tomski désire l'entrée des syndicats russes dans la FSI tandis que Losovski souhaite que les syndicats britanniques adhèrent à l'ISR. Staline, d'accord sur ce point avec Boukarine et l'opposition de gauche, soutient Losovski. Trotski (et ses partisans dans l'ISR comme Andrès Nin) soutient Tomski en position de force parce que le VtsSPS a un poids énorme dans l'ISR<sup>105</sup>.

La Conférence syndicale anglo-russe se tient du 6 au 10 avril 1925<sup>106</sup>. Tomski, qui représentait les 5.500.000 syndiqués russes, fit un discours brillant, sans jargon, étayé de faits.

---

<sup>105</sup> L'ISR avait adopté la représentation semi-proportionnelle : Le nombre de délégués avec voix délibérative était de un pour un syndicat de 5.000 à 20.000 adhérents, deux pour 20.000 à 50.000, quatre pour 50.000 à 150.000, six pour 150.000 à 300.000, huit pour 300 à 500.000, dix pour 500 à 700.000 et douze pour 700.000 à 1.000.000, avec un délégué supplémentaire par tranche de 500.000 adhérents. Avec 10 millions d'adhérents, les syndicats soviétiques ont 40 délégués au congrès de l'ISR, soit près de la moitié. Les syndicats soviétiques soutenaient en outre l'ISR du point de vue matériel et logistique.

<sup>106</sup> Losovski n'était pas à Londres, mais il écrivit une brochure sur ce Congrès, qui parut en russe, (*Anglo-Sovetskaja Konferentsiia Professional'nykh Soluzov, Moscou-Léninegrad, 1925*) et en allemand (*Die Englisch-Russische Gewerkschaftskonferenz, Berlin 1925*).

Il dut y reconnaître l'impasse des discussions avec la FSI. Il défendit la position soviétique sur l'unité, non pas en matière de stratégie révolutionnaire, mais comme nécessité face à l'ennemi de classe. Les propositions de la FSI sur l'unité étaient inacceptables (rupture d'avec l'ISR avant toute négociation, etc.) : ce n'était pas des discussions, mais un diktat, un « Brest-Litovsk syndical »<sup>107</sup>. Le TUC presse cependant les syndicats russes et l'ISR de trouver une entente avec Amsterdam, proposant même, en cas d'échec des négociations préliminaires, de servir d'intermédiaire.

L'enjeu syndical anglais était tel que, si l'ISR avait vu son budget remonter en 1926 à 2 millions de roubles<sup>108</sup>, le Comité anglo-russe s'était vu attribuer 3.700.000 roubles ! À cela s'ajouteront, courant 1926, 400.000 roubles de soutiens aux mineurs de la grande grève.

### **13. L'ISR et l'Angleterre (2) : La grande grève de 1926**

En juin 1925, les propriétaires des mines veulent prolonger la journée de travail, ils

---

<sup>107</sup> Daniel Fairchild Calhoun : *The United Front : The TUC and the Russians 1923-1928*, Cambridge University Press, collection Soviet and East European Studies, Cambridge, 2008, p. 142. Les délégués soviétiques étaient Olga Chernishova, N. Glebov-Avilov, I. I. Lepse, V. Mikhailov et G. Melnichanski, le secrétaire du Conseil central des syndicats.

<sup>108</sup> Un budget pour la première fois supérieur – et du double – à celui de l'IC

dénoncent les accords passés avec les syndicats (y compris sur l'existence d'un salaire minimum) et annoncent la réduction des salaires. Le gouvernement Baldwin attribue une subvention au secteur jusqu'en mai 1926, officiellement le temps d'une enquête, en réalité pour préparer l'épreuve de force. Pas dupe, Arthur James Cook, déclare qu'« *Au mois de mai prochain, nous [mineurs] devons faire face à la plus grande crise et à la plus grande lutte qu'on ait jamais connues et nous les préparons.* » Mais la résolution du NMM était annulée par la pusillanimité du Conseil général du TUC, qui redoutait plus que tout la grève générale. J. R. Cleynes du Syndicat des Travailleurs Municipaux et Généraux avouait : « *je n'ai pas peur de la classe capitaliste. La seule classe que je crains, c'est la nôtre.* »

Le gouvernement prépare la grève : le Comité de Transport et de Ravitaillement d'Urgence<sup>109</sup> est consolidé et renforcé d'une Organisation pour le Maintien du Ravitaillement et de Comités de Service Volontaire organisant des équipes de briseurs de grève. Une Réserve Civile de Police, composée d'ex-soldats, est créée. Le gouvernement attaque préventivement le parti communiste. Le 14 octobre 1925, la police perquisitionne les locaux du CPGB et du NMM. Tous les membres du bureau politique sont emprisonnés et inculpés de sédition

---

<sup>109</sup> Créé lors de la grève de 1919 et étoffé en 1921.

et incitation à la mutinerie. Chaque semaine, 15.000 manifestants solidaires marchent sur la prison de Wandsworth, et un des plus grands rassemblements jamais organisés à Londres a lieu au Queen Hall. Mais l'objectif du gouvernement était atteint : la direction du CPGB (qui sera maintenue en prison de six mois ou un an) est incarcérée lorsque la grève générale commence.

En mars 1926, la commission d'enquête décrète les mines non rentables, préconise l'abandon de la subvention salariale et la réduction des salaires. Au même moment, les patrons de l'industrie métallurgique cherchent à imposer une augmentation des horaires non payée, les sociétés (privées) de chemin de fer annoncent des réductions de salaire et les patrons de la construction voulurent remettre en cause les conditions de travail. Le syndicat des mineurs rejette les conclusions de la commission et appelle à la grève générale.

Le Conseil général n'a rien fait pour préparer la grève ; il espère l'éviter et avertit les mineurs qu'ils risquent de revivre le Vendredi noir de 1921 et lutter seuls. Ce n'est que le 27 avril qu'il se réunit et demande à négocier avec le Premier ministre. Le 30 avril, les propriétaires des mines augmentent les horaires et baissent les salaires, en menaçant toute opposition de lockout. Le premier mai 1926, alors que l'une des plus grandes manifestations

ouvrières se déroule à Hyde Park, et qu'un million de mineurs sont lockoutés, les délégués du Conseil général mendient quelques concessions justifiant l'arrêt de la grève. Jimmy Thomas raconta ces « négociations » en ces termes : « *J'imagine que mes critiques habituelles diront que je m'abaissais, et c'est vrai. Dans toute ma longue vie je n'ai jamais supplié et imploré comme j'ai supplié et imploré toute la journée d'aujourd'hui.* » Cela ne fit qu'encourager le gouvernement. Prétextant le refus des travailleurs du livre d'imprimer un éditorial anti-ouvrier du journal jaune le *Daily Mail*, le gouvernement rompit les négociations et décréta l'état d'urgence. Des pouvoirs dictatoriaux furent donnés à des Commissaires Civils Régionaux qui avaient autorité sur les transports, le courrier et la distribution de nourriture et de charbon (nourriture, charbon et pétrole avaient été stockés en vue de la grève). Les permissions de l'armée et de la marine de guerre sont annulées, des renforts envoyés dans les régions minières, et des navires de guerre mis à quai dans toute la Grande-Bretagne.

Résigné, le Conseil Général du TUC appelle à la grève générale le lundi 3 mai, sans toutefois mobiliser les métallurgistes et les travailleurs des chantiers navals, gardés « en réserve »...

Le mardi 4 mai, il y a quatre millions de grévistes : travailleurs du bâtiment, les imprimeurs, les dockers, les travailleurs de la sidérurgie, de la métallurgie (malgré la consigne), de la chimie lourde, du transport et du rail étaient en grève. Les transports sont paralysés, particulièrement à Londres : 1 % des chauffeurs et conducteurs de train se présentèrent au travail, 15 métros sur 315 circulent, 300 bus sur 4.400 (à la fin de la semaine, le chiffre tombe à 40), et... 9 trams sur 2.000. Le réseau téléphonique est presque complètement hors service. Losovski, au nom de l'ISR, lance un appel à tous ses adhérents : « *Face à la formidable lutte qui se développe pour la première fois dans l'histoire britannique, que toutes les discordes cessent entre les rangs des travailleurs ! Tous les ouvriers, sans distinction de tendance, doivent donner leur aide sans réserve à nos frères en lutte. Que pas une tonne de houille n'entre en Angleterre ! Boycottage de toutes les commandes anglaises aux autres pays ! Refus de transporter en Angleterre toute marchandise !* »<sup>110</sup>.

Le gouvernement fait occuper les docks de Londres par deux bataillons de l'armée (avec cavalerie et blindés) et fait remorquer les navires dans les estuaires des grandes

---

<sup>110</sup> L'ISR convie les ouvriers du monde entier à appuyer les grévistes britanniques in *L'Humanité*, n°10008 du 6 mai 1926.

viles ouvrières (Newcastle, Liverpool, Hull et Glasgow). Les briseurs de grève, mobilisés dès l'avant-veille, commencent à remplacer les grévistes dans les sociétés de transport et d'électricité, provoquant dans un premier temps un immense chaos par leur amateurisme. Le 5 mai, 226.000 policiers auxiliaires supplémentaires sont recrutés.

Des affrontements ont lieu entre groupes de grévistes et briseurs de grève à Londres, Glasgow et Édimbourg, entre grévistes et policiers à Liverpool, Londres, Glasgow, Hull, Middlesbrough, Newcastle et Preston. L'armée fait son apparition dans les rues de Londres et l'Église catholique déclare que la grève est un péché...

Pour briser la grève, le gouvernement publie un journal, la *British Gazette*, et place à sa tête Winston Churchill, alors Chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances). Les magnats de la presse dépensent des sommes folles pour publier pendant la grève des éditions dénonçant celle-ci<sup>111</sup>. Une violente campagne de presse a lieu lorsque les syndicats soviétiques font un don aux grévistes britanniques : le TUC refuse l'argent.

Les Comités d'action des Trades Councils (comités régionaux interprofessionnels) sont

---

<sup>111</sup> Le très réactionnaire *Daily Mail* utilise ses installations parisiennes pour publier et l'apporter par avion au Royaume-Uni !

les organisateurs de la grève. Ils se réunissent quotidiennement et organisent le transport, les piquets, les loisirs, la propagande, l'aide financière aux familles dans le besoin, la publication de bulletins locaux, le soutien aux victimes de la répression, l'autodéfense et la lutte contre les briseurs de grève. Dans certaines régions une dualité de pouvoir s'instaure : on n'y circule qu'avec des laissez-passer du syndicat et des formations paramilitaires protègent barrages et piquets<sup>112</sup>. Mais pour préserver l'unité syndicale, le NMM renonce à coordonner les Comités d'action au niveau national pour doubler le Conseil général. Celui-ci propose le 7 mai d'accepter les réductions de salaire si le gouvernement subventionne les charbonnages (comme prévu dans le rapport d'enquête). Mais pour Churchill « *la simple acceptation des réductions de salaire n'est plus suffisante. C'est une lutte à mort.* » Le gouvernement veut briser la puissance syndicale : il déclare la Grande-Bretagne menacée par une révolution et fait arrêter 374 communistes supplémentaires.

Alors que la grève s'étend dans le secteur textile et que les incidents se multiplient

---

<sup>112</sup> Dans la région minière de l'East Fife (une zone côtière de l'Écosse), le Corps de Défense organisait militairement 700 travailleurs, encadrés par ceux d'entre eux qui avaient été caporaux pendant la guerre. Un service de courrier mobilisait 100 motocyclistes et autant de cyclistes que nécessaire.

(les grévistes font dérailler le célèbre *Flying Scotsman*), la délégation du TUC menée par Jimmy Thomas capitule, accepte les réductions salariales et décrète la fin de la grève. Le gouvernement n'a fait aucune concession : pas de protection des grévistes contre les représailles patronales, pas de garantie de négociations ultérieures... Selon un ministre de l'époque, Lord Birkenhead « *leur reddition fut si humiliante qu'une sorte de réaction instinctive nous empêchait même de les regarder.* » Jimmy Thomas se justifia à la Chambre des Communes que « *si par hasard cela [la grève] avait échappé des mains de ceux qui étaient capables d'exercer un certain contrôle, chaque homme sain sait ce qui serait arrivé... cette peur fut toujours présente à notre esprit* ». Le TUC a d'abord du mal à imposer sa volonté (le lendemain, il y a 100.000 grévistes de plus !), puis le mouvement reflue. Les mineurs lutteront seuls sept mois durant, pour finalement céder, affamés et démoralisés. Des dizaines de milliers de grévistes sont licenciés, 3.000 traînés devant les tribunaux, et deux millions de travailleurs quittent le TUC. Henry Pelling récusé l'accusation de trahison contre le Conseil général au motif qu'il ne s'était jamais proposé de mener une grève révolutionnaire<sup>113</sup>. Plaidoyer spécieux : de peur d'un dévelop-

---

<sup>113</sup> Henry Pelling : *Histoire du syndicalisme britannique*, Seuil, collection « Politique », Paris, 1967, p. 198.

14. L'ISR et la Chine : Losovski à la conférence de Hankou pement révolutionnaire, le Conseil général a refusé de défendre les intérêts économiques immédiats des travailleurs, et en ce sens il les a trahis. Cette trahison précipite la faillite de la « stratégie anglaise » de Tomski. La ligne et la position de Losovski en sont renforcées. Entre 1928 et 1930, les partisans de Trotski dans l'ISR et, dans une moindre mesure, ceux de Tomski, cèdent leur place à des partisans de Staline<sup>114</sup>.

## **14. L'ISR et la Chine : Losovski à la conférence de Hankou**

C'est en Chine, industrialisée lors de la Première Guerre mondiale, notamment grâce aux investissements japonais, que l'ISR va réaliser son plus grand développement. À sa création, en juillet 1921, le Parti Communiste Chinois (PCCh) se réduit à une poignée d'intellectuels : son congrès de fondation ne rassemble que 12 délégués représentant 57 militants – et un délégué de l'IC, Henk Sneevliet<sup>115</sup>

---

<sup>114</sup> C'est le début du processus de marginalisation politique de Tomski. Exclu du Bureau politique en 1929, il deviendra directeur des Éditions d'État. Comme il allait de toute évidence être arrêté et poursuivi, Tomski se suicidera le 23 août 1936, ce qui ne l'empêchera pas d'être accusé, à titre posthume, de haute trahison au 3<sup>e</sup> procès de Moscou, en 1938.

<sup>115</sup> Sneevliet rompit avec l'IC en 1926, il se rapprocha un temps de Trotski puis rompit également avec lui. Fondateur du *Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij*, il fut actif dans la résistance anti-hitlérienne aux Pays-Bas jusqu'à son arrestation et son exécution par les nazis.

alias « Maring ». Syndicaliste-révolutionnaire d'avant-guerre, Sneevliet avait été dirigeant du syndicat des cheminots aux Pays-Bas. Il avait vécu en Indonésie de 1913 à 1918 et s'en était fait expulser par les autorités coloniales néerlandaises pour y avoir joué un rôle fondateur dans le développement des syndicats ouvriers. Envoyé par l'IC en Chine, cet organisateur exceptionnel contribua à faire du PCCh qui n'avait ni ancrage ouvrier ni expérience syndicale, la solide avant-garde du prolétariat chinois. Car plus que toute autre, la section chinoise de l'IC doit son développement à son activité syndicale.

Le PCCh avait constitué dès août 1921 le Secrétariat des Organisations de Travailleurs Chinois à Shanghai. L'hebdomadaire *La semaine du Travail* est largement diffusé. Cette activité d'organisation permet d'impulser le premier mai 1922 à l'initiative du Secrétariat, et avec une aide politique et organisationnelle de l'ISR, le Premier Congrès des Syndicats Chinois. La Confédération syndicale de Chine, adhérente dès sa fondation à l'ISR, regroupe une centaine de syndicats de toutes sensibilités (nationalistes, anarchistes, sectoriels, partisans de l'ISR). 270.000 ouvriers de 12 villes sont désormais unis selon le principe de l'entraide en cas de grève. Les forces accumulées incitent le PCCh à passer à l'offensive. En janvier 1922, les marins du port de Hong Kong

14. L'ISR et la Chine : Losovski à la conférence de Hankou commencent une grève qui s'étend jusqu'à toucher 100.000 travailleurs au mois de mars. D'autres conflits sont engagés sur les deux années qui suivent, mais bien que victime de la répression, le mouvement syndical se renforce spectaculairement.

En 1925, le secteur industriel emploie plus de deux millions d'ouvriers, employés dans 1.347 usines de plus de 30 ouvriers, dont 119 usines textiles. S'y ajoutent un peu plus de 10 millions d'artisans, employés des mines, des pêcheries semi-industrielles, des transports et services liés à l'industrie, sur une population totale de plus de 450 millions. Les partisans de l'ISR organisent la grande majorité du prolétariat urbain syndiqué dès 1925, et organisent des milices ouvrières clandestines.

Le 15 mai 1925, le meurtre d'un ouvrier chinois par le contremaître japonais d'usine textile à Shanghai provoque une vague de manifestations ouvrières et étudiantes. Le 30 mai, des étudiants s'attaquent à un poste de police à Shanghai. Un officier anglais fait ouvrir le feu : douze tués et des dizaines de blessés, ce qui provoque une grève générale à Shanghai qui s'étend rapidement aux principaux ports du pays.

Suivant la ligne de l'IC (elle-même déterminée par les rapports et conseils de Sneevliet), le PCCh soignait une alliance anti-impérialiste et anti-féodale avec la principale

organisation nationaliste : le Kuomintang. Et alors que l'armée du Kuomintang écrasait les armées des seigneurs de la guerre et marchait sur Shanghai et Hankou, le PCCh lança une intense campagne d'agitation anti-impérialiste. Plusieurs envoyés de l'IC, dont Tom Mann et Earl Browder, participèrent à des meetings de masse à Canton et Wuhan. En septembre 1926, à Wanshien, plusieurs marins britanniques sont tués par des manifestants ; en représailles, les canonnières anglaises bombardèrent la ville et tuèrent une centaine d'habitants. En janvier 1927, des syndicalistes communistes armés organisèrent des manifestations aux abords de la concession britannique de Hankou (le deuxième plus important port « de Traité »<sup>116</sup> après Shanghai). Les Anglais tirent à nouveau sur la foule, tuant 8 personnes. À Canton, des mitrailleuses anglaises et françaises ouvrent le feu sur un cortège d'étudiants qui s'engage sur le pont qui enjambe la Rivière des Perles donnant accès à la concession de Shameen : 52 tués. La tension est telle que les Anglais décident d'évacuer leur concession de Hankou. Le PCCh était passé de 57 membres en 1921 à plus de 58.000 en avril 1927. À la fin de l'année, il compte 100.000 militants et influence

---

<sup>116</sup> Ces ports avaient été ouverts de force au commerce international par les traités consécutifs aux guerres de l'opium. Les puissances impérialistes y avaient des concessions et leurs citoyens échapperaient au droit chinois.

14. L'ISR et la Chine : Losovski à la conférence de Hankou  
2.800.000 ouvriers syndiqués et près de dix millions de paysans.

Lorsque les forces de Tchang Kaï-chek, le leader de l'aile droite du Kuomintang, marchent sur Shanghai, les communistes lancent une insurrection<sup>117</sup> le 21 mars. Sous la direction de Zhou Enlai, 800.000 ouvriers grévistes paralysent la ville tandis que les groupes de chocs communistes s'emparent de l'arsenal, des casernes, des postes de police. Zhou Enlai proclame un gouvernement provisoire tandis que les milices ouvrières se déploient devant les concessions étrangères. La Commune de Shanghai décide Tchang Kaï-chek à rompre avec le PCCh. Le 12 avril, ses troupes entrent dans la ville et, avec l'aide des Triades, emprisonnent en masse communistes et syndicalistes et massacrent 5.000 d'entre eux. Cette répression s'étend à tous les territoires contrôlés par Tchang Kaï-chek et particulièrement à Canton, Nankin, Changsha et à Pékin : des dizaines de milliers de militants qui sont fusillés, décapités ou torturés à mort.

Ces événements prirent de surprise l'IC et l'ISR Cette dernière avait organisé pour le 15 mai, à Canton, la Conférence des Syndicats ouvriers du Pacifique. Une telle conférence

---

<sup>117</sup> Une première tentative insurrectionnelle avait eu lieu le 23 octobre 1926, une seconde le 22 février 1927 ; elles avaient été sévèrement réprimées.

avait été proposée dès 1922 (elle aurait dû être organisée par les syndicats australiens), mais la menace d'une guerre contre l'URSS et le Japon en avait reporté le projet. Reproposée en 1926, la conférence devait cette fois se tenir en Chine et avoir entre autres pour sujets le développement du mouvement ouvrier dans la région, le soutien à la révolution chinoise et la lutte contre le danger de guerre dans le bassin du Pacifique.

Début mai 1927, avec Ismailov et Boudnih, délégués du Conseil central des syndicats ouvriers de l'URSS, Losovski s'était embarqué à bord du *Stavropol* pour la Chine. Leur voyage fut mouvementé : quoiqu'en possession d'un visa de transit britannique, ils furent arrêtés à Hong Kong<sup>118</sup>. Losovski et la délégation arrivent à Canton le 14 avril 1927 : la répression contre les communistes et les syndicalistes venait de commencer sous les ordres du général Li Chi-shen et il en fut témoin : *« Le jour de notre arrivée, les arrestations de masses étaient déjà en cours, et beaucoup de syndicats étaient encerclés. Le jour suivant, la ville qui était d'habitude si vivante semblait silencieuse et déserte. On n'entendait que le son des trompettes militaires. Des travailleurs attachés étaient emmenés en convoi le long des rues. Canton était occupé par l'armée et par la police, les rafles et les arrestations ne*

<sup>118</sup> *L'Humanité* n°10313, 9 mai 1927.

14. L'ISR et la Chine : Losovski à la conférence de Hankou  
*cessaient pas. Plus de deux mille personnes furent arrêtées et quelques centaines de communistes furent abattus. Une vague d'arrestation se produisit aussi à l'Université Sun Yat-sen. L'Académie de Whampoa<sup>119</sup> était détruite. Même des membres du gouvernement provincial et du comité provincial du Kuomintang qui étaient soupçonnés de suivre le Parti communiste furent jetés en prison, et les éditeurs de gauche du Kuomintang furent purgés. Une "réorganisation" des syndicats commença. »<sup>120</sup>.*

La délégation syndicale soviétique était isolée dans la ville. Le courrier envoyé à la section du syndicat du Kwantung leur revenait ouvert et il parut évident à Losovski que cette section n'existait plus et qu'il fallait quitter Canton.

Ils décidèrent alors de se rendre à Hankou<sup>121</sup>, ce grand port fluvial qui était la capitale de l'aile gauche du Kuomintang – celle qui avait désavoué la volte-face de Tchang Kaï-chek. Une représentante de l'ISR, M. Kouznetsova, y avait été envoyée en février 1927. La délégation soviétique, renforcée de deux délégués

---

<sup>119</sup> L'Académie militaire où les conseillers soviétiques formaient les élèves officiers chinois.

<sup>120</sup> Vera Vladimirovna Višnjakova-Akimova : *Two Years in Revolutionary China, 1925-1927*, Harvard University Asia Center, Harvard, 1971, pp. 258-259. Losovski fit ce récit à Vera Višnjakova-Akimova dans le bateau qui les ramenaient en URSS, en juillet 1927.

<sup>121</sup> Hankou (ou Hankéou, ou Hankow) avait été réunie avec les villes de Wuchang et de Hanyang dans la métropole de Wuhan, capitale de la province de Hubai.

supplémentaires (Martov et Korolev) qui se trouvaient à Canton, remonta le Yang Tsé. Ils eurent encore maille à partir avec la police britannique (qui empêcha Martov et Korolev de débarquer à Shanghai), mais arrivèrent enfin à Hankou. Il y retrouvent Tom Mann, Jacques Doriot et Earl Browder. Arrivés le 17 février à Canton, ils y avaient été accueillis triomphalement par le mouvement ouvrier, mais, en traversant le Kiangsi pour se rendre à Hankou, ils avaient vu la terreur blanche se mettre en place. À Hankou, ils avaient participé à un gigantesque meeting de 1<sup>er</sup> mai, 300.000 travailleurs s'étant réunis à l'hippodrome de la ville.

La Conférence des Syndicats ouvriers du Pacifique s'ouvrira sous la présidence de Losovski le 26 mai. Y participent des dirigeants syndicalistes venus d'URSS, de France, de Chine, d'Australie, du Japon, de Formose (sous domination japonaise), de Corée, des Philippines, des États-Unis, de Grande-Bretagne et d'Indonésie. D'autres n'avaient pu venir (certains Japonais avaient été arrêtés, des Australiens s'étaient vu refuser leur passeport...), mais dans les conditions données, la conférence fut un succès.

À l'issue de la conférence, les délégués fondent le Secrétariat Syndical Pan-Pacifique (Pan Pacific Trade Union Secretariat,

14. L'ISR et la Chine : Losovski à la conférence de Hankou (PPTUS)<sup>122</sup>, branche Asie/Pacifique de l'ISR, qui représentait alors plus de 14 millions d'ouvriers. Car le bilan asiatique de l'ISR ne se bornait pas à sa croissance en Chine : sa progression fut aussi importante en Indonésie. Lorsque l'Union des Syndicats de Travailleurs (PPKB) se crée en 1920, c'est un partisan de l'ISR qui obtient le poste de secrétaire (face au courant nationaliste) de cette organisation forte de 150.000 adhérents. Aux Philippines, l'ISR se renforce également avec la création d'une tendance au sein du Congrès Ouvrier.

À Hankou, Losovski se plonge dans les aléas de la politique de l'IC de Chine. Il prononce un discours très offensif, dénonçant toute politique de compromis... qui contredisait celui de Borodine, conseiller de l'IC auprès du Kuomintang<sup>123</sup>. Cet écart n'a rien d'exceptionnel. Les conseillers de l'IC défendaient des positions différentes (de droite pour Borodine, de gauche pour Roy). Les instructions mêmes de l'IC étaient ambivalentes (encourager les luttes paysannes sans rompre avec le Kuomintang de gauche), ce qui permettait à la direction (droitière) du PCCh de suivre sa propre ligne, en sacrifiant les unions

---

<sup>122</sup> Losovski écrira une brochure à cette occasion : *The Pan-Pacific Trade Union Conference, Hankow, May 20-26, 1927*, Moscow, RILU, 1927.

<sup>123</sup> On trouve un récit vivant de la Conférence de Hankou chez Milly Bennet : *On Her Own: Journalistic Adventures from San Francisco to the Chinese Revolution, 1917-1927*, M. E. Sharpe, New-York, 1993, p. 249 et suivantes.

paysannes à l'alliance avec le Kuomintang<sup>124</sup>. Dans son discours, Losovski rapprocha les difficultés de la Révolution chinoise de celles qu'avaient dû traverser la révolution russe et mettait en garde contre les faux socialistes qui appelaient à la prudence. Losovski a eu la désagréable surprise de voir son discours censuré par les organes du Kuomintang<sup>125</sup>... Il écrira encore sur la Chine une brochure de 80 pages, *Révolution et contre-révolution en Chine*, qui sera éditée en 1928, en russe et en allemand<sup>126</sup>.

Losovski était encore présent à Hankou le 23 juin 1927 : il y fit un discours de soutien au nom des syndicats soviétiques à la 4<sup>e</sup> Conférence nationale des syndicats chinois où 360 délégués représentaient trois millions

---

<sup>124</sup> Cette confusion, qui n'était pas nouvelle, infirme la légende trotskiste, largement reprise, d'un mouvement communiste chinois obéissant au sifflet à Staline. Au VIII<sup>e</sup> plenum du CE de l'IC, fin mai 1927, Trotski défend encore l'alliance avec le Kuomintang, tandis que les partisans de la ligne stalinienne (Boukharine et Togliatti) encouragent le développement des luttes révolutionnaires paysannes, en se basant sur le *Rapport sur l'enquête menée dans le Hunan* de Mao (ce rapport, publié dans le n°2 de *Revoljutionsionnyi Vostok*, avait fait sensation à Moscou).

<sup>125</sup> Il sera publié dans le *Pan-Pacific Workers* du 1<sup>er</sup> juillet 1927.

<sup>126</sup> Losovsky : *Revolution und Konterrevolution in China*, Verlag d. Roten Gewerkschafts-Internationale, Moscou, et Führer-Verlag, Berlin, 1928. Losovski aborde aussi cette question dans *Où allons nous - Les leçons et les perspectives des luttes économiques - Rapport présenté à la Vie Session du Conseil Central de l'ISR et Discours de clôture*, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge n°17, Bureau d'Éditions, Paris, 1930.

14. L'ISR et la Chine : Losovski à la conférence de Hankou de travailleurs. Il y fut exagérément optimiste, sous-estimant la défaite que venait de subir le mouvement ouvrier et ses épreuves à venir. Quand Losovski reprit le chemin de l'URSS, en juillet 1927, le Kuomintang « de gauche » se retournait à son tour contre le PCCh<sup>127</sup>. Celui-ci tente alors de lancer un mouvement révolutionnaire en liant une insurrection à Canton (où le PCCh gardait de grandes forces et où le Kuomintang était affaibli par un conflit entre ses généraux) à des offensives des armées partisans (la campagne des « moissons d'automne », où se distingua Mao Zedong). L'insurrection a lieu le 10 décembre 1927 et les groupes de choc du PCCh s'emparent de la ville, mais les forces insurrectionnelles sont trop faibles et Canton est repris après quatre jours de combats. Cet échec sera étudié par Losovski qui écrivit *Les leçons de la commune de Canton* où il souligne le fait qu'une grève générale n'avait pas accompagné l'insurrection armée et que le travail de désintégration par l'intérieur des forces contre-révolutionnaire n'avait pas été mené à bien<sup>128</sup>.

---

<sup>127</sup> Une partie du Kuomintang de gauche resta alliée au PCCh, ainsi la veuve de Sun Yat-sen, Soung Tching-ling, qui deviendra vice-présidente de la République populaire de Chine.

<sup>128</sup> L'autocritique de l'IC sur l'ensemble de sa politique chinoise se fit dans le rapport de Boukharine le 19 juillet 1928 au VI<sup>e</sup> congrès de l'IC : « 1) Dans la période de début de la révolution chinoise, dans la période de collaboration avec le Kuomintang, l'erreur consista dans un manque d'indépendance de notre Parti, dans une critique

## 15. Premiers pas vers une « stratégie des grèves »

Dès l'occupation franco-belge de la Ruhr, en janvier 1923, Serguei Mstsislavski<sup>129</sup> avait

*insuffisante du Kuomintang par notre Parti ; parfois notre Parti se transformait d'allié en appendice du Kuomintang. 2) L'erreur fut que notre Parti chinois ne comprit pas le changement de la situation objective, la transition d'une étape à une autre. Ainsi, par exemple, pendant un certain temps, on pouvait marcher de concert avec la bourgeoisie, mais à une certaine étape, il fallait prévoir les prochains changements qui surviendraient. Il fallait s'y préparer. En concluant n'importe quel bloc, on doit prévoir la possibilité de pareils changements et, par conséquent, se préparer à la lutte. Dans l'analyse critique de toutes les étapes de la révolution chinoise, nous constatons que le CC chinois et, en partie, notre délégué en Chine, ont commis de graves erreurs, ils n'ont pas tenu compte de ce changement de situation, ils n'ont pas remarqué la métamorphose de leur ancien allié en leur ennemi acharné. Aussi n'ont-ils pas changé à temps leur tactique. 3) Par suite de cette erreur, notre Parti a parfois joué le rôle d'entrave au mouvement de masse, d'entrave à la révolution agraire et d'entrave au mouvement ouvrier. Ces erreurs furent fatales et, bien entendu, contribuèrent à la défaite du Parti communiste et du prolétariat chinois. Après une suite de défaites, le Parti corrigea ses erreurs opportunistes, avec assez d'énergie d'ailleurs. Mais cette fois-ci, — cela arrive assez fréquemment — certains camarades donnèrent dans l'extrémité contraire : ils ne préparèrent pas l'insurrection [de Canton] d'une façon assez sérieuse, firent preuve de tendances putschistes, d'aventurisme de la pire espèce. » Cf. Correspondance Internationale, n°72, 1<sup>er</sup> août 1928.*

<sup>129</sup> Serguei Mstsislavski (1876-1943, de son vrai nom Maslovski), membre de l'organisation militaire du parti socialiste révolutionnaire, il avait participé à l'insurrection armée à Moscou en 1905. Il avait une formation militaire (devenu lieutenant pendant la guerre, il servait à l'état-major général à Petrograd) et syndicale. Après la révolution de février, il co-dirige (avec un autre officier SR) la Commission militaire du Soviet de Petrograd. Comme SR de gauche, il est à Smolny avec les bolcheviques en octobre et fera la guerre civile en Ukraine. Il aura une activité syndicale (il participe au premier Congrès des

proposé l'idée d'une « stratégie des travailleurs » (organisationnelle, financière, politique, culturelle, militaire) dans le journal de l'ISR<sup>130</sup>.

L'été 1923, le Conseil central de l'ISR élit une « Commission spéciale pour la stratégie de la grève » pour promouvoir les connaissances utiles sur la question. « *Vous le savez bien vous-mêmes* (dit le Bureau exécutif du conseil aux affiliés de l'ISR), *que le mouvement de grève, qui implique chaque année des millions de travailleurs partout dans le monde, a jusqu'à présent été peu étudié. (...) faites une comparaison avec ce que la bourgeoisie a tiré (...) de l'étude de la conduite de la guerre et ce qui, de notre côté, a été entrepris pour rendre utilisables les expériences de la lutte de classe ... Dans tous les pays, il existe une riche littérature sur la guerre, des écoles et des académies de guerre, où ils examinent minutieusement tout ce qui jetterait un éclairage nouveau sur les formes, les méthodes et conditions d'accompagnement des combats militaires. Que pouvons-nous montrer en (...) étude du mouvement de grève ? Presque rien du tout ! (...)* Mais est-ce que la grève des 1.200.000 mineurs

---

syndicats de toute le Russie), mais surtout littéraire : il deviendra un écrivain connu dans les années '20 et '30.

<sup>130</sup> L'article de Mstislavski, intitulé *L'occupation de la Ruhr et les stratégies des travailleurs*, parut dans *Die Rote Gewerkschafts-Internationale* N°2 (25, février 1923, pp. 134-142), N°3 (26, mars 1923, pp. 231-238) et N°4 (27, avril 1923, pp. 361-366).

*anglais, qui a paralysé le gigantesque empire britannique (...), a moins d'importance que la bataille de Sedan ? Est-ce que la lutte de grève en 1919-20 qui a impliqué le monde entier et réveillé des millions d'ouvriers ordinaires ne vaut-elle pas d'être étudiée dans tous ses détails ? »*<sup>131</sup>

Ces lignes, derrière lesquelles on reconnaît sans peine Losovski, vont devenir sous sa plume un véritable leitmotiv.

En avril 1924, le Bureau annonce l'ordre du jour du III<sup>e</sup> Congrès de l'ISR, le sixième de 12 sujets étant la stratégie de grève. En mai, il a demandé à tous les affiliés de fournir des informations sur les grèves : secteurs touchés, nombre de participants, éventuelle extension aux autres entreprises et secteurs, etc.

Le Congrès s'ouvre à Moscou le 8 juillet 1924, accueillant 311 délégués (issus de 39 pays), Losovski aborde les questions de stratégie<sup>132</sup> en invitant une nouvelle fois à étudier les grèves passées pour fonder scientifiquement des méthodes de lutte.

Faisant rapport, au troisième jour du Congrès, sur les « tâches futures » de l'ISR,

---

<sup>131</sup> *Aufrufe und Rundschreiben: Zur Streikstrategie*, in *Die Rote Gewerkschafts-Internationale* N°8 (31), août 1923, pp. 763-764 (notre traductio).

<sup>132</sup> Comme rédacteur en chef du journal de l'ISR, Losovski avait écrit à plusieurs reprises sur des « cas stratégiques » de la lutte gréviste, comme par exemple l'Alsace-Lorraine, et il avait étudié les données de la Commission « stratégie de la grève ».

Losovski déclara : « (...) *notre stratégie ne correspond pas à la lutte qui se déroule. Personne ne s'est préoccupé jusqu'à maintenant des questions de stratégie de grève, pas un seul international. Les précédents n'ont pas réfléchi à ce sujet, mais nous, syndicats révolutionnaires, sommes tenus et obligés d'y réfléchir (...). En général et dans l'ensemble, les grandes masses des membres de syndicats révolutionnaires n'ont pas un concept de la question de la stratégie de grève. Même les plus hauts dirigeants pensent encore peu de choses sur cette question.* » Losovski invite une nouvelle fois à réfléchir sur l'expérience des batailles menées pour l'utiliser pour les luttes à venir. « *Je pense que dans ce domaine, nous pouvons aussi apprendre quelque chose de la science militaire. Certes, notre armée n'est pas une armée régulière. Là, ils manœuvrent avec d'autres moyens ; là, il y a un autre système d'organisation. Mais dans la mesure où il s'agit de conflits, de batailles, nous pouvons apprendre quelque chose.* » Il évoque la nécessité d'un contre-espionnage économique dans les grandes entreprises, et caractérise comme « artisanal » le mode d'opération des militants de l'ISR C'est une bonne chose que les communistes travaillent dans les mouvements qui traversent l'industrie du cuir ou de l'alimentation, mais, souligne Losovski, « *une approche plus ou moins rationnelle des*

*questions qui se présentent à nous doit nous faire réfléchir sur quels secteurs de production, nous devons concentrer notre attention de façon à avoir dans nos mains les organes les plus nécessaires de la machine capitaliste. »*

Or ce travail est à peine commencé : « *Je me souviens quand, dans le passé, j'ai mis en avant cette idée de la nécessité de concentrer notre attention sur les transports, sur les mines, le gaz, l'électricité, le télégraphe, la radio, l'industrie chimique, et ainsi de suite. Des camarades m'ont dit : "Désolé , mais vous ne pouvez pas simplement jeter les communistes des autres branches dans ces secteurs, car en Europe, ils ont habituellement des travailleurs du cuir parmi les travailleurs du cuir, des ouvriers de la métallurgie parmi les travailleurs de la métallurgie, des mineurs chez les mineurs."* Mais camarades, il y a beaucoup de frontière en Europe et en Amérique que nous devons combattre. Nous devons nous concentrer, rassembler toutes nos forces, pour être en mesure de les jeter dans les branches de production les plus essentielles pour nous dans un pays donné. Dans tel pays le charbon joue le rôle économique central, dans tel autre pays une autre branche de production, et ainsi de suite. Mais dans chaque pays, nous devons étudier de manière approfondie quels domaines du travail sont les plus importants, lequel est le plus sensible, si nous devrions frapper, vers

*lequel nous devrions tourner toute notre attention, car si nous ne contrôlons pas les plus importants secteurs, nous ne gagnerons aucune bataille décisive, aucune victoire décisive.* »<sup>133</sup>.

Il donne l'exemple des dirigeants de l'IC et du KPD qui pensaient pouvoir commencer la révolution allemande en Saxe et qui avaient demandé à l'organisation locale si les cheminots allaient transporter ou paralyser les troupes gouvernementales : « *Ils me répondirent, "nous n'avons presque aucune influence parmi les cheminots". Eh bien, camarades, si nous n'avons aucune influence parmi les cheminots, alors, pour votre gouverne, la révolution va aller très mal, parce qu'un État centralisé peut alors jeter ses unités et son armée en avant, en arrière, de tous les côtés, et nous serons battus selon toutes les règles de l'art de la guerre. Cet art de la guerre que nos ennemis maîtrisent bien, et que nous ne connaissons pas assez. Ainsi, la concentration des forces sur les secteurs de production essentiels se présente comme la question la plus importante pour l'ensemble du mouvement syndical révolutionnaire.* » Développant l'argument industriel au niveau international, il appela à

---

<sup>133</sup> Cité par John Womack, Jr. in *Working Power over Production ; Labor History, Industrial Work, Economics, Sociology, and Strategic Position ; XIV International Economic History Congress, Helsinki 2006*, Cambridge, Massachusetts, 2006, p. 178. Ce chapitre doit beaucoup à cette étude.

la création, dans les secteurs les plus importants, des comités mixtes de représentants de différents pays (un Comité germano-polonais des travailleurs des chemins de fer, un Comité franco-allemand des travailleurs des chemins de fer, etc.)

Les 16-17 juillet a lieu le débat sur « la stratégie de grève ». Le premier des quatre rapporteurs, Gaston Monmousseau, invite à « *faire un usage utile de toutes les circonstances favorables pour la centralisation et la coordination des mouvements de grève dans tous les pays et progressivement faire en sorte que des grèves internationales soient pratiquement réalisables.* » Il explique qu'en France, le plus gros problème était les traditions locales, artisanales, des travailleurs, qui les empêchent de voir l'étendue effective du champ de bataille de classes. Il fait quelques propositions (par exemple ce nouveau slogan : « Assez de grèves partielles élémentaires ! ») et énumère les axes d'organisation d'une grève nationale : concentrer la poussée dans une région déterminée et organiser le soutien matériel à l'échelle nationale, empêcher la fourniture de matières premières et de pièces manufacturées dans la région ; créer des groupes spéciaux pour désorganiser l'équipement technique.<sup>134</sup>

---

<sup>134</sup> Traduit de *Zur Streikstrategie in Frankreich* in *Die Rote Gewerkschaft-Internationale* N°6 (41), juin 1924, pp. 377-381.

Le deuxième rapporteur, Fritz Heckert<sup>135</sup> répond à Losovski en disant que le stratège militaire et le stratège syndical se battent dans des guerres différentes : dans la guerre de classe, les travailleurs ont des ennemis non seulement face à eux, mais aussi derrière eux, et une partie de la classe ouvrière reste dans le camp de la bourgeoisie tandis qu'il est difficile d'en entraîner d'autres dans la lutte. Dans l'armée prolétarienne, il y a souvent les plus différents points de vue sur la nature et le but de la lutte et les réserves du commandant prolétarien sont difficiles à calculer. Selon Heckert, appliquer Clausewitz à la lutte syndicale ou à la guerre civile pourrait aboutir à une « défaite totale ». Au lieu d'adopter des modèles anciens ou étrangers, « nous devons créer nous-mêmes une stratégie de grève ». Heckert expliqua ensuite qu'il ne

---

<sup>135</sup> Fritz Heckert (1884-1936) : maçon ordinaire de Chemnitz, responsable du syndicat du bâtiment allemand, il fut l'un des fondateurs du groupe Spartacus. Lors de la révolution de novembre 1918, il a été élu président du Conseil des députés ouvriers et soldats de Chemnitz. Heckert a été l'un des délégués au congrès fondateur du Parti communiste. Il représenta le KPD dans l'ISR et dirigea de la branche syndicale du KPD. En 1923, il est ministre de l'Économie du gouvernement révolutionnaire en Saxe. Pendant l'illégalité du KPD qui suivit, Heckert participa activement aux préparatifs politico-militaires du parti. Député au Reichstag de mai 1924, membre du Politburo en 1927, membre du Présidium du CE de l'IC en 1925, Heckert est grièvement blessé en 1931 dans des affrontements avec la SA. Il représente le KPD au CE de l'IC à Moscou de 1932 jusqu'à sa mort le 7 avril 1936, due à un accident vasculaire cérébral.

fallait plus se baser sur les explosions spontanées, parce que l'ennemi n'était plus aussi fragile qu'avant, et il insista à son tour sur l'importance de lier aux grévistes les travailleurs de la même localité, d'autres catégories professionnelles, etc. Il fallait se préparer à défendre de grèves, contre des attaques armées, comme on le voyait en Amérique, et à des grèves plus longues.

Le troisième rapporteur, William Dunne<sup>136</sup>, évoqua la stratégie des grèves aux États-Unis en rappelant qu'il n'y avait que deux secteurs aux États-Unis où le nombre des syndiqués était plus grand que celui des non-syndiqués : le transport et les mines de charbon. Il en conclut d'une part à l'intérêt d'une alliance efficace des syndicats, d'autre part à l'importance de se tourner vers les travailleurs non syndiqués. En outre, expose Dunne, chaque secteur a ses points stratégiques propres,

---

<sup>136</sup> William « Bill » Dunne (1887-1953) électricien originaire de Kansas City, leader de la grève de cuivre Anaconda en 1917, communiste, et dirigeant de la Fédération du Travail du Montana jusqu'à ce que l'AFL l'expulse en 1923 pour activité communiste. Plusieurs fois traîné devant les tribunaux pour ses activités politiques et syndicales, il devint un des dirigeants du Parti communiste américain qu'il représenta au 5<sup>e</sup> congrès de l'IC en 1924 - il fut alors élu membre du CE de l'IC. En 1928, il participe au 4<sup>e</sup> Congrès de l'ISR et au 6<sup>e</sup> Congrès de l'IC. Au début des années '30, il séjourne à Stalingrad où il est en charge des 500 spécialistes américains aménageant l'usine de tracteurs. Son rôle dans le PC américain diminua à mesure qu'augmentait celui d'Earl Browder, qui imprima un fort virage à droite. Dunne fut finalement exclu du parti en 1946 pour « fractionnisme gauchiste ».

(par exemple les deux jonctions de chemin de fer par lesquels transitait tout transport ferroviaire aux États-Unis). Organiser les travailleurs de ces points stratégiques ouvre de grandes perspectives.

Enfin Losovski fit rapport sur le sujet. Il voulait voir « *s'il est possible (...) de mettre en place des règles contraignantes pour tous les pays et remplacer les grèves dispersées, élémentaires, insuffisamment étudiées, ou mal organisées par une lutte de grève planifiée sur la base des lois de la science militaire et la guerre civile.* » Il rappelle la distinction entre la politique, la stratégie et la tactique. « *La politique, disait Lénine, « est de savoir comment manœuvrer avec des millions,* »<sup>137</sup> pour réaliser l'objectif. Pour la stratégie, il cite Staline : « *La stratégie est la détermination de la direction de l'effort principal du prolétariat sur la base d'un stade donné de la révolution ...* »<sup>138</sup>. Citant

---

<sup>137</sup> Cette formule n'apparaît pas telle quelle dans les œuvres complètes. Les formules les plus proches sont : « En politique, c'est-à-dire dans ce domaine des relations humaines où l'on ne compte pas par unités, mais par millions » in *De qui vous moquez-vous ? De vous-mêmes !* (1917), tome 24, p. 593 ; « la politique commence là où il y a des millions ; elle devient sérieuse là seulement où l'on compte par millions, et non par milliers » in *Rapport sur la guerre et la paix* (1918), tome 27, p. 96 ; « du point de vue politique, c'est-à-dire du point de vue de millions d'hommes et des rapports entre ces hommes » in *A l'office* (1919), tome 29, p. 547 ; et « la politique décide en réalité du sort de millions d'hommes » dans les *Notes d'un publiciste* de 1920, tome 30, p. 367.

<sup>138</sup> Staline : *De la stratégie et de la tactique des communistes russes*, Éditions en langues étrangères, collection

une « autorité militaire allemande » (anonyme) : « *la direction de l'opération et le choix de ce point où vous devez combattre* ». Citant la même source, à laquelle il ajoute Moltke<sup>139</sup> et Staline, il définit ensuite la tactique, « *la détermination des lignes de conduite et les méthodes de lutte pour un seul champ de bataille ...* ». Cette science n'a pas été appliquée partout. « ... *La caractéristique de base d'une armée, la contrainte, manque dans l'armée syndicale* », a-t-il dit. « *Notre armée syndicale est une armée de volontaires* », où « *la contrainte est remplacée par la solidarité de classe, l'unité de classe.* » En outre, reprenant Heckert, il distingue un front militaire et un « front social », qui est « *en zigzag ... à l'intérieur du pays, coupés en mille directions à travers la*

---

Les classiques du Marxisme-léninisme, Moscou, 1952, p. 9 : « *La tâche essentielle de la stratégie est de déterminer la direction générale que doit prendre le mouvement de la classe ouvrière, et où le prolétariat pourra porter à l'adversaire le coup principal avec le plus d'efficacité, afin de réaliser les objectifs fixés par le programme. Le plan stratégique est un plan qui vise à organiser le coup décisif dans la direction où il est susceptible de donner dans les moindres délais le maximum de résultats* » [Staline ne parle pas du moindre coût...] Cet article de Staline est basé sur sa conférence à l'Université Sverdlov. Elle parut en article le 14 mars 1923, dans la *Pravda*.

<sup>139</sup> Il s'agit du maréchal Helmuth Karl Bernhard, comte von Moltke (dit « l'ancien », 1800-1891) qui fut chef d'état-major de l'armée prussienne pendant les guerres contre l'Autriche (1866) et contre la France (1870-71). Vainqueur de Sadowa et de Sedan, c'était un disciple déclaré de Clausewitz. Ne pas le confondre avec son neveu, Helmuth Johann Ludwig, comte von Moltke (dit « le jeune »), qui fut chef du grand état-major allemand pendant la Première Guerre mondiale.

*ville et la campagne.* » Il revint sur le fait que la grève, « *à laquelle la classe ouvrière recourt depuis très très longtemps* », n'a pas été étudiée jusqu'à présent, en donnant quelques informations sur des luttes récentes.

« *La grève, déclare Losovski, comme la guerre, est la continuation de la politique par d'autres moyens.* » Et d'en énumérer 13 sortes : sauvage, organisée, offensive, défensive, la grève de solidarité, grève « à intervalles », locale, régionale, industrielle, générale, internationale, économique et « purement politique ».

Bien que « *chaque grève soit une épreuve de force entre les patrons et les travailleurs* », de nombreuses conditions doivent être réunies pour obtenir que « *cette méthode de lutte spécifiquement prolétarienne* » ait « *les résultats souhaités par nous.* » Pour commencer, il faut nécessairement, d'abord, « *une masse laborieuse très consciente.* » Deuxièmement, « *lutte sans merci contre le corporatisme, et une grande confiance, exclusive, envers les dirigeants syndicaux* » ce qui soulève « *la question très importante des relations mutuelles entre l'armée et l'état-major.* »

De l'état-major, dit-il, citant « des militaires » (anonymes), on attend « *un sentiment stratégique, un sens stratégique, et un apprentissage stratégique.* » ; on pourrait dire la même chose du noyau dirigeant d'un

mouvement syndical. Et il énumère 26 capacités différentes qu'un dirigeant syndical devrait avoir, comme le sens du timing et la capacité à identifier le point le plus faible et le « centre de gravité » (en référence directe à Clausewitz) de l'ennemi, la capacité à utiliser les réserves (principalement des travailleurs des entreprises socialement nécessaires) au moment décisif. Il faut apprendre toujours plus de l'ennemi comment faire la guerre, conseilla-t-il, en citant comme exemple l'ouvrage de Bernhardt, *La guerre du futur*<sup>140</sup> et « ne pas oublier un seul instant que la grève est l'une des formes de la guerre civile ».

Losovski cite ensuite Hindenburg: « *Il ne faut jamais se battre sans un point décisif de l'attaque.* » Cela signifie que les dirigeants syndicaux doivent connaître « *la topographie socio-économique du théâtre des opérations militaires et ce que notre ennemi représente en relations politiques, économiques, organisationnelles* ».

Il est essentiel, selon Losovski, d'organiser le renseignement économique, de concentrer les forces dans les syndicats industriels, et centraliser l'ensemble du mouvement syndical, « *si nous voulons opposer à la force concentrée du capital la puissance concentrée*

---

<sup>140</sup> Bernhardt, Friedrich von: *Der Zukunft de Vom Kriege, Nach den Erfahrungen des Weltkrieges.* (Sur la guerre du futur, à la lumière des leçons de la guerre mondiale), Mittler, Berlin, 1920.

*du travail.* ». Losovski critique de ce point de vue les grèves sauvages, les anarchistes et les anarcho-syndicalistes.

Pour tous les renseignements que le bureau de l'ISR avait recueillis, Losovski conclut que l'on ne peut espérer créer une « science de la victoire ». Le mieux que l'on peut faire est d'adopter « une approche scientifique », qui augmente les chances de victoire. Et d'ajouter qu'il faut « *apprendre, apprendre, et encore apprendre du stratège le plus ingénieux de la lutte de classe, Lénine* » qui ne tenait jamais rien pour acquis, avant de conclure par une formule de Moltke, « *Dans la guerre comme dans l'art, il n'y a pas une règle générale. Le talent ne peut être remplacé par une règle* »<sup>141</sup>.

Sept délégués participèrent à la discussion, le délégué irlandais, Jim Larkin, étant le plus sévère : « ... *Je connais le mécanisme des grèves et je vais vous dire, si vous croyez que vous pouvez exécuter une grève de certains bureaux d'information ou certains bureaux stratégiques, je dois dire que les gens parlent sans rien savoir du sujet dont ils parlent.* » Un délégué britannique, Georges Hardy, indiqua les difficultés que posaient en Grande-Bretagne la question des grèves sauvages, un autre insista sur la nécessité de moduler la stratégie

---

<sup>141</sup> *Moltke on the Art of War: Selected Writings*, publié par Daniel Hughes, Presidio Presse, Ballantine Books, New-York, 1993, p. 124.

de grève à la situation particulière de chaque pays. Tim Buck, un délégué canadien, et Pierre Sémard abondèrent en son sens.

La question des industries stratégiques fut une nouvelle fois abordée par Tim Buck qui prit l'exemple concret des chemins de fer, qui à Winnipeg en 1919 et en Nouvelle-Écosse en 1923 avaient amené les briseurs de grève et des troupes.

Le délégué polonais, Mieczyslaw Bernstein<sup>142</sup> déclara à ce propos: « *Les grandes masses laborieuses, des branches industrielles entières et des centres industriels entiers, doivent être conduits dans la lutte. Une importance décisive appartient évidemment aux secteurs économiques et sociaux dominants: les transports, les mines, l'industrie métallurgique, les services publics* » ; et Semard à son tour : « *Nous devons augmenter notre propagande parmi les ouvriers de ces branches industrielles qui fournissent de l'énergie électrique, gaz, minerais, charbon, sur lequel le travail des*

---

<sup>142</sup> Mieczyslaw Bernstein (1889-1937) Membre du CC du parti communiste polonais en 1925, le secrétaire du district de la Confédération du charbon de 1926. Délégué au III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès de l'ISR, membre du Comité central du PCP et dirigeant du syndicat polonais des mineurs. Arrêté en 1929 par la police polonaise, il revient en URSS à la faveur d'un échange de prisonniers en 1932. En 1933, il est secrétaire du bureau européen de l'ISR Il revient une seconde fois en URSS en 1936 pour travailler dans l'ISR et l'IC (membre du CE de l'IC) en septembre-décembre 1936. Arrêté le 27 juillet 1937 par le NKVD, condamné à mort pour espionnage et exécuté.

*autres branches de l'industrie dépend. Si nous réussissons finalement à mettre ces secteurs industriels sous notre contrôle, nous aurons à notre disposition plus de chances de succès de notre lutte. »*

Losovski propose en conclusion de combiner tous les rapports en un seul comme « *base pour une étude approfondie des questions en cours de discussion.* » Les résolutions du Congrès présentées le 22 juillet vont en ce sens. La seconde résolution, sur « les tâches futures », admet que les travailleurs révolutionnaires n'ont toujours pas de pensée tactique ni stratégique, et que les militants de l'ISR devaient « *accorder une attention particulière aux méthodes et moyens de la lutte de grève* », et organiser le contre-espionnage économique. Quant à la stratégie industrielle, il est exposé que « *Sans la conquête de ces lignes de base de la production, la lutte de la classe ouvrière est vouée à l'échec. (...) la concentration des efforts dans cette aire résulte du calcul élémentaire de l'application opportune de l'énergie révolutionnaire aux objectifs de la désorganisation des points les plus vulnérables et les plus importants du système capitaliste.* » La résolution revient sur l'intérêt de créer des Comités mixtes (franco-allemand, germano-polonais, germano-tchèque, franco-italien, franco-germano-anglais, germano-russe, russo-polonais, et ainsi de suite)

Dridzo Losovski, stratège syndical

de travailleurs dans les secteurs les plus importants de la production, pour l'organisation de campagnes et d'actions combinées.

La septième résolution portait sur « la stratégie de grève ». Le Congrès demande au bureau exécutif de publier le rapport sur la question et de publier des monographies sur les grandes grèves, et aux affiliés de publier des documents sur « les méthodes et les moyens » de la grève dans leur pays. Il invite *« tous les syndicats révolutionnaires à accorder une attention sérieuse à la question de la stratégie de grève, car sans l'étude minutieuse de toute l'expérience de la lutte gréviste, sans une large et mutuelle documentation des ouvriers de tous les pays sur leur expérience respective, sans la concentration de toutes les forces et sans la préparation systématique des conflits, grands ou petits, avec le capital, le prolétariat révolutionnaire ne pourra pas vaincre le capital monopolisé et concentré, s'appuyant sur toute la puissance de l'État bourgeois contemporain. »*<sup>143</sup>.

## **16. « La grève, c'est la guerre ! »**

C'est dans la deuxième moitié de 1927 que se développe dans le mouvement communiste la théorie de la « troisième phase » : la

---

<sup>143</sup> *Résolutions adoptées au III<sup>e</sup> Congrès de l'ISR (juillet 1924)* – Préface de Racamond, Petite bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge n°14, Librairie du Travail, Paris, 1924, pp. 44-45.

stabilisation du capitalisme est finie, la crise économique s'accroît, les contradictions de classe s'exacerbent, une situation révolutionnaire se profile. Face à une contre-révolution en plein développement (fascisme, projets de guerre contre l'URSS), les communistes doivent reprendre l'offensive révolutionnaire, « *classe contre classe* », en rompant avec une social-démocratie ayant rallié la bourgeoisie. La théorie de la « troisième phase » est développée au 9<sup>e</sup> Plenum du CE de l'IC en février 1928, adoptée le 30 juillet 1928, par la section allemande de l'IC et par l'IC elle-même l'été suivant, à son 6<sup>e</sup> Congrès. La grève doit jouer un rôle important lors de ce tournant stratégique : c'est une arme politique, idéologique et économique au service de la révolution mondiale et Losovski voit son rôle s'affermir dans l'ISR et dans l'IC

Après les grands conflits du travail en Pologne et en Allemagne à l'automne 1928, l'ISR parraine une « Conférence internationale sur les tactiques de grève » officiellement tenue à Strasbourg (en fait à Berlin), à la mi-janvier 1929. Une nouvelle stratégie des grèves est mise en place. Les grèves doivent désormais être « indépendantes », c'est-à-dire dirigées sans et même contre les syndicats réformistes. L'appel à l'unité syndicale est abandonné : les syndicats sociaux-démocrates seront attaqués comme complices

du patronat. Les grévistes, et notamment les ouvriers « non organisés », doivent avoir leur propre direction de grève qui adoptent des tactiques du combat urbain pour arriver à ses fins selon le slogan de l'époque : « *La grève, c'est la guerre !* »<sup>144</sup>.

Dans sa présentation de la résolution de la conférence de Strasbourg, Losovski écrit : « *Nous y trouvons la question de la préparation à la lutte, des instruments à employer, les formes et les méthodes de direction, la participation des différentes couches et catégories de travailleurs, les questions du secours, de l'information, de la communication, de l'auto-défense, etc. Les questions examinées à cette conférence embrassent toutes les phases de la lutte économique. En prenant comme base les décisions des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès de l'ISR, la conférence a abordé la grève comme une forme de guerre, et a donc tenté de décrire les méthodes d'attaque et de défense pour les militants de l'armée de la classe ouvrière, capables de lui assurer un degré maximum de succès dans la bataille. Les stratèges sociaux-démocrates et leurs doublures, réunis autour de la revue "Contre le courant", diront bien sûr que ces tentatives sont vouées à l'échec. Il est impossible, diront-ils, de prévoir tout ce qui peut arriver. Cela est certainement vrai. Il est*

---

<sup>144</sup> Constance Margain: *Le Profintern en action (1921-1937)*, article en ligne, ANR PAPRIK@2F, 4 mars 2014.

*impossible de tout prévoir. Pourtant, si nous acceptions ce point de vue, nous devrions tout simplement nier la possibilité même d'une science militaire. Nonobstant, les écoles militaires enseignent la stratégie et de la tactique. Une analyse critique de l'expérience des guerres précédentes et de chaque bataille prise à part est donnée comme matériel de base pour l'étude de la science militaire dans chaque pays. Pourquoi alors, l'analyse et l'étude des gigantesques batailles économiques ne pourraient-elles nous fournir un matériel instructif ? Il n'y a que l'étroitesse d'esprit réformiste pour ne pas voir l'utilisation et la nécessité de tirer les leçons des défaites et des victoires des luttes de la classe ouvrière. »<sup>145</sup>.*

Il y a eu 20 « décisions » de la conférence que l'on pourra lire en annexe de cette édition.

Pour le V<sup>e</sup> congrès du Profintern, du 15 au 30 août 1930, le choix est fait de fêter les 10 ans de la fondation du Conseil international des syndicats.

Par la suite, l'organisation de quelques grèves spectaculaires entre 1930 à 1933 masque mal l'échec de la nouvelle stratégie, sauf dans quelques pays colonisés. En Europe, les syndicats révolutionnaires créés

---

<sup>145</sup> Red International of Labor Unions : *Problems of Strike Strategy - Decisions of the International Conference on Strike Strategy, Held in Strassburg, Germany, January, 1929*. N'ayant pas trouvé la traduction officielle française, ce passage est traduit de l'anglais.

par l'ISR, à commencer par la Revolutionäre Gewerkschafts-Opposition fondée en Allemagne en 1929, ne parviennent pas à s'ancrer largement dans la classe. La nouvelle stratégie entraîne des conflits jusqu'au sein des centrales de l'ISR Losovski monte au front : « *Il faut reconnaître que dans presque toutes les sections de l'ISR (cela est apparu avec un relief particulier après le IV<sup>e</sup> Congrès) on peut trouver [des] éléments de droite. [Ils] se sont constitués en un groupe politique séparé, en Allemagne. Ils possèdent leur groupe organisé en France, aux États-Unis, en Tchécoslovaquie (...) Ils disent que c'est une hérésie d'affirmer qu'on doit diriger les luttes économiques sans les syndicats réformistes et contre eux. Il faut encore considérer que tous nient la radicalisation des masses, que tous sont partisans de l'unité à tout prix et nient la fascisation de la bureaucratie syndicale réformiste et, en général, la métamorphose fasciste de la social-démocratie (...) De ce fait, ils se mettent hors des rangs du mouvement syndical révolutionnaire.* »<sup>146</sup>.

Même s'il peut évoquer des mouvements de grève massifs et radicaux en France, en Tchécoslovaquie, aux Indes<sup>147</sup>, aux États-Unis,

---

<sup>146</sup> A. Losovsky : *Où allons-nous ?*, op. cit., pp. 24-25.

<sup>147</sup> Deux grands mouvements de grève s'étaient produits en Inde. D'abord la première grève générale des travailleurs du jute en juillet-août 1929 : la décision de licencier 60 000 travailleurs en augmentant les heures de travail

en Belgique, en Pologne, et même en Chine, deux ans après le massacre de la Commune de Canton, Losovski se garde pourtant de tout triomphalisme. Et lorsqu'un dirigeant polonais (Henrichowski) se félicite des succès considérables enregistrés dans les luttes, Losovski tempère, mettant une nouvelle fois les rieurs de son côté : « *En ce qui concerne les succès réalisés, nous assistons à une espèce d'accélération du rythme de l'appréciation* »<sup>148</sup>.

Fin 1930, Losovski présente un bilan autocritique : les grèves radicales des masses provoquées par la crise ont bien eu lieu : en Allemagne (métallurgistes de la Ruhr, plombiers-monteurs, dockers de Hambourg, métallurgistes de Hoennigsdorf et de Mansfeld, etc.), en France (textiles d'Halluin, métallurgistes du Boucau, mineurs, dockers, etc.), en Angleterre (métallurgistes d'Austin, mineurs de Dewden, travailleurs de la laine de Bredford, etc.), en Pologne (travailleurs du textile à Łódz), au Japon (traminots de Tokyo, travailleurs du textile de Kanogafuti, etc.), en Inde (travailleurs du textile de Bombay, cheminots, ouvriers du jute, etc.), en Australie (mineurs et

---

avait été à l'origine d'une grève victorieuse qui, ayant débuté à Alambazar et Baranagar, s'était rapidement étendue jusqu'à mobiliser 192 000 travailleurs. Ensuite la grande grève du textile à Bombay, en 1929 également, qui avait débouché sur la fondation d'un Syndicat du textile regroupant 65.000 travailleurs et qui fut la première grève où les communistes jouèrent un rôle central.

<sup>148</sup> A. Losovsky : *Où allons-nous ?*, op. cit., p. 80.

ouvriers du bois), aux États-Unis (travailleurs du textile de Gastonia, mineurs de l'Illinois, traminois de La Nouvelle-Orléans, etc.), en Chine (traminois et coolies de Pékin, textile de Shanghai), Italie (ouvriers des usines Fiat), etc. Les partisans de l'ISR ont parfois pu les impulser, mais malgré quelques progrès dans l'organisation et la direction des grèves, ils n'ont su empêcher les dirigeants réformistes de les étouffer, et les défaites sont lourdes. « *Il faut avouer franchement que, durant cette période, nous avons perdu une série de positions* »<sup>149</sup> : certains syndicats ont vu diminuer notablement le nombre d'adhérents (France, Tchécoslovaquie, États-Unis, etc.), d'autres ont été réduits à l'illégalité et ont perdu leur base de masse (Roumanie, Yougoslavie), certaines sections de l'ISR ont continué à grandir, mais dans une mesure moindre que le mouvement ouvrier de leur pays (Allemagne, Chine).

Losovski épingle les erreurs : organisation à la traîne des masses (« *On a vu souvent le mécontentement des ouvriers passer inaperçu de nos organes de base, et les grèves éclater sans que les membres des syndicats révolutionnaires*

---

<sup>149</sup> A. Losovsky : *Faisons le point ! Crise mondiale, luttes économiques et les tâches du mouvement syndical révolutionnaire – Rapport présenté au 5<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, Moscou septembre 1930*, Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge, n°28, Maison des syndicats, Paris, 1930, pp. 41-42.

*et de l'opposition syndicales s'y attendent »<sup>150</sup>*, préparation insuffisante de la lutte économique (« *Nos organisations commencent à s'occuper de la grève au moment où les événements ont déjà pris un caractère aigu »<sup>151</sup>*), mauvaise compréhension de la constitution et du rôle des comités de grève, opportunisme, revendications mal pensées et mal formulées, méthodes de commandement, inhabilité à cesser la grève au moment opportun (« *il importe de connaître les limites du mouvement et de tenir compte de l'endurance des grévistes (...) L'essentiel est de ne pas permettre la désagrégation, aussi vaut-il mieux cesser la grève de façon organisée que de reprendre le travail dans la débandade (...) , et reculer à temps que d'amener une lourde défaite »<sup>152</sup>*), incapacité de mener des pourparlers avec les employeurs.

En ce qui concerne spécifiquement la France, et principalement la grande grève du textile d'Halluin<sup>153</sup>, il prononce un discours

---

<sup>150</sup> Ibid., p. 30.

<sup>151</sup> Ibid. La maxime stratégique dit « la sueur épargne le sang ».

<sup>152</sup> Ibid., p. 33.

<sup>153</sup> La grève des travailleurs du textile du Nord de la France dura sept mois, de septembre 1928 à avril 1929. Connue sous le nom de la « grève des dix sous », c'est une des plus dures grèves de l'histoire sociale française, commencée à l'initiative de la CGTU à Halluin, mais à laquelle se rallièrent les syndicats réformistes et chrétiens. Ce front commun fut favorisé par l'intransigeance patronale (qui voulait que les ouvriers reviennent dans les usines « à genoux »). La grève fit tache d'huile puis se limita à Halluin avant d'être finalement défaite, notamment en raison du

le 16 août 1931 au BE de l'ISR : « *Pourquoi, en France, la grève du textile s'est-elle terminée par un échec ? Parce que les réformistes étaient à sa tête et ce sont eux qui ont mené les pourparlers dans les coulisses avec le patronat et qui, au lieu de décupler l'énergie des masses, de développer leur initiative, d'employer de nouvelles méthodes et formes de lutte, ont refroidi l'enthousiasme, se sont dressés contre les tentatives d'entraîner de nouvelles couches ouvrières à la lutte et en fin de compte ont fait échouer le mouvement.*

*Pourquoi une série de grèves en Pologne ont donné des résultats favorables malgré la terreur fasciste ? C'est parce qu'au moyen de la tactique du front unique par en bas, on est parvenu à liquider l'influence du PSP au cours des grèves, à arracher la direction de leurs mains, à les évincer du mouvement. »<sup>154</sup>.*

## **17. Les conférences à l'école Lénine**

Les IV<sup>e</sup> (mars-avril 1928) et V<sup>e</sup> Congrès (septembre 1930) de l'ISR n'abordent pas la question de la stratégie des grèves, mais Losovski n'a pas perdu la thématique de vue, puisqu'il y consacre les conférences composant *La grève*

---

retrait des réformistes. Elle fut un test pour la stratégie du front unique à la base dessinée par le IV<sup>e</sup> congrès de l'ISR.

<sup>154</sup> A. Losovsky : *Issue capitaliste ou issue révolutionnaire à la crise in Internationale syndicale rouge*, n°24, 15 décembre 193, p. 1114.

*est un combat* écrites entre le 30 janvier et le 26 mars 1930, et prononcées devant les élèves de l'École Lénine, la plus prestigieuse des écoles de l'IC

Le parti bolchevique avait créé son école de cadres, l'université communiste Sverdlov, en juin 1918 (Lénine et Staline y donnèrent des conférences). En 1921 sont fondées l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (KUTV) et l'Université communiste des minorités nationales d'Occident (KUNMZ), qui accueilleront bientôt des élèves étrangers, et en 1925, pour les étudiants chinois, l'Université Sun Yat-sen. Le niveau de l'enseignement de ces trois écoles étant relativement faible, le besoin d'une école de révolutionnaires professionnels de haut niveau commanda l'ouverture en 1926 de l'École Lénine. Les cours à l'École Lénine, d'un niveau universitaire, duraient généralement deux ans et portaient sur la langue russe, le marxisme-léninisme, l'économie, l'histoire du mouvement ouvrier, le travail syndical, conspiratif (avec une formation à la cryptographie) et insurrectionnel (avec une formation militaire<sup>155</sup>). Le cursus

---

<sup>155</sup> Harry Wicks : « *En plus des exigences académiques, on attendait de nous que nous participions à l'Ossoaviakhim (préparation militaire). Nous commençons par les armes de base. Un officier de l'Armée rouge en bel uniforme venait avec un assortiment d'armes courtes, russes et autres, et de mitraillettes, modernes et anciennes. Ils démontraient, mélangeait les pièces et nous demandait de les remonter. Plus tard - et bien sûr c'était un peu particulier à l'École*

comprenait des stages et des visites dans des entreprises et des institutions soviétiques. Les 3.500 élèves, qui provenaient de 59 pays et portaient de faux noms pour des raisons de sécurité, étaient groupés en sections de langue. Parmi eux, Tito, Gomulka, Honecker, Waldeck Rochet, Zachariadis, et bien d'autres qui jouèrent des rôles de premier plan dans les partis communistes.

L'École Lénine ne publiait pas ses cours et conférences : la brochure de Losovski est une des rares exceptions – et peut-être même la seule<sup>156</sup>.

*La grève est un combat*, comme *L'Insurrection armée* de « Neuberg », a trouvé des lecteurs attentifs dans les rangs de la contre-révolution. En France, deux études novatrices sur la contre-insurrection sont écrites en 1932. La première, *Note sur la défense de la région parisienne contre l'ennemi intérieur en temps de guerre*, du général Voiriot, était secrète. Longue et détaillée (60 pages), elle ciblait clairement le PCF, étudiait les tactiques communistes, les moyens du PCF, son implantation

---

*Lénine – nous passions à l'étude des insurrections, nous nous servions de jeux et de simulations ; nos exemples récents comprenaient la Russie, l'insurrection de Hambourg, celle d'Estonie, celle d'Irlande en 1916, etc. », in Keeping my Head, p. 84, cité par Pierre Broué : Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943, Fayard, 1997, p. 622.*

<sup>156</sup> Branko Lazitch : *Les Écoles de cadres du Comintern*, in *Contributions à l'histoire du Comintern*, Librairie Droz, Genève, 1965, p. 247.

et ses conséquences, les effectifs nécessaires, des considérations matérielles, tactiques, d'effectifs, urbanistiques, etc. La seconde était publique et avait pour auteur le général Henri Albert Niessel. Brillant officier<sup>157</sup>, traducteur de Clausewitz<sup>158</sup>, fieffé réactionnaire<sup>159</sup>, Niessel avait commandé de septembre 1917 à mars 1918 la mission militaire française en Russie. Devenu membre du conseil Supérieur de la Guerre, il fit paraître une série d'articles dans la revue *La France militaire: Stratégie et tactiques socialistes de l'insurrection armée* (16 mai 1934), *La riposte à l'insurrection armée* (30 mai 1934), *La riposte à l'insurrection armée* (2 juin 1934) et *Emploi des voitures blindées et des trains blindés dans les troubles de Vienne* (17 et 18 juin 1934)<sup>160</sup>. Si Voiriot ne cite pas Lososvki, Niessel ne s'en prive pas. Dès 1932, il avait réagi à la parution de *La grève est un*

<sup>157</sup> Il avait fait les campagnes coloniales d'Algérie (1884-1894), de Tunisie (1899-1901) et du Maroc (1912-1914), ainsi que la guerre mondiale (blessé en 1914, gazé en 1918).

<sup>158</sup> Alors capitaine, il avait traduit *La campagne de 1815 en France*, les *Notes sur la Prusse dans sa grande catastrophe, 1806*, et *La campagne de 1799 en Italie et en Suisse*, tous publiés à la Librairie militaire R. Chapelot, à Paris, successivement en 1900, 1903 et 1906.

<sup>159</sup> Il sera collaborationniste pendant la guerre. Cf. Olivier Forcade, Eric Duhamel et Philippe Vial : *Militaires en République - 1870-1962 - Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, p. 404.

<sup>160</sup> Georges Vidal : *L'armée française face au problème de la subversion communiste au début des années 1930* in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°204, octobre-décembre 2001, Presses universitaires de France, pp. 46-47.

combat dans un article du *Figaro*<sup>161</sup>. Niessel y évoque la lecture de Clausewitz par Lénine, la publication du Neuberg, les conférences de Losovski qu'il résumait - avant de déplorer « l'inertie de la presque totalité des gouvernements bourgeois » face à ces « menées ». Les écrits de Niessel sur *L'insurrection armée* et *La grève est un combat* allaient eux-mêmes trouver une réponse : dans l'*Internationale communiste* du N°14 (20 juillet 1934), A. Dupont estime que « le général Niessel sous couleur de « riposte » à l'insurrection armée [se propose] purement et simplement d'enseigner à ses partisans la tactique du coup d'état fasciste. »<sup>162</sup>.

## 18. Losovski et Clausewitz

L'appel à produire une « stratégie des grèves » en exploitant la science militaire n'a donné que peu de résultats. Au fil des ouvrages, des rapports, des discours et des résolutions, Losovski revient sur cet objectif, sans jamais l'atteindre. Il s'attelle lui-même à la tâche, mais avec des résultats sommaires, allant à peine au-delà de l'analogie, et il faut faire la part, dans cette pauvreté de résultats, des difficultés inhérentes à l'exercice

<sup>161</sup> Général Niessel: *Chez les communistes : Stratégie et tactique des grèves*, in *Le Figaro* n°277 du lundi 3 octobre 1932.

<sup>162</sup> Cité par Georges Vidal in *La grande illusion ? : le parti communiste français et la défense nationale à l'époque du front populaire, 1934-1939*, Presses Universitaires, Lyon, 2006, p. 82, note 22.

(soulevées par les rapporteurs aux congrès de l'ISR), et de la sous-utilisation des théories clausewitziennes.

Les difficultés sont évidentes – ce sont en partie celles auxquelles Clausewitz s'est confronté, voulant traiter de « la » guerre, donc de toutes les guerres, sachant à quel point leur diversité est grande. Mais *La grève est un combat* révèle une étonnante méconnaissance de Clausewitz.

Losovski se fonde sur Clausewitz pour soutenir l'importance de garder l'initiative, de tendre tous ses efforts vers l'objectif, de ne pas perdre de temps, etc.

Il est pénible de voir Clausewitz réduit à ces platitudes, alors que plusieurs grandes idées de Clausewitz qui paraissent bien pouvoir s'appliquer aux luttes grévistes, à commencer par la thèse clausewitzienne de la supériorité de la défensive (qui a pour but de conserver) sur l'offensive (qui a pour but de s'emparer).

Selon Clausewitz, les facteurs favorisant l'offensive (surprise, avantage moral de l'esprit de conquête...) sont moindres que ceux favorisant la défensive (avantage moral de la personne attaquée, éloignement des bases pour l'un, rapprochement pour l'autre, intervention en faveur du défenseur des puissances se satisfaisant du *statu quo ante*,

etc.)<sup>163</sup>. Aucune trace de cette analyse chez Losovski. Il y avait pourtant là matière à réflexion : cette thèse s'applique-t-elle à la lutte gréviste ? Il est plus facile de mobiliser pour la défense d'un acquis que pour le gain de nouveaux avantages, les tierces puissances (autorités publiques, petite bourgeoisie, petit encadrement) qui se satisfaisaient du *statu quo ante* peuvent, sinon intervenir en faveur des grévistes, au moins ne pas jouer leur rôle habituel d'alliés du patronat, etc.

Quand Losovski écrit: « *Un écrivain militaire connu, Clausewitz, disait "qu'il est impossible de remplacer la bataille par un équivalent." Mais les dirigeants syndicaux allemands ont inventé le moyen de remporter des succès (pour qui ?) sans lutte. Que ceux qui doutent de la miraculeuse efficacité de cette tactique (succès sans lutte) examinent l'histoire de l'Allemagne ; ils verront que 14 ans de ces "succès" ont conduit à Hitler.* »<sup>164</sup>. Il fait l'impasse sur la thèse clausewitzienne de l'engagement « possible ». Clausewitz énonce bien qu'en règle générale, seule une grande bataille produit une

---

<sup>163</sup> Ce qui a comme conséquence que celui qui se croit assez fort pour se servir de la forme la plus faible (donc l'attaque) a le droit de prétendre à un but positif (conquérir), tandis que celui qui ne se fixe qu'un but négatif (conserver) ne peut le faire que pour profiter de l'avantage de la forme la plus forte.

<sup>164</sup> Losovsky : *Marx et les syndicats*, Bureau d'Éditions, collection Bibliothèque du mouvement ouvrier, Paris, 1933, (reprint Librairie internationale, Paris, 1976 et 1983), pp. 134-135.

grande décision, mais il étudie aussi les cas où le simple fait de se disposer à la bataille peut amener au résultat voulu sans que la bataille ne soit livrée. La menace de grève (ou de répression de la grève) peut avoir l'effet de la grève (ou de la répression) sans que celle-ci soit effective. Les adversaires anticipent le résultat de la bataille, et jugent parfois inutile de la mener.

On pourrait citer d'autres thèses de Clausewitz ignorées par Losovski, mais a priori transposables à la lutte gréviste : l'action réciproque (en agissant, les protagonistes s'influencent mutuellement), le brouillard de guerre (on ne peut prendre de décision sûre, car on ne sait jamais exactement ce qui se passe chez l'adversaire, dans son propre camp, chez ses alliés, sur le terrain, etc.), la friction (les décisions ne s'appliquent jamais exactement : telle consigne est mal comprise, telle aide promise n'arrive pas, etc.), la tendance à la montée aux extrêmes, l'épuisement graduel des forces physiques et morales, les limites intrinsèques des alliances, l'infléchissement des objectifs au cours de la lutte, etc.

On ne se risquera pas ici à entreprendre la démarche voulue par Losovski, on s'étonnera simplement de ce qu'elle ait été menée si superficiellement.

Outre cette méconnaissance de Clausewitz, comment apprécier la culture militaire de

Losovski ? Au-delà des simples parallèles aux fonctions rhétoriques ou idéologiques (parler de la grève comme d'une bataille pour marquer le caractère irréductible des contradictions), les éléments puisés à la science militaire sont rares et pauvres : l'importance de n'avoir pas de traître à la solde de l'ennemi dans son état-major est indiscutable, mais ne relève pas à proprement parler de la science militaire.

Losovski a lu les autorités de l'époque comme Moltke ou Hindenburg (en tout cas il les cite) – et quelques classiques comme Bernhardi ou Clausewitz, mais il semble ne pas avoir mené très loin sa démarche. En ce sens, la piste proposée par Losovski – l'application de la science militaire à la lutte gréviste – paraît plus prometteuse que ce qu'il en livre, même si *La grève est un combat* reste l'étude la plus élaborée en ce sens.

Sinon Losovski, le seul dirigeant de l'ISR à avoir tenté d'appliquer les principes de Clausewitz à la lutte gréviste fut Arthur Horner. Co-fondateur du CPGB et du NMM, il était le chef de file de mineurs gallois lors de la grève générale de 1926. Emprisonné à plusieurs reprises, c'est à la prison de Cardiff, en 1932, qu'il lit *Vom Kriege* qui lui fit une grande impression, notamment dans le principe d'infliger le maximum de dommage à

l'ennemi en subissant le minimum de pertes<sup>165</sup> : « *Quelquefois, comme en 1926, il peut être nécessaire de mener une bataille défensive, parce que si vous êtes attaqué, quand bien même vous êtes faible, vous ne devez pas abandonner vos positions. Mais quand vient le moment de la contre-offensive, nous devons être certains que si nous attaquons, nous devons être en mesure de vaincre* »<sup>166</sup>. Ce souci de la victoire et d'évitement des pertes l'amena à une critique de la grève de 1926. Le mouvement n'avait pas accordé assez d'importance à l'accumulation des forces. Il en aura le souci jusqu'à développer des positions trade-unionistes, chercher des alliances dans les secteurs jugés progressistes de la bourgeoisie, dénoncer toute grève sauvage ou, en général, toute grève qui ne découlait pas d'une étude soigneuse du rapport de force. En pleine « troisième période », ces positions furent dénoncées comme du « légalisme droitier » et lui valurent une brève exclusion du CPGB<sup>167</sup>.

---

<sup>165</sup> Arthur Horner : *Incorrigible Rebel*, [autobiographie], MacGibbon & Kee, Londres, 1960, pp. 141 et 152 (notre traduction).

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 126.

<sup>167</sup> On parlait même d'hornerisme pour caractériser cette tendance. Horner fit appel de son exclusion à l'IC qui tint une réunion à son propos à Moscou, en 1931. La réunion conclut à des torts partagés et amena à sa réintégration dans le parti. Il continua néanmoins à privilégier le front syndical et deviendra secrétaire général de l'Union nationale des mineurs de 1946.

## 19. 1933 : « Marx et les syndicats »

En 1933, Losovski écrit son ouvrage le plus connu : *Marx et les syndicats*. Édité en allemand à Berlin, en français à Paris, en espagnol à Buenos Aires, en russe à Moscou, il aurait dû être le premier volet d'une trilogie, *Le marxisme révolutionnaire et le mouvement syndical*, qui prévoyait un *Lénine et les syndicats* et un *Staline et les syndicats*. Le travail de recherche et de réflexion de Losovski est important et novateur, Marx n'avait pas écrit d'étude sur la question syndicale, ses idées sur la question étant dispersées dans ses œuvres et, surtout, dans son travail à la direction de la 1<sup>re</sup> Internationale.

L'ouvrage est méticuleux et systématique, mais son articulation le rend directement utile dans les débats syndicaux contemporains, à commencer par la conception communiste de la double mission historique des syndicats, tâches intrinsèquement liées l'une permettant l'autre : la défense des intérêts immédiats de la classe et l'émergence d'une conscience de classe (conscience du caractère irréductible des contradictions prolétariat/bougeoisie, de l'unité des intérêts prolétariens, de la nécessité de s'organiser comme classe...). Losovski rappelle la thèse de Marx voulant qu'historiquement les syndicats ont joué, sans s'en douter, le rôle de centre organisateur de la classe

ouvrière, tout comme les municipalités et les communes du Moyen-Âge l'avaient fait pour la bourgeoisie.

Losovski rappelle les luttes de Marx contre les thèses de Lassalle (dans le mouvement ouvrier allemand) et de Weston (dans l'AIT). Selon la « loi d'airain des salaires »<sup>168</sup> de Lassalle et la théorie des salaires de Weston, toute augmentation des salaires entraîne une augmentation correspondante des prix qui en annule l'effet ; la lutte pour les salaires (ou pour la diminution des heures de travail à salaire égal) est donc vaine et il faut en décourager les ouvriers. Losovski remarque que Marx, en distinguant travail et force de travail, en forgeant la théorie de la plus-value, qui impliquait que le seul effet d'une hausse des salaires était une baisse du profit, « a créé une base économique et politique pour la construction des syndicats de classe et d'une politique syndicale de classe »<sup>169</sup>.

Losovski montre Marx (en citant à de nombreuses reprises sa correspondance) : « *veillant sur le berceau du mouvement syndical d'Allemagne* »<sup>170</sup>, s'oppose aussi bien aux réformistes lassalliens qui rejetaient les luttes ouvrières et espéraient un socialisme subventionné, suffrage universel aidant, par l'État,

<sup>168</sup> Selon laquelle le salaire se divise en un « minimum physique » et un « minimum social ».

<sup>169</sup> Losovsky : *Marx et les syndicats*, op. cit., p. 13.

<sup>170</sup> *Ibid.*, p. 43.

qu'aux partisans de Johann Philipp Becker qui refusaient toute organisation politique en considérant que seuls les syndicats représentent la forme juste des unions ouvrières et que les groupes politiques ou éducatifs perdent leur raison d'être avec l'émergence des syndicats. On reconnaît dans le combat sur deux fronts celui que doit mener Losovski et l'ISR : contre le réformisme deuxième-internationale et contre le bakouninisme et son héritage anarcho-syndicaliste.

Losovski étudie les rapports de Marx à chaque grand mouvement syndical national. C'est l'occasion pour lui de rappeler les racines des tendances que l'ISR avait à combattre. Le réformisme et le révisionnisme allemand, le trade-unionisme anglais (s'expliquant en partie par les miettes que la classe ouvrière anglaise recevait du butin colonial), l'anarcho-syndicalisme et le guesdisme français, la corruption et l'embourgeoisement aux États-Unis.

Losovski détaille avec un soin particulier le rapport, chez Marx, entre revendications partielles, économiques, mais aussi juridiques (droit de coalition), et objectif historique. Losovski révèle l'attention extrême que Marx accordait à cette question, attestée par d'innombrables lettres, tracts, adresses et résolutions. La lutte syndicale est nécessaire, mais elle ne s'oppose qu'aux effets. La lutte contre

les causes est politique, mais loin d'être séparée, l'une prépare à l'autre. Toute la dialectique kominternienne luttés ouvrières/révolution communiste s'y trouvait déjà, occultées par des décennies d'hégémonie idéologique du révisionnisme de la social-démocratie allemande, et c'est chez Engels que Losovski va en trouver la plus parfaite expression – militarisée selon son goût : « *Les grèves sont pour les ouvriers une école de guerre qui les prépare à la grande lutte devenue inévitable.* »<sup>171</sup>.

Pour son ouvrage, Losovski fait l'étude critique d'ouvrages récemment publiés en URSS<sup>172</sup>, faussant la compréhension du rapport lutte économique/lutte politique chez Marx en ne distinguant pas la lutte économique et l'émancipation économique - qui est un objectif politique.

Losovski achève en revenant sur le débat relatif aux syndicats dans l'URSS. Et il fait remarquer que si la 1<sup>re</sup> Internationale groupait des partis et des syndicats, son congrès de Bâle, en 1869, prévoyait la création d'une internationale syndicale, l'AIT n'a pas eu le temps de mettre cette décision en application. La création d'une ISR à côté de l'IC est

---

<sup>171</sup> *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, ibid., pp. 115-116. L'édition française de Losovski a retraduit la citation d'Engels, elle présente donc quelques différences de style avec sa traduction habituelle.

<sup>172</sup> Comme le livre de J. Stelkov sur la première Internationale

donc, souligne Losovski, conforme à la politique marxiste en matière syndicale.

## 20. La fin de l'ISR

Face à la menace fasciste, l'IC ébauche un changement de stratégie dès 1933. La position de Losovski sur la question syndicale fut longue à s'infléchir. En décembre 1933, son positionnement au Plénum de l'IC n'a pas varié : il s'agit de se disputer l'hégémonie des masses et des syndicats. Il décompte les syndicats passés à l'ISR et ceux passés à la FSI et conclut : « *nous devons miner et liquider définitivement l'influence de la social-démocratie* »<sup>173</sup>. Cependant, Losovski accorde une attention particulière à la situation des partisans de l'ISR dans les pays fascistes à syndicat unique, voire obligatoire.

Mais l'évolution de la politique de l'IC s'accroîtra, et l'ISR allait s'en trouver progressivement marginalisée et son fonctionnement réduit. En 1935, une démarche d'unité s'ébauche avec la FSI ; un certain nombre de syndicats de l'ISR, à commencer par la CGTU, entrent au sein des organisations de la FSI. Losovski, comme un certain nombre de syndicalistes, se montre, pour la question française, hostile à l'alliance avec le Parti radical

---

<sup>173</sup> A. Losovsky : *Luttons pour la majorité de la classe ouvrière - Discours prononcé au XIII<sup>e</sup> Plénum de l'Exécutif de l'IC, le 7 décembre 1933*, Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge, Paris, 1933, p. 29.

d'une part, et à une stratégie de Front populaire fondée sur le seul antifascisme, mais en 1936, la réunification syndicale en France est consommée.

Le secrétaire général de l'IC, Dimitrov, demande à Staline dans une lettre datée du 27 janvier 1936 ce qu'il convient de faire de l'ISR et du Secours Ouvrier International. Il lui propose un réaménagement. L'existence de l'ISR est de facto un obstacle à l'entrée des syndicats soviétiques dans la FSI et il est significatif que Losovski ne participe pas aux commissions chargées de négocier l'unité syndicale internationale. La délégation russe est présidée par Chvernik et composée de Appeltine, de Sokol, mais aussi de Youzefovitch, un proche de Losovski. En novembre 1937, une délégation de la FSI est reçue à Moscou pour discuter de l'intégration des syndicats soviétiques, mais suite aux Accords de Munich, puis au Pacte germano-soviétique, la FSI rompt les contacts<sup>174</sup>.

La dissolution de l'ISR s'étale sur plusieurs années : Losovski, qui en restera jusqu'à la dissolution le secrétaire général, et une cinquantaine d'autres personnes continuent à en être salariées jusqu'à la fin de l'année 1937. Les

---

<sup>174</sup> Ce n'est qu'en 1945 que se refonde à Londres la Fédération Syndicale Mondiale. Malgré le poids des communistes, c'est l'ancien président de la FSI, Walter Citrine qui devient le premier président de la FSM, le cégétiste Louis Saillant devient le secrétaire général.

cadres politiques et le personnel technique sont affectés à l'IC (surtout les cadres politiques internationaux), au VsSKS (surtout le personnel technique soviétique) ou au Parti, et ses moyens sont alors partagés entre l'IC et les syndicats soviétiques<sup>175</sup>. L'ISR est remplacée par une commission chargée de coordonner l'action syndicale, dirigée par Togliatti, Dimitrov et Losovski.

La dissolution de l'ISR survient au moment des procès de Moscou. Losovski est impliqué, comme membre du Comité exécutif de l'IC, dans les purges du printemps 1937. Il appartient à la commission de contrôle de l'IC qui discute de la question polonaise, le 20 décembre 1936<sup>176</sup>, et suite à l'arrestation, entre avril et juin 1936, de plusieurs responsables de l'ISR comme Boris Stasevitch, Ivan Sokol, Gabor Farkach, Losovski adresse à Iejov les compléments d'enquête demandés : « *au Profintern a travaillé quelques années le Polonais Sokol (surnom) recommandé par quelques "vodj" (chefs) du Parti polonais. En 1934, j'ai signalé au département spécial que Sokol dépensait systématiquement et beaucoup de devises dans les magasins Torgsina et que par ses fonctions cet homme ne pouvait pas disposer de devises. (...) en lien avec l'ar-*

<sup>175</sup> À quelques exceptions près : les armes des gardes allèrent au NKVD, les livres à la bibliothèque Lénine, etc.

<sup>176</sup> Avec Dimitrov, Lenski, Manouilski, Moskvin et Togliatti.

*restation de Gabor Farkach ancien travailleur du Profintern (...) il est extraordinairement important que pendant de nombreuses années l'appartement de Farkach a été un lieu de rencontre de personnes dont un certain nombre ont été arrêtées. »<sup>177</sup>.*

## **21. Aux Affaires étrangères**

En 1937, Losovski devient membre du CC du PC et est élu au Soviet suprême, ce qui indique que son importance politique n'a pas été réduite par la dissolution de l'ISR Losovski conserve dans l'IC la fonction de suppléant au Comité exécutif et continue à siéger à ce poste jusqu'à la dissolution de l'IC en 1943. Losovski est en outre nommé directeur des Éditions littéraires d'État (Goslitzdat) en juin 1938, et entre dans la direction des Amis de l'Union soviétique qui bénéficient ainsi de ses réseaux syndicaux. Toujours en 1937, il est nommé directeur du Département d'histoire des relations internationales au MGIMO, l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, une des principales universités russes. Lui-même devient Docteur en Sciences Historiques en 1939.

Mais surtout, en 1939, il est nommé par Molotov commissaire adjoint aux Affaires étrangères, fonction qu'il exercera jusqu'en

---

<sup>177</sup> Olivia Gomolinski : *Le Profintern : organisation internationale et administration soviétique*, op. cit., pp. 152-153.

1946. Il s'occupe des questions scandinaves et extrême-orientales et, surtout, des perspectives de l'après-guerre.

Il a en charge le projet d'occupation « pour la durée de la guerre », par des forces conjointes britanniques et soviétiques, des îles norvégiennes du Svaldbard (les îles Spitzberg et l'île aux Ours, encore plus septentrionale), après l'invasion hitlérienne en Norvège<sup>178</sup>.

En 1941, il travaille à ce qui deviendra le pacte de neutralité soviéto-japonais, signé le 13 avril 1941 à Moscou, qui permettra à l'URSS de concentrer ses forces sur la menace hitlérienne. Losovski est présent à la cérémonie de signature du pacte.

Le 26 décembre 1941, c'est un mémorandum de Losovski qui invite Staline à se préparer à la future conférence de la paix entre vainqueurs :

*« Bien que la guerre s'étende et qu'on ne sache pas quand elle se terminera, son issue est déjà claire. L'Allemagne, le Japon, l'Italie et leurs alliés seront écrasés. De ce fait, il est temps de commencer la préparation de la conférence de paix dont la tâche sera bien plus complexe que celle de la conférence de paix de Paris réunie après l'effondrement de l'Allemagne après la guerre 1914-1918. La complexité de la situation viendra de ce que quatre*

---

<sup>178</sup> Examiné en juillet 1940, le projet fut abandonné faute de réel intérêt de la part des Britanniques.

*grandes puissances seront sur la touche, l'Allemagne, le Japon, l'Italie et la France. L'URSS, la Grande-Bretagne et les États-Unis devront se charger du règlement de paix. La puissance qui se révélera la plus forte sur le plan économique et militaire à la fin de la guerre aura le dernier mot dans cette conférence. (...) Dans cette conférence, nous aurons comme adversaires non seulement le bloc formé par la Grande-Bretagne et les États-Unis, mais aussi d'autres États capitalistes - Pologne, Tchécoslovaquie... - qui tous ensemble s'efforceront de préserver leur système capitaliste et de l'introduire dans les états vaincus. »<sup>179</sup>.*

Comme l'URSS ne part pas en position de force, Losovski préconise l'offensive dans les négociations avec pour objectif la consolidation des frontières de 1941 de l'URSS (incluant donc l'Ukraine occidentale reprise à la Pologne suite au Pacte germano-soviétique, la Bessarabie, les pays baltes et le glacis de Vyborg enlevé aux Finlandais), l'obtention de dommages de guerres des pays vaincus, et la neutralisation de l'Allemagne et de ses satellites (avec ce que cela implique en matière de frontières, de structures étatiques, militaires

---

<sup>179</sup> Cité par Laure Castin-Chaparro in : *Puissance de l'URSS, misères de l'Allemagne: Staline et la question allemande 1941-1955*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2002, p. 45. Selon Laure Castin-Chaparro, cette note révèle que Losovski n'était pas au courant des discussions tenues dix jours auparavant, le 16 décembre 1941, entre Staline et le ministre des Affaires étrangères britanniques, Eden.

et économiques). Losovski propose de constituer deux commissions préparatoires secrètes, l'une économique-financière, pour évaluer les dommages de guerre, l'autre politique pour élaborer le projet de neutralisation de l'Allemagne.

Le 28 janvier 1942, le bureau politique du CC du PC décide la création d'une commission de préparation de documents diplomatiques sur l'après-guerre sous la direction de Molotov et mobilise une pléiade d'experts politiques, militaires et économiques. Deux autres commissions virent le jour le 4 septembre 1943 au commissariat des affaires étrangères, l'une présidée par Vorochilov pour élaborer les conditions d'armistice, l'autre par Litvinov pour préparer les traités de paix avec les puissances de l'Axe et l'ordre international de l'après-guerre. Losovski (qui a aussi été nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire le 14 juin 1943) est membre de cette dernière qui comprend trois autres fonctionnaires des affaires étrangères, dont Manuilski du CC du PC et de la Direction politique de l'Armée, et l'historien et académicien E. V. Tarle.<sup>180</sup>

Losovski participe à la conférence de Yalta avec Vorochilov et deux autres vices-commissaires aux Affaires étrangères : Vladimir

---

<sup>180</sup> Laure Castin-Chaparro : *Puissance de l'URSS, misères de l'Allemagne*, op. cit., p. 59

Dekanosov (ancien ambassadeur à Berlin) et Serge Kafdaradzé (chargé du Moyen-Orient). Leur présence en appui de la délégation officielle était secrète et ils ne quitteront guère la ville de Koreiz, à 10 km de Yalta, où Staline avait sa résidence<sup>181</sup>. En août 1945, c'est à Losovski qu'a affaire l'ambassadeur japonais Sato qui tente d'éviter l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon décidée à Yalta.

Dès 1939 également, Losovski est nommé vice-secrétaire général du Bureau Soviétique d'Information (*Sovetskoe informatsionnoe buro*, en acronyme *Sovinformburo*). Cette agence pour l'information et la propagande, dépendant du commissariat aux Affaires étrangères, est créé le 24 juin 1941 suite à l'attaque hitlérienne. Son secrétaire général était Alexandre Chtcherbakov<sup>182</sup>. Le Sovinformburo établissait des communiqués pour la radio, les journaux et les revues sur la situation militaire

---

<sup>181</sup> Arthur Conte : *Yalta ou le partage du monde*, Le Cercle du bibliophile, Évreux, 1970, p. 228. La délégation officielle comprenait Molotov, Béria, Malenkov, Gousev, Gromyko (alors ambassadeur de l'URSS à Washington), trois conseillers militaires (l'amiral Kuznetsov, le colonel général Antonov et le maréchal Khudyakov) et deux autres vices-commissaires du peuple aux Affaires étrangères (Maisky et Vychinsky).

<sup>182</sup> Alexandre Chtchebakov entra au parti bolchevique à l'âge de 17 ans, en 1918. Il fut avant-guerre secrétaire du Parti pour la ville de Moscou, et pendant la guerre, chef de la Direction politique générale de l'Armée rouge (avec le rang de général), membre du CC, et vice-ministre de la Défense. En 1961, le Sovinformburo devint l'agence de presse Novosti.

sur le front, sur le travail de l'arrière et sur la lutte des partisans pour « *mettre en lumière les événements internationaux, les développements militaires, et la vie au jour le jour, au travers des médias imprimés et radiodiffusés* ».

En 1944, le Sovinformburo crée un bureau spécial pour la propagande dans les pays étrangers, qui alimentait en articles et dépêches 1.171 journaux, 523 revues et 18 radios dans 23 pays du monde. En 1945, à la mort d'Alexandre Chtchebakov<sup>183</sup>, Losovski prend la tête du Sovinformburo.

Le Sovinformburo supervise la création de cinq comités spéciaux d'information et de propagande antifascistes : le Comité panslave, le Comité antifasciste des femmes soviétiques, le Comité antifasciste de la jeunesse soviétique, le Comité antifasciste des scientifiques soviétiques et le Comité antifasciste juif – Losovski, co-fondateur des cinq comités, devient un membre important du dernier.

Losovski ne prétendait pas représenter de la communauté juive, mais il n'avait jamais fait mystère de son appartenance nationale-culturelle. Il participe épisodiquement à des manifestations culturelles yiddish, se rendant à plusieurs occasions au fameux Théâtre juif (yiddish) de Moscou, le Goset.

---

<sup>183</sup> Il mourut de mort naturelle (crise cardiaque) à Moscou, en mai 1945 ; en 1953, la police secrète prétendit y voir un des deux crimes du complot des blouses blanches (l'autre étant Jdanov)...

Son appartenance nationale-culturelle et son habitude du travail international le désignaient pour le patronage du comité juif.

Le meeting organisé à Moscou le 24 août 1941 et l'appel lancé aux Juifs du monde entier exhortant les Juifs au combat contre le fascisme marquent la première étape de la création du Comité antifasciste juif officiellement annoncée par Losovski en avril 1942, parallèlement aux quatre autres comités antifascistes.

Une réunion constitutive restreinte se tient le 6 avril 1942, une réunion plénière le 28 mai élit un bureau (bientôt rebaptisé présidium) présidé par Salomon Mikhoels, le directeur, metteur en scène et principal acteur du Théâtre juif de Moscou. Chakhno Epstein, le secrétaire du Comité, dirigeait le journal (yiddish) du comité, *Einikaït*. Le présidium comprenait aussi Losovski, Paulina Jemtchoujina<sup>184</sup> (femme de Molotov), Peretz Markich, le plus grand poète lyrique yiddish vivant, les écrivains David Bergelson, Leib Kvitko, S. Galkine et David Gofstein, et le docteur Boris Chimeliovitch, président de la commission financière. De nombreux intellectuels

---

<sup>184</sup> De son vrai nom Perl Karpovskaa (1897-1960). Commissaire politique dans l'Armée rouge pendant la guerre civile, Adjointe du Commissaire du peuple à l'Industrie alimentaire (Mikoyan) et puis commissaire du peuple à la pêche en 1939. Au moment de son arrestation, elle avait de hautes responsabilités dans l'industrie textile.

collaborèrent aux activités du comité : Ilya Ehrenbourg (coopté au présidium en 1944), le poète humoriste Samuel Marchak, Vassili Grossman, A. Soutzkever, l'artiste Zouskine, le pianiste Emile Guillels, l'académicienne Lisa Stern (cooptée au présidium), le général Jacob Kreizer. A la mort de Chakhnio Epstein, en 1945, l'écrivain yiddishiste Isaac Fefer, devient secrétaire du comité

Fefer raconte : « *Nous ne faisons pas une seule demande dont [Losovski] n'était pas au courant, nous ne recevons pas une seule correspondance sans qu'une copie ne lui soit envoyée. Nous n'envoyons pas une simple réponse que Losovski n'ait pas contresignée. Il ne participait pas [au Comité], mais savait tout ce qui s'y passait* ». Plusieurs proches de Losovski, travaillant au Sovinformburo, prennent des responsabilités au comité: Youzefovitch, chargé au Sovinformburo de la propagande vers les syndicats, y entre en 1943. Le présidium est renforcé par l'arrivée de Lev Talmy<sup>185</sup>, de Khayke Vatenberg-Ostrovskaja<sup>186</sup>

---

<sup>185</sup> Lev Tal'mi avec sa famille a émigré aux États-Unis avant de revenir en Russie à la faveur de la Révolution. Il entre en 1921 au Komintern. L'IC l'envoie aux États-Unis. Il devient dans les années 1930 traducteur.

<sup>186</sup> Khayke Vatenberg-Ostrovskoj a émigré aux États-Unis. Elle y rencontre son mari Ilja Vatenberg et ensemble ils s'installent en Union soviétique en 1933. Elle travaille aux États-Unis en 1935 pour le compte du Commissariat du peuple à la défense. Elle travaille comme traductrice au Sovinformburo.

et de Emilia Teumin<sup>187</sup>, tous collaborateurs du Sovinformburo.

L'envoi de la délégation du comité aux États-Unis est préparé par Losovski, qui propose d'attendre que la bataille de Stalingrad soit victorieuse pour qu'elle ait plus d'impact. Losovski s'oppose à l'envoi de personnalités connues pour leur activité militante, et refuse Chakhno Epstein pour retenir Solomon Mikhoels et Isaac Fefer. Ces arguments sont acceptés par Chtcherbakov et la décision est ratifiée par Molotov.

La tournée de Mikhoels et de Fefer aux États-Unis, au Canada, au Mexique et en Angleterre de mai à décembre 1943 est un succès politique (2.230 comités juifs locaux de soutien à l'URSS créés et fédérés en un Comité juif américain de soutien à l'URSS présidé par l'écrivain Chalom Ash et Albert Einstein) et financier (45 millions de dollars récoltés). En URSS, le comité crée un bureau des disparus et, petit à petit, en vient à prendre en charge les problèmes rencontrés par les Juifs soviétiques, et à se considérer progressivement comme leur organisme représentatif.

Cela commença à poser un problème politique : dès le 11 mai 1943, le secrétaire du Bureau soviétique d'information, Kroujkov,

---

<sup>187</sup> Emilia Teumin est née en Suisse en 1905. Son père était un dirigeant du Bund. Elle travaille au Sovinformburo directement sous les ordres de Losovski, chargée des liens entre les cinq comités antifascistes.

alerte Chtcherbakov : « *Je considère personnellement que la direction du Comité antifasciste juif s'immisce dans les affaires où elle ne devrait pas s'immiscer. Je juge politiquement nuisible que la direction du Comité, recevant de citoyens juifs des lettres de diverses sortes où ils posent des problèmes de leur existence quotidienne, prenne sur elle le souci de satisfaire à leurs demandes et noue à ce sujet une correspondance avec des organisations soviétiques du parti.* »<sup>188</sup>. Et il demande que Losovski soit rappelé à l'ordre.

Le comité franchit pourtant une nouvelle étape en demandant l'établissement d'une république juive en Crimée, projet concurrent à la région autonome du Birobidjan. Les Juifs ont vécu dans la péninsule depuis les temps antiques, et Catherine II, après la conquête de la Crimée, y avait encouragé leur émigration. De 1924 à 1938, le *Joint Distribution Committee* américain avait financé d'abord l'installation en Crimée soviétique des victimes des pogroms, puis le développement des kolkhozes juifs de la péninsule. En 1923, le Bureau politique accepte une proposition d'établissement d'une région juive autonome en Crimée, mais revient sur sa décision quelques mois plus tard.

---

<sup>188</sup> Jean-Jacques Marie : *Les derniers complots de Staline – L'affaire des blouses blanches 1953*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1993, p. 37.

Après la guerre, des dizaines de milliers de Juifs qui s'étaient retirés devant l'avance nazie jusqu'au Khazakastan reviennent en Crimée. À New York, Mikhoels et Fefer avaient rencontré les représentants du *Joint Distribution Committee*, qui proposent de renouveler leur aide aux communautés juives de Crimée. Le 15 février 1944, Mikhoëls, Gofstein et Fefer rediscutent avec Molotov de l'idée d'établir une république autonome juive en Crimée. Ils adressent une lettre en ce sens à Staline, lettre que Losovski a lue et revue.

## 22. Arrestation, procès, décès

En 1946, Losovski est démis de ses fonctions au ministère des Affaires étrangères au moment où quelques autres, parmi les derniers « vieux bolcheviques » comme Litvinov, Maïski et Manouïlski sont mis sur voie de garage. Il veut croire à l'argument de l'âge : « *Quand je travaillais au Ministère des Affaires étrangères, aurait-il dit alors, je m'occupais également du Dictionnaire diplomatique. Il fallait que je travaille jusqu'à cinq heures du matin. Après j'ai réalisé ce que l'âge signifie ; en outre, le Comité central a raison de pousser en avant des personnes jeunes et de les placer à des postes importants.* »<sup>189</sup>.

---

<sup>189</sup> Olivia Gomolinski : *Juif et alors... Pour une étude de l'identité « juive-bolchevique » : Le cas de Solomon Losovski*, op. cit., p. 56.

Il participera néanmoins au grand débat philosophique en 1946, mais plusieurs rapports critiquent sa gestion du Sovinformburo : inefficacité, personnel pléthorique et sur-représentation des Juifs (en 1946, cent dirigeants et rédacteurs sont Juifs, pour 68 Russes et 22 d'autres nationalités). Ces critiques entrent dans le cadre d'une campagne contre le « cosmopolitisme » qui fera évincer de nombreux Juifs des postes impliquant un contact avec l'étranger<sup>190</sup>.

Le 12 octobre 1946, Abakoumov, ministre de la Sécurité de l'URSS, envoie au CC du parti et au conseil des ministres une note sur « Les tendances nationalistes de certains militants du comité antifasciste juif » en évoquant la lettre du 15 février 1944 (la demande de la création d'une République juive en Crimée). La section de politique étrangère du comité central embraille et adresse au CC une note critique : « *En bref, les membres du comité antifasciste juif ont abandonné l'attitude de classe et ont noué des contacts internationaux avec des hommes politiques bourgeois sur une base nationaliste ; dans les récits qu'ils ont donnés de la vie des Juifs soviétiques dans des ouvrages édités par des maisons d'éditions bourgeoises, ils ont exagéré l'apport des juifs*

---

<sup>190</sup> L'accusation de cosmopolitisme avait ceci d'absurde qu'elle visait ceux qui étaient restés attachés à leur culture d'origine.

*aux résultats obtenus par l'Union soviétique ; cette exagération doit être considérée comme une manifestation de nationalisme. Le comité développe son activité dans le pays, sans autorisation préalable, et s'attribue ainsi les fonctions de représentant plénipotentiaire des problèmes de la population juive et d'intermédiaire entre elle et les organismes du parti et des soviets »<sup>191</sup>.*

Le 29 juin 1947, Losovski doit céder la présidence du Sovinformburo à son adjoint Boris Ponomarev. Les choses n'évoluent guère pendant quelques mois, et soudain l'attaque politique devient policière : le 19 décembre 1947, les services de sécurité (MGB) arrêtent deux premiers membres du comité. Le 15 janvier 1948, Mikhoel fait l'objet d'une exécution extrajudiciaire à Kiev, commanditée par Abakoumov. Le 26 mars, le même Abakoumov adresse une nouvelle note au CC et au conseil des ministres : « *Les dirigeants du Comités sont des nationalistes militants qui s'orientent sur les Américains et développent fondamentalement une activité nationaliste antisoviétique. (...) Mikhoels et Fefer, lors du voyage de 1943, sont entrés en contact avec des militants juifs importants, dont une partie est liée aux services de renseignements américains. (...) parmi les nationalistes juifs arrêtés ces derniers*

---

<sup>191</sup> Jean-Jacques Marie : *Les derniers complots de Staline – L'affaire des blouses blanches*, op. cit., p. 46.

*temps, le MGB a démasqué toute une série d'espions anglais et américains »<sup>192</sup>.*

En septembre 1948, le premier ambassadeur israélien en URSS, Golda Meir, arrive à Moscou. Une foule enthousiaste de 50.000 Juifs soviétiques l'accueille lorsqu'elle vient fêter le Yom Kippour et le Roch Hachana à la synagogue de Moscou. Lors de la guerre israélo-arabe de 1948-1949, malgré l'embargo, des milliers de lettres au Comité antifasciste juif offrent de contribuer ou même de se porter volontaires pour la défense d'Israël. Mais Israël s'est aligné sur les États-Unis, décevant les espoirs de la direction de l'URSS, en rendant tout Juif suspect de sionisme et par là d'hostilité à l'URSS.

Les dirigeants du comité (sauf Ehrenbourg) se rendent à une convocation au siège du Comité Central. Mikhaïl Souslov expose qu'il faut créer un véritable état juif progressiste sur base de la région autonome du Birobidjan, tous les juifs de l'URSS devant s'y installer et le comité devant s'investir tout entier dans la réalisation de cette « décision historique ». Le projet portait en lui, implicitement, l'idée de contraindre les Juifs qu'il aurait été impossible de « convaincre » d'émigrer dans cette région perdue. Losovski se serait dressé contre ce projet au nom de ses cinquante ans de militantisme « sous le drapeau du parti et

---

<sup>192</sup> Ibid., p. 53.

*de la classe ouvrière* », de combat contre les partis nationalistes et de fidélité à la politique léniniste des nationalités<sup>193</sup>. Le lendemain, 20 novembre 1948, le bureau du conseil des ministres confie au ministère de la Sécurité d'état la tâche de dissoudre le comité, mais sans procéder à des arrestations.

Celles-ci surviennent le 23 décembre : Fefer, puis Goldstein et Zouskine. Le 13 janvier 1949, Losovski est convoqué au secrétariat du CC du parti. Malenkov, en présence du président de la Commission de contrôle, Chkiriatov, essaie d'obtenir des aveux pour « activités nationalistes anti-soviétiques » et exige qu'il reconnaisse le caractère « criminel » de la lettre du 15 février 1944 sur la Crimée. Malenkov et Chkiriatov font remonter à Staline une note invitant à exclure Losovski du Comité central pour cause de « *conduite politique indigne d'un membre du Comité central* », ce qui est chose faite le 18 janvier. Le 20 janvier, il est exclu du parti, le 26, il est arrêté secrètement avec dix autres membres du comité. Chkiriatov supervise personnellement ces interrogatoires.

Le procès aura lieu à huis clos du 11 au 18 juillet 1952 devant le tribunal militaire de la Cour suprême, présidée par Alexandre Tcheptsov. L'instruction a duré plus de trois

---

<sup>193</sup> L'opposition de Losovski a peut-être été moins flamboyante que rapportée par un témoin, mais elle fut réelle, ainsi que celle d'autres membres du comité.

ans, signe d'hésitations des autorités, et dans l'intervalle, en 1951 Abakoumov lui-même aura été arrêté. Quatre des anciens collaborateurs de Losovski au Sovinformburo figurent parmi les quinze inculpés : Yuzefovich, Talmy, Vatenberg-Ostrovskaja et Teumin<sup>194</sup>. Tous les accusés ont fait des aveux en prison, mais Losovski les récuse au procès et n'évoque ses co-incipués que pour les laver de toute accusation. « *Dans ma déposition je me suis calomnié moi-même et deux femmes. Ce que j'ai dit à propos de ces deux femmes était faux. Je fais référence à Lina Stern et à Polina Molotova.* »

Losovski réfute aussi toute manifestation de nationalisme juif et affirme son appartenance identitaire. Losovski n'a jamais tenu le fait juif comme mineur dans son histoire (à la différence de Trotski par exemple). Dans son autobiographie, il insiste sur son milieu d'origine, sur son éducation religieuse. Rappelant l'évocation par Ehrenbourg de sa mère, Hanna<sup>195</sup>, il poursuit « *Ma mère aussi s'appe-*

---

<sup>194</sup> Sur le banc des accusés figurent également le poète Itzak Fefer, le médecin Boris Simeliovich, l'écrivain Lev Kvitko, le poète Peretz Markis, l'écrivain David Bergelson, l'écrivain David Gofstein, l'acteur Beniamin Zuskin, le journaliste Ilya Vatenberg, l'académicienne Lina Stern, le dirigeant politique Solomon Bregman.

<sup>195</sup> Ehrenbourg avait fait, le 24 août 1941, cette déclaration célèbre : « *J'ai grandi dans une ville russe. Ma langue maternelle est le russe. Je suis un écrivain russe. Aujourd'hui, comme tous les Russes je défends ma patrie. Mais les Nazis m'ont rappelé autre chose : ma mère s'appelait Hanna. Je suis Juif. Je le dis avec fierté.* »

*lait Hanna et je devrais en avoir honte ? Quelle étrange psychologie. Pourquoi est-ce considéré comme du nationalisme ?* »<sup>196</sup> Sur un mode codé, il dénonce le caractère antisémite du procès en affirmant une généalogie mythique de son nom, Dridzo, soi-disant originaire d'Espagne, reliant ainsi le procès aux persécutions des Juifs par l'Inquisition espagnole.

Mais pour Rioumine « *L'instruction a établi que les anciens dirigeants du comité antifasciste juif, Mikhoels et Fefer, lors de leur séjour en Amérique en 1943, ont reçu des réactionnaires juifs une mission subversive : obtenir le peuplement de la Crimée par les Juifs en y créant une république autonome que les Américains comptaient utiliser le moment venu comme rampe de lancement contre l'URSS.* »<sup>197</sup>. Le procès se conclut par 25 condamnations à mort et 100 condamnations à des peines de prison. Le 12 août 1952, Losovski est fusillé à l'âge de 74 ans à la prison de la Lioubianka, en compagnie de douze co-inculpés parmi lesquels Markish, Bergelson, Fefer, Kvitko, Goldstein, Zouskine, et Simeliovich.

Le 22 novembre 1955, la Cour suprême de l'URSS annule toutes les condamnations dans la « *soi-disant affaire du Comité antifasciste*

<sup>196</sup> Olivia Gomolinski : *Juif et alors... Pour une étude de l'identité « juive-bolchevique » : Le cas de Solomon Losovski*, op. cit., p. 57.

<sup>197</sup> Jean-Jacques Marie : *Les derniers complots de Staline – L'affaire des blouses blanches*, op. cit., p. 42.

Dridzo Losovski, stratège syndical

*juif* » pour manque de preuves. La même année, Losovski est réintégré à titre posthume dans le parti avec cette brève mention : « *Losovski tomba en 1949, victime des calomnies de ses ennemis.* »<sup>198</sup>

---

<sup>198</sup> La résolution de la Cour suprême d'URSS sur la réhabilitation des membres du Comité Antifasciste Juif a été adoptée en novembre 1955, mais n'a été rendue publique qu'en 1988

**La grève est un combat !**

**A. Losovski**



# **Essai d'application de la science militaire à la stratégie des grèves**

## **Préface**

Ces conférences représentent une tentative d'utiliser d'une façon marxiste la science militaire pour la direction du mouvement gréviste. Ce qui se remarque le plus dans le mouvement gréviste de tous les pays, est une rupture entre la politique et l'économique dans l'application des méthodes de direction gréviste qui se sont créées durant de longues années, au cours de la lutte économique de la classe ouvrière.

Avant la guerre, le mouvement syndical se trouvait, en grande proportion, aux mains de l'aile droite de la social-démocratie, et la grève fut toujours considérée comme un grand mal qu'il fallait éviter et la briser au plus tôt une fois déclenchée.

Mais si, aux yeux des réformistes, chaque grève était un malheur, les anarcho-syndicalistes voyaient dans toute grève un fait positif. Ces deux points de vue étaient prépondérants dans le mouvement syndical d'avant-guerre.

Le point de vue bolchéviste était alors peu connu à l'étranger, et c'est pourquoi s'était accumulée, dans le mécanisme syndical, une énorme quantité de rouille réformiste et

anarcho-syndicaliste qui rongeaient tous les mouvements actifs de la classe ouvrière. C'est pourquoi il y avait énormément de confusion sur les buts du mouvement gréviste, sur le caractère de la lutte gréviste et sur les méthodes de préparation et d'organisation des grèves.

C'est seulement depuis la formation de l'IC et de l'ISR que la stratégie et la tactique bolchévistes ont pénétré dans le mouvement ouvrier des pays capitalistes et coloniaux, qu'il est devenu possible de rattacher, d'une façon précise, les revendications immédiates au but final, et de mettre à sa vraie place la grève économique et politique.

Toutefois, aux premiers stades du développement des partis communistes et du mouvement syndical révolutionnaire, le problème de la direction du mouvement gréviste ne se posait pas d'une façon aussi concrète que plus tard, lorsque les sections de l'IC et de l'ISR eurent pris une place importante dans le mouvement ouvrier des pays capitalistes et coloniaux.

Ne pas se borner à faire de l'agitation et de la propagande contre la direction réformiste des grèves, diriger d'une façon indépendante la lutte économique – tel fut le mot d'ordre du IV<sup>e</sup> et du V<sup>e</sup> congrès de l'ISR et du VI<sup>e</sup> congrès de l'IC<sup>199</sup> Nous abordons, désormais, d'une

---

<sup>199</sup> Le IV<sup>e</sup> congrès de l'ISR s'est tenu du 17 mars au 3 avril 1928, le VI<sup>e</sup> congrès de l'IC s'est tenu du 17 juillet au 1<sup>er</sup>

Essai d'application de la science militaire aux grèves  
façon plus concrète et plus détaillée toutes  
les questions se rattachant au mouvement  
gréviste.

Le mouvement ouvrier mondial a une très  
riche expérience dans ce domaine, mais cette  
expérience n'a pas encore été passée au crible  
de la critique marxiste.

Le bistouri de l'analyse bolchévique n'a  
pas encore touché les milliers et les dizaines  
de milliers de grèves qui ont embrassé et em-  
brassent d'énormes couches prolétariennes,  
grèves dont l'étude a une importance énorme  
pour savoir comment il faut diriger les grèves  
et comment il ne faut pas les diriger.

Mais il est une science étudiée depuis des  
siècles, la science militaire qui, jamais encore,  
n'a été utilisée pour les batailles économiques.

Il y a longtemps que Lénine a remarqué ce  
fait que la tactique militaire pouvait être utili-  
sée pour notre tactique politique<sup>200</sup>, il a fourni

---

septembre 1928. Le V<sup>e</sup> Congrès de l'ISR s'est tenu du 15 au  
30 août 1930.

<sup>200</sup> Cette réflexion n'existe pas dans les textes de Lénine.  
Elle apparaît dans un article de Vladimir Sorine, qui diri-  
geait alors le département de l'agit-prop du Parti à Mos-  
cou, intitulé *Marxisme, tactique, Lénine*, paru dans la *Pravda*  
du 3 janvier 1923. Dans son article, Sorine écrit avoir  
entendu cette remarque de Lénine : « *La tactique poli-  
tique et la tactique militaire représentent quelque chose  
que l'on appelle en allemand "Grenzgebiet"* [un domaine  
frontière], et les militants du parti étudieraient avec beau-  
coup de profit les travaux du grand théoricien de guerre  
allemand Clausewitz. » Selon Nina Tumarkin, cet article  
de Sorine recèle le premier emploi public du concept de  
« léninisme » 1936 (N. Tumarkin : *Lenin lives ! The Lenin*

des modèles non surpassés de stratégie et de tactique dans la lutte politique et économique.

Nous basant sur la doctrine de Marx et Lénine, sur l'expérience du mouvement ouvrier mondial et sur les résultats acquis par la science militaire, nous pouvons trouver une tactique gréviste pour le mouvement ouvrier révolutionnaire. Tel est le but des conférences que nous publions dans cet ouvrage.

L'auteur ne s'est pas proposé de faire un exposé du mouvement gréviste, de citer des faits tirés des conflits économiques les plus importants ou de rassembler tout ce que nos maîtres ont dit au sujet de la place des grèves dans la lutte des classes. Non, tel n'était pas l'objectif de ces conférences. Elles avaient pour but de poser, sous la forme la plus condensée, les problèmes fondamentaux de notre tactique de grève, de signaler la liaison entre l'économique et la politique, la nécessité de mettre à profit l'abondante expérience de la lutte économique, la possibilité d'utiliser dans le mouvement gréviste de nombreuses règles fixées par la science militaire et de faire remarquer le lien qui existe entre les grèves économiques et politiques, l'insurrection et la lutte pour le pouvoir.

Comme toutes ces questions devaient entrer dans le cadre d'un petit nombre de

Essai d'application de la science militaire aux grèves conférences, il a fallu parler en termes très concis, économiser la place, en laissant aux élèves le soin d'étudier ces conférences en se référant aux grands conflits économiques et politiques qu'ils connaissaient. L'auteur ne se proposait que d'esquisser ces questions. C'est au lecteur de juger dans quelle mesure il y a réussi.

En tout état de cause, il est grand temps que les militants syndicaux et communistes des pays capitalistes et coloniaux réfléchissent sérieusement à la question de savoir comment il faut interpréter pratiquement, à la bolchéviste, en mettant à profit l'expérience et les connaissances militaires, le mot d'ordre de l'IC et de l'ISR de la direction autonome des luttes économiques. Ce travail d'interprétation a été esquissé dans ces conférences qu'il ne faut considérer que comme une première tentative, comme le début d'une étude et d'une élaboration complètes de cette question importante du mouvement ouvrier international.

A. Losovski



# La Grève est un Combat

## La politique et l'économique

[première conférence faite aux cours léninistes le 6 février 1930]

*Les étapes du développement du mouvement ouvrier international. - Les types de mouvement syndical : trade-unioniste, anarcho-syndicaliste, social-démocrate et communiste. - Le développement et les formes de la lutte économique. - La portée du conflit économique selon le temps, le lieu et selon le caractère de l'industrie. - La liaison entre la politique et l'économique. - Les conceptions anarcho-syndicaliste, réformiste et communiste des relations entre la politique et l'économique. - Le parti et les syndicats. - Le déclenchement des luttes économiques, leur direction habile, la conjonction des revendications économiques et politiques. - Les problèmes de la plus haute importance pour le mouvement communiste mondial.*

Camarades,

Le thème de mes cours : « Les batailles économiques et notre tactique », doit comporter quatre conférences :

1° Économie et politique ;

2° La grève en tant que bataille, c'est-à-dire l'application de la science militaire à la direction du mouvement gréviste ;

3° La stratégie gréviste et la tactique des grèves ;

4° La grève, l'insurrection et la lutte pour la prise du pouvoir.

Déjà ce schéma préliminaire montre que le problème des batailles économiques ne saurait être dissocié de l'ensemble de la lutte livrée par la classe ouvrière ; or, si nous envisageons le problème des batailles économiques de façon indépendante, ce n'est point parce qu'il est complètement séparé des autres méthodes de lutte, mais parce que l'étude minutieuse des batailles économiques, de leur caractère et de notre tactique pose devant nous l'ensemble des problèmes que comportent la stratégie et la tactique du communisme mondial.

Pour étudier les batailles économiques dans leurs multiples manifestations ; pour se rendre compte des tâches qui incombent aux communistes en vue de diriger avec justesse les batailles économiques ; il ne faut pas oublier que ces dernières ne surgissent qu'à un stade déterminé du mouvement ouvrier.

## **Les étapes du développement du mouvement ouvrier international**

Par « mouvement ouvrier » nous entendons, d'ordinaire, un ensemble nettement caractérisé de symptômes de transformation d'ouvriers isolés et épars en une unité de classe, en un tout prolétarien. Afin que nous puissions parler du « mouvement ouvrier », il faut qu'il y ait un certain nombre de conditions préalables. Tout d'abord, il faut, comme bien s'entend, qu'il y ait des ouvriers, c'est-à-dire que nous soyons en présence de certains embryons du développement de l'industrie moderne ; et puis, il faut que les ouvriers se mettent en branle, car c'est alors, seulement, que le mouvement ouvrier est effectif ; il faut qu'ils avancent non isolément, mais en collectivité ; et, enfin, il importe qu'ils s'affirment contre une autre classe. Voilà les conditions dont l'ensemble permet de parler de la présence d'un mouvement ouvrier.

Nous autres, nous avons cet avantage sur nos prédécesseurs qu'il nous est possible d'étudier les différentes étapes du mouvement ouvrier non seulement dans les livres. Nous pouvons les étudier, présentement, avec des exemples pris sur le vif, depuis les formes les plus primitives, les plus rudimentaires, jusqu'aux formes les plus concentrées et les plus puissantes. Nous avons actuellement la

coexistence de divers types et variétés du mouvement ouvrier. Si nous jetons un œil sur l'ensemble du mouvement ouvrier mondial, depuis le plus ancien syndicalisme ouvrier anglais, en passant pour le mouvement ouvrier plus jeune d'Allemagne, de France et des États-Unis, par le jeune mouvement de Russie, de Chine et des Indes, jusqu'au tout récent mouvement ouvrier des colonies africaines, où les ouvriers ne sont en effervescence que depuis un ou deux ans (par exemple, dans l'Afrique Équatoriale, le Mozambique, etc.), on verra le chemin que le mouvement ouvrier mondial a parcouru historiquement depuis un siècle et demi.

Ainsi, nous avons la possibilité d'étudier toutes les formes du mouvement qui se sont constituées historiquement, depuis les plus rudimentaires, les plus élémentaires, jusqu'aux formes les plus vigoureuses et les plus complexes. D'autre part, nous avons la possibilité d'étudier et de mettre en parallèle le mouvement au point de vue des particularités de sa structure organique et de sa valeur politique.

C'est cette possibilité d'étudier par le moyen de la méthode directe le mouvement ouvrier mondial, en verticale et en horizontale, c'est-à-dire sous l'angle historique et sous l'angle géographique, qui nous permet de tirer une série de conclusions sur la base

de la longue expérience du mouvement ouvrier des vieux pays capitalistes, et sur celle du mouvement ouvrier des pays plus jeunes et des pays coloniaux.

Si le mouvement ouvrier mondial possède une série de particularités au point de vue de sa structure, disons syndicale, et au point de vue politique, cela ne peut que dépendre de toute une suite de conditions objectives du pays où ce mouvement ouvrier s'est développé, aussi bien que de l'orientation des partis politiques qui sont à la tête du mouvement ouvrier, dans le pays envisagé.

### **Les types de mouvement syndical : trade-unioniste, anarcho- syndicaliste, social-démocrate et communiste**

Si l'on envisage la disparité du mouvement ouvrier, - je ne parle ici, principalement, que de ses organisations économiques, c'est-à-dire de ses syndicats, - et que l'on fasse tenir tous les types actuels du mouvement syndical dans plusieurs rubriques, on pourrait les grouper, sur la base de l'expérience historique et de la situation actuelle, comme suit : type trade-unioniste ou anglo-saxon ; type anarcho-syndicaliste, qui subsiste actuellement dans toute sa plénitude en certains pays de l'Amérique latine, et qui s'est manifesté dans toute sa pureté en France d'avant-guerre ;

type social-démocrate ou germano-autrichien ; et, enfin, type communiste – les syndicats soviétiques et ceux groupés par l'Internationale Syndicale Rouge.

Ces types du mouvement syndical, constitués historiquement, ont subi des changements notables durant la guerre et au cours de l'époque qui a suivi. Mais pour comprendre les tendances essentielles qui se manifestent dans le mouvement syndical mondial, il faut tenir compte de la disparité de ces types essentiels, dissemblables au point de vue de la structure, de leur idéologie, de leur tactique et au point de vue politique.

Le mouvement syndical s'est développé et s'est constitué sur la base des actions coordonnées engagées par les ouvriers contre le patronat individuel et collectif. C'est de là que sont nés les syndicats. Toutes ces actions coordonnées contre le patronat isolé ou collectif servent de point de départ à la formation du mouvement syndical, non point seulement syndical, mais aussi politique.

Aussi, pour apprécier à sa juste valeur la place que tiennent les batailles économiques dans la lutte de classe générale du prolétariat, il faut surtout préciser ce que nous entendons par lutte économique et quels sont les rapports d'interdépendance entre la lutte économique et la bataille politique.

## **Le développement et les formes de la lutte économiques**

Qu'est-ce que la lutte économique ?

Ce sont des mouvements ouvriers collectifs ayant pour but de présenter aux patrons ou de défendre une série de revendications touchant de près les intérêts matériels des ouvriers occupés dans l'entreprise considérée ou dans la branche d'industrie en question (salaires, journée de travail, sécurité, etc.).

C'est ainsi que s'est faite historiquement la conception « lutte économique ».

Mais en étudiant à fond l'histoire de la lutte économique et celle du mouvement ouvrier mondial, on peut se rendre compte que les mouvements économiques des ouvriers, soit sous forme de revendications pour l'augmentation des salaires ou bien de ralentissement du rythme du travail dans l'entreprise, de grève perlée, de travail peu consciencieux pour un travail infime, cessation de travail (grève), - toutes ces formes diverses et méthodes de pression sur le patronat, mettent aux prises tel groupe d'ouvriers avec tel patron isolé ou collectif.

Voici comment les choses se sont passées historiquement : un ouvrier, s'il avait un sujet de mécontentement, présentait ses revendications à son patron ; au fur et à mesure que se développait l'industrie capitaliste ; que

l'oppression capitaliste allait s'intensifiant, des groupes d'ouvriers coordonnaient leurs intérêts corporatifs pour former des revendications communes auprès de leurs patrons ; et puis c'est le syndicat constitué par les ouvriers qui intervenait en leur nom, et, enfin, le syndicat créé par les patrons intervenait au nom de ces derniers.

Dans la mesure où l'industrie opère sa concentration, dans la mesure où les organisations ouvrières s'élargissent, on assiste à des mouvements déclenchés, d'une part, par les organisations ouvrières et, d'autre part, par les organisations patronales, qui négocient ou entrent en lutte contre telles ou telles revendications immédiates des ouvriers.

Est-ce à dire que la lutte économique des ouvriers, même dans ses phases les plus lointaines, ait revêtu un caractère exclusivement économique, sans toucher le patronat en tant que classe, sans heurter les assises du capitalisme ?

Cette affirmation serait erronée. Pourquoi ? Mais parce que la lutte économique, même dans ses formes les plus rudimentaires, opposait les ouvriers au patron ou à l'ensemble du patronat.

Ainsi, au sein même de la lutte économique, quels que soient son étendue et son caractère, si l'on remonte aux sources mêmes du mouvement ouvrier, des éléments de politique se

sont manifestés à coup sûr, pour autant que nous entendons par politique l'opposition de la classe ouvrière à la classe des capitalistes, la mise en avant des revendications générales de classe et la défense des intérêts de classe communs à l'ensemble du prolétariat.

Ainsi, dès le début de sa formation, la lutte économique comportait aussi des traits politiques, et si les organisations économiques et politiques se sont constituées comme des organisations à part, indépendantes, si nous parlons de la lutte économique et de la lutte politique, ce n'est point parce qu'elles sont pratiquement dissociées et se poursuivent indépendamment l'une de l'autre, mais parce que dans tel ou tel conflit on voit se révéler tels ou tels objectifs : tantôt ce sont les revendications immédiates, tantôt les revendications d'ordre général intéressant l'ensemble de la classe. Et c'est ce qui détermine le caractère et la dénomination du conflit engagé.

### **La portée du conflit économique selon le temps, le lieu et selon le caractère de l'industrie**

La lutte économique, je l'ai déjà dit, est caractérisée par des mouvements ouvriers collectifs, par la bataille collective livrée au patronat. Le caractère de cette lutte dépend de toute une série de conditions, tout d'abord du lieu où elle se poursuit. Par exemple, si le

conflit économique a lieu dans les chemins de fer, ou dans l'industrie électrique, ou encore s'il affecte d'autres établissements d'utilité publique, tels que le service de distribution d'eau, etc., il acquiert, d'emblée, une plus vaste envergure, un caractère plus général.

Le conflit économique en cours a une importance particulière suivant qu'il est déclenché dans telle ou telle autre branche d'industrie. Admettons que des grèves soient déclenchées dans une industrie privée, par exemple, dans la confection, et aussi dans les entreprises de la métallurgie trustée, disons à la Steel Corporation des États-Unis<sup>201</sup> ; ces conflits diffèrent non seulement parce qu'ils groupent des quantités différentes d'ouvriers - en l'espèce, la quantité se transforme naturellement en qualité, - mais parce qu'ils englobent différentes couches d'employeurs qui n'exercent pas une influence égale sur l'appareil d'État bourgeois.

Certes, un conflit survenu dans l'industrie métallurgique trustée, dans l'industrie lourde ou encore dans l'industrie houillère, branches maîtresses et décisives de l'industrie pour l'état bourgeois, - ce conflit acquiert d'emblée

---

<sup>201</sup> En 1901, J. P. Morgan achète la *Carnegie Steel* à son fondateur pour la regrouper avec d'autres forges, aciéries et usines sidérurgiques. La *United States Steel Corporation* devient la plus grande compagnie du monde. En 1907, elle achète le deuxième sidérurgiste américain (la *Tennessee Coal and Iron*) et contrôle 60 % de la production d'acier.

un caractère général de classe, attendu qu'il heurte les intérêts des ouvriers non seulement avec ceux du patronat de telle branche d'industrie, mais aussi avec ceux de l'état que ce patronat contrôle.

Les conflits économiques se différencient aussi, au point de vue de leur importance, suivant l'époque qui les voit surgir. Par exemple, le conflit économique pendant la guerre, le conflit économique avant-guerre ou le conflit économique à l'heure actuelle, le conflit économique au cours du développement de l'industrie capitaliste ou pendant l'époque de son déclin, prend un caractère différent.

C'est pourquoi, lorsqu'on parle de la lutte économique, des différentes formes de lutte économique, il faut plus que jamais appliquer la règle établie par Hegel, règle qui est entrée dans la vie courante de la pensée marxiste, à savoir que la vérité est concrète.

On ne saurait parler de batailles économiques en général ; ce qui importe, c'est de donner l'appréciation de telle ou telle bataille économique, de tel conflit : tenir compte de l'ensemble des circonstances, de l'ambiance, des rapports de forces, etc., et on pourra juger de l'importance politique du conflit en cours et établir, de façon précise, la liaison entre l'économique et la politique.

Le programme du Parti communiste russe contient une formulation concise des rapports

A. Losovski - La grève est un combat !

entre la politique et l'économie : « La politique est l'économique concentré »<sup>202</sup>. C'est là une définition tout ce qu'il y a de plus lapidaire, concise, judicieuse.

## **La liaison entre la politique et l'économie**

« La politique est l'économique concentré ». Qu'est-ce à dire ? Sinon que la quantité se transforme en qualité.

Si une toute petite grève, un conflit économique insignifiant dans une entreprise isolée, qui lèse telle cellule de l'organisme capitaliste, peut être considérée sous l'angle économique, son élargissement à une partie notable de l'industrie, à toute une série de cellules de l'organisme, à toute une série de branches industrielles qui amène la paralysie des branches industrielles les plus vitales, les plus importantes pour la bourgeoisie et son État, transforme mécaniquement le conflit économique en lutte politique de la classe ouvrière.

Si cette définition était juste auparavant, elle l'est doublement aujourd'hui, car dans le cadre du capitalisme d'après-guerre, de la troisième période<sup>203</sup> — c'est-à-dire au moment

---

<sup>202</sup> « *La politique, c'est un concentré de l'économie.* » cf. Lénine : *Conclusions sur le rapport politique du CC du PC(b) R au XI<sup>e</sup> Congrès du PC(b)R* (28 mars 1922), OC, Tome 33, p. 321.

<sup>203</sup> La « première période », caractérisée par une grande vague révolutionnaire, avait suivi la Première Guerre mondiale ; la « deuxième période » vit le reflux de cette

où les batailles acharnées vont progressant entre la classe ouvrière et l'État bourgeois, et tous les partis bourgeois, y compris la social-démocratie — plus que jamais nous nous rendons compte du caractère général de classe qui s'attache à chaque grève économique.

Pour nous autres, communistes, la liaison entre l'économique et la politique est une chose élémentaire, qui va de soi et qui nous sert à définir notre tactique, notre ligne. C'est l'A B C pour nous. Mais cela ne veut point dire que cet A B C de la lutte de classe est aussi élémentaire pour tout le monde. Le problème — économique et politique — est un de ceux qui, durant de longues décades, sont débattus au sein du mouvement ouvrier, c'est un des problèmes autour desquels, peut-être, se livre la plus grande lutte idéologique ; c'est un des problèmes qui exigent de nous une orientation nette et précise pour chasser de la tête des prolétaires les plus arriérés les illusions subsistant sur ce point parmi les anarchistes et les anarcho-syndicalistes d'une part, parmi les réformistes, d'autre part.

Tout l'anarchisme d'avant et après-guerre, tout l'anarcho-syndicalisme, reposent sur la dissociation absolue de l'économique et de la politique.

---

vague et la consolidation du système dans les années 1920. À partir de 1928, l'IC s'estime entrée dans une « troisième période » caractérisée par l'effondrement économique et l'exacerbation des contradictions de classe.

## **Les conceptions anarcho-syndicalistes, réformistes et communistes des relations entre la politique et l'économique**

Les anarchistes et les anarcho-syndicalistes ne parlent politique qu'avec mépris ; ce qu'ils reconnaissent, c'est l'économique, ce sont les organisations économiques du prolétariat.

Pour les anarcho-syndicalistes, la lutte économique et les organisations professionnelles du prolétariat priment le reste. Dans la littérature anarchiste et anarcho-syndicaliste on entend ordinairement par politique les combinaisons parlementaires, la cuisine parlementaire. Ils ont toujours opposé la politique à l'économique, en faisant ressortir les organisations économiques du prolétariat, les syndicats, et en prétendant que le syndicat est la seule organisation qui livre la lutte au capital et qui la fera aboutir, que c'est l'organisation qui renversera la bourgeoisie et instaurera la société communiste dépourvue de tout pouvoir.

Cette conception est à la base de toute la tactique et politique de la tendance qui a exercé une certaine influence à une étape déterminée du mouvement ouvrier mondial, notamment dans les pays latins. En France, en Espagne, au Portugal et en Amérique latine

aujourd'hui, qui entrent avec un retard au sein du mouvement ouvrier mondial, il existe des vestiges de cette idéologie, de ces conceptions, qui ont trouvé leur expression dans la théorie de l'indépendance syndicaliste.

Une autre conception des rapports entre la politique et l'économique — conception réformiste, conception qui a été représentée, dans toute son ampleur, en Allemagne et en d'autres pays — est la coexistence des organisations économiques et politiques du prolétariat, l'égalité de ces organisations.

La politique et l'économique, au point de vue de cette conception, ne s'interpénètrent qu'en tant qu'union personnelle de leurs leaders.

Et non point parce qu'ils s'interpénètrent dans la lutte de la classe ouvrière elle-même. Ici, c'est l'économique ; là, c'est la politique. Cette conception existait déjà avant la guerre ; elle était largement déployée au cours de la guerre ; elle a été surtout exposée dans la littérature d'après-guerre.

Ainsi, nous sommes en présence d'une conception originale de la collaboration des organismes économiques et politiques, réformistes, bien entendu visant à corriger les côtés négatifs du capitalisme. L'essence du réformisme consiste précisément en ce qu'il s'assigne pour tâche non pas de lutte contre le capitalisme, mais contre les côtés négatifs

de ce dernier. Voilà un autre point de vue, une autre conception à laquelle, nous autres communistes avons affaire et que nous avons et aurons encore longtemps à combattre.

La troisième conception, celle du marxisme révolutionnaire, celle des communistes, consiste dans la suprématie de la politique sur l'économique, dans le rôle dirigeant de l'organisation politique sur l'organisation économique et dans l'interprétation de la lutte économique et politique.

C'est dans cette interpénétration des deux aspects de la lutte dans l'orientation des batailles économiques, vers la lutte générale de classe, dans l'utilisation de chaque conflit économique pour élever le mouvement à un niveau supérieur, pour l'élargir, le déployer, poser devant les ouvriers touchés par le conflit les problèmes généraux intéressant l'ensemble de la classe ouvrière, c'est dans la direction du mouvement syndical par le parti communiste, que se trouve le fond de notre conception communiste des rapports entre l'économique et le politique.

## **Les leçons de l'expérience**

Pour vérifier lequel de ces points de vue est le plus juste et répond davantage aux intérêts de la classe ouvrière, il faut faire appel à la longue expérience du mouvement ouvrier. C'est sur base de l'expérience que se vérifie

telle ou telle théorie. Quel est le témoignage que nous apporte l'expérience d'avant-guerre, pendant et au lendemain de celle-ci ? Que signifient les nouvelles et multiples batailles de la classe ouvrière, dans les différents pays qui se sont déroulées dans des circonstances diverses ?

Elles témoignent que la ligne de démarcation entre l'économique et la politique a toujours été artificielle ; que la ligne de démarcation entre la lutte économique des ouvriers et les tâches prolétariennes d'ensemble était généralement tracée par les éléments les plus retardataires de l'équipe dirigeante du mouvement ouvrier.

Il importe ici de discerner l'atmosphère objective et les tribulations subjectives des participants à la lutte.

L'expérience de tous les pays atteste qu'aux premières phases de la lutte la grosse majorité des combattants livrent la bataille pour arracher des revendications essentiellement économiques. Ils ne s'assignent pas de tâches générales. Ce qui importe pour eux, ce sont les questions concernant l'augmentation des salaires, le bien-être des travailleurs, etc. ; ils négligent de relier les différentes revendications aux revendications générales.

Il en fut ainsi durant de nombreuses années. Mais ces différentes batailles pour des revendications particulières, sur des

questions isolées, se sont répercutées de telle façon que les dirigeants ont créé une théorie appropriée à ce stade de la lutte de classe des ouvriers.

Que signifie la théorie de la dissociation de l'économique de la politique, la théorie des batailles essentiellement économiques, d'aucune politique ?

Que signifie la théorie du trade-unionisme anglais et américain ?

C'est le reflet idéologique des premiers échelons du mouvement ouvrier ; c'est, dans l'esprit des dirigeants, le reflet des formes premières de la lutte, qui ne sont pas liées entre elles et qui présentent des revendications éparses, quoique concrètes.

Cette idéologie de l'économisme, du trade-unionisme dans toute l'acceptation du terme, a surgi sur la base de cette pratique de dispersion, et au lieu de généraliser les batailles, au lieu de tirer de l'expérience des différentes batailles les lois générales du développement du mouvement ouvrier, les idéologues trade-unionistes préconisent tout un système de conceptions qui consistent à dire que la lutte économique n'est nullement liée à la lutte politique et que les ouvriers, au travers de leurs batailles économiques, peuvent compter, en général, sur tous les hommes bien pensants de tous les partis et classes sans exception. Vous savez que c'est

en cela précisément que réside le fond de la politique et de la tactique du trade-unionisme américain.

Or, l'expérience de chaque bataille économique apporte un témoignage beaucoup plus important que la piètre philosophie des trade-unionistes.

## **Des revendications primaires à la lutte politique**

Comment les choses se sont-elles passées dans la pratique ?

Si l'on prend les dernières 150 années du développement du mouvement ouvrier mondial ; si l'on remonte aux origines du mouvement ouvrier contemporain, on verra que les ouvriers payaient un prix fort chacune de leurs tentatives de présenter collectivement leurs revendications.

Quiconque s'est intéressé tant soit peu à la législation ouvrière sait que les mouvements collectifs ont toujours été considérés comme des crimes de droit commun. La présentation des revendications en bloc a toujours été considérée comme une infraction aux lois élémentaires. Durant un siècle et au-delà, s'est poursuivie la lutte et les ouvriers n'ont arraché que de haute lutte, dans quelques pays, la reconnaissance du droit de grève, du droit d'association, etc. Traduisez : la classe ouvrière a dépensé de longues années de lutte

pour obliger la législation bourgeoise à reconnaître le droit d'action collective, de présentation collective des revendications, etc.

C'est à travers des batailles pour leurs revendications élémentaires, vitales, que les ouvriers, affrontant l'appareil d'État, encaissant de longues années de prison pour avoir osé revendiquer, passaient des méthodes rudimentaires de lutte aux méthodes d'ordre général.

C'est au travers de leur rencontre avec le patronat, l'État bourgeois, que les ouvriers recevaient des leçons politiques, car ils apprenaient par ce moyen ce qu'est la nature de l'État bourgeois.

Je ne veux point, camarades, me référer aux législations de tous les pays bourgeois. On peut envisager n'importe quel pays, et l'on trouvera dans la législation des pays les plus « libres », des paragraphes spéciaux qui limitent, aujourd'hui encore, le droit de grève alors que, il y a quelques dizaines d'années, les grèves étaient interdites. Vous relèverez cet état de fait dans la législation britannique, allemande, française, dans l'ancienne législation de la Russie tsariste ; vous relèverez cela aussi dans les pays coloniaux.

Ce qui se passait il y a cent ans en Angleterre, vous pouvez le trouver aujourd'hui en Inde, en Chine, où la grève est considérée comme un crime de droit commun.

## **Le rôle de l'état bourgeois**

C'est ainsi que les ouvriers, qui se heurtent à l'état dans leur lutte de tous les jours, lors de la présentation des revendications les plus élémentaires, sont passés des revendications isolées aux revendications générales, des conflits séparés aux conflits généralisés, des revendications formulées devant un patronat isolé à des revendications présentées à un groupe d'employeurs, et, enfin, à toute une série de revendications auprès de l'État.

Il est vrai que le chemin parcouru par le prolétariat international a exigé un grand nombre d'années, que ce chemin n'est pas achevé, qu'il y a encore des dizaines de millions de prolétaires qui ne discernent pas la liaison entre l'État et les classes régnautes, qui conçoivent l'État bourgeois actuel comme un édifice au-dessus des classes.

Ce sont des conceptions arriérées qui existent encore dans les masses ouvrières et témoignent que les ouvriers sont encore aux premiers stades de leur développement, ramenés à un système unique de conceptions par le réformisme contemporain.

Cette conception consiste en ce que chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers doivent avoir affaire à des patrons isolés ou à un groupe de patrons, et que l'état est l'arbitre au-dessus des classes, un organisme qui peut et doit

s'intégrer dans les conflits entre le travail et le capital, dans l'intérêt de la nation, dans l'intérêt du peuple !

## **Les buts des réformistes**

Cette philosophie représente toute la substance, toute la moelle, le pivot de la social-démocratie contemporaine. Et lorsque vous voulons comprendre ce que sont les batailles économiques actuelles, leur nature, leur valeur, leur étendue, leur développement ; lorsque nous voulons comprendre ce que sont les obstacles qui s'amoncellent sur notre voie, nous avons à tenir compte que parmi les masses ouvrières il est des partisans de ces conceptions, et que le réformisme international, en théorie et en pratique, cherche à :

1° Dissocier l'économique du politique ;

2° Prémunir l'état bourgeois contre toute atteinte même s'il apparaît comme une des parties belligérantes dans les batailles de classes ;

3° Hausser l'état bourgeois moderne au-dessus des classes en qualité d'arbitre ;

4° Convaincre les masses que la tâche de la classe ouvrière consiste non point à renverser le système capitaliste, mais à supprimer les côtés négatifs du capitalisme.

Des couches considérables d'ouvriers professent tous ces points de vue que le réformisme moderne tend à perpétuer. Mais les

ouvriers voient intervenir des milliers de phénomènes qui attestent à quel point la liaison est étroite, intime, entre la lutte économique et la lutte politique.

Si, avant-guerre, il était encore possible d'édifier, sous ce rapport, toutes sortes de systèmes philosophiques, précaires il est vrai, chaque prolétaire se rend aujourd'hui parfaitement compte du lien qui existe entre la grève et la politique, entre le patronat et l'État. Cette liaison est si précise, si tranchante, que seul le désir avéré de tromper les ouvriers – toute la social-démocratie internationale en est préoccupée – oblige les partis pseudo-ouvriers et leurs leaders à abriter l'état bourgeois actuel et à dépolitiser (comme disent les Allemands : « Entpolitisieren ») les batailles économiques actuelles en leur imprimant un caractère foncièrement économique.

## **Quelques exemples**

Citons quelques exemples de batailles économiques de l'époque récente : le lock-out de la Ruhr, en 1928<sup>204</sup>. En théorie, le lock-out fut bien entendu un conflit économique, mais

---

<sup>204</sup> Dans le secteur de l'industrie lourde de la Ruhr, pour faire pression sur les négociations (avec médiation du gouvernement), les industriels du fer, de l'acier et des fabrications métalliques annoncent le 15 octobre 1928 le licenciement de l'ensemble des travailleurs, au nombre d'environ 213.000, à l'échéance du 1<sup>er</sup> novembre. C'est le « Rhureisenstreit ». Ce lock-out va durer jusqu'au 3 décembre.

était-ce bien un conflit purement économique ? Une telle affirmation serait avancée.

La grève du textile à Łódź<sup>205</sup>, pour l'augmentation des salaires, fut-elle une grève économique ou politique ? L'un et l'autre. Les grèves qui ont eu lieu et qui se développent actuellement en France<sup>206</sup> sont-elles des mouvements essentiellement économiques ? La grève des 30.000 salariés agricoles de Tchécoslovaquie<sup>207</sup> était-elle purement économique ? En théorie, oui. Les ouvriers avaient formulé des revendications pour l'augmentation des salaires ou contre leur réduction. En théorie, les grèves étaient d'ordre économique ; en pratique, elles revêtaient un caractère foncièrement politique.

Qu'est-ce qui rend les grèves actuelles doublement, profondément politiques ? Qu'est-ce qui politise les grèves actuelles et qu'est-ce qui incite les masses ouvrières entraînées à la grève, à soulever d'elles-mêmes le problème de la liaison entre l'économie et la politique ?

Au stade actuel de la lutte, dans le cadre de la crise en plein développement, chaque

---

<sup>205</sup> La grande grève de l'industrie textile de Łódź, le « Manchester polonais », se déroula en septembre-octobre 1928, organisée par le Syndicat des travailleurs et des travailleurs de l'industrie textile en Pologne.

<sup>206</sup> Voir note 153, pp. 139-140.

<sup>207</sup> La grève des ouvriers agricoles tchécoslovaque avait pris un caractère révolutionnaire : des unités de l'armée envoyées contre les grévistes se mutinèrent. Tous les membres des comités de grève furent arrêtés et emprisonnés.

conflit économique pose avec acuité devant le patronat la question de comment maintenir ses positions sur le marché mondial.

Plus les possibilités de production s'accroissent dans les pays capitalistes, plus les marchés se rétrécissent, et moins le patronat peut et veut faire des concessions, alors même que les ouvriers présentent les revendications minimales, les plus élémentaires. Bien au contraire : ils passent à l'offensive contre le niveau de vie de la classe ouvrière.

## **Le caractère de la période actuelle**

La période où certains pays capitalistes détenaient le monopole sur le marché mondial, comme, par exemple, l'Angleterre avant le commencement du XX<sup>e</sup> siècle, est révolue à tout jamais. Les pays possédant de vastes colonies, tels que l'Angleterre, qui exploite des centaines de millions d'habitants, sont impuissants à déployer toutes leurs possibilités de production, attendu que les concurrents pénètrent sur leur territoire, et dans les colonies et dans la métropole.

Voilà l'essentiel : si durant de nombreuses années, dans la période de la courbe capitaliste en pleine ascension, le capitalisme anglais pouvait donner une certaine fraction des bénéfices exorbitants à des couches d'ouvriers déterminées ; si une certaine partie des ouvriers anglais avaient réussi à relever

leur niveau de vie, il faut dire qu'à l'heure actuelle ces possibilités sont épuisées et que le capitalisme anglais ne suit plus la voie d'avant-guerre, la voie des concessions pour l'élévation du niveau de vie, ne fût-ce que de l'aristocratie ouvrière, à seule fin de l'attacher à l'État. Il tend à abaisser le niveau de vie des couches prolétariennes qui avaient réalisé des succès avant-guerre, pour combattre plus facilement et avec plus d'efficacité ses concurrents sur le marché mondial.

C'est cet état de choses qui imprime, à l'heure présente, un caractère foncièrement politique, un caractère de classe à chaque conflit économique, si insignifiant soit-il. C'est pour cela qu'au départ de chaque conflit, si insignifiantes qu'en soient les revendications, nous assistons à la mobilisation de toutes les forces bourgeoises, de l'État, de la social-démocratie et des syndicats réformistes, qui se dressent en bloc contre les revendications les plus élémentaires des ouvriers.

Le caractère politique des différentes grèves et conflits se révèle avec une force particulière aujourd'hui dans la période de crise et de concurrence effrénée qui se livre à l'intérieur des pays capitalistes et entre ces derniers, en vue d'accaparer des positions nouvelles et défendre celles déjà acquises.

Ainsi, l'étape actuelle du développement de la lutte de classe illustre avec éclat cette

vérité marxiste-communiste, que chaque grève porte, toujours, des traits politiques et que les grèves de nos jours, indépendamment de leur envergure, revêtent un caractère foncièrement politique, un caractère général de classe. Ce que nous établissons théoriquement, nous pouvons le faire présentement, à la faveur de l'expérience et de l'étude d'un grand nombre de conflits économiques déclenchés dans n'importe quel pays capitaliste ou colonial.

## **Le parti et les syndicats**

Si chaque grève déclenchée dans les vieux pays capitalistes, dans les pays de la pseudo-démocratie, acquiert un caractère foncièrement politique, les grève dans les pays du fascisme et de la Terreur blanche, acquièrent encore davantage, sans passer par des étapes successives, le caractère d'un mouvement contre le fascisme et contre l'ensemble du régime.

Prenons l'Italie. Il n'y est point de grève, si insignifiante soit-elle, qui ne se transforme en événement politique. Le fait même d'une grève en Italie, c'est déjà un mouvement politique. La cessation de travail est un mouvement contre le système fasciste. Il en est de

même pour la Yougoslavie<sup>208</sup>, la Roumanie<sup>209</sup>, la Bulgarie<sup>210</sup>, la Pologne<sup>211</sup>, la Chine<sup>212</sup>, etc. Ainsi donc, l'expérience de la lutte dans les pays du fascisme et de la Terreur blanche, et aussi dans les pays de la démocratie bourgeoise, atteste qu'au stade actuel il ne saurait y avoir de grèves essentiellement économiques.

S'il en est ainsi, comment font les idéologues des équipes anarcho-syndicalistes pour mettre bout à bout leurs conceptions ? Ils ne s'en donnent pas la peine. Quiconque connaît un tant soit peu les idées que développent les anarchistes et les anarcho-syndicalistes d'aujourd'hui, peut constater que la confusion, chez eux, est réellement catastrophique,

---

<sup>208</sup> Souverain réactionnaire (il avait fait proscrire le parti communiste en 1920), Alexandre 1<sup>er</sup> avait en 1929 mis fin à la constitution pour régner en monarque absolu. Une répression terrible frappa alors tous les opposants, nationalistes ou progressistes.

<sup>209</sup> Le caractère réactionnaire du Royaume de Roumanie (ou le parti communiste était interdit depuis 1924) se renforce encore avec l'arrivée au pouvoir du parti paysan en décembre 1928.

<sup>210</sup> Le coup d'État du 9 juin 1923 en Bulgarie porte au pouvoir le régime profasciste d'Alexandre Tsankov. Une insurrection ouvrière échoue à le renverser en septembre, entraînant une répression terrible (20.000 morts) et un régime durable de terreur blanche.

<sup>211</sup> En mai 1926, le maréchal Piłsudski arrive au pouvoir par un coup d'État contre une autre fraction de droite et instaure la politique de Sanacja (« assainissement ») de plus en plus autoritaire : limitation croissante du pouvoir parlementaire, enfermement des opposants politiques (notamment communistes) dans le camp de concentration de Bereza Kartuska.

<sup>212</sup> Sur le déchaînement de la contre-révolution en Chine, cf. 14. *L'ISR et la Chine*, p. 105.

attendu que l'expérience de la vie contrarie toutes leurs conceptions. Cela n'empêche pas, néanmoins, les anarchistes d'exposer leur théorie des rapports entre le Parti et les syndicats ; cela n'empêche pas non plus certains communistes de s'emberlificoter dans cette question.

## **En France**

Le pays classique de la confusion en cette question – « Parti et syndicat » – est toujours la France. À noter qu'en France, précisément, toutes les dissidences vis-à-vis du Parti communiste, toutes les déviations et tergiversations idéologiques et politiques ont pour point de départ le Parti et les syndicats. Pour autant que le problème – Parti et syndicats – est intimement lié à la question de l'économie et de la politique, il faudra nous y arrêter.

J'ai lu dans la *Révolution Proletarienne* du 1<sup>er</sup> janvier 1930, un vaste article de l'ex-communiste Fernand Loriot<sup>213</sup>.

---

<sup>213</sup> Fernand Loriot (1870-1932) était un militant socialiste et syndical (Fédération CGT des instituteurs). Zimmerwaldien pendant la guerre, il succède en août 1917 à Merrheim à la tête du Comité pour la reprise des relations internationales. Emprisonné pour son soutien à l'URSS, il participe au Congrès de Tours et entre dans le comité directeur du PCF. Il en démissionne pour protester contre la non-réélection de Souvarine au comité directeur et adopte une position de plus en plus oppositionnelle, critiquant violemment la bolchevisation en 1924. Il quitte le parti en 1926. L'article de Loriot, daté du 15 novembre 1929, est intégralement accessible sur gallica. Trotski et Rosmer (lui-même, exclu du PCF en 1924), trouvaient ré-

Loriot est un ci-devant socialiste. Pendant la guerre, il occupait le flanc gauche ; lors de la formation du Parti communiste, il se trouvait à la tête de ce dernier, voire même dans son aile gauche. Il semblerait qu'il soit particulièrement qualifié pour ne pas s'enfermer sur la question du Parti et des syndicats.

Si l'ex-syndicaliste Monatte, après avoir séjourné pendant quelques années au sein du Parti communiste<sup>214</sup>, a opéré un mouvement de repli vers ses positions initiales en commençant par tout le commencement, comme si la guerre n'avait jamais existé, ni la révolution d'Octobre, ni l'Internationale Communiste, ni rien absolument, pour Loriot, issu du Parti socialiste, il ne devrait y avoir aucune espèce de confusion dans cet ordre d'idées.

Il est caractéristique que sur cette question, précisément, il fait preuve d'un confusionnisme exceptionnel.

Son article est intitulé : « La faillite de l'Internationale Communiste et l'indépendance du mouvement syndical ».

Vous n'êtes pas sans savoir qu'il est d'usage, aujourd'hui, que chaque ex-communiste, après avoir fait faillite, parle de la banqueroute de l'Internationale Communiste.

---

trogrades les positions de Loriot, qui ramenaient le mouvement ouvrier à la Charte d'Amiens...

<sup>214</sup> Monatte avait rejoint le PCF en 1923 pour en être exclu l'année suivante avec Rosmer. Il avait fondé *La Révolution Prolétarienne* en janvier 1925.

Loriot affirme, dans son article, que le grand malheur de l'Internationale Communiste, c'est qu'elle pose la question des syndicats d'une façon erronée. En quoi consiste donc cette erreur ? Elle consiste en ce que le Parti doit se suffire à lui-même ; il en est de même pour les syndicats. Et alors, selon l'idée de cet ex-communiste tombé en enfance, seront établis des rapports réguliers entre le mouvement communiste et le mouvement syndical.

Il convient de dire qu'au sein de la Confédération du Travail Unitaire, on remarque une récurrence d'anarcho-syndicalisme. L'originalité de la situation consiste en ce que, là-bas, l'anarchisme et le réformisme abritent leur ligne opportuniste contre la lutte révolutionnaire, derrière un mouvement protestataire contre l'ingérence du Parti dans les affaires du syndicat, etc.

Ainsi, ce problème « le Parti et les syndicats » semble naître à la vie ; on dirait que la question est nouvellement posée !

Cependant, il faut signaler que ces sursauts de la vieille idéologie anarcho-syndicaliste, jadis intégrale, qui avait eu des points d'appui assez considérables dans les masses, ne sont à l'heure qu'une tentative de résurrection et un sinistre remâchage de réminiscences historiques. Cette renaissance n'a aucun point d'appui sérieux dans les masses. À quoi cela tient-il ? En discerner la cause reviendrait à

répondre à la question essentielle – le parti et les syndicats.

## **Hier et aujourd'hui**

L'anarcho-syndicalisme français est né dans une période où le Parti socialiste français suivait une ligne réformiste essentiellement parlementaire.

L'anarcho-syndicalisme d'avant-guerre contenait, à coup sûr, une vigoureuse protestation prolétarienne contre l'opportunisme parlementaire.

Ainsi, le côté positif de l'anarcho-syndicalisme consistait en ce qu'il permettait aux ouvriers d'élever une protestation vigoureuse contre le crétinisme parlementaire et contre le ravalement de la lutte politique de la masse ouvrière au maquignonnage parlementaire.

Quant à l'élément malsain, il consistait en ce que l'anarcho-syndicalisme assimilait la politique aux combinaisons parlementaires, et en ce que, issu de tels partis, de telles politiques, il s'était mis à opposer l'économique à la politique en général, quelles que soient les circonstances.

En quoi la situation est-elle changée par rapport à l'époque d'avant-guerre ? En ceci, qu'en chacun des pays latins, dotés d'un mouvement anarcho-syndicaliste, on a vu se former un Parti communiste révolutionnaire,

qui livre le combat révolutionnaire à la bourgeoisie.

C'est ainsi que la naissance même des Partis communistes, leur cristallisation idéologique et matérielle, leur lutte contre l'ensemble du régime bourgeois, sapent jusque dans ses fondements, non seulement la conception, mais l'existence même de l'anarcho-syndicalisme.

## **En Russie**

Pour illustrer ces faits par un autre exemple, je pourrais me référer à l'expérience de la Russie. En Russie également, dans la période de 1905, des groupes anarcho-syndicalistes existaient ; il y en avait de même à l'état embryonnaire, il est vrai, dans la Russie d'après la révolution de Février, mais ils ne joueront jamais un rôle suggestif dans le mouvement ouvrier.

Ils exerçaient, dans les différentes régions, au sein de telles entreprises, une influence, mais jamais, tout au long de l'histoire, les anarchistes et les anarcho-syndicalistes n'ont joué un rôle important dans le mouvement ouvrier russe.

Pourquoi ? Mais parce qu'à côté des partis menchevique et social-révolutionnaire, qui tiraient le mouvement ouvrier en arrière vers le borbier opportuniste, il existait un parti bolchevique qui menait les masses au combat et arrachait ainsi des mains des

anarcho-syndicalistes les éléments révolutionnaires qui, en d'autres circonstances, auraient pu les suivre.

## **En Amérique latine**

C'est ainsi que l'anarcho-syndicalisme, avec sa théorie sur la dissociation de la politique et de l'économie, la prépondérance de l'économique sur la politique, pouvait, et peut seulement exercer une influence dans un pays qui n'a pas de parti bolchevique ou dans un pays où le parti bolchevique est faible et n'a pas encore d'influence auprès des masses.

Certes, les anarcho-syndicalistes exercent encore de l'influence dans les différentes organisations, mais ils se transforment, de plus en plus, en groupes sectaires. Les masses s'en écartent de plus en plus.

Cet exemple, tiré de l'histoire moderne du mouvement ouvrier, témoigne que les doctrines anarcho-syndicalistes, surgies dans une atmosphère objectivement favorable, en se heurtant de front avec le bolchevisme en plein développement, finissent par s'aliéner toutes leurs positions.

À quoi cela tient-il ?

À ce que les anarcho-syndicalistes, comme je l'ai déjà dit, avaient tenté de dissocier la lutte économique de la lutte politique. Mais comme la logique du combat poussait les syndicats à livrer la bataille contre la bourgeoisie,

leurs syndicats à eux se trouvaient assurer les fonctions du Parti.

## **L'impuissance anarcho-syndicaliste**

Le trait essentiel des anarcho-syndicalistes étant le sectarisme, ceux-ci, étant donné le développement des événements révolutionnaires, disparaissent de la scène de la lutte de classe, parce qu'ils ne savent pas lier la tactique révolutionnaire au mouvement des masses.

L'anarcho-syndicalisme a toujours été une doctrine, celle des « élites », ils ne parlent que de la « minorité agissante ».

Lorsque nous parlons du Parti communiste, nous ne parlons momentanément, nous aussi, que de la minorité. Mais entre le bolchevisme et l'anarcho-syndicalisme il n'y a rien de commun, parce que l'anarcho-syndicalisme entendait se substituer aux masses, tandis que le bolchevisme agit avec les masses et à la tête des masses.

C'est là la différence fondamentale.

La période actuelle étant une période de mouvements de masse, une période où la lutte active entraîne des millions et des dizaines de millions d'hommes. Seul, le Parti sachant diriger ces millions d'hommes, est en mesure de prendre la tête du mouvement.

L'anarcho-syndicalisme n'avait jamais eu derrière lui les grandes masses ; il a suffi que

A. Losovski - La grève est un combat !

des batailles sérieuses se déclenchent pour qu'il perde les débris de son armée.

## **Les sociaux-démocrates perdent leurs positions**

Mais alors pourquoi les sociaux-démocrates perdent-ils leurs positions ?

Les organisations réformistes sont, à coup sûr, des organisations de masse, notamment dans certains pays tels que l'Allemagne, l'Autriche, etc., etc.

En Angleterre, le Labour Party est une organisation de masse. On se demande, alors, pourquoi ces organisations groupant les masses perdent leurs positions ?

Les réformistes perdent leurs positions non point parce qu'ils ne groupent pas les masses, mais parce qu'ils ne les mènent pas au combat.

Or, l'époque où nous vivons, la période que traverse actuellement le mouvement ouvrier mondial, imposent des tâches de plus en plus grandes au Parti et aux organisations syndicales.

## **Le déclenchement des luttes économiques, leur direction habile, la conjonction des luttes économiques et politiques**

L'activité grandissante des masses ouvrières impose des tâches énormes à

l'état-major dirigeant, et la même au sein du mouvement ouvrier fait que l'économique et la politique s'interpénètrent chaque jour.

L'activité accrue des ouvriers nous oblige à discerner dans chaque grève économique non seulement des éléments politiques, mais encore à les faire valoir, à combiner tels mouvements séparés avec tels autres mouvements séparés, les généraliser, arracher telles couches ou groupes d'ouvriers de leur étroitesse corporative, les éclairer sur les lois générales qui mettent actuellement aux prises le mouvement ouvrier avec l'ensemble de l'appareil d'État bourgeois et le social-fascisme.

Aujourd'hui, l'économique et la politique, comme je l'ai déjà dit, sont plus que jamais fondues. Le réformisme qui s'affirme contre la stimulation, qui ne sait pas répondre aux nouvelles aspirations, se coupe l'herbe sous les pieds. Cependant que le Komintern et l'ISR attachent une importance colossale au problème des batailles économiques, à leur direction judicieuse, au problème du dénouement de ces batailles, non point parce qu'elles sont économiques, mais parce qu'elles sont des batailles ; non point parce que les ouvriers formulent des revendications élémentaires, mais parce qu'elles opposent les ouvriers à l'ensemble de l'État bourgeois. Or, au stade actuel, le dénouement des batailles

A. Losovski - La grève est un combat !

économiques équivaut au dénouement des batailles politiques de la révolution.

La révolution ne surgit pas spontanément. Seuls, les anarcho-syndicalistes sont persuadés que la révolution peut éclater chaque jour et chaque nuit, pour peu qu'un appel soit fait à la grève générale.

La révolution ne se fait pas tous les jours.

Il n'en reste pas moins qu'il faut se tenir sur le qui-vive.

Nous avons, actuellement, une situation objective favorable, les contradictions internes s'exaspèrent ; on voit se développer les antagonismes entre États, entre classes ; il se produit une espèce de déplacement, de regroupement des forces au sein de la classe ouvrière, le mouvement ouvrier se trouve en pleine fermentation, et lorsque cette effervescence se produit parmi les millions d'ouvriers, on est moins que jamais en présence de conflits purement économiques ; alors, chaque menu conflit peut se transformer en un événement politique de la plus haute gravité.

Je pourrais vous rappeler la fameuse grève des cheminots, en octobre 1905, en Russie. Elle avait éclaté par suite du renvoi de deux ouvriers dans une fabrique de Petersbourg. Partie dans une usine, elle a vite fait de gagner

toute une série d'autres usines, et puis elle a pris les proportions d'une grève générale<sup>215</sup>.

Lorsqu'on est en présence d'une situation objective tendue, le dénouement des conflits économiques signifie la préparation la meilleure, la plus immédiate de la révolution.

La grève commence dans une entreprise, mais elle peut s'étendre, elle peut gagner de nouvelles régions, de nouvelles branches. Des formes les plus élémentaires elle passe à la grève politique ; or, entre la grève politique et l'insurrection il ne saurait y avoir une limite infranchissable.

Lorsqu'on est en présence d'une situation aussi tendue qu'actuellement, le dénouement et la direction des batailles économiques apparaissent comme la tâche politique la plus importante du mouvement communiste international.

S'il fallait démontrer la liaison matérielle entre l'économique et la politique, l'évolution des batailles économiques vers des combats politiques révolutionnaires avec, comme point de départ, les conflits élémentaires et, pourrait-on dire, purement spontanés, l'étude des conflits économiques dans presque tous

---

<sup>215</sup> Cette grève des cheminots fut un moment clé de la seconde vague de grèves de 1905. Déclenchée le 19 septembre par la grève des ouvriers typographes de Moscou, elle s'étendit aux autres grandes villes et se généralisa avec l'entrée en grève des 700.000 cheminots. La grève, devenue générale, évolua alors en grève insurrectionnelle.

les pays, ne fût-ce que pour la dernière année, peut fournir, dans cet ordre d'idées, une quantité énorme d'exemples fort intéressants.

Quelles sont les conclusions à tirer de cette première conférence ?

Les voici :

Si la lutte économique, dès ses toutes premières origines, contenait déjà des éléments politiques, puisqu'elle opposait la collectivité ouvrière au patron ou à l'ensemble du patronat, au fur et à mesure que le mouvement se développe et s'élargit à des couches nouvelles d'ouvriers, et que s'exaspèrent les rapports des classes, le caractère politique des batailles économiques devient de plus en plus précis. Il ne faut pas dissocier l'économique de la politique. Les batailles économiques et politiques s'interpénètrent étroitement, et notre tâche consistera à transformer judicieusement chaque bataille économique en combat politique.

Et enfin, nous ne devons pas oublier qu'à l'heure actuelle, dans le cadre de la crise mondiale et de l'essor révolutionnaire dans toute une série de pays, le dénouement des batailles économiques, la juste direction de celles-ci, portées au niveau supérieur, et aussi le fait de relier les revendications économiques aux politiques, d'organiser autour des mouvements, déclenchés par les ouvriers de différentes entreprises et régions, les grandes masses

ouvrières, tout cela apparaît comme la tâche essentielle du mouvement communiste mondial, car, aujourd'hui plus que jamais, l'économie concentrée, c'est la politique.



## **La Grève considérée comme un combat**

### **L'application de la science militaire à la direction du mouvement gréviste**

[Deuxième conférence faite aux cours léninistes le 14 février 1930]

*Analogie entre la grève et la guerre. - Le principe coercitif militaire et volontaire dans l'armée gréviste. - L'armée gréviste et l'arrière. - Les réformistes dans la direction de la grève sont les éclaireurs de l'ennemi de classe parmi les grévistes. - L'expérience militaire a été attentivement étudiée, alors que l'étude de l'expérience gréviste manque complètement. - L'utilisation de l'expérience de la guerre à la lutte gréviste. - Principes essentiels de l'insurrection armée. - Caractère de recrutement du militarisme et de l'armée gréviste. - L'offensive représente la meilleure méthode de défense. - Le risque est inséparable de la lutte. - Est-il permis de battre en retraite en menant une lutte révolutionnaire ? - L'importance de généraliser l'échange d'expérience des luttes grévistes. - L'étude détaillée de la lutte gréviste est à l'ordre du jour de l'IC et de l'ISR*

La grève, avons-nous dit, est un des aspects de la lutte de classe et, par conséquent,

il importe d'étudier les grèves et les méthodes de lutte gréviste du point de vue où l'on se place pour étudier le combat. Est-il possible de créer une théorie des grèves ? Est-il possible d'essayer d'établir des règles générales obligatoires en vue d'utiliser la riche expérience de la guerre et des grèves pour l'appliquer à la lutte des masses ouvrières contre le patronat ?

Pour autant que la grève est une collision entre deux classes, une bataille en règle, nous sommes parfaitement en droit d'envisager cet aspect du combat à la lumière des enseignements que nous apporte l'expérience en matière de direction des batailles.

Lénine a dit quelque part que « *la tactique politique et la tactique militaire sont, comme disent les Allemands, un "Grenz-Gebiet", c'est-à-dire un domaine adjacent, limitrophe ; les militants du Parti auront tout intérêt à mettre à l'étude l'œuvre de Clausewitz.* »<sup>216</sup>

Clausewitz est un théoricien militaire notable du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Si la stratégie et la tactique militaire sont utiles à notre tactique de lutte politique, il est certain que la théorie et la tactique militaires peuvent et doivent être utilisées pour notre tactique gréviste.

Quel est l'objectif de chaque bataille ? Nous trouverons la réponse dans la théorie et dans

---

<sup>216</sup> Cf. note 200, p. 179.

la pratique : foudroyer l'adversaire<sup>217</sup>. Suivant le caractère de la collision, suivant la corrélation des forces et toute une série de circonstances, la défaite essuyée ou infligée se fait sentir durant un laps de temps plus ou moins prolongé.

La grève ne saurait foudroyer l'adversaire.

Est-il possible de comparer une bataille gréviste à une bataille en général ?

Pour se rendre compte de la valeur de ces analogies et de la façon dont il est possible, au cours d'une grève, d'utiliser l'expérience et les connaissances militaires, il faut avant tout se rendre compte de la différence capitale qui existe entre une armée de soldats et une armée gréviste.

## **Les principes fondamentaux d'une armée**

Quels sont les principes fondamentaux d'une armée formée pour la guerre contre un État adverse ? Tout d'abord, cette armée repose sur un principe obligatoire. En second lieu, cette armée livre le combat au-delà de ses frontières nationales ou en tout cas contre un ennemi venu du dehors.

---

<sup>217</sup> C'est un précepte clausewitzien que de faire de la destruction de l'armée ennemie le but de la campagne (plutôt que l'occupation de son territoire, par exemple). Sauf cas d'exception répertoriés par Clausewitz, cette destruction ôte à l'ennemi la volonté de poursuivre la lutte.

Dans l'armée livrant le combat contre l'ennemi extérieur, le quartier général, le commandement supérieur et moyen est formé et nommé généralement après une longue et minutieuse sélection. Il est rare de voir dans un tel quartier général de l'espionnage au profit de l'ennemi, des transfuges, etc. Toutes les forces du pays (matérielle et morale) sont mobilisées pour opposer la résistance à l'agressivité de l'ennemi ou bien pour passer à l'offensive. Toutes les ressources matérielles du pays, depuis les ressources industrielles jusqu'aux ressources financières, tout l'appareil idéologique (la presse, le clergé, etc.), sont mobilisés moralement et matériellement pour se battre jusqu'à la « victoire finale ». Pour de telles armées, l'arrière c'est tout le pays.

Une telle armée possède généralement un service d'espionnage et de contre-espionnage fonctionnant depuis de longues années.

Durant de nombreuses années, par anticipation, au moyen d'organismes compétents, elle étudie les forces ennemies, la topographie, et, lorsque le combat se déclenche, les organes dirigeants de l'armée sont, sous ce rapport, parfaitement informés.

L'armée, en temps de guerre, dispose d'un arsenal énorme de moyens d'agitation et de propagande.

Ceux d'entre vous qui se souviennent de la guerre mondiale – la majorité des assistants

s'en souviennent à coup sûr – confirmeront que le travail d'agitation et de propagande de la bourgeoisie était organisé à la perfection.

À cet égard, on pourrait se référer à un témoin, le professeur d'économie politique de l'Université de Chicago, Harold Lasswell qui, dans son livre intitulé *La Technique et la Propagande pendant la guerre mondiale*<sup>218</sup>, relate d'une façon si franche et si attrayante la façon dont était organisée la propagande pendant la guerre, que réellement ce livre devrait être recommandé aux ouvriers d'esprit patriotique.

L'armée qui entre en guerre possède une doctrine militaire parfaitement établie ; elle dispose d'une stratégie et d'une tactique militaire élaborées sur la base de l'expérience mondiale de la guerre ; elle dispose d'un commandement rompu aux principes fondamentaux du métier militaire.

Il importe de marquer qu'il existe une vaste littérature dans ce domaine. Dans chaque pays, il y a des écoles militaires spéciales, secondaires et supérieures, où l'on est initié

---

<sup>218</sup> Harold D. Lasswell (et non Sasswell) : *Propaganda Technique in the World War*, par Paul Kegan, Londres, 1927. *Propaganda Technique in the World War* est l'une des premières études en sciences de la communication. Sur base de l'expérience de 14-18, Lasswell conclut que les moyens de diffusion (télégraphe, téléphone, cinéma, radio), en tant qu'instruments indispensables à la gestion des opinions (amies comme ennemies), doivent être sous contrôle gouvernemental.

A. Losovski - La grève est un combat !

aux moindres détails de la guerre, depuis les guerres d'Alexandre de Macédoine jusqu'à la guerre mondiale de 1914-1918.

Il existe des centaines et des milliers d'œuvres volumineuses, où chaque pas, le moindre geste, le moindre succès ou insuccès, est soumis à une étude de fond. C'est grâce à cette immense expérience que l'on voit se former des générations entières de spécialistes qui ont pour but de l'utiliser et de l'appliquer à telle situation nouvelle.

Je ne voudrais pas me référer au grand nombre de travaux stratégiques et tactiques militaires, pour ne pas surcharger mes conférences, mais chacun de vous sait plus ou moins qu'il existe une richissime littérature militaire et que tous les États bourgeois jettent l'or à profusion pour élever cette branche, comme disait Marx, « de l'industrie homicide » à une hauteur scientifique.

## **La coercition militaire et le volontariat gréviste**

Si nous prenons une armée chargée de faire la guerre contre l'ennemi extérieur, et si nous comparons avec l'armée gréviste, nous discernons dès le début l'énorme différence qui existe entre elles.

L'armée gréviste est avant tout basée sur le principe du volontariat.

La classe ouvrière ne dispose d'aucun moyen de contrainte pour obliger les ouvriers à entrer en lutte contre le patronat.

Par contre, le patronat, organisé en tant que classe régnante dans l'État, dispose de vastes ressources pour contraindre les ouvriers à ne pas participer à la mêlée.

La lutte se poursuit non point sur un territoire étranger, non point contre l'ennemi extérieur, mais à l'intérieur du pays ; elle se poursuit directement dans les entreprises, sur le lieu du travail.

Les états-majors des grévistes se constituent accidentellement, par la force des choses, et les états-majors qui se sont constitués historiquement en organes dirigeants des syndicats réformistes sont manifestement hostiles à l'armée en lutte.

## **Des traîtres chefs d'armées !**

Si dans les quartiers généraux des armées soumises à la direction, disons d'un Hindenburg ou d'un Foch, il était possible de faire valoir l'éventualité d'un espionnage intérieur à titre d'exception, il faut dire que dans les quartiers généraux des syndicats réformistes l'espionnage au profit du patronat constitue l'axe fondamental de toute la politique réformiste. Nous sommes en présence d'un état de choses qui ne laisse pas d'être original, où l'armée en lutte est dirigée par un

état-major s'affirmant en faveur de l'ennemi (rappelons ici la grève des mineurs et la grève générale de 1926 en Angleterre<sup>219</sup>).

Ces choses-là ne sont possibles que dans la lutte de classe ; ce qui n'est certes pas sans avoir une influence démesurée sur la marche et l'issue du combat, au point de vue des formes, des méthodes et de la nature du combat ; cet état de fait influe sur la durée du conflit, puisque la présence dans l'état-major de l'armée en lutte de représentants des intérêts hostiles à l'armée en question a pour effet de désagréger la bataille en cours.

## **L'armée gréviste et l'arrière**

L'arrière, en cas de grève, est composé de familles de grévistes, des prolétaires de l'industrie touchées par la grève, de la classe ouvrière en entier. Voilà l'arrière de classe qui doit soutenir les grévistes, sur lesquels ces derniers peuvent et doivent s'appuyer. Le détachement en lutte n'est pas toujours secouru par l'arrière. Les ressources dont dispose l'armée bourgeoise et que l'on fait valoir dans la préparation (longue reconnaissance des forces adverses, etc.), l'armée des ouvriers grévistes n'en dispose généralement pas.

---

<sup>219</sup> Sur la grève des mineurs et la grève générale de 1926 en Angleterre, cf. 13. *L'ISR et l'Angleterre*, p. 97.

## **La préparation de la lutte**

Très souvent, au départ du conflit, les grévistes ne se rendent pas compte eux-mêmes de la conjoncture industrielle, ni de la situation générale politique et économique ; quant à la lutte, elle surgit parfois comme une riposte impulsive à l'exploitation effrénée et non comme un acte préparé consciemment, méthodiquement.

Si l'armée bourgeoise dispose d'une forte armature d'agitation et de propagande pour assoupir les grandes masses, l'armée gréviste dispose d'ordinaire d'un appareil relativement faible dans ce sens (presse insuffisante, etc.).

Si l'on considère les grèves dans les pays capitalistes et coloniaux où il n'y a presque pas encore de journaux communistes quotidiens, où les grévistes ne disposent que de moyens insuffisants, il arrive souvent que l'on soit obligé d'assurer la liaison au moyen d'une force vivante ; si la grève est de moindre importance, on assure la liaison en convoquant des assemblées de grévistes ; si elle est plus importante, on assure la liaison par l'intermédiaire des délégués.

En cours de lutte, les grévistes rencontrent la résistance farouche de l'État bourgeois national, qui dispose de toute une ramification d'organes répressifs ; ils ont à affronter les lois spéciales interdisant les grèves ou protégeant

les briseurs de grève (ce qui revient au même) ; ils ont à faire face à toutes les forces répressives, matérielles ou morales, dont dispose la bourgeoisie pour réprimer la classe ouvrière, telles que le clergé, la presse, etc. Ces derniers cherchent à désorganiser, à démoraliser les grévistes et à leur faire consentir à des concessions ou à renoncer à la lutte.

## **L'expérience militaire et l'expérience gréviste**

Au surplus, quand la bourgeoisie se prépare à la guerre, elle étudie attentivement toutes les batailles du passé, toute l'histoire millénaire de l'humanité, dans cet ordre d'idées, elle utilise le grand nombre d'écoles militaires spéciales et d'établissements pédagogiques supérieurs, alors que nous ne faisons presque rien pour mettre à l'étude notre expérience à nous. Nous ne possédons pas d'écoles spéciales, le nombre des écoles de culture générale est extrêmement limité ; les écoles existantes, telles que la vôtre, sont très jeunes ; nous n'avons pas fait de recherches en matière de tactique grévistes, d'expérience gréviste ; il n'y a, à ce sujet, qu'un certain nombre d'articles, de petites brochures.

L'expérience exceptionnellement riche des grèves du monde capitaliste, des pays coloniaux, la richissime expérience des grèves aux États-Unis, en Angleterre, France, Indes,

Chine, Japon, Australie, etc., n'est presque pas connue des dirigeants responsables, sans parler que cette expérience n'est pas connue des camarades qui dirigent les grèves dans tel ou tel pays.

Il ne se doutent même pas qu'il existe une espèce de continuité logique et un grand nombre de traits généraux dans la lutte gréviste, et que l'expérience de leurs camarades de classe pourrait leur être d'une grande utilité.

L'expérience mondiale est si riche de formes variées et de procédés de lutte que l'étude de cette expérience pourrait aider chaque pays donné à conduire les grèves, à les organiser, etc.

Ainsi, vous voyez les différences qui existent entre la grève, forme de la lutte de classe, et la guerre. Leur nombre est considérable. On pourrait plutôt comparer la grève, non point, certes, à la guerre en général, mais à la guerre civile qui met aux prises les différents groupements à l'intérieur de tel ou tel pays.

## **L'utilisation de l'expérience de la guerre à la lutte gréviste**

Une question peut se poser : Si les différences sont si grandes, si elles ont trait aux formes et au principe de l'organisation de l'armée, aux effectifs de cette armée et aux

méthodes dont celle-ci dispose, peut-on dire que l'expérience de la conduite des armées puisse être utilisée dans le mouvement de grève ? N'allons-nous pas arborer une espèce de philosophie abstraite au lieu de mettre à l'étude l'action pratique, concrète ?

Les spécialistes militaires déclarent que le combat n'est pas une philosophie, mais une action. C'est juste. Le combat n'est pas une philosophie. Cependant, pour que l'action puisse donner le maximum d'efficacité, pour que nous puissions tirer de chaque action donnée tout ce que celle-ci peut donner dans l'état actuel des choses, il faut que nous nous familiarisions avec l'expérience accumulée et que nous nous rendions compte de ce qu'il est possible d'en tirer pour nous.

Malgré l'énorme différence qui existe entre l'armée gréviste et l'armée tout court, entre la bataille et la grève, nombreux sont les principes mis en valeur par l'art militaire et les spécialistes qui peuvent être appliqués à l'organisation et à la conduite des batailles grévistes, et ce n'est pas sans raison que Lénine disait que la tactique politique et la tactique militaire sont des « Grenz-Gebiet », c'est-à-dire limitrophes<sup>220</sup>.

---

<sup>220</sup> Cf. note 200, pp. 179-180.

## Quatre principes de combattants

Quels sont donc ces principes ? Je ne voudrais m'arrêter qu'à quatre, préconisés par le spécialiste militaire notoire Clausewitz pour montrer ce que l'on peut tirer de l'expérience de la guerre pour la lutte gréviste.

Ces quatre principes sont :

1° *Tendre tous les efforts dont on dispose jusqu'à l'extrême limite.* Traduisez : La bataille une fois engagée, il faut utiliser tout ce qui est en votre pouvoir pour assurer la victoire. *Tout relâchement a pour effet d'éloigner du but. Même si le succès est assez probable, il serait d'une imprudence éminente de ne pas tendre le maximum de ses efforts pour rendre le succès tout à fait sûr, car de tels efforts ne pourront jamais avoir de conséquences défavorables.*

On peut dire que ce sont là des choses parfaitement rudimentaires, si faciles et si compréhensibles qu'elles se passent de commentaires. Si l'on fait toucher du doigt à chacun de nous cette maxime, nous dirons : eh bien, oui, tout le monde le sait. Pour une découverte, ce Clausewitz ne s'est pas mis en frais d'imagination !

Évidemment, camarades, il se peut que nous sachions la chose, mais il faut que chacun de vous puisse l'appliquer dans la pratique, voilà l'essentiel. Il ne suffit pas d'avoir

la connaissance abstraite des règles. Ce qu'il nous faut, c'est que dans chacun de vos actes, dans chaque pas que vous faites, lorsque vous avez à traiter les grandes masses, à en assumer la direction, en former une armée, vous puissiez appliquer les règles élémentaires, à première vue, mais éminemment importantes que Clausewitz préconise pour la guerre.

*2° Concentrer toutes les forces possibles là où il est nécessaire de frapper le grand coup, quitte à essuyer même des insuccès dans des secteurs secondaires, afin d'assurer une victoire dans le secteur principal.*

Lénine savait, dans la pratique et au travers de la lutte politique, appliquer cette règle, à première vue, abstraite.

En quoi consiste l'art tactique ?

En ce que, dans chaque moment donné, il s'agit de fixer l'endroit sur lequel doivent être dirigés tous les efforts.

Les spécialistes militaires appellent cela le centre de gravité de l'adversaire, c'est-à-dire le choix d'un point central sur lequel s'orientent tous les efforts pour porter à l'adversaire un coup décisif. C'est en cela que consiste la règle fondamentale de l'art militaire ; c'est en cela aussi que consiste la règle fondamentale de l'art politique.

Quiconque sait l'histoire du PCR et l'art tactique de Lénine pourrait citer des centaines

d'exemples pour montrer comment Lénine, dans chaque moment donné, savait arrêter son choix sur le point vulnérable de l'adversaire et y faire porter tous les coups pour atteindre le maximum d'efficacité, dans la situation présente.

*3° Ne pas perdre de temps. Étouffer rapidement dans l'œuf des centaines de dispositions prises par l'ennemi et gagner à nos côtés l'opinion publique.*

Ne pas perdre de temps, voilà une chose qu'on a répétée il y a cent ans. En langage moderne, nous disons : « Ne pas perdre la cadence, il ne faut pas rester en arrière. » N'est-ce pas une chose élémentaire, connue de tout le monde, si universelle qu'on peut parfaitement l'oublier ?

Je pense que tout le monde sait qu'il ne faut pas perdre la cadence, qu'il n'y a pas de temps à perdre. Mais si vous considérez tous nos partis, on verra combien l'on perd le rythme et combien de temps, comment nous restons en arrière du mouvement. Il faudra crier là-dessus, rappeler plus souvent à tout le monde que la perte de temps est grandement profitable à nos adversaires.

*4° Utiliser avec toute l'énergie possible chaque succès remporté*

Même si c'est un tout petit succès, même si nous avons fait du progrès pour un centimètre, la tâche consistera à mettre en branle toutes les forces pour obtenir d'autres succès encore. Si nous avons réussi à entamer légèrement le camp ennemi, il faut se précipiter dans la brèche ouverte pour l'élargir.

On pourrait nous dire que tous ces conseils militaires, ou bien ces conseils d'un militaire, sont par trop généraux, abstraits.

Est-il possible de tirer quelque profit de cette sorte de conseil pour une grève donnée – pour la grève de Belfort<sup>221</sup>, en France, par exemple ? Est-il possible de tirer maintenant un profit précis pour la grève des Indes<sup>222</sup>, ou bien pour la lutte concrète des chômeurs dans tous les pays ?

Est-il possible de le faire ou non ? Et n'y a-t-il pas ici une velléité de noyer dans la terminologie militaire et des règlements abstraits la tâche tactique concrète qui se pose devant nous ?

Ces questions sont parfaitement légitimes. Elles peuvent surgir et surgissent d'ordinaire ; je tiens à répondre à toutes en me référant à Lénine.

---

<sup>221</sup> Les grèves de Belfort eurent lieu en janvier 1930.

<sup>222</sup> Cf. note 147, pp. 136-137.

## Les cinq principes essentiels de l'insurrection armée

À la veille de la Révolution d'Octobre, Lénine a essayé de formuler, en quelques points, les principes fondamentaux de l'insurrection armée.

Il a mis à profit ce qu'il tenait de Marx et d'Engels et, après avoir élargi leurs enseignements, il les a appliqués à la situation concrète donnée.

En cinq points, il a tracé certains principes directeurs à l'usage de la classe en rébellion. Ces principes sont exposés par Lénine dans son célèbre article « Conseils d'un Absent »<sup>223</sup>, écrit le 8 octobre 1917, c'est-à-dire dix-sept jours avant la Révolution d'Octobre.

Voilà comment il a formulé, sur la base de la doctrine de Marx<sup>224</sup>, les règles auxquelles il

---

<sup>223</sup> Lénine : *Conseils d'un absent*, OC, Tome 26, pp. 182-184.

<sup>224</sup> Révolution et contre-révolution en Allemagne, série d'articles écrits par Engels (en étroite collaboration avec Marx) et publiés sous la signature de Marx dans le journal *La Tribune* au chapitre 17 : « *L'insurrection est un art au même titre que celui de la guérite ou que tout autre, et comme tel soumis à certaines règles qui, si elles sont négligées, amènent la perte du parti qui les enfreint. Ces règles, qui se déduisent logiquement de la nature des partis et des circonstances auxquelles on doit avoir affaire dans le cas donné, sont si claires et si simples que la courte expérience de 1848 avait suffi pour les faire parfaitement bien entendre de l'Allemagne. Premièrement, ne jouez jamais avec l'insurrection avant d'être tout à fait préparés à affronter les conséquences de votre jeu. L'insurrection est un calcul à grandeurs très indéterminées, dont la valeur peut changer chaque jour ; les forces qui sont dirigées contre vous ont tous les avantages de l'organisation, de la discipline et*

faut s'en tenir pour, non seulement remporter la victoire, mais pour l'utiliser et la consolider.

1° *Ne jamais jouer avec l'insurrection et lorsqu'on la commence être bien pénétré de l'idée qu'il faut la mener au bout.*

On dirait, de même, que c'est là un lieu commun, « que tout le monde le sait ». Figurez-vous, camarades, que tout le monde ne savait et ne sait que l'essentiel, en l'occurrence, c'est d'aller jusqu'au bout.

Pourquoi Lénine dit-il qu'il ne faut pas jouer avec l'insurrection ?

Ici, chacune de ses paroles a sa valeur, chacune des virgules même.

Pourquoi ?

Il veut dire qu'il s'agit de déterminer exactement le moment, le rapport de forces. Il ne

---

*de l'habitude de l'autorité ; si vous ne leur opposez pas une forte supériorité, vous êtes vaincus et perdus. En second lieu, une fois entrés dans la voie insurrectionnelle, agissez avec la plus grande décision et prenez l'offensive. La défensive est la mort de tout soulèvement armé ; il est perdu, avant même de s'être mesuré avec ses ennemis. Surprenez vos ennemis lorsque leurs forces sont éparpillées ; préparez toujours de nouveaux succès, petits, mais se répétant tous les jours ; conservez l'ascendant moral que le premier soulèvement heureux vous a donné ; attirez de votre côté ces éléments hésitants qui suivent toujours l'impulsion la plus forte et qui regardent toujours du côté le moins dangereux ; forcez vos ennemis à se retirer avant qu'ils puissent réunir leurs forces contre vous ; comme dit Danton, le plus grand maître connu de la politique révolutionnaire : de l'audace, de l'audace, encore de l'audace ! », Révolution et Contre-Révolution en Allemagne (ou L'Allemagne en 1848), rassemble une série d'articles publiés par Marx en anglais dans la Daily Tribune de New-York, en 1851 et en 1852.*

s'agit point ici de faire des mots. La question étant une fois posée, on doit se rappeler qu'il faut œuvrer jusqu'à ce que la victoire suive.

*2° Rassembler à tout prix une grande supériorité de forces à l'endroit décisif, au moment décisif, faute de quoi l'ennemi, possédant une meilleure préparation et une meilleure organisation, anéantira les insurgés.*

Ici encore, on dirait que la chose est plus ou moins connue universellement. Mais ne vous ai-je pas dit, camarades, que le plus difficile c'est d'appliquer les choses « connues universellement » à la situation concrète donnée.

*3° Une fois l'insurrection commencée, il faut agir avec la plus grande décision et passer coûte que coûte à l'attaque. « La défensive est la mort de l'insurrection armée ».*

*4° Il faut s'efforcer de prendre l'ennemi par surprise, saisir le moment où ses troupes sont encore dispersées.*

*5° Il faut remporter chaque jour ne fut-ce que de petits succès (on peut dire à chaque heure s'il s'agit d'une ville), et maintenir à tout prix la « supériorité morale ».*

Camarades,

Ne vous rendez-vous pas compte que ces règles revêtent aussi un caractère nettement militaire, qu'elles sont le résultat de

l'application de la méthode marxiste et que, sous un certain rapport, elles ont je ne sais quoi de commun avec la théorie créée par le spécialiste militaire Clausewitz.

Lénine estimait que ce qui est utile à la classe ouvrière doit être puisé partout et en toutes circonstances, voire même chez nos ennemis de classe. Dans le numéro 12 du recueil des œuvres de Lénine<sup>225</sup>, vous trouverez toute une série d'annotations de Lénine sur Clausewitz, qu'il avait lu au cours de la guerre. Comme il ressort des notes rédigées par Lénine, celui-ci suivant attentivement tout ce qu'écrivait ce spécialiste militaire bourgeois, auquel il a fait quelques emprunts pour les utiliser dans l'intérêt de la classe ouvrière.

## **L'offensive est la meilleure forme de défense**

Vous vous êtes rendu compte qu'au point de vue militaire et au point de vue de la tactique marxiste, si brillamment exposée par Lénine, ce qui ressort en toute première ligne, ce sont les problèmes de l'offensive. Clausewitz a formulé cette règle comme suit : la meilleure défensive, c'est l'offensive<sup>226</sup>.

---

<sup>225</sup> Publié à Moscou en 1930, avec une introduction de A. Boubnov.

<sup>226</sup> On voit ici que Losovski, n'a lu Clausewitz que de manière superficielle. Pour Clausewitz, la défensive est plus forte que l'offensive, mais primo, cette défensive doit être active (un « bouclier de coups »), et secundo, lorsqu'elle a permis de renverser le rapport de force, la défensive doit

Pour atteindre des résultats effectifs, pour tirer le maximum d'utilité dans la collision des classes, pour réaliser, dans la situation concrète donnée, les objectifs que l'on se pose, il faut s'assurer l'initiative - choisir le moment, la forme offensive, la soudaineté de l'attaque, - tout cela a pour effet d'augmenter nos chances, en désagrégeant les rangs adverses.

La classe ouvrière est aux prises avec un ennemi excellemment organisé. Les ouvriers, dans leur masse compacte, sont moins bien organisés que leurs ennemis de classe.

Notre ennemi de classe est organisé à près de 100 % ; c'est-à-dire que près de 100 % des patrons sont réunis dans leurs organisations patronales. Ces organisations brassent des milliards, elles disposent de fonds spéciaux pour la lutte contre les grèves éventuelles. Elles ont, pour les servir, un appareil d'État, une police, une gendarmerie, un clergé ; par surcroît, elles ont aussi pour les servir l'ignorance et le retard d'une grande partie de la classe ouvrière ; elles ont le réformisme international dans son enveloppe politique et syndicale.

Les patrons possèdent des points d'appui au sein de la classe ouvrière, par l'intermédiaire des organisations réformistes,

---

se transformer en offensive pour atteindre des « buts positifs ».

politiques et syndicales. Ainsi, on voit que les organisations patronales disposent d'énormes avantages.

## **Organisation, cohésion, discipline, initiatives**

Comment les ouvriers peuvent-ils surmonter cette force suggestive ? Comment les ouvriers peuvent-ils récupérer toutes les faiblesses dont sont affligées leur organisation et leur armée ?

Par un seul moyen, celui de l'organisation de mouvements de masse, sous la conduite du Parti Communiste ; par l'élévation, jusqu'à un niveau supérieur, de la conscience de chaque combattant ; par des actes offensifs, des coups foudroyants qui disloquent et désorganisent et le patronat et l'État bourgeois.

La classe ouvrière n'a pas de discipline forcée, mais elle doit opposer à la discipline forcée de l'armée, une discipline librement consentie et l'esprit d'initiative de chaque combattant.

Ses ressources ne sont pas considérables, mais elle doit opposer aux vastes ressources patronales, son esprit de cohésion, son esprit d'organisation, une liaison étroite entre les diverses parties et un véritable état-major révolutionnaire combatif, de lutte, désigné par les ouvriers eux-mêmes.

Ainsi posée, la question relative à l'offensive, à l'esprit de cohésion et d'initiative des masses acquiert une importance capitale. Certes, on ne doit pas se représenter la chose comme ceci : un côté qui attaque, un autre côté qui se replie. Ce serait là une notion un peu mécanique de la lutte de classe.

Dans la lutte des classes, comme aussi dans la guerre, il arrive souvent que celui qui déclenche l'offensive se met, au bout de quelque temps, sur la défensive, ou inversement. La tâche consiste, une fois assumée l'initiative de l'attaque, non seulement à la maintenir pendant un laps de temps prolongé, mais à l'élargir constamment, à recruter des forces nouvelles.

## **Le caractère du recrutement militaire et de l'armée gréviste**

Comment l'armée contemporaine fait-elle pour compenser ses pertes ? En mobilisant, à titre obligatoire, de nouveaux combattants. On a eu une perte de tant de milliers – et l'on vous envoie du renfort.

Ainsi, pendant la guerre impérialiste, les armées allemande, française, russe, qui avaient inauguré les hostilités avec un total respectif de 500, 600, 900.000 combattants, comptaient au bout de quatre années de guerre plusieurs millions d'hommes. Ce renfort, venant

compenser les pertes en hommes, permet à l'armée de tenir bon pendant une période prolongée.

Nous ne pouvons pas mobiliser de nouvelles recrues, nous ne pouvons pas, à titre de discipline obligatoire, les tirer de leurs maisons, de leurs villages et de leurs entreprises, pour les jeter à l'assaut. Nous devons y suppléer par la conscience de classe et l'esprit d'organisation, par l'attitude consciente de la classe ouvrière envers la lutte.

Nous devons suppléer à toutes ces formes obligatoires, dont dispose la bourgeoisie, par l'esprit supérieur de conscience et d'organisation, afin que les ouvriers puissent faire face à l'âpre résistance de l'État et de toute son armature.

Nous devons compenser, récupérer nos faiblesses par notre initiative et notre habileté à entraîner au combat des branches d'industrie qui, à l'heure actuelle, dans tel pays, jouent un rôle décisif, et peuvent ainsi exercer une pression notable sur le patronat, l'État bourgeois, bien plus qu'une grève de peu d'importance.

Ainsi donc le problème de l'initiative, de l'offensive, du choix du moment, de la soudaineté de l'offensive préparée, se pose en permanence devant nous.

Que ce soit une petite grève économique ou un grand mouvement politique ; que ce soit la forme supérieure de lutte, l'insurrection ;

l'initiative, l'attaque, le choix du moment jouent un rôle notable, et c'est cela qui décide de l'issue du combat.

## **On ne peut faire... l'économie du combat !**

Nous nous différencions des réformistes dans la question des batailles économiques du prolétariat, en ce sens que nous ne tenons pas pour possible de remplacer la bataille par quoi que ce soit.

Les réformistes estiment que la grève peut être remplacée par des moyens faciles, qu'il existe je ne sais quelles modalités de lutte moins coûteuses.

Mais, déjà Clausewitz a déclaré que le combat ne saurait être remplacé par aucun équivalent<sup>227</sup>. Il n'est point d'équivalent qui puisse se substituer à la bataille de front.

Les réformistes cherchent à y substituer l'arbitrage obligatoire, les négociations. Mais cela revient à la reddition avant même que le combat ait été déclenché, avant la prise de contact, l'action directe.

Ils le font parce qu'ils considèrent la grève comme un moyen trop coûteux.

---

<sup>227</sup> Clausewitz enrichit cependant cette théorie en envisageant les « combats virtuels » (lorsque l'ennemi renonce au combat parce qu'il se sait vaincu d'avance) doivent être considérés comme des « combats réels » en raison de leurs conséquences.

Nous aussi, nous considérons la grève comme un moyen trop coûteux, mais en ce sens que les ouvriers, en débrayant, peuvent apporter le plus grand préjudice au patronat. Et c'est précisément parce que le patronat ne s'en tire pas à bon compte que ce moyen est efficace.

Certes, la grève en coûte beaucoup aux ouvriers. Nous connaissons de nombreux exemples, et vous pourriez en citer des centaines d'autres dans vos pays respectifs, où les ouvriers entrants en grève, sont non seulement voués à la famine durant des mois et des mois, mais où leurs familles subissent le même sort.

C'est là une perte énorme pour chaque ouvrier ; et cependant il est obligé d'user de ce moyen, parce que c'est celui qui atteint le plus le patronat et qui, tout en désagrégeant l'organisation de l'économie nationale, contraint le patronat à opérer un mouvement de recul et à faire droit à telles ou telles revendications.

Naturellement, nous avons un moyen beaucoup plus efficace que la grève, c'est l'insurrection.

Mais, dans la mesure où nous parlons aujourd'hui de la lutte économique, de l'action coordonnée des ouvriers, la grève est un des moyens les plus efficaces, qui a fait ses preuves durant des siècles. L'on passe des toutes petites grèves spontanées aux grèves

plus grandes ; des mouvements déclenchés pour arracher des revendications élémentaires aux grèves comportant des revendications d'ordre général ; des conflits individuels aux conflits embrassant des millions.

Rappelons ici les grandes grèves de la période de 1905, dans l'ancienne Russie<sup>228</sup> ; ou bien le mouvement des ouvriers occupés dans les aciéries, en 1919, aux États-Unis<sup>229</sup>, la grève des cheminots de France, en 1920<sup>230</sup> ; les grèves

---

<sup>228</sup> Le 3 janvier 1905, des milliers d'ouvriers étaient en grève à l'usine Poutilov. La grève s'étend les jours suivants, gagnant tous les secteurs de l'industrie, du commerce et des transports. Le 9 janvier 1905, la troupe tire sur une manifestation pacifique, tuant des centaines d'ouvriers et en blessant des milliers. Durant les mois qui suivirent, des milliers de grèves économiques éclatèrent dans tout le pays, touchant 122 villes et villages, plusieurs mines du Donetz, les compagnies de chemin de fer. Le mouvement connaît une seconde vague déclenchée le 19 septembre par la grève des ouvriers typographes de Moscou qui revendiquaient une diminution des heures de travail, une augmentation du salaire aux pièces avec la prise en compte des signes de ponctuation. En quelques jours un mouvement de grève s'étendit aux autres grandes villes et se généralisa avec l'entrée en grève de 700.000 cheminots (cf. note 215, p. 221) et de tous les secteurs industriels et commerciaux. Devenue générale, la grève évolua alors en grève insurrectionnelle.

<sup>229</sup> Du 22 septembre 1919 au 8 janvier 1920, 350.000 ouvriers de la sidérurgie se mettent en grève à travers tous les États-Unis : c'est la « Great Steel Strike ». Les grévistes tentent d'occuper les aciéries en plusieurs endroits du pays, une vingtaine d'entre eux sont abattus par l'armée, la police ou les Pinkertons.

<sup>230</sup> Le 25 février 1920 commence une grève générale dans les chemins de fer qui s'étend aux mines du Nord et du Pas-de-Calais. À l'approche du 1<sup>er</sup> mai, la grève est décrétée illimitée et une demande de soutien est suivie d'effet : les marins et dockers s'engagent dans le conflit, suivis par les métallos et le bâtiment, puis par le gaz et l'élec-

minières de 1921 et 1926 en Angleterre<sup>231</sup> ; la grève générale en Angleterre<sup>232</sup>, etc. ; toute une série de grands conflits économiques en Allemagne<sup>233</sup> ; la grève de Łódź<sup>234</sup>, etc. Tous ces mouvements attestent à quel point l'envergure, l'étendue des grèves vont s'élargissant. Il y a beau temps qu'elles ont débordé le cadre de la fabrique, d'une seule entreprise ; elles embrassent des dizaines et des centaines d'entreprises, des industries entières, voire même l'ensemble d'un pays.

L'organisation des masses, la transformation de ces masses éparpillées en une armée organisée, le relèvement de la conscience de chaque combattant isolé à un niveau supérieur, voilà la tâche primordiale qui se pose devant les partis communistes et les syndicats révolutionnaires.

---

tricité. Face à cette grève sans précédent en France, le gouvernement réquisitionne des chemins de fer, et fait conduire les trains par des militaires et par des briseurs de grève. 15.000 cheminots grévistes sont licenciés. Le 22 mai, la grève est brisée.

<sup>231</sup> Le 15 avril 1921, les mineurs britanniques se mettent en grève contre des réductions de salaires, suivis par les cheminots et les travailleurs du transport. Le gouvernement qualifia la grève d'illégale, déploya l'armée, et les directions syndicales capitulèrent le 8 mai, laissant les mineurs lutter seuls jusqu'à l'automne où ils furent contraints à la capitulation. Pour les grèves de 1926, cf. l'introduction

<sup>232</sup> Sur la grève des mineurs et la grève générale de 1926 en Angleterre, cf. 13. *L'ISR et l'Angleterre*, p. 97.

<sup>233</sup> Notamment le lock-out de la Ruhr de 1928, cf. note 204, p. 205.

<sup>234</sup> Cf. note 205, p. 206.

## **Le risque est inséparable de la lutte**

J'ai dit tout à l'heure que la meilleure méthode, c'est l'offensive. Ordinairement, lorsque nous émettons cette idée, nous nous heurtons à l'objection suivante : n'est-ce point un risque énorme, pour la classe ouvrière, de perdre la bataille en déclenchant l'offensive ?

Évidemment, camarades, si nous avons la certitude à 100 % de remporter la victoire à chaque coup, il n'est point d'imbécile qui ne puisse assumer la direction du combat. Dès l'instant où tout est mathématiquement établi, que la victoire nous est assurée, tout marchera comme une mécanique.

Engels, dans ses lettres sur la guerre, écrivait : « *Il ne faut pas oublier qu'on ne saurait s'attendre à un succès complet de n'importe quel plan stratégique. Il peut toujours surgir des obstacles imprévisibles* »<sup>235</sup>. C'est-à-dire que notre plan, si bien conçu soit-il, et nous pouvons prendre toutes les précautions, bien organiser notre armée, rassembler toutes les ressources nécessaires, déployer un excellent travail d'agitation et de propagande, préparer

---

<sup>235</sup> « ... il est bon de rappeler que l'on ne peut jamais se fier à la réussite pleine et entière de ces plans stratégiques. Il survient toujours un accroc ici ou là », article de la *Pall Mall Gazette* du 2 août 1870, in Engels : *Notes sur la guerre franco-allemande de 1870-1871*, éditions Science marxiste, collection *Classiques*, Montreuil-sous-Bois, 2008, p. 17.

l'arrière, former les réserves, il n'en est pas moins vrai que la grève peut ne pas réussir.

À quoi cela tient-il ? À ce que la grève n'est pas une action unilatérale, tout aussi bien que la guerre. Dans la grève, tout est comme dans un mariage, il faut être deux. Les Français disent : « Pour se marier, il faut être deux », il en est de même pour la grève. Est-ce qu'un ouvrier peut débrayer contre soi-même ?

L'adversaire – les différentes organisations patronales de classe et l'État capitaliste en totalité – prend toute une série de mesures et de contre-mesures ; eux aussi, ils préparent une agression subite.

Il peut se faire que nous ne nous soyons peut-être pas rendu compte d'une faiblesse possible de notre part. Chaque combat comporte, à coup sûr, un risque, et quiconque recule devant le risque ne sauta jamais, en général, aboutir.

Un des théoriciens militaires français, Kulmann<sup>236</sup>, professeur à l'École Militaire Supérieure, dans son livre consacré à la tac-

---

<sup>236</sup> Frédéric Culmann (1870-1942) a commis de nombreux ouvrages d'histoire et de théorie militaires durant toute sa carrière (il publie ses premiers ouvrages comme capitaine et ses derniers comme général). Comme colonel, il enseigna dans l'entre-deux-guerres la tactique générale et la stratégie à l'École supérieure de guerre à Paris. Aujourd'hui tombé dans l'oubli, il jouissait à l'époque d'une grande autorité. Losovski cite ici son *Cours de tactique générale d'après l'expérience de la Grande Guerre*, Charles-Lavauzelle et Cie imprimeurs-éditeurs, Paris, 1921 (mais réédité à plusieurs reprises).

tique générale, écrit dans le chapitre intitulé : « Le risque allié à la prudence », ce qui suit :

*« Le risque est, bien entendu, d'autant plus grand que les objectifs poursuivis sont importants. La véritable victoire consiste non pas dans la tendance à éviter le risque, lequel est inévitable, mais dans le choix et dans la réalisation judicieuse des dispositions les plus propices au succès, sans rien omettre par légèreté et par inadvertance ».*

## **Pas d'omelette sans casser les œufs !**

Ainsi donc, un spécialiste militaire, un spécialiste de l'industrie homicide, comme disait Marx, confirme qu'il ne saurait rien y avoir sans risques. Si vous prenez les articles que Lénine a consacrés à la grève et à l'insurrection, vous verrez qu'il se dressait avec le plus grand acharnement contre les mencheviques quand ceux-ci déclaraient que telle ou telle action était vouée à l'échec, que telle ou telle grève sera perdue et qu'ils exigeaient 100 % de garanties.

Vous vous rappelez qu'au lendemain de l'insurrection de décembre 1905, Plékhanov avait dit qu'il ne « *fallait pas prendre les armes* ». Cette déclaration avait eu pour effet de provoquer une riposte cinglante de Lénine<sup>237</sup>, car

---

<sup>237</sup> « *Ainsi, rien de plus myope que le point de vue de Plékhanov, repris par tous les opportunistes et selon lequel il ne*

rien n'est plus facile que d'être, comme disent les Français, le « prophète du passé ».

Même au point de vue du passé, l'appréciation de l'insurrection était foncièrement mencheviste et ne tenait pas debout. En effet, toute défaite n'est pas entière. Il y a des défaites qui ne le cèdent en rien à une victoire totale. Et celui qui pense que l'on peut livrer le combat sans encourir de risque, s'élancer dans la bataille pour renverser la bourgeoisie sans aucun risque, sans perte, celui-là est un paltoquet consommé, une personne tout à fait inutilisable pour le mouvement communiste, une personne qui ne vaut pas un sou vaillant.

Le risque est partie intégrante de chaque lutte. Certes, nous ne serions pas des hommes politiques, mais des enfants en bas âge si nous voulions agir à l'inverse, si nous disions : à quoi bon peser les choses, à quoi bon se

---

*fallait pas entreprendre cette grève inopportune, "il ne fallait pas prendre les armes". Au contraire, il fallait prendre les armes d'une façon plus résolue, plus énergique et un esprit plus agressif ; il fallait expliquer aux masses l'impossibilité de se borner à une grève pacifique, et la nécessité d'une lutte armée, intrépide et implacable. Aujourd'hui nous devons enfin reconnaître ouvertement et proclamer bien haut l'insuffisance des grèves politiques ; nous devons faire de l'agitation dans les masses les plus profondes en faveur de l'insurrection armée, sans escamoter la question en prétextant la nécessité de "degrés préliminaires", sans jeter un voile là-dessus. Cacher aux masses la nécessité d'une guerre exterminatrice, sanglante et acharnée, comme objectif immédiat de l'action future, c'est se duper soi-même et duper le peuple. Telle est la première leçon des événements de décembre. » Lénine : Les enseignements de l'insurrection de Moscou, « Prolétari » n° 2, 29 août 1906, OC, Tome 11, pp. 172-173.*

préparer, allez-y carrément, sans autre forme de procès ». Ce ne serait plus de la politique, ni de la tactique, mais de l'enfantillage.

## **Est-il permis de battre en retraite en menant une lutte révolutionnaire ?**

Ceci étant, j'aborde une question tactique éminemment importante, celle de savoir s'il est permis, au travers de la lutte révolutionnaire, au travers de la grève, de la bataille politique, d'opérer un mouvement de repli. Ou bien, si l'on part de la nécessité de l'offensive, nous devons toujours accepter le combat et marcher de l'avant, indépendamment du rapport des forces ; est-il possible de manœuvrer, de battre en retraite pour se recueillir ?

Lénine, un jour, a donné cette définition : « *Un traité est un moyen de rassembler ses forces* »<sup>238</sup>. Il n'envisageait pas, en l'espèce, le contrat entre les ouvriers et le patronat comme une chose durable.

Il disait : dans la lutte, les ouvriers concluent tel ou tel contrat avec le patronat, mais ce n'est qu'une méthode qui consiste à rassembler leurs forces, pas plus.

---

<sup>238</sup> « *Il est ridicule de ne pas connaître l'histoire militaire, d'ignorer qu'un traité est un moyen de rassembler ses forces* » in *Discours de clôture de la discussion du rapport sur la guerre et la paix* (8 mars 1918), OC, Tome 27, p. 111.

Cela signifie qu'après avoir signé un contrat au sortir d'une grève, les ouvriers doivent se préparer à la lutte ultérieure.

C'est dans la mesure où ils se prépareront, où ils seront prêts qu'ils pourront sauvegarder les positions acquises et en conquérir de nouvelles.

Parlant de notre tactique, est-il possible, en général, de demander si la retraite est acceptable et si, après avoir reconnu que l'offensive est utile, devons-nous en tout état de cause, marcher à l'offensive et renoncer à toutes les manœuvres, voire même de conclure un contrat onéreux ?

La retraite est-elle admissible ? Oui, pourquoi pas !

On peut battre en retraite afin de conserver la force vitale de l'armée, d'en regrouper les formations, de l'instruire, de mettre un terme à sa démoralisation, etc.

Les guerres connaissent cette sorte de manœuvre. Nous avons vu cela, non seulement pendant la guerre, mais aussi en politique. Je crois que la plus grosse manœuvre dans cet ordre d'idées fut la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Ce fut un mouvement de repli. La paix signée à l'époque, sous la pression de la soldatesque allemande, était, comme Lénine le disait : « Une paix

ordurière »<sup>239</sup>. Toutefois, Lénine appelait, et il avait mille fois raison, à opérer la retraite.

Il a donné des articles traitant de la tactique d'une façon étincelante, en liaison avec la paix de Brest, alors que des flottements s'étaient fait jour dans le Parti sur cette question. Il cite l'exemple d'une armée qui a poussé bien avant sa marche sur le territoire de l'ennemi, d'une armée menacée d'être coupée, et il se demande s'il est possible pour une telle armée d'opérer un recul. Il répond que l'on peut et que l'on doit le faire, car le chef qui a conduit l'armée à une défaite mérite d'être fusillé<sup>240</sup>.

Ainsi, vous voyez que la limite est ici très complexe, très fragile, que les problèmes tactiques sont des choses très compliquées, la matière la plus ardue que vous ayez eu à étudier. Rien de plus facile, camarades, que de s'assimiler quelques centaines de pages, bon nombre de faits, d'apprendre par cœur une foule de citations et de les citer à propos, parfois même à tout bout de champ. Cela n'est pas autrement difficile.

Mais savoir, dans chaque pays donné, là où vous travaillez, savoir toujours ce dont vous

---

<sup>239</sup> La traduction est le plus souvent : « paix honteuse, humiliante » (par exemple dans le *Rapport sur la guerre et la paix*, 7 mars 1918, in *ibid.*, p. 103) ou « infâme » (par exemple dans la *Discours de clôture de la discussion du rapport sur la guerre et la paix*, 8 mars 1918, in *ibid.*, p. 114).

<sup>240</sup> L'image (que Losovski resserre) est dans *ibid.*, p. 112.

disposez, sur quelle armée vous pourrez vous appuyer, quelles sont les forces dont vous disposez, combien vous suivront, quelles sont les réserves que vous possédez, quel est l'arrière qui épaulera votre offensive, quand il faut attaquer ou reculer, quand il importe de s'élan- cer avec frénésie dans la mêlée, ou bien, la rage au cœur, temporiser ; c'est là, camarades, l'art le plus grand de la tactique bolcheviste. Il est applicable à la guerre, il est applicable à la guerre civile, à l'insurrection, aux batailles politiques et économiques.

La tactique est une chose complexe et ar- due ; aussi plus nous étudierons l'expérience, les méthodes et les formes de direction de la lutte économique et politique, plus nous étu- dierons le plus grand tacticien et stratège du mouvement ouvrier, Lénine, et, notamment, plus nous nous assimilerons sa méthode dia- lectique, et moins grandes seront nos fautes, et moins il en coûtera aux ouvriers de vos pays d'apprendre l'ABC de la lutte de classe, de pas- ser de telles formes à telles autres formes de lutte, des moins compliquées aux plus ingé- nieuses, de passer, en fin de compte, à la lutte pour la prise du pouvoir.

## **L'importance de généraliser l'échange d'expérience des luttes grévistes**

Peut-on appliquer les règles dont j'ai parlé tout à l'heure à telle ou telle grève, et comment faut-il y procéder ?

Certes, camarades, je ne voudrais pas que vous ayez l'impression que je tiens à donner à chacun de vous quelque chose comme un petit Baedeker<sup>241</sup>, ou bien une clef spéciale pour vous aider à surmonter toutes les difficultés que vous rencontrerez au travers de votre lutte de classe directe. Ces manuels n'existent pas, il est impossible de les rédiger.

Mais ce qui existe, ce qui a été écrit et ce qu'on peut encore écrire, c'est la vaste expérience, si peu ou si mal étudiée encore.

J'affirme que de tous les assistants, excepté les Polonais, nul ne sait ce qu'a été la dernière grève de Łódź<sup>242</sup>. J'affirme qu'excepté les Allemands, pas tous probablement, nul ne sait au juste ce qu'a été le lock-out de la Ruhr<sup>243</sup> et en quoi consistait notre tactique ruhroise. J'affirme qu'un pourcentage infime des personnes présentes, y compris aussi les Anglais, savent les détails de toute la lutte qu'ont menée les mineurs anglais, et toute la situation dans laquelle se trouvait le

---

<sup>241</sup> Guide de voyages connu de tous à l'époque.

<sup>242</sup> Cf. note 205, p. 206.

<sup>243</sup> Cf. note 204, p. 205.

mouvement ouvrier d'Angleterre pendant la grève générale<sup>244</sup>.

Il me serait aisé de citer ici toute une série d'autres pays, et si vous méditez, à tête reposée, au sortir de cette conférence, vous serez obligés de reconnaître que vous ne connaissez pas le mouvement gréviste de votre propre pays, que vous ne l'avez pas étudié, que vous n'êtes pas fixés sur toutes ses péripéties, et que vous ne savez pas à quels résultats la grève a abouti.

L'expérience d'un certain nombre de camarades, dans cet ordre d'idées, n'est pas seulement limitée au point de vue national, mais souvent même au niveau local. Or, l'expérience est considérable dans ce domaine. Prenons, par exemple, la grève du Textile du nord de la France<sup>245</sup>, grève éminemment intéressante, qui s'est poursuivie dans le cadre d'une influence notable des socialistes, grève qui a arraché à l'influence des réformistes de notables couches d'ouvriers, et qui a duré plusieurs mois à l'encontre des réformistes, de l'État et du patronat. Cette grève a fait fiasco, mais il n'en reste pas moins vrai qu'elle est un des plus grands épisodes de la lutte de classe en France.

---

<sup>244</sup> Sur la grève des mineurs et la grève générale de 1926 en Angleterre, cf. 13. L'ISR et l'Angleterre, p. 97.

<sup>245</sup> Cf. note 153, pp. 139-140.

Ou bien la grève de Łódz, la grève de Gastonia<sup>246</sup>, aux États-Unis, etc. Nous ne nous sommes pas appliqués à étudier ces batailles, l'expérience de ces mouvements passé sans nous effleurer. Ce qui a été accumulé d'expérience n'est point le patrimoine des ouvriers du pays en question, et encore moins des ouvriers des autres pays, cette expérience nous appartient à tous. C'est pourquoi nous pourrions, avant tout, recommander expressément à chacun de vous, d'abord, d'étudier les batailles grévistes de votre branche d'industrie ; en second lieu, les batailles de votre pays, et puis celles des autres pays. C'est alors que vous acquerrez un matériel de documentation étendu qui vous permettra de discerner nos côtés faibles et nos progrès.

Qu'est-ce qui a été écrit à ce sujet, durant cette dernière époque ? Infiniment peu de choses ; pas une seule brochure, que je sache, n'a été éditée sur le lock-out ruhrois, en Allemagne. Je ne sais si l'on a édité, ne

---

<sup>246</sup> La grève des travailleurs des filatures de coton de Gastonia, en Caroline du Nord, a eu lieu en 1929. Elle fut un échec sur le plan des revendications, mais elle a marqué une étape importante dans la structuration du mouvement ouvrier, et fut une des premières dans lesquelles le Parti communiste américain s'investit activement, à travers l'envoi de militants et de soutien matériel. La grève fut d'une grande violence : raids des policiers et des milices contre les locaux puis contre le village de tentes dressées par les grévistes après leur éviction des maisons appartenant à la compagnie, tentatives d'assassinat de syndicalistes, etc.

serait-ce qu'une seule brochure, sur la grève de Łódz.

Je sais qu'il a été édité quelques livres sur la grève générale et la grève minière en Angleterre, et que parmi ces livres on enregistre aussi celui du rédacteur de l'organe publié par le comité de grève *British Worker*, Hamilton Fife intitulé : « Dans les coulisses de la grève générale ». Hamilton Fife fut, avant la grève, un journaliste bourgeois et, la grève terminée, il regagnait la presse jaune. Il a été écrit bien peu de choses. Outre de petits articles, des proclamations, de la lyrique, nous n'avons que quelques brochures, et rien sur la tactique gréviste et le mouvement de grève.

## **L'étude détaillée de la lutte gréviste est à l'ordre du jour de l'IC et de l'ISR**

Or, camarades, nous ne pouvons pas nous contenter de lyrisme, lequel d'entre vous connaît le mouvement gréviste du Japon ? J'ai l'impression qu'il n'y en a pas beaucoup ; je dirais même que les camarades japonais ne sont pas plus avancés. Et le mouvement gréviste en Chine, et les grèves des Indes, et le mouvement gréviste en Australie ? Tout cela est peu connu, les livres sont inexistantes en la matière.

Je pense que l'IC et l'ISR n'ont fait que peu de choses dans ce sens, et la faute, bien

entendu, retombe en tout premier lieu sur nous et non sur vous. Quoiqu'il en soit, il faut reconnaître en toute franchise que sous ce rapport nous n'avons que très peu de matériel, que nous n'avons étudié que d'une façon superficielle toutes les questions se rattachant à la tactique gréviste, qu'il n'a été recueilli que très peu de matériaux spéciaux et instructifs.

On conçoit donc ce qu'il y a à écrire. Il importe de rédiger une histoire du mouvement gréviste à travers les pays. Je n'ose même pas rêver de voir paraître un nombre aussi considérable de volumes traitant du mouvement gréviste, que celui des livres écrits par les savants et militaires bourgeois à propos des guerres. Je consentirais qu'on n'en fasse, d'ici peu de temps, qu'au moins 10 %.

Il est de toute évidence que, parallèlement à l'aggravation de la lutte de classe, en même temps qu'elle déborde les limites de tels pays envisagés, alors que de grandes grèves et mouvements politiques commencent à se produire parmi les ouvriers des divers pays, le problème de l'étude des batailles, de l'expérience d'un seul pays commence à jouer un rôle d'une importance capitale pour les autres pays. C'est pourquoi pour l'IC et pour l'ISR, aussi bien que pour toutes nos sections, la question concernant les recherches spéciales à effectuer dans ce domaine se pose à l'ordre du jour.

Vous pouvez dire qu'il est impossible de faire des études maintenant sur la base des recherches qui vont être faites dans l'avenir. En effet, c'est très difficile, camarades. Aussi, je vous propose de poursuivre vos études à la lueur de l'expérience qui s'est accumulée déjà dans les différents pays. La généralisation de cette expérience par pays, le parallèle et les comparaisons à établir, l'étude comparative de cette expérience sont susceptibles de nous fournir un nombre considérable de données, qui nous aideront à résoudre correctement la question au cours des batailles à venir.

Pour terminer, je tiens à faire une seule observation. J'ai posé à dessein devant vous la question des grèves, sous une forme peu coutumière. J'ai abordé mon sujet par le côté qui sauta davantage aux yeux, et c'est pourquoi j'ai essayé de comparer la grève à un combat. J'ai tenté d'appliquer un certain nombre de règles élaborées par l'art militaire à la lutte gréviste.

Cela ne veut point dire, comme bien s'entend, que tout ce qui a été créé par la science militaire puisse être appliqué sans réserves, et que les œuvres volumineuses traitant de la stratégie et de la tactique de telles ou telles armes – infanterie, cavalerie, marine, chars de combat, flotte aérienne – puissent s'appliquer au mouvement de grève. Non, certes.

Je disais que l'armée gréviste est une armée spéciale, elle a ses particularités, une organisation spécifique. Il faut, lors de l'élaboration des règles, lors de l'étude de l'expérience guerrière, prendre ce qui est applicable à telle armée spéciale, en vue de résoudre la tâche spécifique qui s'impose à nous.

C'est ce qui constituera l'application dialectique de certaines importantes règles générales.

La dialectique léniniste doit être à la base de toute notre structure tactique ; elle doit être la base aussi de l'étude de l'expérience en matière de mouvement gréviste. Or, vous le savez, la loi fondamentale de la dialectique, c'est que *la vérité est concrète*.

L'étude concrète des faits, l'étude concrète de la situation, du rapport des forces, l'appréciation précise de nos effectifs et de ceux de l'adversaire, le choix judicieux du moment, tout cela est la condition nécessaire à une tactique juste, tant dans la lutte économique que dans le combat politique.



## **La stratégie et la tactique des grèves**

[Troisième conférence faite aux cours léninistes le 14 mars 1930.]

*Les méthodes de préparation des grèves. - L'éducation révolutionnaire de classe des travailleurs est la prémisse nécessaire à la fermeté de l'armée gréviste. - L'opinion des réformistes, des anarchistes et des communistes sur les fonds de grève. - La théorie anarcho-syndicaliste sur l'utilité des grèves spontanées. - Le choix du moment de l'action. - Problème de la direction du mouvement de masse. - Les avantages de la tactique offensive. - On ne peut vaincre en restant sur la défensive. - Différence entre la tactique de l'état-major ouvrier et celle de l'état-major de la bourgeoisie. - Sur l'exemple de la grève générale en Angleterre. - Les conditions de victoire d'une armée gréviste. - Le but de la grève doit être clair. - Il faut connaître exactement ses forces et celles de l'ennemi. - Se laisser prendre aux manœuvres de l'adversaire : voilà le plus gros danger. - Substance des résolutions de la Conférence de Strasbourg sur la stratégie et la tactique des grèves.*

## **Les méthodes de préparation des grèves**

Nous avons examiné avec vous les rapports qui existent entre l'économie et la politique, et précisé le rang que la grève tient dans l'arsenal de lutte de la classe ouvrière. Ma conférence d'aujourd'hui portera sur la stratégie gréviste et la tactique, autrement dit sur les méthodes et procédés de direction de la grève et aussi sur les tâches qu'impose la grève à l'armée et à l'état-major.

J'ai indiqué déjà, dans ma conférence précédente, les particularités originales inhérentes à l'armée gréviste ; aussi, la première question qui doit se poser devant chacun des simples participants à la lutte, comme aussi devant les dirigeants, est celle concernant la préparation et l'entraînement de notre armée.

La préparation d'une grève ne saurait être un acte simultané au déclenchement. Elle ne peut être résolue par une poussée d'agitation supplémentaire, à tel ou tel jour de la grève ; elle embrasse tous les côtés de notre activité et exige de nous un effort permanent d'organisation politique pour que l'armée soit à la hauteur de sa tâche au moment de la lutte. Il faut se rendre compte de ce qui se pratique chez les militaires et de la situation qui nous est faite au cours de la lutte économique.

Si l'armée destinée à la guerre, durant de longues années, - et avec chaque combattant isolé, pendant un certain laps de temps, - fait de l'entraînement, met en scène les péripéties de la bataille, fait des exercices tactiques et de grandes manœuvres, il est évident que nous ne pouvons en faire autant. Nous ne pouvons nous exercer à de grandes et à de petites manœuvres ; nous ne pouvons pas organiser des exercices tactiques d'ordre typiquement militaire susceptibles de donner de l'entraînement aux grévistes. Mais cela ne veut point dire que nous pouvons et devons laisser venir les événements en espérant simplement qu'au moment de la grève, le sens de classe et les intérêts de classe grouperont et souderont dans une mesure suffisante notre armée.

La préparation de notre armée à des actions précises impose tout d'abord un travail persévérant et de longue haleine au sein des masses, dans le sens du ralliement matériel, de l'éducation politique et de la cohésion de nos effectifs. Que cette préparation soit réalisée par la création et la stimulation de nos cellules du Parti dans les entreprises, par le groupement et la cohésion de nos forces autour des syndicats révolutionnaires ou bien autour de l'opposition syndicale, - il faut que ce travail se fasse quotidiennement, en tenant compte que chaque jour peut nous imposer une action précise et exiger de nous la preuve

du degré de notre préparation aux batailles à venir.

La première et la plus importante condition de la préparation à la lutte tient dans la structure de nos organisations sur la base de l'entreprise, la création de nos points d'appui là où les ouvriers sont occupés. Les formes d'organisation, perfectionnées par l'expérience durant les dix années d'existence de l'IC et de l'ISR, ont été suffisamment établies.

Il importe de partir de là, car il s'agit de préparer l'armée non point au moment seulement où il faut qu'elle s'ébranle pour livrer le combat, mais quand il y a trêve, entre deux batailles.

Ainsi, la création de points d'appui dans les entreprises, le groupement et le ralliement du maximum d'effectifs, l'élargissement de l'action aux inorganisés, sont les conditions nécessaires à la formation d'une armée sérieuse.

## **L'éducation nécessaire pour la lutte**

Une autre condition nécessaire pour faire aboutir le combat, c'est la compréhension, par chacun des combattants, par tous les ouvriers, des objectifs et des buts que nous nous proposons par notre lutte économique et politique.

Nous n'organisons pas mécaniquement telle quantité d'ouvriers ; nous n'aspirons pas seulement à accumuler, grâce à notre

organisation, telle ou telle quantité de ressources financières, etc. Nous avons la tâche de faire de chaque adhérent à notre organisation un lutteur réellement conscient. Autrement dit, notre travail d'organisation doit s'accommoder de l'éducation révolutionnaire de classe, méthodique, des ouvriers.

Un autre facteur de succès et pour soutenir le cran de notre armée, le degré de combativité, c'est l'entourer de sympathie.

Nous ne pouvons, jusqu'à ce que le capitalisme soit renversé, organiser la majorité des ouvriers ; ce n'est qu'après l'instauration de la dictature du prolétariat qu'il sera possible de grouper la grande majorité des ouvriers, d'en obtenir les sympathies et le soutien politique, et aussi la participation active des couches inorganisées à la lutte, lorsque celle-ci aura commencé.

## **La théorie anarcho-syndicaliste sur l'utilité des grèves spontanées**

Une question secondaire, mais non moins suggestive, est celle de l'« équipement », s'il faut s'exprimer en style militaire.

Dans les batailles actuelles, il est inconcevable qu'une organisation ouvrière puisse recueillir des sommes suffisantes pour soutenir les grévistes pendant un laps de temps prolongé, en particulier si leur nombre est de

centaines de milliers. Mais il ne faut pas en tirer les conclusions des anarchistes.

Nous entendons recueillir le maximum de ressources pour les utiliser au cours de la lutte.

Ces ressources peuvent être destinées au soutien direct des grévistes, à l'agitation et la propagande, aux éditions de littérature, tracts et affiches, etc.

Cette question ne saurait être examinée seulement au départ de la lutte, lorsqu'on est fixé sur son étendue. Mais il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'il est nécessaire de se préparer financièrement pendant la trêve, avant la guerre.

Nous avons déjà à ce sujet une certaine expérience dont il faut tenir compte.

Les syndicats réformistes ont accumulé, durant de longues années, des fonds de réserve. Et plus ils thésaurisaient, plus ils faisaient preuve de circonspection en matière de dépense. La caisse commençait à se transformer pour eux en un but en soi et pour autant que chaque grève comporte forcément des frais, nous assistons, avant la lutte, à une pression des dirigeants réformistes en vue d'éviter les grèves et pour ne pas avoir à engager des dépenses.

Cette tactique réformiste, consistant à éviter à tout prix la lutte pour conserver les ressources accumulées, provoquait, à l'antipode,

chez les anarchistes et les anarcho-syndicalistes, non seulement des mouvements de protestation (ce qui eût été juste), mais une théorie curieuse que voici :

Si le syndicat est riche, c'est *tant pis*, car l'accumulation le transforme automatiquement en une organisation conservatrice ; moins il y a d'argent dans ma caisse du syndicat, *tant mieux* ! En cette question, comme aussi pour toutes les autres, nous réfutons la théorie et la pratique réformiste et anarchiste.

## **L'opinion des réformistes, des anarchistes et des communistes sur les fonds de grèves**

À propos de la préparation aux batailles grévistes, il faut aussi se rappeler la théorie originale et la pratique à laquelle nous avons eu affaire longtemps, en particulier dans les pays latins, concernant les avantages des batailles spontanées.

Une préparation durable de la grève, le rassemblement sérieux des effectifs, leur cohésion au sein d'une organisation, tout cela apparaissait aux anarchistes et aux anarcho-syndicalistes comme une perte de temps et comme une chose dangereuse, car ils misaient toujours sur la spontanéité, l'impulsivité des mouvements, escomptant qu'une grève surgie spontanément ne se généralisera

pas avec moins de spontanéité et sans aucune préparation.

Il est évident qu'une théorie de cet ordre avait pour origine l'industrie insuffisamment évoluée des pays latins et au fur et à mesure que cette industrie se développait, que progressait le prolétariat et ses organisations, elle devait nécessairement disparaître.

Il est vrai que des vestiges de cette théorie continuent à subsister en Amérique latine, où le mouvement ouvrier évolue avec un retard sensible. Là-bas, dans un certain nombre de pays, on peut retrouver des débris de cette idéologie et de cette tactique.

Le point de vue de cette préparation sérieuse à la lutte de toutes les forces et ressources dont nous disposons pour assurer le maximum de chances à la victoire, doit se poser devant chaque prolétaire conscient.

Une préparation matérielle et politique des grèves, une préparation de l'opinion publique des ouvriers, constitue une nécessité que nombre de leaders, même éclairés, ne comprennent pas encore suffisamment. Aussi je souligne avec force la nécessité d'une préparation sérieuse de chaque mouvement gréviste, de toutes nos forces, afin de retenir le maximum de chances pour faire aboutir la bataille.

## **Le choix du moment de l'action**

Un problème important pour la lutte de la classe ouvrière est le choix du moment. Il ne dépend pas, bien entendu, que de nous.

Nous sommes en présence de deux forces belligérantes. Et le moment peut être choisi tantôt par l'une, tantôt par l'autre partie. C'est là une chose dont il faut toujours tenir compte et j'insiste avec une force toute particulière sur la nécessité pour notre armée de se tenir toujours prête, puisque le choix du moment peut être fixé par nos ennemis.

De quoi dépend le choix du moment ?

À quoi tiennent la déclaration de grève et le passage à l'action directe ? Comment déterminer avec le plus d'exactitude le moment le meilleur ?

Il est évident que pour autant qu'il s'agit de batailles économiques, de la place qu'elles tiennent dans la lutte de classe dans leurs rapports avec les batailles politiques, elles dépendront de la conjoncture du marché. Suivant qu'il y a crise ou renouveau, chômage ou activité dans telle branche d'industrie, variation des prix sur le marché mondial et intérieur, nous pourrons déterminer le moment du départ de l'action directe.

Chacun de vous doit se rendre compte pourquoi la conjoncture économique joue un

A. Losovski - La grève est un combat !

si grand rôle lorsqu'il s'agit de fixer le départ de la lutte.

Là où il y a crise, chômage étendu et où la situation, de ce fait, est avantageuse pour le patronat - la lutte est plus compliquée, - l'action sous forme de grève se heurte à de multiples difficultés ; aussi, le problème de la conjoncture joue sans doute un rôle sérieux dans le choix du moment.

## **La lutte en période de crise**

Cependant, nous commettrions une grande faute politique si nous subordonnions le moment de la lutte économique à la seule conjoncture en concluant que dans les moments de crise, de chômage, les grèves sont vouées d'avance à l'insuccès et qu'il vaut par conséquent mieux ne pas commencer le mouvement. Cette conclusion serait fautive. Pourquoi ? Mais parce que le choix du moment ne serait conditionné qu'à un seul des phénomènes, et non point à l'ensemble.

En présence de la crise et du chômage étendu, il peut arriver, et il arrive, que les ouvriers, pour ne pas voir leur situation empirer, sont obligés de débrayer collectivement contre l'ennemi de classe, afin, d'une part, de défendre les positions conquises et, d'autre part, d'arracher des concessions au patronat. Voilà pourquoi on ne peut dire : la lutte économique

est impossible en période de crise et de chômage : à bas la grève !

Cette théorie et cette pratique sont défendues et réalisées par les réformistes. Renonçant, en général, à la lutte contre la bourgeoisie, ils aiguillent constamment leur attention sur le problème de la conjoncture, et quand elle est favorable, ils annoncent : à quoi bon appliquer des moyens de lutte aussi coûteux, dès l'instant où nous pouvons arracher des concessions en négociant ?

Que la conjoncture soit bonne ou mauvaise, impossible de lutter. Voilà la théorie et la pratique réformistes. Nous ne pourrions adopter ce point de vue sans rompre avec l'essence même de nos conceptions communistes, sans rompre avec les fondements de la tactique révolutionnaire.

Il ne faut pas perdre de vue ce qui suit : *plus la crise économique est considérable, plus le chômage est étendu et plus la lutte économique acquiert un caractère politique nettement défini*. Pourquoi ? Mais parce que l'ouvrier, accablé par le chômage intense ou encore à l'usine, mais se sentant menacé du chômage, se rend compte de l'extrême insuffisance d'une grève comportant seulement des revendications étroitement économiques. Dans ces périodes, les batailles économiques s'interpénètrent intimement avec la lutte politique ; les revendications économiques se combinent avec les

revendications politiques et il se produit un processus rapide d'éducation révolutionnaire des masses. Autrement dit, dans les périodes de crise et de chômage étendu, les masses suivent un cours d'ABC politique de courte durée.

## **Les avantages de la tactique offensive**

Passons maintenant au problème de la direction du mouvement de masse, en particulier lorsque la grève est déclenchée.

L'état-major joue un très grand rôle dans la lutte. Nous le savons par l'expérience de nos partis, par l'expérience de la guerre, de la vie politique, du mouvement syndical, etc. Aussi, la question relative à la direction : comment doit et ne doit pas agir l'état-major au cours de la lutte, acquiert-elle une importance considérable.

Le principe fondamental établi pour la guerre et la lutte de classe, c'est l'avantage des manœuvres offensives. Les compétences militaires ont établi de longue date que la défensive ne saurait aboutir à la victoire.

Un des plus grands spécialistes militaires allemands, Moltke, celui-là même qui a vaincu dans la guerre franco-prussienne, et non celui qui a été vaincu au cours de la dernière guerre impérialiste, a établi « *qu'une armée se trouvant en état de défensive permanente ne*

*peut jamais vaincre* ». C'est là la maxime élémentaire et la plus universellement connue de la stratégie et de la tactique militaire.

## **Sur l'exemple de la grève générale en Angleterre**

Pour vous montrer, avec un exemple pris sur le vif, comment il faut et comment il ne faut pas diriger la lutte, je tiens à m'arrêter à la dernière grève générale en Angleterre, où se révèlent tous les côtés négatifs de la direction, tout le préjudice et la nature traîtresse d'un état-major de cet ordre.

Ce qui apparaissait surtout aux yeux de chaque observateur, pendant la grève générale de 1926 en Angleterre et devant qui-conque s'intéressait tant soit peu aux événements anglais, c'est la différence entre la tactique de l'état-major ouvrier et la tactique de l'état-major bourgeois.

L'état-major des grévistes était, vous ne l'ignorez pas, le Conseil Général des Trade-Unions<sup>247</sup> ; l'état-major des classes régnautes était représenté par le gouvernement de Baldwin<sup>248</sup>.

---

<sup>247</sup> La principale instance dirigeante du *Trades Union Congress*, l'organisation fédératrice des syndicats britanniques, est son *General Council*, son Conseil général, désigné lors du congrès annuel du TUC. Le Conseil général, dont parle ici Losovski, élit parmi ses membres un *Executive Committee* (Comité exécutif).

<sup>248</sup> Né dans une famille d'industriels, leader conservateur, Stanley Baldwin (1867-1947) fut plusieurs fois ministre

Qu'y a-t-il eu de remarquable au cours de cette grève générale de neuf jours ? C'est la tactique offensive du gouvernement et la tactique défensive du Conseil Général.

Alors que le gouvernement avait mobilisé, avant et pendant la grève, toutes ses forces pour attaquer les ouvriers et les désorganiser, briser leur résistance ; alors qu'au jour le jour, il accentuait son offensive militaire (mobilisation des unités militaires), le Conseil Général déclamait qu'il ne faisait que se défendre, qu'il ne se proposait aucune tâche politique et qu'il n'entendait pas du tout passer à l'offensive.

D'une façon générale, le principe de cette argumentation est admissible. On peut admettre une manœuvre stratégique où, tout en attaquant, nous affirmons que nous nous défendons.

Rappelez-vous que dans les jours d'Octobre, après que le Comité Militaire Révolutionnaire ait été constitué à Petrograd, nous avons continué à proclamer que nous nous défendions.

C'était là une manœuvre stratégique de notre part.

Nous déclarions nous défendre, être sur la défensive ; or, en réalité, nous menions une offensive à outrance.

---

et Premier ministre. Il sera l'homme de la lutte contre la grève générale de 1926, qu'il saura combattre efficacement et faire terminer en neuf jours.

Mais le cas du Conseil Général était tout autre. En vérité, il ne faisait que se défendre sans songer à passer à l'offensive, alors que l'état-major des classes régnautes, c'est-à-dire l'armée adverse, opérait une attaque sur toute la ligne.

Il sautait encore aux yeux que la bourgeoisie avait posé dès le début la question de la grève sur le terrain politique : classe contre classe.

La bourgeoisie, en attaquant les ouvriers, proclamait que la grève était politique, car un mouvement déclenché par des millions d'ouvriers, quelles qu'en soient les revendications, n'est autre chose qu'un mouvement contre l'ordre établi.

Certes, dans le fond, la cause était juste.

Or, que faisait le quartier général de l'armée ouvrière, que faisaient ceux du Conseil Général ?

Ils disaient : pas de politique, la grève se propose des buts et des tâches nettement économiques, elle ne s'assigne pour devoir que d'aider les mineurs à défendre leur 10-12 % de majoration des salaires. En masquant la signification de ce mouvement de millions de travailleurs, le quartier général de l'armée ouvrière livrait pieds et poings liés cette armée, qui laissait échapper le but principal et était conduite les yeux bandés.

Un autre phénomène retenait l'attention : le quartier général de la bourgeoisie anglaise avait fait preuve d'une grande témérité et élasticité dans la lutte, tandis que le quartier général des Trade-Unions s'était montré d'une timidité, d'un désintérêt, d'une poltronnerie et d'une félonie honteuse, de peur que cette grève n'entraîne des conséquences telles que les masses cessent d'être dociles de peur de voir sortir de ce mouvement, au lieu des objectifs étroits qui étaient posés devant la grève, quelque chose de plus grave.

Hardiesse et élasticité de manœuvre, d'une part ; couardise, traditionalisme, abandon honteux des règles élémentaires de la lutte, entêtement et inintelligence, d'autre part.

J'ai employé le terme « inintelligence » dans un sens conventionnel. Le fait est que les dirigeants du Conseil Général se rendaient parfaitement compte de la situation et camouflaient à dessein le caractère et le contenu de la lutte ; autrement dit, ils rétrécissaient à dessein, ils canalisait le mouvement qui pouvait, dans une mesure appréciable, s'élargir et prendre pour la bourgeoisie des proportions menaçantes.

Enfin, ce qui saute encore aux yeux, en comparant la direction des deux états-majors, c'est l'utilisation de toutes les ressources de la bourgeoisie et de l'autorestriction du quartier général des Trade-Unions.

La bourgeoisie avait mobilisé l'armée, la presse, les transports en commun ; elle avait enrôlé des volontaires au moyen desquels elle s'était mise à reconstituer les transports, elle avait mobilisé des centaines de milliers de fils de bourgeois, créé des équipes spéciales qui œuvraient en complicité avec la police et les troupes, etc. Autrement dit, le quartier général de la bourgeoisie cherchait à lancer sur le champ de bataille tout ce qui était en son pouvoir pour réprimer le mouvement, en accaparant et en étendant ses positions, en faisant participer à la lutte de nouvelles réserves, en mobilisant toutes ses forces et en les lançant à l'assaut.

Que faisait pendant ce temps le quartier général des Trade-Unions ?

En appelant à la grève, il redoutait son extension ; il exhortait les nouveaux détachements d'ouvriers à ne pas la faire et aux centaines de propositions des ouvriers organisés et inorganisés pour entrer en bataille, le Conseil Général répondait invariablement : « Ce n'est pas la peine, continuez à travailler ».

On voit ainsi, d'une part, l'entraînement des réserves, la concentration des effectifs, la mobilisation de toutes les ressources, le transfert d'un endroit à un autre de tout ce dont dispose la bourgeoisie ; d'autre part, piétinement sur place, recul, crainte de faire appel à de nouvelles forces, aux masses.

Voilà, camarades, la comparaison sommaire des tactiques respectives des deux états-majors. Tous les avantages, bien entendu, étaient du côté de la bourgeoisie. Il est évident qu'on ne saurait exiger que les gens du Conseil Général aient fait preuve d'une plus grande résolution ou qu'ils aient appliqué le fameux apophtegme de Danton : « De l'audace, encore de l'audace »<sup>249</sup>. En l'espèce, une autre règle jouait : de la poltronnerie, entre de la trahison, et toujours de la poltronnerie et de la trahison.

Cet exemple, comme je l'ai déjà dit plus haut, nous fournit une grande quantité d'exemples qui nous permettent de voir comment il ne faut pas diriger la grève. En étudiant au jour le jour tout ce qui s'est passé en Angleterre durant ces neuf jours ; en lisant le *British Worker*, c'est-à-dire l'organe que publiait de Conseil Général au cours de la grève ; en examinant avec attention toutes les dispositions du Conseil Général et de l'Exécutif du Parti travailliste, on voit que la tactique du Conseil Général était vouée d'avance à la défaite.

Rappelons seulement que le quartier général de l'armée ouvrière avait des dirigeants qui couraient constamment au quartier général

---

<sup>249</sup> Discours à l'Assemblée nationale du 2 septembre 1792, alors que les armées du duc Brunswick marchaient sur Paris.

ennemi pour rechercher des ententes, offrir toutes sortes de formules, comme si une simple formule pouvait décider de la chose alors que les masses descendent dans la rue. Ce qui conditionnait surtout la tactique du quartier général de l'armée ouvrière en cours de grève, c'était la peur des masses, la peur de l'activité des multitudes.

Les gens du conseil Général se rendaient parfaitement compte que la grève partie pour des revendications essentiellement économiques et entraînant des millions d'ouvriers, ne pouvait en rester là, si des effectifs toujours renouvelés y étaient entraînés et si les ouvriers continuaient à heurter de front la force organisée de l'État.

Ils ont cessé la grève, ils ont traité à merci avec le vainqueur, parce qu'ils redoutaient leur propre armée, parce qu'ils craignaient que cette armée n'engage le combat pour de bon.

Voilà le sens de la manœuvre entreprise par le Conseil Général des Trade-Unions, voilà le sens de la manœuvre entreprise par l'Exécutif du parti travailliste.

## **Les conditions de victoire d'une armée gréviste**

Qu'est-ce qu'il faut donc pour conduire l'armée à la victoire ?

Quelle est l'orientation fondamentale ou les règles fondamentales qui doivent guider la conduite de l'état-major au travers d'une lutte économique et politique de masse ?

J'ai parlé des grandes lignes de cela dans ma précédente conférence. Maintenant, je tiens à marquer, avec plus de précisions et sur la base de l'expérience, les règles sur lesquelles il faut se guider pour conduire l'armée gréviste vers la victoire.

J'ai aussi indiqué la principale règle : la tactique offensive, car seule cette tactique nous permet d'assurer l'initiative et de prendre au dépourvu l'adversaire, de choisir le moment pour frapper le grand coup, de définir les formes et le caractère de la rencontre<sup>250</sup>. La tactique offensive apparaît comme la condition primordiale pour la victoire. Je souligne, une fois de plus, la règle fondamentale de la stratégie et de la tactique « on ne saurait vaincre en se tenant constamment sur la défensive »<sup>251</sup>.

---

<sup>250</sup> Ce n'est pas l'avis de Clausewitz : l'armée sur la défensive peut reculer ou manœuvrer jusqu'à l'endroit et au moment où elle accepte de livrer la bataille voulue par l'armée à l'offensive.

<sup>251</sup> Clausewitz soutient que la défensive est la forme supérieure de la guerre, mais qu'elle ne pourrait convenir à un objectif positif (une conquête). Rappelons que la forme défensive de la guerre ne signifie pas la passivité ni l'absence d'initiative. Une défensive bien menée doit conduire à l'inversion du rapport de force et ce n'est qu'alors que le défenseur passe à l'offensive.

Une autre règle éminemment importante, et dont il faut tenir compte au cours de lutte, concerne la consolidation et l'augmentation de nos effectifs.

Il ne faut pas oublier, je l'ai déjà dit, que notre armée est basée sur le principe du volontariat ; aussi, l'entraînement de nouveaux effectifs, l'extension de la lutte gréviste à d'autres branches industrielles, à d'autres régions, l'entraînement des réserves, constituent la principale condition de la victoire<sup>252</sup>. Ici, le plus dangereux, c'est, comme nous l'avons vu en Angleterre, la peur des masses, l'idée que moins de détachements seront lancés à l'assaut, et plus les manœuvres seraient rendues faciles.

La question de l'accroissement de nos forces, de l'utilisation de toutes nos ressources, de l'entraînement de renforts de plus en plus renouvelés de notre arrière prolétarien, est une condition de la plus grosse<sup>253</sup> importance pour la victoire.

---

<sup>252</sup> On voit ici apparaître le second sens du mot « réserves » : non plus les familles des grévistes, mais les grévistes potentiels des autres secteurs, régions, etc.

<sup>253</sup> Ce « grosse » confirme que ce texte a été traduit de l'allemand... Losovski l'a écrit en russe. Donc les citations de Clausewitz ont subi les traductions suivantes : allemand > russe > allemand (sans retour à la citation originale allemande) > français (toujours sans recherche de la formulation originale). Les traducteurs ignoraient Clausewitz : il est erronément orthographié Klausewitz (ce qui a été corrigé dans cette édition). On ne s'étonnera pas que ces citations soient méconnaissables...

Autre condition : le relèvement de l'activité et de l'initiative des masses. Le plus périlleux, en cours de grève, c'est le calme des grévistes ; c'est, lorsque les grévistes restent tranquillement à la maison à attendre les événements.

Cette tactique peut entraîner la défaite. Chaque ouvrier et ouvrière participant à la grève doit constituer une force agissante dans la lutte, tant dans les manifestations que dans la lutte contre la désertion du front ouvrier, contre la jaunisse<sup>254</sup>, etc.

Il faut soutenir et alimenter la volonté de lutte des masses. Stimuler l'activité et l'initiative des masses, entraîner des forces toujours nouvelles à la bataille, voilà un problème de la plus haute gravité dont dépendra l'issue de la lutte.

Il faut comprendre aussi la nécessité d'établir une liaison suivie, ininterrompue entre tous les secteurs de l'armée et le quartier général. Dans les batailles des masses, il est dangereux de voir les organismes de direction se détacher de l'armée. Au cours d'une guerre, aussi, l'écart de l'état-major peut, comme vous savez, entraîner la défaite ; or, en l'espèce, le danger est encore plus grand.

---

<sup>254</sup> Si le terme de « jaune » est resté, celui de « jaunisse » pour désigner la tendance des ouvriers non-grévistes a quasiment disparu. Il était courant à l'époque de la conférence de Losovski.

## **Le but de la grève doit être clair !**

Pourquoi ?

Mais parce qu'avec le principe du volontariat sur lequel repose l'armée des grévistes, il faut que chaque combattant se rende compte des buts et des objectifs de la lutte ; il importe surtout que toute la masse s'assimile les formes et méthodes de lutte appliquées par l'état-major ; il faut qu'il y ait, surtout, une liaison permanente, qu'un service d'information des masses soit assuré, qu'un contact subsiste entre les différents groupes de grévistes, que les organes de direction soient comptables devant les masses et que celles-ci participent à l'action directe.

## **Désagréger les forces ennemies**

Une condition très importante de la lutte, c'est le travail de désagrégation de l'armée adverse.

L'armée de notre adversaire est composée de formations spéciales de divers ordres. Il y a là des formations de police bien charpentées, des organisations anti-grévistes, des équipes fascistes, des volontaires spécialement mobilisés dans la bourgeoisie, des soldats, des matelots, des formations du génie, etc. Certaines formations de cette armée adverse sont réfractaires à la désagrégation, par exemple des équipes spécialement enrôlées

parmi les avortons bourgeois, les organisations fascistes ; d'autres formations spéciales de l'armée ennemie (soldats, matelots, formations du génie, etc.) peuvent être désagrégées, et toute l'attention dans la lutte doit être portée sur les formations militaires construites sur le principe de la mobilisation générale, sur la flotte et les autres unités militaires de la bourgeoisie comprenant certaines couches de travailleurs.

Il importe aussi dans la lutte de livrer le combat par tous les moyens. Tous les moyens qui conduisent à la victoire de la bourgeoisie sont bons, sauf ceux qui entraînent la désagrégation de notre propre armée.

Je tiens à m'arrêter ici à plusieurs méthodes appliquées dans des pays isolés pour montrer qu'il importe de méditer attentivement les méthodes et les formes de lutte et de ne pas oublier que, pour triompher dans la bataille contre la bourgeoisie, il faut avant tout s'appuyer sur les forces du prolétariat.

## **Ne pas se laisser manœuvrer**

J'ai dit tout à l'heure que tous les moyens sont bons pour combattre la bourgeoisie, mais il ne faudrait pas le comprendre comme par exemple en Amérique dans les syndicats de l'Habillement qui, au cours de la grève de 1926, avaient dépensé des centaines de milliers de

dollars pour corrompre la police, afin que celle-ci aide la grève au lieu de l'entraver.

Je ne sais si de telles méthodes ont été appliquées dans les autres pays. Il paraît que non. Mais il est certain que, aux États-Unis, elles ont été inopérantes, parce que les policiers ayant accepté l'argent n'en continuèrent pas moins à matraquer les grévistes, si bien que ces derniers payaient pour être assommés. En parlant d'appliquer tous les moyens de lutte contre la bourgeoisie, je n'ai point en vue les méthodes qui désorganisent nos rangs, sans désorganiser, d'aucune manière, les rangs de nos adversaires.

Afin que la grève soit effective, il faut que chaque ouvrier du rang prenne conscience de la lutte. Or, cela n'est possible que si le but poursuivi est net et précis. Il faut, en cours de lutte, réduire le nombre de tous les mots d'ordre et revendications au minimum.

Les mots d'ordre et les revendications doivent être formulés brièvement, d'une façon concise et intelligible.

Il faut qu'il y ait le moins de philosophie et le moins de mots d'ordre compliqués possible. Plus il y aura de simplicité, de précision, de clarté dans la rédaction des mots d'ordre et des revendications, plus il sera facile de mobiliser les masses et de les rallier autour de ces revendications.

Le plus grand danger dans la lutte, c'est de s'en laisser imposer par les manœuvres de nos ennemis : « À la guerre comme à la guerre ». Il est naturel qu'en cours de lutte, chacune des armées fasse en sorte de désorganiser et démoraliser l'armée adverse.

## **Le rôle de la presse bourgeoise**

Les forces de nos ennemis sont colossales. Ils disposent d'une presse grandiose, d'un personnel qualifié et spécialisé de collaborateurs, toutes les compétences scientifiques et littéraires sont aux côtés de la bourgeoisie, l'église est aussi rangée derrière elle. Et cette presse gigantesque sème chaque jour la panique, donne toute sorte de renseignements fantaisistes, jusqu'à dire que la grève est brisée, alors que non seulement elle n'est pas terminée, mais suit une ligne ascensionnelle.

Tout cela peut démoraliser et désorganiser les rangs des grévistes. Aussi est-il nécessaire d'aiguiller leur attention sur la lutte contre les manœuvres bourgeoises de tous ordres, contre les manœuvres de la presse bourgeoise, afin que les ouvriers ne soient pas démoralisés, et que leur esprit de combat ne fléchisse pas, par suite des renseignements paniquards que fournit la presse. Il faut qu'ils sachent ce qui se passe dans toutes les régions touchées par la grève. Si l'état-major est coupé de l'armée, si nous ne réussissons pas à

créer un service d'information susceptible de tenir les grévistes au courant de tout ce qui se passe, si une région est séparée de l'autre, la presse qui nous est hostile pourra semer la panique et la grève sera brisée, quel que soit l'état d'esprit de l'organisme de direction et si grand que soit le nombre des bonnes résolutions qu'il aura adoptées.

Chaque gréviste doit savoir ce qu'il en est. Nous devons construire toute notre activité, en cours de grève, de façon à ce que les masses n'aient pas un seul gramme de confiance en ce qu'écrit la presse bourgeoise et social-démocrate. Sinon, la grève sera vouée à l'échec.

## **Connaître les manœuvres habituelles de l'ennemi**

Mais les manœuvres de nos ennemis ne consistent pas seulement en ce que la presse communique des renseignements mensongers ; elles empruntent encore une autre voie.

Quand la grève bat son plein, les patrons, par l'intermédiaire de toute sorte de médiateurs libéraux et sociaux-démocrates, proposent des compromissions ; on lance des bobards pour annoncer des offres avantageuses et dire qu'il est inutile de faire grève alors qu'on peut tout obtenir sans coup férir... Il arrive souvent que des communications ou des déclarations grandiloquentes soient faites ; on établit l'arbitrage obligatoire avec

un arbitre « neutre », et c'est sur la base de ces déclarations ou de l'arbitrage promis que nous voyons les réformistes torpiller la grève ou proposer aux grévistes d'attendre que les patrons aient rempli leurs promesses.

Le plus grand danger est de croire aux paroles et aux promesses patronales et réformistes, en cours de grève, le plus grand danger est de se démobiliser en cours de grève, sans avoir mené le combat jusqu'au bout.

### **Connaître nos forces...**

En cours de lutte, il est éminemment important de connaître au juste les forces dont nous disposons ; de savoir combien nous pouvons entraîner de réserves, quel est le moral de notre armée, s'il n'y a pas de désertions, s'il y a affluence d'effectifs ou si la grève commence à décroître. Il faut savoir surmonter les hésitations au sein des masses.

Établir au juste ce dont nous disposons à tel moment, quels sont nos effectifs, si l'on peut encore longtemps tendre nos efforts, - tout cela réclame un sens politique fortement développé et un grand flair, ce à quoi on ne saurait aboutir que par l'expérience et par un grand attachement à la cause de la classe ouvrière.

## **...et les forces de l'ennemi**

Il importe, non seulement de connaître ses propres forces, mais encore celles de l'ennemi, car, à l'heure présente, il est plus difficile de combattre à l'aveuglette que par le passé. La connaissance des forces ennemies nous rend plus facile la lutte.

Bien entendu, en tenant compte des forces ennemies on peut être amené à conclure – et c'est très souvent le cas des réformistes, – que l'ennemi étant très fort, bien organisé, disposant de ressources énormes, de toutes les forces de l'État, etc. – la lutte est impossible. Non, évidemment, nous devons connaître les forces de l'ennemi, non point pour en tirer des conclusions paniquardes et défaitistes, mais pour savoir à qui nous avons affaire, pour connaître exactement la force de puissance opposée à notre offensive.

Le plus grand danger, en toute lutte, et notamment dans les grèves, c'est d'agir à l'aveuglette. Une telle lutte peut facilement aboutir à la défaite. Ne sont pas moins dangereuses, en cours de grève, les tendances au pessimisme qui surgissent souvent parmi les grévistes, par suite de la durée de la grève, de l'absence de secours, de la famine des enfants, de la pression policière, de la pression exercée par les couches retardataires des ouvriers, etc. La panique dans les rangs de l'armée est très

dangereuse, mais elle l'est encore davantage lorsqu'elle se saisit de tout l'état-major dirigeant. Il ne doit pas y avoir de place pour les paniquards dans l'état-major dirigeant (comités de grèves et de lutte), parce que ce sont les organisateurs de la défaite.

Camarades, il m'est impossible de m'arrêter plus longuement à toute une série d'autres règles qui s'imposent à l'état-major dirigeant la grève, mais je pense que cela suffit pour comprendre l'orientation de notre travail, les formes et méthodes d'organisation de l'armée gréviste, les formes et méthodes de direction de la grève et la composition de l'état-major de notre armée.

## **Il faut étudier les résolutions de la Conférence de Strasbourg**

Ceci étant, la question qui se pose : dès l'instant où un si grand nombre de conditions sérieuses s'imposent, comment est-il possible de vaincre, alors que, dans une série de grands pays, les syndicats sont dirigés par des agents avérés du capital, alors que l'état-major constitué par ces agents n'est qu'une arme aux mains des capitalistes ?

Il en était ainsi, pendant la grève en Angleterre, au cours des batailles économiques aux États-Unis, en Tchécoslovaquie, en France, au Japon, etc.

D'abord, les réformistes font opposition à la grève et, lorsqu'ils ne peuvent pas la conjurer, ils en prennent la tête pour la briser au moment décisif et trahir les grévistes.

De la sorte, une question sérieuse se pose devant nous, celle de savoir comment nous devons, dans les conditions actuelles, alors que des agents du capital sont à la tête des plus grands syndicats réformistes, et dont la tactique peut être formulée en termes ordinaires : *prendre la tête, pour décapiter* ; comment assurer la direction juste des batailles.

Comment s'y prendre ?

À cette question, nous répondons par les décisions du Komintern et de l'ISR de ces deux dernières années, sur la constitution, par l'ensemble de la masse, de comités de grève et de lutte, chargés de livrer le combat malgré et contre les syndicats réformistes, malgré et contre les agents du capital.

Que veut dire : créer des comités de grève ou des comités de lutte ? C'est constituer un état-major, un organisme de direction qui doit savoir, à la faveur de l'expérience acquise, et en utilisant tous les progrès du mouvement ouvrier international, conduire les masses à l'assaut.

Nous avons essayé, au IV<sup>e</sup> Congrès de l'ISR, au cours d'une conférence spéciale sur la tactique et la stratégie grévistes, tenue en janvier 1929, à Strasbourg, et ensuite au X<sup>e</sup> Exécutif

élargi de l'IC, de définir la ligne tactique fondamentale de la direction des batailles économiques, et les formes et méthodes de direction de ces batailles.

Je tiens à m'arrêter ici sur les décisions de la conférence strasbourgeoise, cette conférence ayant élaboré, avec force détail, des résolutions concernant la direction des batailles économiques.

Je ne sais si vous connaissez les décisions de cette conférence. J'en doute. C'est pourquoi je tiens, en quelques mots, à vous en rappeler la nature, dans l'espoir que tous nos auditeurs ne manqueront pas de se familiariser avec ce qui a été adopté à la conférence.

Celle-ci a adopté une résolution étendue comportant les chapitres suivants :

4. Préparation des masses aux grèves et lockouts.
5. Les formes, le caractère et les fonctions des organismes de lutte.
6. Notre tactique dans les comités de grève démocratiquement élus.
7. Direction, et non commandement.
8. Les rapports entre les comités de grève et l'appareil syndical réformiste.
9. Le problème du front unique pendant les grèves et lockouts.

10. Les piquets ouvriers et les groupes d'autodéfense.
11. Les « grèves sauvages » ou non officielles.
12. Élargissement du terrain d'opération. Le problème des réserves.
13. Continuation de la lutte après le torpillage de celle-ci par les réformistes.
14. Comment empêcher un torpillage de la lutte ?
15. Les grèves dans les pays à mouvement syndical scindé.
16. Les grèves dans les pays du fascisme et de la terreur blanche.
17. Méthodes de politisation des grèves.
18. Les formes et méthodes de mobilisation de l'opposition syndicale dans le pays.
19. Le travail parmi les ouvrières et les compagnes d'ouvriers.
20. Les formes et méthodes d'entraînement de la jeunesse prolétarienne à la lutte active.
21. Organisation des secours aux chômeurs.
22. Les problèmes d'information et de liaison.
23. Liaison avec les organisations sœurs des autres pays.

Je ne vous ai cité, camarades, que le sommaire ; n'allez pas croire que je vais vous donner lecture du texte. Vous savez tous lire

et écrire, et si vous n'avez pas encore lu ces décisions, vous feriez bien de les lire attentivement, non pas une fois, non pas deux fois, mais à plusieurs reprises, un crayon à la main. Il ne suffira pas d'en faire la lecture, il faudra, de plus, méditer sur ce dont vous aurez pris connaissance, et c'est alors que vous comprendrez que la conférence sur la stratégie gréviste de Strasbourg a élaboré sa résolution sur la base de la plus vaste expérience internationale en matière de lutte gréviste.

La conférence que je viens de vous faire ici n'est point le produit de mes réflexions abstraites ; elle repose sur l'expérience positive et négative de la lutte. Aussi chacun de vous, qui non seulement aurait à participer, mais encore à diriger une grève, doit fixer une attention suivie sur cette expérience concentrée, qui se trouve formulée dans cette résolution de la Conférence de Strasbourg.

J'ai indiqué déjà, dans une de mes conférences précédentes, qu'il ne saurait y avoir une garantie à 100 % pour l'issue victorieuse de la lutte. Si vous œuvrez sur la base de l'expérience mise à l'étude, vous aurez des chances sérieuses de vaincre. Mais si vous agissez, sans tenir compte de cette expérience, en prenant sous votre propre bonnet les méthodes et les forces de lutte, il est certain que vous aurez avec certitude 100 % de défaite.

Voilà pourquoi il me semble que le principal, pour tout communiste averti, consistera à mettre à l'étude l'expérience accumulée et à élaborer une tactique sur la base de cette expérience.

Notre stratégie conditionne la ligne et la direction de notre lutte ; la tactique détermine le caractère de chaque combat isolé, de chaque bataille. Il est impossible de tout prévoir à l'avance. Il est impossible d'indiquer pour toutes les batailles futures la façon dont il faut agir. Mais dès maintenant, on peut dire pas mal de choses sur la façon dont il ne faut pas agir et, sous ce rapport, l'étude des grèves de ces derniers temps, fût-ce de l'époque d'après-guerre, en particulier l'étude des grands conflits économiques et politiques de ces années, est des plus édifiantes.



## **La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir**

[Quatrième conférence faite aux cours léninistes le 26 mars 1930.]

*Les types de mouvements collectifs. - Les grèves « horizontales » et « verticales ». - Grèves organisées et grèves spontanées. - Grèves économiques et politiques. - Grèves offensives et défensives. - Grèves de solidarité. - De la conduite de la lutte. - Objectifs du mouvement gréviste. - Les contrats collectifs comme résultat de grève. - Les contrats des réformistes. - Les revendications partielles et l'action générale du prolétariat. - Les conceptions réformiste et communiste du but final du mouvement gréviste. - L'élévation de la lutte économique à un degré supérieur. - La conjonction de la lutte économique et de la lutte politique - La grève comme moyen auxiliaire de l'insurrection armée. - Liaison entre la grève et la guerre civile. - Les grèves dirigées contre le pouvoir prolétarien sont contre-révolutionnaires. - Les masses et les cadres dirigeants s'éduquent dans les batailles.*

### **Les types de mouvements collectifs**

Nous avons convenu que la grève est une action collective de salariés. Aussi est-il d'une

importance capitale d'envisager les divers aspects des mouvements collectifs.

Si l'on considère l'ampleur des grèves, leur étendue, il y aura lieu de les classer comme suit : grève d'une portion d'usine ou l'usine entière, d'un groupe d'entreprises, d'une région ou province entière ou de l'ensemble du pays. Ces grèves peuvent suivre la ligne horizontale, en embrassant les ouvriers d'un groupe d'entreprises, dans la région, la province ou dans le pays entier ; ou bien la ligne verticale, en n'embrassant que les ouvriers d'une seule industrie, d'une usine, d'un groupe d'usines, d'une province entière ou de l'ensemble du pays.

D'autre part, les grèves peuvent être classées suivant la manière dont elles surgissent : par suite d'une entente organisée, conformément à un plan préétabli ou spontanément. Sous cet angle, nous pouvons classer les grèves en organisées et spontanées.

On peut aussi classer les grèves, d'une façon, bien entendu, conventionnelle, en économiques et politiques, d'après les objectifs qu'elles s'assignent en suivant les revendications formulées par les ouvriers.

Les grèves peuvent aussi être classées en offensives et défensives. Quand les ouvriers, en débrayant, présentent une suite de revendications destinées à hausser leur niveau de vie ou à élargir leurs droits, c'est l'offensive ;

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir quand les ouvriers sont contraints, pour défendre leurs positions acquises, de cesser le travail, c'est la défensive. Certes, la grève défensive peut se transformer, au cours de la lutte, en une grève offensive, mais il n'est pas moins important de déterminer le point de départ du mouvement.

On peut envisager aussi le genre de grève suivant : les ouvriers présentent des revendications quelconques ou engagent l'action pour soutenir les revendications déjà formulées par d'autres.

Les grèves déclenchées pour soutenir les revendications des autres ouvriers sont connues sous le nom de grèves de solidarité.

Enfin, on peut envisager les grèves du point de vue de la conduite du mouvement. Sous ce rapport, l'expérience que nous offre le mouvement gréviste mondial est éminemment féconde. Nous avons une variété de méthodes d'action sur le patronat.

Il est des grèves qu'on pourrait nommer intermittentes, c'est-à-dire quand la grève a lieu, non pas simultanément dans plusieurs entreprises, mais successivement afin de désorganiser toute la production.

En outre, nous possédons l'expérience d'une série d'autres méthodes résultant de l'initiative et de l'esprit créateur des masses, méthodes destinées à intensifier l'influence de la grève sur tel patron ou groupe de patrons.

Toutes ces méthodes découlent des circonstances objectives, de la situation juridique faite aux ouvriers.

Elles peuvent être appliquées dans la mesure où elles correspondent aux contingences extérieures.

Voici un exemple :

Dans des pays où la grève est qualifiée de délit de droit commun, et où le pouvoir d'État prend les mesures les plus sauvages pour réprimer le mouvement, les grèves organisées et spontanées n'en ont pas moins lieu ; elles font, il est vrai, toujours des victimes, mais il n'en reste pas moins qu'au moyen des grèves la classe ouvrière brise tous les fils barbelés qui se dressent sur son chemin.

Il est des cas où l'ouvrier a des difficultés à désertter l'entreprise. En ce cas, la méthode suivante est appliquée : les ouvriers restent dans l'entreprise, mais travaillent à un rythme ralenti ; ou encore, en restant dans l'entreprise, ils arrêtent le travail toutes les demi-heures et flânent les bras croisés à travers les ateliers ; ou aussi, sitôt arrivés, ils cessent le travail, les machines fonctionnent à vide, sans que les ouvriers quittent l'entreprise de toute la journée. Il existe des dizaines et des centaines de procédés d'action contre le patronat que nous tirons de l'expérience de la lutte.

## **Les objectifs du mouvement grévistes**

Quelles que soient les formes, l'étendue et le caractère de l'action collective, les méthodes appliquées par les ouvriers en grève – toutes ces actions collectives doivent se proposer des objectifs concrets parfaitement précis. Les objectifs de chaque mouvement gréviste ont pour nous, comme bien s'entend, une importance énorme.

Chaque grève est associée, comme vous le savez, à la mise au point et à la présentation du cahier de revendications. Si l'on cherche à classer les revendications qui déterminent le caractère de la grève dans plusieurs rubriques, voici ce que nous obtiendrons : les revendications se rattachant directement à la situation économique des ouvriers constituent, généralement, la forme primitive des actions collectives. Elle trouve son expression dans toutes les grèves sans exception, indépendamment de leur ampleur et de leur nature, qu'elles aient surgi de façon spontanée ou organisée. Ici se placent des revendications telles que la majoration ou le maintien des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la sécurité, la diminution de la durée du travail, l'octroi d'une indemnité de renvoi, etc. ; bref, toute une série de revendications qui sont connues sous le nom de revendications économiques.

Il est d'autres revendications que l'on formule dans les conflits grévistes et qui ont déjà des origines lointaines, ce sont celles que l'on qualifie souvent de juridiques. Par exemple, la grève pour la reconnaissance du syndicat par les patrons, la grève dirigée contre l'admission des briseurs de grève à l'entreprise, la grève pour le droit du syndicat en ce qui concerne l'embauchage et le débauchage, la grève concernant le règlement intérieur, etc., en un mot toutes les revendications concernant moins les intérêts immédiats, matériels, de la collectivité ouvrière que ses droits au sein de l'entreprise, ses rapports avec le patron et sa défense contre l'arbitraire.

Je pourrais ajouter des dizaines de revendications dont vous voyez la nature par les quelques exemples que je viens de vous rapporter ici.

Les grèves surgissant pour les raisons indiquées ou bien se proposant des buts de cet ordre durent, ainsi que le montre l'expérience, de quelques minutes à des mois, suivant le rapport de forces, suivant le degré d'organisation des ouvriers, suivant le degré de cohésion patronale et les méthodes employées par les parties belligérantes.

## **Les contrats collectifs**

Toutes ces grèves ont généralement pour issue un contrat verbal ou écrit qui règle, pour

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir un laps déterminé ou non, les questions intéressant les ouvriers.

Si les ouvriers perdent la partie, ils reprennent, naturellement, leur travail aux conditions anciennes ; si des concessions partielles ou générales sont consenties, elles sont consignées sur le papier ou bien portées à la connaissance des ouvriers.

Ainsi, nous voyons qu'à la suite d'un conflit il y a une espèce d'armistice temporaire qui trouve sa consécration dans tel ou tel document portant le nom de contrat collectif, si ce dernier est passé entre le syndicat ou le groupe d'ouvriers et le patronat.

Qu'est-ce que le contrat collectif ? C'est l'expression juridique du rapport des forces entre les parties en lutte à un moment donné. Or, la tâche de la partie en lutte consiste, en partant de positions acquises, à aller de l'avant, c'est-à-dire si les ouvriers ont satisfaction pour telles ou telles de leurs revendications, ils devront toujours être équipés de pied en cap pour défendre les avantages acquis.

Il ne faut pas oublier que le contrat n'est qu'une trêve momentanée, il ne sera exécuté que dans la mesure où les ouvriers sont suffisamment forts pour se mettre à l'abri de l'action persistante de leur ennemi de classe.

Mais si le contrat collectif ou le contrat de salaires, comme on l'appelle également, est

l'expression juridique du rapport des forces à un moment donné entre les parties en lutte, la question se pose de savoir si tout contrat collectif reflète effectivement ce rapport des forces.

Non, évidemment.

## **Il y a contrat... et contrat**

Un contrat conclu par le syndicat révolutionnaire, par les ouvriers révolutionnaires, est une chose ; celui passé par le syndicat réformiste en est une autre, il ne reflète que la présence d'un front unique entre le patronat et les réformistes contre les intérêts ouvriers.

Le contrat collectif ou de salaire ne nous dira rien, si nous ne l'analysons pour savoir qui a passé ce contrat, dans quelles conditions et à la suite de quelles circonstances.

Durant de longues années, le mouvement syndical a cherché à obtenir des contrats centralisés, affirmant que plus centralisé sera le contrat mieux cela vaudra pour les ouvriers de la branche d'industrie intéressée et pour le prolétariat tout entier.

Mais, camarades, la vie est pleine de dialectique : si nous prenons, présentement, le problème des contrats collectifs dans des pays tels que l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis, etc., et si nous songeons que les

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir  
contrats sont passés par les social-fascistes<sup>255</sup>  
dans la coulisse à l'insu des ouvriers, il de-  
vient évident que nous avons à nous affirmer  
résolument contre les contrats centralisés au  
stade actuel, non point pour des motifs de  
principes, mais parce que ces contrats consti-  
tuent une trahison des intérêts de la classe  
ouvrière.

Les contrats doivent être conclus, dans les  
pays ci-dessus rappelés, par les ouvriers eux-  
mêmes, au moyen de comités de salaires spé-  
cialement désignés par eux, dans la mesure  
où nous sommes à même de conduire et faire  
aboutir la lutte (entreprises, groupes d'entre-  
prises, branches industrielles, etc.).

## **Le contrat et la grève politiques**

Alors que la grève qui a pour point de dé-  
part des revendications économiques et ju-  
ridiques se termine souvent par un armistice  
temporaire, il en va tout autrement des grèves  
qui se posent des objectifs plus vastes, plus  
universels. J'ai parlé tout à l'heure des grèves  
avec présentation de revendications éco-  
nomiques et juridiques, mais nous connais-  
sons des dizaines, des centaines et des mil-  
liers d'exemples de mouvements collectifs  
d'ouvriers pour des revendications de classe

---

<sup>255</sup> Le terme de « social-fasciste » apparaît dès 1924, mais  
il ne sera employé systématiquement pour désigner les  
sociaux-démocrates qu'à partir de 1928, lors de la « troi-  
sième période ».

générales, quand les ouvriers présentent leurs revendications non pas à un patron isolé ou à un groupe de patrons, mais à l'organisme exécutif de la classe capitaliste, c'est-à-dire au gouvernement bourgeois ou social-démocrate. Ces grèves, comme vous le savez, sont appelées politiques.

Nous connaissons, par exemple, un grand nombre de grèves à revendications, par exemple, pour l'existence ouvertement affirmée des syndicats, contre leur dissolution ; des grèves pour la défense des ouvriers et de leur presse, pour le suffrage universel, contre le danger de guerre, pour la défense de l'URSS, contre le fascisme et la terreur fasciste, contre les mesures réactionnaires des classes gouvernantes qui restreignent ou enlèvent à la classe ouvrière les positions acquises par elle, etc.

Toutes ces grèves, indépendamment de leur ampleur et de leur rayonnement, revêtent un caractère général de classe.

Prenons, par exemple, les grèves du 1<sup>er</sup> août dernier<sup>256</sup>, celle du 6 mars de cette année, ou les grèves du 1<sup>er</sup> mai 1929.

---

<sup>256</sup> Le Komintern et l'ISR avaient décrété le 1<sup>er</sup> août « Journée rouge internationale » pour protester contre la répression sanglante du 1<sup>er</sup> mai à Berlin par la police sociale-démocrate. Le 1<sup>er</sup> août devait être une journée de grève générale internationale. En France, le parti, et la CGTU, présentant un échec, y substituèrent à l'appel à des manifestations pour « la conquête de la rue » (toute manifestation communiste était interdite en région pa-

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir

Ni le 1<sup>er</sup> mai, ni le 1<sup>er</sup> août, ni le 6 mars, les grèves n'ont été générales. C'étaient des grèves partielles, ne touchant souvent qu'une seule entreprise, un groupe d'entreprises ou une seule région ; or, il n'en reste pas moins que ces grèves revêtirent un caractère politique de classe.

Pourquoi ?

Mais parce que les objectifs de ces grèves avaient un caractère général de classe ; parce que les ouvriers en lutte avaient formulé, dès le début, des revendications communes à l'ensemble de la classe ouvrière.

Il est donc évident que des grèves de cet ordre ne peuvent avoir pour issue à un contrat collectif.

Il est de toute évidence que les grèves dirigées contre la guerre, contre la dictature fasciste, pour la défense de l'Union soviétique, les grèves revendiquant l'assurance par l'état des chômeurs, la journée de sept heures, l'existence ouvertement affirmée des organisations de classe du prolétariat, ne peuvent aboutir à un contrat juridique entre les parties en lutte.

C'est de l'ampleur de la grève, du degré d'acuité du mouvement déclenché par les masses ouvrières, de son envergure, que

---

risienne). Mais même celles-ci se révélèrent en deçà des attentes. cf. Danielle Tartakowsky : *Les manifestations de rue en France 1918-1968*, Publications de la Sorbonnes, 1999, pp. 208-211.

dépend l'attitude des classes régnautes. Ces grèves provoqueront peut-être une plus grande terreur, une répression plus énergique de la part de la bourgeoisie. Dans l'un ou l'autre cas, nous sommes en présence de grèves appelées à désagréger le système capitaliste.

## **Revendications et but final**

Nous abordons le problème des revendications partielles et du but final du mouvement gréviste.

J'ai dit que l'immense majorité des grèves surgissent des circonstances objectives faites aux ouvriers et que ces derniers formulent des revendications économiques, juridiques ou générales de classe.

Quelle liaison subsiste-t-il entre ces revendications partielles touchant les intérêts immédiats des ouvriers et les revendications générales dont je viens de parler ?

C'est dans la liaison entre les revendications partielles et les tâches générales du mouvement ouvrier que réside l'essence révolutionnaire du mouvement communiste universel. Nous n'avons garde d'envisager, isolément, les divers mouvements, les diverses revendications des ouvriers, pour si modestes soient-ils, comme quelque chose de détaché de la lutte de classe. Nous aspirons, de façon persistante, à relier les intérêts vitaux des grandes masses aux tâches générales qui se

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir posent devant celles-ci. C'est la différence essentielle qui distingue les communistes des réformistes et des opportunistes.

Le réformisme considère les mouvements revendicatifs des ouvriers comme un but final. À l'heure actuelle, les réformistes assument de plus en plus rarement la direction de la grève ; même lorsqu'ils sont à la tête du mouvement, ils n'ont de cesse qu'il soit terminé sans aucun préjudice pour la société capitaliste.

Nous, par contre, avons à tâche de terminer chaque grève en occasionnant le plus grand préjudice à la société capitaliste.

J'aurais voulu citer ici quelques exemples illustrant la façon dont le communisme universel conçoit le but final du mouvement gréviste.

Nous trouvons dans les résolutions du XI<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste russe sur « le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle position économique » (en 1922) une formule rédigée par Lénine qui mérite de retenir l'attention. Marquant la différence entre les syndicats dans les pays capitalistes et dans l'État soviétique, des grèves, la résolution déclare ce qui suit :

*« Le but final auquel doit viser la lutte gréviste sous le capitalisme, c'est la destruction*

A. Losovski - La grève est un combat !

*de l'appareil d'État, le renversement du pouvoir de la classe qui l'exerce. »<sup>257</sup>*

J'appelle votre attention sur cette formule, car c'est notre point de vue communiste sur les objectifs du mouvement de grève.

En entraînant les ouvriers aux mouvements de masse, nous posons non seulement la tâche de satisfaire directement telles ou telles revendications – ce n'est là qu'un résultat secondaire de la lutte révolutionnaire – mais nous comprenons que le but final est, ainsi que le déclare cette résolution, « de démolir l'appareil d'État, de renverser le pouvoir d'État de la classe visée ».

C'est ainsi que se trouve déterminée la liaison entre les revendications partielles et le but final, et la ligne de démarcation entre le communisme et le réformisme.

Si nous devons relier les revendications partielles au but final, cela veut dire que nous devons toujours tendre à élever les grèves à revendications élémentaires à un degré supérieur, autrement dit à ce que les grèves économiques se transforment en politiques.

Il s'agit de savoir si l'on peut, dans chaque grève donnée, quels qu'en soient l'étendue et

---

<sup>257</sup> Lénine : *Le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle position économique*, OC, Tome 33, p. 188. Ce document, endossé par le comité central du PCR(b) le 12 janvier 1922, précède la tenue du XI<sup>e</sup> Congrès qui s'est ouvert le 27 mars, mais il a effectivement été adopté par le Congrès.

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir le nombre de participants, passer à un degré supérieur.

Il est des grèves pour des revendications économiques élémentaires qui s'achèvent sans s'étendre et provoquer d'autres revendications. Mais ce phénomène devient de plus en plus rare, parce que la haine de classe entretenue par la rationalisation capitaliste, le chômage étendu, la compression du niveau de vie, la paupérisation des masses, etc., ont pour effet la conjugaison des batailles économiques et politiques.

## **La liaison des grèves économiques et politiques**

Dans le rapport sur la révolution russe de l'année 1905, que Lénine présenta le 9 janvier 1917 à Zurich, en faisant l'analyse des grèves de cette époque en Russie tsariste, il déclarait ce qui suit :

*« L'enchevêtrement des grèves économiques et des grèves politiques a joué un rôle extrêmement original pendant la révolution. Il ne fait pas de doute que seule la liaison la plus étroite entre ces deux formes de grèves pouvait assurer une grande force au mouvement. »<sup>258</sup>*

Je vous engage, camarades, à méditer cette formule : « Seule la liaison la plus étroite entre

---

<sup>258</sup> Lénine : *Rapport sur la Révolution de 1905*, OC, Tome 23, p. 264.

ces deux formes de grèves pouvait assurer une grande force au mouvement. »

Quand les masses se lèvent et que leur mécontentement comble la mesure, nous commettrions le plus grand crime et la plus grosse erreur tactique si nous disions à l'ouvrier : « Ne te mets en grève que pour protester ou pour manifester », ou seulement : « Mets-toi en grève contre l'autocratie », sans formuler aucune revendication économique.

Un mot d'ordre général de cet ordre n'est intelligible que pour une certaine couche de travailleurs.

L'ouvrier tient à tirer de suite quelque chose de réel de sa lutte ; or, cela n'est possible que s'il présente en même temps des revendications économiques. C'est-à-dire si la pression se fait politique et économique.

L'interpénétration des revendications économiques et politiques accentue la pression de la classe ouvrière et intéresse de nouvelles couches d'ouvriers qui, en s'entraînant à la lutte, soutiennent le mouvement.

Cette combinaison des revendications économiques quotidiennes élémentaires avec notre but final est la base de notre tactique communiste dans le mouvement ouvrier.

## **La nécessité des revendications partielles**

Pour 1905, je vous ai rapporté le témoignage de Lénine. En 1917, au lendemain de la révolution de février et de l'abolition de l'autocratie, il y eut un débordement de grèves avec revendications économiques : journée de 8 heures, augmentation des salaires, etc., etc. Ces revendications économiques, prenant de l'ampleur, s'envenimant, entraînant des couches toujours renouvelées d'ouvriers, ont fondu le prolétariat en une seule classe, ce qui amena, déjà en octobre, la classe ouvrière à engager le combat pour la prise du pouvoir.

On pourrait examiner aussi les mouvements révolutionnaires des autres pays ; par exemple : la révolution de 1918 en Allemagne ou la révolution en Autriche, en Hongrie ; partout nous avons assisté à la conjugaison des batailles économiques et politiques.

Certes, tout dépend du parti dirigeant. Si notre parti a mis au premier plan les revendications politiques en les combinant avec les revendications économiques, par contre, la social-démocratie allemande de 1918 a aiguillé l'attention des ouvriers sur la journée de 8 heures, sur la législation sociale, en éloignant leur attention des problèmes politiques et de la lutte pour la prise du pouvoir.

A titre d'exemple négatif, on pourrait citer la tactique suivie par le Parti Communiste chinois dans la révolution de 1925-27. Le Parti répondait aux revendications économiques des ouvriers et des paysans (cela sous la poussée du Kuomintang) par le mot d'ordre : « D'abord la victoire de la révolution nationale, la prise de Pékin, etc., et puis sera tranchée la question de la journée de huit heures, de la terre aux paysans ». Cette tactique opportuniste de rupture de la politique avec l'économique fut, sans aucun doute, une des causes de la défaite de la révolution de 1925-1927<sup>259</sup>.

L'expérience pose devant nous la nécessité de combiner les revendications quotidiennes avec les objectifs généraux de classe du prolétariat. Elle exige la lutte acharnée non seulement contre le réformisme, mais aussi contre les phraseurs de gauche qui ne se rendent pas compte de la nécessité d'orienter les masses ouvrières par la lutte pour leurs revendications partielles vers des batailles généralisées.

Ce n'est point pas hasard que le Komintern, dès sa formation et dans presque tous ses congrès, a souligné avec force la nécessité de la lutte pour les revendications partielles.

Des camarades déclaraient : « Nous vivons à l'époque de la révolution sociale, devant nous se pose le mot d'ordre de la dictature du

---

<sup>259</sup> Cf. 14. *L'ISR et la Chine : Losovski à la conférence de Hankou*, p. 105.

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir prolétariat. À quoi bon, alors, nous préoccuper du problème des salaires, de la journée de huit heures, des assurances, etc. ? Ce sont là des vétilles qui ne peuvent avoir aucune importance. Ce qui importe, c'est que nous veillions aux tâches générales de classe du prolétariat. »

Camarades, tout cela ne laisse pas d'être très radical, mais il y a de l'opportunisme à la racine. On se sert des phrases de gauche pour couvrir la passivité du moment. On nous promet qu'à l'avenir nous ne manquerons pas de lutter pour la prise du pouvoir, c'est pourquoi il est permis de ne rien faire aujourd'hui. Excusez-nous, mais cela ne nous suffit pas.

Il importe toujours de lutter pour ce qui intéresse les masses ouvrières. Il faut savoir organiser les masses en s'inspirant des revendications qui les passionnent à chaque instant. Le « révolutionnarisme » qui se manifeste dans le refus de formuler les revendications partielles abrite la passivité, l'inintelligence de notre tactique bolchevique et une attitude sectaire envers les masses. Il faut se rendre compte que les multitudes ne peuvent être mises en branle que par des revendications qui font l'objet de leurs préoccupations immédiates.

Quiconque substitue aux revendications partielles des tâches générales de classe, quiconque les répudie, ne saura jamais prendre la

A. Losovski - La grève est un combat !

tête du mouvement des masses, attendu que l'art tactique bolchevique a toujours consisté à associer les revendications partielles aux objectifs généraux.

## **De la grève à l'insurrection**

Si la formule de Lénine est juste en ce qui concerne le but final du mouvement gréviste visant à renverser le pouvoir de la bourgeoisie, nous devons aborder de la même façon le problème de l'insurrection : La grève doit poser le problème de l'insurrection.

Quelles sont les conditions nécessaires au soulèvement ? Lénine en a parlé et écrit à maintes reprises. Pour qu'aboutisse l'insurrection, il faut qu'il y ait décomposition des classes régnautes, une vaste effervescence des masses et incapacité de la bourgeoisie à les freiner, à les asservir comme elle le faisait auparavant. En outre, il importe d'avoir le facteur subjectif : un fort parti bolchevique<sup>260</sup>.

Pour que nous puissions mener à bien la grève de masse d'une industrie entière ou de l'ensemble du pays, pour qu'elle ébranle le pouvoir étatique et porte un grand coup au système capitaliste, le facteur subjectif est important.

---

<sup>260</sup> Le texte où Lénine a exposé de la manière la plus synthétique cette conception est *La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale* (juin 1915), OC, Tome 21, pp. 216-217.

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir

On peut se représenter une grève politique généralisée sans insurrection. Les exemples sont nombreux. Mais on ne peut concevoir une insurrection armée victorieuse contre le système capitaliste sans qu'une grève de masse ait été déclenchée.

Ainsi, la grève politique de masse est le prélude à l'insurrection armée ; elle est l'annonciatrice, la condition indispensable d'une intervention armée des masses pour la prise du pouvoir.

S'il y a insurrection armée sans être accompagnée de la grève de masse, elle se termine généralement par un insuccès<sup>261</sup>.

Qu'est-ce que l'insurrection ? C'est une forme de la lutte de classe encore plus aiguë que la grève. Mais pour qu'elle occasionne le plus de dommages à notre ennemi, il faut mobiliser nos forces, désorganiser notre adversaire de classe, le désarmer au point de vue des services de l'État (arrêt des chemins de fer, des transports militaires, etc.).

Il faut désorganiser la vie sociale, semer la panique parmi les classes régnautes, disposer d'une force capable de se dresser contre le patronat et contre tous les défenseurs du

---

<sup>261</sup> C'est une position propre à Losovski, « Neuberg » laisse la question ouverte : ce sont les conditions qui doivent déterminer si l'insurrection doit être ou non couplée à une grève. Cf. le chapitre *Le plan d'insurrection armée*, in *L'Insurrection armée*, Parti communiste SFIC, Paris, pp. 220-221.

système capitaliste. Or, tout cela n'est possible qu'avec la grève politique des masses, lorsque les ouvriers descendent dans la rue.

Pour qu'aboutisse l'insurrection, il faut qu'elle soit précédée de la grève politique de masse par laquelle les multitudes soutiennent la levée des armes d'une partie de la classe ouvrière.

## **Les grèves contre-révolutionnaires !**

La grève politique est indispensable au succès de l'insurrection ; cependant, dès que cette dernière est victorieuse, il importe de cesser immédiatement la grève, pour prendre en masse les leviers de la vie économique du pays. L'insurrection victorieuse, la prolongation de la grève ne servirait plus que les intérêts de la contre-révolution.

Nous avons assisté à un état de choses curieux dans les jours d'octobre : l'insurrection ayant éclaté, les ouvriers désertèrent les usines dans les premiers jours ; mais quand elle commença à vaincre, ils réintégrèrent leurs entreprises ; on vit alors les employés de l'État débrayer contre le nouveau pouvoir.

Ainsi, nous avons vu une série de grèves contre-révolutionnaires.

Vous voyez que la grève n'est pas un bienfait dans tous les temps. Au moment où les ouvriers commencèrent à détruire le vieil

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir appareil d'État et à occuper les fabriques, les banques, etc., des grèves se produisirent dans tous les établissements d'état, y compris dans la Banque d'État, pour empêcher les ouvriers de s'emparer des leviers de commande nécessaires pour porter un coup foudroyant à la bourgeoisie. Nous avons eu des tentatives de grèves aux stations téléphoniques, sur les voies ferrées, etc., etc., au lendemain de la victorieuse révolution d'Octobre.

La règle à établir est donc celle-ci : la grève doit précéder l'insurrection, mais elle doit cesser sitôt qu'elle commence à vaincre. La classe ouvrière aura à réprimer avec la plus grande énergie toute grève suscitée par les ennemis de la révolution prolétarienne en vue de dresser des obstacles sur le chemin du prolétariat.

Si la question concernant la liaison de la grève politique avec l'insurrection est claire, les rapports entre la grève et la guerre civile ne sont pas moins lumineux.

Tout dépendra du caractère de la guerre civile.

Si nous nous trouvons en présence d'une guerre civile dans le genre de celle qui suivit la révolution d'Octobre, c'est-à-dire une tentative des vieilles classes régnautes appuyées sur toutes les forces réactionnaires pour renverser le pouvoir de la classe ouvrière, ce sera un crime contre la classe ouvrière.

## La grève dans l'État prolétarien

Pendant la guerre civile, nous devons donc réprimer avec décision toutes tentatives grévistes contre le pouvoir de la classe ouvrière.

Mais, camarades, la guerre civile terminée victorieusement et une fois la révolution engagée dans la voie pacifique, comme ce fut le cas de la Russie, la grève peut-elle surgir au sein de l'État prolétarien ?

La même résolution du XI<sup>e</sup> congrès, rédigée en rapport avec la nouvelle politique économique, nous fournit une réponse fort intéressante. Après avoir défini le but final de la lutte gréviste en régime capitaliste, la résolution poursuit :

*« Or, dans l'État prolétarien de type transitoire comme le nôtre, le but final de toute action de la classe ouvrière ne peut être que le renforcement de l'État et du pouvoir d'État exercé par la classe prolétarienne, au moyen de la lutte contre les déformations bureaucratiques de cet État, contre ses erreurs et ses faiblesses, contre les appétits de classe capitalistes, qui échappent à son contrôle, etc.*

*« Voilà pourquoi ni le Parti Communiste, ni le pouvoir des Soviets, ni les syndicats, ne peuvent en aucune façon oublier et ne doivent pas cacher aux ouvriers et aux masses laborieuses, que le recours à la lutte*

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir *gréviste, dans un État où le pouvoir appartient au prolétariat, peut être expliqué et justifié uniquement par des déformations bureaucratiques de l'État prolétarien et par toute sorte de survivances du passé capitaliste dans ses institutions, d'une part, ainsi que par le manque de maturité politique et le retard culturel des masses laborieuses, de l'autre.* »<sup>262</sup>

Vous voyez que Lénine, en formulant cette résolution, n'envisageait pas abstraitement la question de la grève dans l'État prolétarien, il la déclarait possible ; dans certaines conditions, elle pouvait même être justifiée, expliquée.

Par le fait que l'appareil d'État comprend des éléments hostiles, extérieurs à l'État prolétarien, contre lesquels il faut s'élever ; d'autre part, par le manque de culture chez la classe ouvrière qui, à n'en pas douter, ne peut trouver une meilleure méthode pour mettre en application les mesures qu'elle considère comme justes.

En principe, au début de la NEP (1922), on admettait la possibilité d'une grève même dans les établissements de l'État, à plus forte raison dans les entreprises privées ou concessionnaires.

---

<sup>262</sup> Lénine : *Le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle position économique*, op. cit., p. 188.

Cet examen-comparaison de la grève dans les pays capitalistes et dans le pays à pouvoir prolétarien n'est pas le résultat d'une théorie abstraite ; il découle de l'immense expérience que nous fournit la combinaison du mouvement ouvrier mondial et de la révolution d'Octobre. Aussi, les formules données par Lénine méritent-elles une étude spéciale ; elles méritent que nous nous souvenions en quoi consistent le fond, le but et les tâches du mouvement gréviste dans l'état capitaliste.

Je tiens maintenant à tirer quelques conclusions :

## **Le mouvement lui-même enrichit notre expérience**

Nous traversons actuellement une période d'essor révolutionnaire ; or, comme vous le savez, cet essor est caractérisé par une activité accentuée des masses et l'entrée en lice de couches nouvelles de travailleurs.

Plus la situation devient aiguë et plus les méthodes que les masses appliquent à la lutte sont diverses. Aussi, ne pouvons-nous pas exclure l'application de modalités de luttes nouvelles, ignorées de nous, engendrées par chaque moment de la lutte.

Nous ne pouvons pas dire que l'expérience universelle accumulée, y compris notre révolution, n'aura pas de prolongements. Non seulement il est possible, mais il est certain que

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir dans le cadre d'une situation nouvelle nous verrons surgir un nombre infini de formes et méthodes de luttes toujours nouvelles, où l'esprit créateur, l'initiative, la spontanéité des masses auront cours.

Il ne faut pas perdre de vue que plus la situation devient révolutionnaire, plus variées et souvent plus surprenantes deviennent les modalités de lutte. Dans le même rapport que Lénine fit en janvier 1917 à Zurich, il déclarait :

*« À une époque révolutionnaire (...), le prolétariat peut déployer une énergie combative cent fois plus intense qu'à l'ordinaire, dans les périodes d'accalmie. Il en ressort que, jusqu'en 1905, l'humanité ne savait pas encore quelle force énorme et grandiose le prolétariat est à même de déployer et déploiera quand il s'agit de lutter pour un but vraiment sublime, d'une façon vraiment révolutionnaire ! »*<sup>263</sup>

Deux mois avant la révolution de février, dans un rapport présenté à Zurich, Lénine semble prévoir les événements historiques ; il a prédit une activité, une tension si grande des forces prolétariennes que l'histoire n'en n'avait jamais connues et dont nous ne pouvions même pas nous faire une idée. La révolution d'Octobre a confirmé ce pronostic de Lénine.

---

<sup>263</sup> Lénine : *Rapport sur la Révolution de 1905*, OC, Tome 23, p. 263.

Que signifie une tension de forces jamais atteinte ? Cela veut dire qu'au travers de la lutte, la classe ouvrière recherche, à chaque moment donné, des formes toujours nouvelles et des modes d'offensive contre la bourgeoisie. Il importe donc que nous étudions à fond l'expérience historique, mais nous ne devons pas oublier, l'espace d'une seconde, que chaque jour apportera une nouvelle contribution à notre expérience.

Dès l'instant où le mouvement lui-même se charge d'enrichir notre expérience, il faut en conclure que vous ne réussirez à assumer la direction du mouvement que si vous pénétrez au plus profond de ce mouvement. L'éducation des masses et la formation des cadres dirigeants se font au travers des batailles. Dans ce même rapport, Lénine déclare :

*« La véritable éducation des masses ne peut jamais être séparée d'une lutte politique indépendante, et surtout de la lutte révolutionnaire des masses elles-mêmes. »<sup>264</sup>*

On ne doit pas dissocier l'éducation des masses de la lutte de celles-ci. Encore moins faut-il dissocier votre éducation révolutionnaire de votre participation active à la lutte. J'estime donc que dans la mesure où vous prendrez une part active à la lutte, dans la mesure où vous serez avec les masses, vous

---

<sup>264</sup> Ibid., p. 264.

La Grève, l'insurrection armée et la lutte pour le pouvoir deviendrez de vrais bolcheviques. Mais si vous vous enterrez dans les livres au sortir de l'école, pour y dénicher des thèses et de minuscules théories abstraites, vous créez, en mettant les choses au mieux, un certain nombre de formules inutiles et, au pis aller, vous vous trouverez être en marge du mouvement ouvrier et en marge du mouvement communiste.

Voilà pourquoi, camarades, je souligne une fois de plus la nécessité de pénétrer au plus profond des masses, d'être avec les masses ! C'est seulement ainsi que vous réussirez à en prendre la tête.



## Les cadres et la lutte gréviste

[Conférence d'introduction du 28 janvier 1930.]

*L'aggravation de la lutte de classe et le problème des cadres. - La rééducation de vieux cadres venus au mouvement communiste et la création d'une nouvelle direction bolcheviste. - La situation objective favorable et la faiblesse du facteur subjectif de développement de la lutte révolutionnaire. - Comment éduquer les cadres ? - Leurs principaux défauts. - Le retard du parti sur les masses. - Le Parti Communiste, avant-garde des multitudes ouvrières et la théorie anarcho-syndicaliste des « minorités agissantes » exerçant leur action au lieu des masses. - La préparation d'une direction autonome des luttes du Travail contre le Capital.*

Vous vous trouvez, camarades, dans une situation exceptionnelle, où, sous l'égide du pouvoir soviétique, vous pouvez tranquillement, durant un laps de temps fixé à l'avance, vous adonner à l'étude des problèmes qui se posent actuellement devant le mouvement ouvrier mondial.

Cette situation exceptionnelle, créée par notre révolution, vous impose des devoirs très grands. C'est pourquoi vous n'avez pas à vous étonner si, dès le début, je pose un certain nombre de tâches sérieuses devant vous.

La situation internationale atteste que l'atmosphère révolutionnaire est patente. La crise, la croissance du chômage, les batailles de classe envenimées, témoignent que le terrain des pays capitalistes et coloniaux est surchauffé. Rien d'étonnant que chaque participant actif au mouvement ouvrier révolutionnaire (n'êtes-vous pas tous des participants actifs ?) ait, tout au long de ses études, à tenir compte de la façon dont il devra appliquer toutes les connaissances et l'expérience qu'il aura acquises, ici, à la situation dans laquelle il militera.

## **Le problème des cadres**

La question se pose devant chacun de vous de savoir tirer le maximum de profit du laps de temps relativement court que vous avez à consacrer à l'étude et lier les intérêts de vos études à ceux du mouvement ouvrier révolutionnaire.

N'est-il pas évident que vos études, ici, ont une orientation précise, concrète, visant à vous permettre de compléter votre savoir et d'élargir les limites de votre expérience nationale ? Car, au fur et à mesure que s'exacerbent les batailles de classes, nous nous rendons compte combien nous sommes pauvres en cadres, dans toutes nos organisations syndicales et du Parti.

Le problème des cadres, pour le Komintern et l'Internationale Syndicale Rouge n'est pas un problème de théorie abstraite ; c'est une des tâches politiques des plus importantes, d'autant plus aiguë que s'enveniment les batailles de classes.

Tous nos cadres peuvent être divisés en deux groupes fondamentaux. L'un a été à l'école du mouvement ouvrier d'avant-guerre ; il est entré, avec toutes ses habitudes de travail, ses routines acquises des années durant, dans le mouvement communiste. D'autre part, dans tous les pays, le mouvement a entraîné des masses considérables de jeunes qui sont déjà, après-guerre, pourvus d'une expérience restreinte, mais d'une quantité notable d'énergie révolutionnaire et du désir énorme d'agir en révolutionnaires.

Nos partis communistes, à de très rares exceptions, se sont constitués par les vieux ou une partie des vieux partis socialistes. Lorsque vous aurez étudié l'histoire de tous les partis, depuis le parti allemand jusqu'au parti américain, etc., vous saurez qu'en période de guerre a commencé à se former une aile gauche dans les vieux partis sociaux-démocrates. Cette aile gauche, dans la mesure où la guerre traînait en longueur, augmentait numériquement et s'affermissait au point de vue idéologique.

## **Les difficultés de la formation bolcheviste**

Après la révolution d'Octobre, avec l'organisation du Komintern, les partis communistes ont commencé à se former. Mais le fait que l'immense majorité des PC, exceptés ceux qui étaient liés au Parti bolchevique sur le territoire de la Russie tsariste, étaient sortis du sein des vieux partis socialistes, que les syndicats révolutionnaires étaient sortis du sein des vieux syndicats, pourvus de leurs cadres dirigeants, a laissé une empreinte particulière sur « les leviers de commande ».

Depuis onze années déjà, le Komintern et l'ISR sont obligés de redresser constamment la ligne des organisations révolutionnaires dans les pays isolés, de mettre à jour les tendances opportunistes qui s'y manifestent, vestiges de l'idéologie sociale-démocrate, survivances opportunistes. En un mot, nous sommes obligés de tenir compte du bagage social-démocrate avec lequel une grande partie de cadres est entrée, comme avec son « héritage », dans le Komintern et dans l'Internationale Syndicale Rouge.

Nous avons constaté maintes fois que des camarades d'esprit hautement révolutionnaire, animés du désir le plus grand d'agir en bolcheviques et prêts au sacrifice, n'en sont pas moins inhabiles à se saisir du rythme de

la vie, à comprendre ce qu'est le bolchevisme dans la pratique ; ils oscillent entre les erreurs social-démocrates de droite et la phraséologie mi-anarchiste de gauche.

Faut-il vous citer des exemples ? Il suffit de consulter l'histoire laborieuse du Parti Communiste allemand jusqu'à ces deux dernières années. Combien de frictions internes n'a-t-il pas traversées, de déviations de droite et de gauche, jusqu'au moment où la direction bolchevique d'aujourd'hui a commencé.

Examinons le PC Français et la Confédération Générale du Travail Unitaire en France, au sein desquels on voit encore aujourd'hui encore, se révéler les vieilles traditions d'avant-guerre.

Examinons le Parti tchécoslovaque, le Parti américain, etc., on verra que les dix années d'existence des partis communistes témoignent que le mouvement communiste mondial s'accroît et se trempe au travers de la lutte des classes, qu'il forge laborieusement ses cadres de combat, sa direction et la ligne bolcheviste, avec l'aide du Komintern et de l'ISR

Or, les aspirations du mouvement sont énormes ; il s'accroît à vue d'œil, arrive à maturité. Nous voyons souvent la disproportion colossale qui existe entre les besoins de l'époque présente et le facteur subjectif.

Je me permettrai de citer quelques exemples :

Vous connaissez tous ce qu'est l'Autriche. La situation objective y est favorable au suprême degré au développement du mouvement révolutionnaire ; ce qui y manque, c'est le facteur subjectif de la révolution. Certes, il y a un parti ; il édite un organe de presse, etc., et cependant ce parti est impuissant à utiliser la situation objective, - il n'est pas assez fort pour cela et ne peut plus faire progresser son influence.

Envisageons, maintenant, la situation au Japon. Les dernières données témoignent que nous y assistons à une expansion colossale de la crise économique et politique. La vague de chômage, le mouvement de grève s'étendent d'une province à l'autre. Le Japon possède un vaste prolétariat industriel (près de 5 millions), une classe ouvrière combative.

Les syndicats révolutionnaires jouissent d'une influence considérable, mais le Parti Communiste est peu nombreux ; de plus, il s'est formé au sein du PC un groupe qui considère... le mot d'ordre de république comme inacceptable. Ils disent que le Mikado et, en général, la dynastie a poussé, dans le pays, des racines si profondes que le mot d'ordre de république contrarie toutes les traditions<sup>265</sup>.

---

<sup>265</sup> Ce n'était qu'un des arguments invoqués : Dans le débat de 1923, Toshihiko Sakai, un des co-fondateurs du PCJ,

Ainsi, vous voyez là des gens qui se disent « communistes », mais qui sont affligés d'une espèce d'appendice monarchique !

Je pourrais, camarades, multiplier les exemples à l'infini : Depuis de nombreux mois, les mineurs poursuivent la bataille en Australie<sup>266</sup>. Pour réprimer le mouvement, le gouvernement travailliste a organisé le massacre des grévistes<sup>267</sup>. Il semblerait que la situation soit parfaitement claire, et cependant, l'organe central du PC rédige des articles disant que la troisième période, c'est, « en général », pour le reste du monde, sauf l'Australie. Or, le résultat d'une telle théorie est que les mineurs, pour se prémunir contre les bandes et les troupes gouvernementales, ont organisé un corps de défense comprenant environ 2.000 personnes, mais en dehors des

---

craignait que l'appel à l'abolition du système impérial provoquât une répression fatale au parti. La « Loi pour la préservation de la paix » de 1925, qui rendait illégale la participation à toute organisation visant à « altérer la politique nationale ou la forme du gouvernement, ou de nier le système de la propriété privée », donnait le cadre légal à une répression féroce contre le PCJ.

<sup>266</sup> Il s'agit de la grève dans les mines de charbon de Nouvelle-Galles du Sud contre une baisse des salaires, qui commença en mars 1929 et s'acheva en juin 1930, par la capitulation des mineurs épuisés par 15 mois de lutte.

<sup>267</sup> Le 16 décembre, la police ouvrit le feu sur un rassemblement de 4.000 mineurs grévistes qui manifestaient dans la ville de Rothbury, faisant un mort et quarante-quatre blessés. La police appliquait la *Unlawful Assembly Act* votée en septembre, qui criminalisait les piquets et rassemblements pour permettre l'entrée des jaunes dans les mines. Mais ce n'était plus les travaillistes qui étaient alors au gouvernement.

A. Losovski - La grève est un combat !

communistes<sup>268</sup>. Ils se disent : Nous nous en passerons ».

Tous ces faits témoignent que dans toute une série de pays, le bolchevisme est quelque chose d'abstrait qui se traduit sous forme de sympathie envers les bolchevistes russes. Mais sympathiser avec les bolcheviques russes ne signifie pas encore être bolcheviste. Le bolchevisme est une tactique révolutionnaire précise, applicable à telles conditions concrètes de tel pays.

## **Le temps pressent**

Les cadres de nos partis, de nos syndicats, ne peuvent souvent utiliser la situation favorable ; ils se sentent désemparés face aux événements qui se préparent ; ils ne perçoivent pas les pulsations du cœur des masses ; ils n'agissent qu'avec retard et ceux qui doivent constituer l'avant-garde du mouvement se traînent lentement à la queue souvent même, ils rétrogradent.

Ceci pose devant le Komintern et l'Internationale Syndicale Rouge le problème des cadres dans toute sa plénitude.

Lorsque nous parlons des cadres, nous entendons par là non seulement un cercle étroit de militants dirigeants, mais l'ensemble

---

<sup>268</sup> Quelques semaines après l'affaire de Rothbury, les mineurs grévistes formaient effectivement un *Labor Defence Corp* qui allait affronter la police et les briseurs de grève.

des militants actifs, depuis les entreprises jusqu'aux organismes de direction, car l'on ne peut avoir un organisme de direction rêvé, mais s'il n'y a pas de mécanisme de transmission, si l'engrenage fait défaut, si la cellule ne réagit pas vivement à tout ce qui se produit au sein des masses, la direction la meilleure peut demeurer en suspens.

Aussi, le problème doit-il se solutionner par la rééducation des vieux cadres et la formation de nouveaux. La question devient d'autant plus grave que, très prochainement, nous aurons, à n'en pas douter, à livrer dans toute une série de pays des batailles sérieuses pour la prise du pouvoir.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que nous sommes à la veille de grandes batailles révolutionnaires dans les Indes ; une nouvelle vague révolutionnaire monte en Chine ; il est de toute évidence que la dictature de Primo de Rivera se démantèle en Espagne ; la dictature de Mussolini périclité en Italie, on est en présence d'une situation éminemment grave en Pologne. Dans les Balkans, dans toute une série de pays, le mouvement est si important que nous pouvons, d'ores et déjà, envisager l'approche des batailles pour la prise du pouvoir.

Plus les événements graves sont proches, plus la classe ouvrière doit exiger de son avant-garde, de son Parti, de ses syndicats

révolutionnaires. Ou bien nos partis sauront prendre la tête de ces vastes mouvements spontanés en voie de développement, assumer la direction des millions de chômeurs en lutte contre l'État bourgeois et le social-fascisme, ou bien le mouvement sera astreint à emprunter une autre voie.

Mais il n'est point d'autre parti que le Parti Communiste capable de conduire la classe ouvrière vers la victoire. Pour arriver à cette fin, il s'agit de s'assurer d'un tout petit détail : il faut que ce parti soit réellement communiste, notamment en ce qui concerne ses cadres. C'est pour cela qu'à l'heure actuelle, le Komintern et l'ISR attachent une importance spéciale au problème des cadres ; c'est pour cela qu'à partir du IV<sup>e</sup> congrès de l'ISR, au VI<sup>e</sup> Congrès du Komintern, au IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> exécutif élargi de l'IC À la VI<sup>e</sup> Session du Conseil Central de l'ISR, le problème du renouvellement des cadres s'est posé.

Des camarades, en Tchécoslovaquie, dernièrement, ont tenu ce langage : « tout d'abord, il s'agit de détruire les vieux cadres du Parti et des syndicats révolutionnaires ; ce n'est qu'après que nous pourrons édifier quelque chose de solide. » Ils ont transplanté dans le Parti Communiste et les syndicats révolutionnaires le critérium qui subsistait chez eux à l'égard de la social-démocratie. Certes, ce point de vue témoigne de tout ce que vous

voudrez, sauf de l'intelligence bolcheviste dans l'état actuel des choses. Nous ne posons pas la question en ce sens qu'il faut détruire ou disperser tout ce que possèdent nos partis et renvoyer aux archives toute la vieille génération. En premier lieu parce que la jeune génération ne fait que grandir au point de vue politique ; en second lieu, parce que la vieille génération ne doit pas être mise au rebut dans sa totalité. Il faut que nous résolvions le problème des cadres en combinant tout le meilleur que l'on puisse tirer de la vieille génération et tous les éléments combattifs, vivants, que peut donner la génération montante.

D'aucuns pensent que les cadres du Parti peuvent être formés à condition que l'on astreigne un grand nombre de communistes et de militants révolutionnaires à de longues années d'études, condition d'une cohérence théorique, de l'élasticité bolchevique et de la clairvoyance politique !

## **Les faiblesses et les défauts des cadres**

Le Komintern et l'Internationale Syndicale Rouge sont loin de se représenter la formation des cadres d'une façon typiquement universitaire. Nous n'entendons point créer que des savants.

Il faut que l'expérience de la lutte soit éclairée par des connaissances théoriques,

afin qu'on puisse, par l'expérience acquise du mouvement ouvrier mondial, aboutir dans la pratique à des conclusions révolutionnaires ; afin que l'on puisse puiser, dans le vaste trésor que représente l'histoire du mouvement ouvrier mondial et de la révolution d'Octobre russe, l'expérience nécessaire pour vous orienter dans telle ou telle situation.

L'essentiel pour la formation de nos cadres, c'est de savoir associer l'expérience à la théorie marxiste-léniniste.

Cela veut dire, avant tout, ne pas dissocier nos études de la lutte effective et, à chaque moment donné, tenir compte de la situation réelle dans laquelle nos organisations sont obligées d'œuvrer.

C'est ainsi seulement qu'il sera possible de relier la richissime expérience du mouvement ouvrier mondial avec la théorie, dont vous aurez à vous armer durant le court laps de temps de votre séjour à l'école.

Votre école, qui ne comporte que neuf mois ou deux ans d'études<sup>269</sup>, ne saurait vous fournir un fonds complet de connaissances. Vous pouvez perfectionner votre savoir dans la pratique même de la lutte de classe. Ce que nous pouvons faire, c'est de vous inculquer le goût du savoir, la méthode dont il faut user pour

---

<sup>269</sup> Le cursus complet de l'école Lénine (avec les différents stages pratiques, économiques, techniques et militaires) durait deux ans. Le cursus de 9 mois était le programme « court ».

résoudre les différents problèmes, la capacité de poser la question, d'en aborder la solution, non de façon abstraite, mais rationaliste ; non point en dehors du temps et de l'espace, mais concrètement, car c'est cela le fond de la dialectique.

La dialectique marxiste est tout d'abord l'étude des faits et l'habileté à tirer de ces faits ce dont le prolétariat a besoin pour continuer à marcher en avant.

En quoi consiste la faiblesse de nos cadres, où résident leurs défauts essentiels ?

Maintes fois, il nous arrive de constater, parmi d'excellents prolétaires et communistes, un certain esprit d'étroitesse nationale, voire même corporatiste. Tel camarade ne peut souvent sortir de son horizon, s'élève à grand-peine au-delà des limites de son pays, et l'expérience multiple du mouvement ouvrier mondial reste pour lui inaccessible. Il doit pour ainsi dire prendre tout par le commencement, comme si on était obligé, mettons en Angleterre, de recommencer l'expérience déjà faite en Allemagne. L'expérience montre que l'on ne saurait bien apprendre que si l'on s'échine soi-même dans la lutte contre les obstacles. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il faut savoir tirer les enseignements de l'expérience variée que présente le mouvement ouvrier mondial. C'est là une nécessité impérieuse si l'on ne veut pas recommencer la

A. Losovski - La grève est un combat !

solution des problèmes déjà résolus. C'est ce savoir que l'école peut vous donner, à condition que les élèves se comportent sérieusement devant les problèmes qui se posent devant eux.

## **Le problème des cadres et le développement du mouvement révolutionnaire international**

Par votre propre expérience, vous savez sans doute vous-mêmes combien rares sont les mouvements internationaux des ouvriers, voire même des ouvriers d'une seule profession. Ne sommes-nous pas, nous autres communistes, le seul et véritable parti international ?

À quoi tient donc que ce seul parti international, pour qui les intérêts du prolétariat priment les intérêts des ouvriers d'un pays isolé, n'a pas été en mesure, durant de nombreuses années, d'organiser un mouvement international du prolétariat ?

La journée du Premier août 1929<sup>270</sup> ne fut-elle pas le premier cas d'un mouvement déclenché des divers côtés des frontières ; n'a-t-elle pas été la première démonstration internationale de cette espèce ?

Mais, camarades, ce serait une exagération de dire que le Premier août fut dans tous les pays une journée de lutte effective.

---

<sup>270</sup> Cf. note 255, pp. 314-315.

Faut-il en rechercher la cause en ce que le Komintern n'avait pas posé énergiquement le problème de la lutte internationale, ou bien qu'il n'était point de problèmes pouvant intéresser le mouvement ouvrier mondial ?

La cause en est que souvent l'internationalisme est compris d'une façon abstraite, et quand la question de lutte se pose dans la pratique des conflits journaliers avec le capital, les problèmes internationaux sont pour ainsi dire relégués au second plan. C'est pour cela qu'il est si difficile d'organiser des mouvements internationaux, de mener les multitudes à la bataille, non seulement dans tous les continents, mais aussi dans le continent européen.

Cela signifie que l'étroitesse internationale est encore existante, que l'incompréhension des mouvements internationaux simultanés et de la nécessité pour le prolétariat mondial de resserrer ses rangs au cours des mouvements internationaux en commun, est encore très grande.

Je dois dire que sous ce rapport nous marquons un retard considérable sur la bourgeoisie.

En dépit des grands antagonismes qui subsistent entre les impérialistes des différents pays, en dépit de toutes les collisions quotidiennes (il suffit de rappeler, par exemple, le Plan Young, la Conférence de La Haye,

la Conférence Navale des Cinq Puissances, etc.<sup>271</sup>), ils savent bloquer contre leur ennemi, c'est-à-dire contre le prolétariat et ses organisations révolutionnaires.

Nous avons encore beaucoup de survivance sociale-démocrate dans les rangs de nos partis, beaucoup d'étroitesse routinière, de philistinisme, d'esprit petit-bourgeois, dont nos cadres ont hérité et qu'ils ont transplantés dans notre mouvement communiste. Il s'agit d'extirper tout cela, de le supprimer, non seulement par des éclaircissements théoriques, mais surtout en pratique, dans les batailles directes du prolétariat, maintenant surtout que ces batailles gagnent des couches nouvelles d'ouvriers et entraînent à la lutte des ouvrières, la jeunesse prolétarienne, etc.

Vous voyez, camarades, que le problème des cadres se trouve étroitement associé au développement ultérieur du mouvement ouvrier révolutionnaire international.

Est-ce à dire que le problème des cadres ne puisse être résolu que dans les murs de cette école ? Non, camarades. Ici, nous ne résolvons qu'une petite partie de ce problème.

---

<sup>271</sup> La Conférence de La Haye, qui déboucha sur le plan Young, faisait suite au traité de Versailles et portait notamment sur les réparations que l'Allemagne devait payer ; la Conférence Navale des Cinq Puissances, qui déboucha sur le Traité de Washington, visait à limiter la course aux armements navals.

Il ne saurait être résolu actuellement qu'au travers des batailles qui entraînent des centaines, des milliers et des millions d'ouvriers.

## **L'École ne suffit pas à tout**

Des camarades croient que s'ils passent un ou deux ans à l'école léniniste, ils seront sûrs d'avoir en poche un brevet de leader. Résultat : de retour chez eux, ils ne veulent rien moins que s'implanter au Comité Central du Parti !

D'aucuns se fâchent tout rouge, de retour dans leur pays d'origine, de ne pas rencontrer cette reconnaissance de la part des organisations qui les avaient délégués. Oui, camarades, si vous rentrez dans votre pays pourvus de telles prétentions, je vous prédis d'avance que vous aurez beaucoup de déceptions. Non point parce qu'il n'y a et qu'il n'y aura pas de leaders parmi vous. Il y en aura certainement. Mais plus vous montrerez de modestie, à cet égard, et plus il y aura de profit pour vous.

Je n'aurais eu garde de soulever cette question épineuse, si nous n'avions pas eu l'exemple d'élèves léninistes qui, de retour chez eux, déclaraient : « Eh bien, voilà ! J'ai fini mes études, et maintenant, donnez-moi un poste dirigeant ».

Le droit à la « direction » ou à la « reconnaissance » des masses n'est pas préparée directement par notre école, il se gagne par la lutte, sur place. Or, si vous réussissez à utiliser

vosre séjour ici pour savoir préparer la lutte, si vous réussissez à passer deux années d'études en vous rendant compte en quoi consiste nos rapports entre la direction et la masse, à comprendre la nature même du bolchevisme ; si vous vous assimilez ces choses, non seulement pour votre profit personnel, mais pour les mettre en pratique au sein des masses ouvrières, la reconnaissance viendra toute seule.

Quelle est la faiblesse principale de tous nos partis ?

Le X<sup>e</sup> exécutif élargi de l'IC a signalé que c'est le retard sur les masses. Il faut entendre cela, camarades, au point de vue politique ; chaque jour, la situation objective change et met en avant maintes questions nouvelles.

La psychologie des multitudes se modifie également. Celles-ci recherchent une issue, elles réclament une réponse, non abstraite, mais précise, pour savoir comment agir, au moment voulu.

Or, nombreux sont les leaders qui répondent aux ouvriers : « Temporisez, je n'ai pas encore lu mon livre, quand je l'aurai lu, je vous le dirai ». Ou bien ils consultent une résolution qui a été rédigée il y a un an et qui s'adaptait bien à des conditions de lutte totalement différentes.

Camarades, ce n'est pas là du bolchevisme. Le léninisme consiste non seulement à savoir s'orienter rapidement au travers des

événements en cours, mais à percevoir les sens de la marche des événements.

## **L'élasticité bolcheviste et... opportuniste**

Les revendications accrues, l'exaspération de la lutte posent devant nous des problèmes nouveaux ; elles nous commandent d'être plus élastiques. Certes, il y a élasticité et élasticité : l'élasticité bolcheviste et l'élasticité opportuniste. Ce sont là deux choses différentes.

Que signifie l'élasticité opportuniste ? L'opportuniste s'adapte aux événements, il cherche l'intermédiaire, il entend organiser les choses de façon à contenter tout le monde ; il lui semble que les fissures qui se produisent peuvent se boucher ; il prend la bonne route avec un retard de quelques années, quand il est déjà trop tard ; il ne perçoit pas la dynamique des événements, il ne voit que la statique.

Avec l'élasticité bolcheviste, à chaque moment donné, vous percevez les battements du cœur des masses ; à chaque moment donné, vous vous rendez compte de ce qui passionne le plus la masse ouvrière ; vous vous rendez compte des événements qui mûrissent et de la façon dont l'attention des masses converge vers d'autres aspirations. Et c'est en raison de l'état de fait et de la situation d'ensemble que

vous formulez les mots d'ordre, que « vous faites le point » pour savoir où il faut aller.

L'élasticité du bolchevisme consiste en ce que ce dernier excelle à changer de tactique, en poursuivant toujours le même but.

La social-démocratie, elle aussi, change de tactique, mais elle ne vise qu'à la conservation et à l'assainissement du capitalisme.

Nous modifions notre tactique pour organiser les masses par tous les moyens possibles, afin d'aboutir à l'instauration de la dictature du prolétariat, au renversement du capitalisme.

Vous étudiez, sans doute, les œuvres de Lénine. Vous y trouverez de multiples exemples de la façon dont il examinait en tâtonnant les processus au sein des masses, déterminait la ligne de conduite, pour orienter toutes les énergies du Parti dans la bonne voie.

Pour vous montrer la différence entre la tactique bolcheviste et la tactique opportuniste retardataire, il me suffirait de vous rapporter deux exemples.

Il nous arrive souvent, dans tel ou tel pays, de lancer une campagne. Nombreux sont les camarades qui pensent que cela veut dire rédiger cinq ou six articles, mettre debout deux ou trois meetings, et que l'on peut passer à l'ordre du jour.

C'est une façon bureaucratique d'éluder la question. Une campagne politique sérieuse, c'est une orientation de toute notre organisation du Parti et des syndicats, et de toutes les organisations soumises à l'influence du Parti, pour que tous marchent dans la même direction. Il faut savoir orienter l'ensemble de notre organisation vers une fin précise. On peut nous objecter : « Évidemment, les bolcheviques russes sont bien placés pour cela, ils possèdent un grand parti ; mais que peuvent faire, par exemple, les Autrichiens ou les Anglais qui n'ont que des partis minuscules ? »

## **Le Parti et... les minorités agissantes**

Camarades, je dois vous dire qu'en son temps notre parti bolchevique n'était pas moins minuscule. C'est maintenant que nous comptons 1 million 800.000 membres et stagiaires ; il fut cependant une époque où nous n'avions que quelques centaines d'adhérents dans notre Parti. Vous non plus ne pouvez attendre d'avoir grandi pour commencer la bonne tactique. Si vous perdez votre temps, vous ne grandirez jamais. Nos partis ne peuvent grandir que si, dans les batailles à livrer, ils se tiennent dans les premiers rangs. Un groupe minuscule, soit ! Qu'il soit peu nombreux, il n'importe, ce n'est que dans les batailles qu'il saura prendre corps.

Comment les anarchistes, les anarcho-syndicalistes, se représentent-ils la chose ? Comment se la représentaient les trotskistes, etc. ? Voici : Il importe qu'un petit groupe prenne les devants, mais la masse, c'est, paraît-il, chose secondaire ! Vous savez qu'en France, il s'était formé, avant la guerre, une théorie dite « des minorités agissantes ». Les anarcho-syndicalistes concevaient cette théorie, non point en ce sens que l'avant-garde entraîne derrière elle l'armée, mais qu'elle livre le combat à la place de l'armée, à la place de la classe ouvrière !

C'est là la différence fondamentale entre le bolchevisme et l'anarcho-syndicalisme. Lorsque nous disons que le Parti est l'avant-garde, nous n'avons jamais eu dans l'idée que le Parti doit tout faire, par ses propres forces, en se substituant à l'ensemble de la classe ouvrière.

Quand nous disons que le Parti est l'avant-garde, cela veut dire qu'il tient les premiers rangs, mais qu'il conduit toute l'armée, toute la classe ouvrière ou une partie de celle-ci, entraînant, par son activité, les détachements retardataires de la lutte.

Nous mettons l'enjeu sur les masses, alors que les syndicalistes misent sur l'initiative des individus. Nous avons mis l'enjeu sur la classe, eux sur l'individu progressiste.

Leur théorie de la « minorité agissante » n'a rien à voir avec la définition du Parti Communiste, comme avant-garde. Aller de l'avant, cela ne veut point dire marcher seuls, de façon à se couper de la classe ouvrière, à la laisser en arrière pour qu'elle cesse de vous suivre ! Cela signifierait aussi transformer le Parti en groupes sectaires. Les dirigeants qui agissent ainsi risquent de se détacher complètement et sans esprit de retour.

Aussi, le problème de la direction est-il étroitement lié au problème de la liaison avec les masses. Celui-là seul est un excellent bolchevique qui se rend compte des phénomènes qui se produisent au sein des masses, qui sait les extérioriser sous forme de mots d'ordre politiques, qui sait marcher de l'avant en entraînant derrière lui les masses.

Ceci se rapporte non seulement aux cadres d'avant-garde de notre classe, mais aussi aux rapports de notre classe avec la paysannerie. Si le Parti s'entend à diriger sa classe, la classe ouvrière s'entendra à diriger la paysannerie. Ce système de dépendance, de liaison, apparaît au travers de toute la politique du Parti bolcheviste.

## **Le Parti à la tête des masses**

Vous allez me dire qu'en théorie toutes ces questions sont tout ce qu'il y a de plus simple, qu'il suffit de vouloir appliquer ces théories,

mettons en Angleterre ou bien aux États-Unis, pour se rendre compte des difficultés qu'elles comportent.

Par exemple, on enregistre, en Amérique, 28.000.000 d'ouvriers, d'employés, etc. ; or, les effectifs du Parti ne s'élèvent qu'à 10.000 personnes. Comment se fait-il que le Parti puisse gérer cette énorme machine ? Un grand nombre d'ouvriers votent pour le Parti Républicain, pour le Parti Démocrate, est-il possible de parler ici d'avant-garde et de classe ?

L'avant-garde s'achemine vers le communisme, alors que l'immense majorité de la classe se vautre dans les bras de Hoover<sup>272</sup>, de Borah<sup>273</sup>, etc. N'y a-t-il pas là une contradiction insoluble ? Notre façon n'est-elle pas fondamentalement abstraite ?

Non, camarades, le Parti visé est considéré comme une avant-garde, parce qu'il reflète, non point le passé historique de la classe ouvrière, mais son présent et son avenir ; parce qu'il reflète d'une façon ramassée les intérêts de la classe ouvrière en voie de progression et que le problème pour un parti aussi petit que l'est le Parti américain consiste précisément à

---

<sup>272</sup> Herbert Clark Hoover, (1874-1964), fut le 31<sup>e</sup> président (républicain) des États-Unis, de 1929 à 1933.

<sup>273</sup> William Edgar Borah (1865-1940) était une personnalité du Parti Républicain représentant son aile « progressiste »

prendre la tête des masses, à assurer la direction du mouvement.

Il existe actuellement en Amérique 5.000.000 de chômeurs. Quel est le parti qui peut poser, de façon tranchante, prolétarienne, en bolchevique, la question de la lutte contre le chômage ? Seul le Parti Communiste, et rien que lui. Quel est le parti qui peut capitaliser le mécontentement des chômeurs ? Le Parti Communiste, seul.

Si le Parti s'avère incapable de le faire, les chômeurs ne le suivront pas, non plus que les ouvriers travaillants. Mais si le Parti réussit à se jeter dans la mêlée, à maîtriser et à organiser le mouvement, à canaliser le mécontentement, il sera porté toujours plus haut par la pointe de ce vaste mécontentement engendré par le chômage.

Nous avons en Angleterre, à l'heure présente, une atmosphère objective favorable. Le nombre de grèves déclenchées en 1929 est quatre fois plus grand qu'en 1928 ; 1930 présage, dès maintenant, des conflits très graves en Angleterre. Le Parti est encore faible. Le gouvernement travailliste fait cause commune avec l'impérialisme.

Notre Parti minuscule est le seul parti ouvrier révolutionnaire en Angleterre. Tout l'avenir dépend de lui. Il peut croître ou non. Tout dépend de l'intérêt et de la sollicitude qu'il portera à tout ce qui se produit dans les

masses. Les dépêches récentes annoncent que lors du vote au sujet de la grève du textile, près de 90.000 se sont affirmés « pour » et 49.000 « contre » ; or, les dirigeants syndicaux décidèrent que cette corrélation était insuffisante et compromettait la grève ! Si l'on part du point de vue de la constitution des syndicats, qui exige trois quarts ou deux tiers de voix, on peut, bien entendu, justifier formellement les leaders. Mais, si on se moque dans les grands prix de la constitution et des statuts, il est de toute évidence que ce vote doit servir de point de départ au Parti pour se mettre à la tête des masses et les conduire au combat, malgré des trade-unions.

Si les ouvriers du textile ont voté la grève, c'est qu'il y a volonté, désir, situation objective pour la lutte. Les télégrammes ne rapportent pas les mesures prises par le Parti, mais il est certain qu'en l'occurrence on peut gagner et perdre ; on peut toucher du doigt, dans toute l'acceptation du terme, les raisons qui nous font gagner ou qui nous font perdre le mouvement.

À l'exemple de chaque grève, vous pouvez vous rendre compte pourquoi nous perdons ou acquérons de l'influence : si nous manquons d'élasticité, d'intelligence de la situation, si nous nous en tenons à la lettre de la constitution.

Si nous avons dans nos rangs des survivances de tradition sociale-démocrate, si la foi dans les statuts est encore vigoureuse chez nous, si le légalisme syndical est encore fort, on nous battra toujours à plate couture et nous ne pourrons jamais grandir.

Mais si nous démolissons les vieilles lois, bourgeoises et trade-unionistes, si nous brisons tout ce que nous rencontrons sur notre chemin, non point isolément, en tant que communistes, mais en commun avec les masses, nous irons de l'avant, nous grandirons malgré et contre les répressions atroces qui s'abattront avec force sur le mouvement communiste.

Ainsi, camarades, vous voyez que le problème de la direction autonome des batailles à venir est des plus sérieux. C'est pourquoi nous envisageons avec gravité la tâche, peu importante à première vue, de former des cadres pour nos organisations. Nous savons d'avance que nous ne réussirons pas à satisfaire un centième, un millième des besoins ; d'autre part, nous savons aussi qu'au fur et à mesure que s'exercera cet échange d'effectifs entre l'école léniniste et le mouvement vivant en pleine croissance des pays isolés, le profit sera considérable pour notre mouvement.

## **Restez toujours attachés à votre classe**

Ce qui importe, camarade, c'est que vous apportiez dans votre travail l'expérience de votre pays et que, d'autre part, vous vous rendiez compte que l'expérience de votre pays est chose restreinte par rapport à l'expérience mondiale ; et qu'enfin, vous décidiez de suite que, lorsque vous aurez terminé vos études, vous serez loin de tout savoir, que nous ne vous serez assimilé que 50% à peine de ce qu'il vous faut apprendre. Ce n'est qu'après avoir vérifié le savoir que vous aurez acquis dans l'expérience des batailles, pénétré au plus profond de la mêlée, sur place, pris la tête du mouvement pour mener les masses au combat ou pour aller à l'assaut avec les masses mêmes, que vous réussirez à combler les lacunes que vous aurez conservées même au sortir de votre école.

Si je tenais à exprimer par une formule très concise ce que nous exigeons de vous, je dirais : nous exigeons que vous restiez toujours attaché à votre classe, en théorie et en pratique. Nous exigeons de vous que pas une seule minute ne soit perdue, car les minutes, à l'heure actuelle, sont éminemment précieuses, car les délais historiques se réduisent et les batailles sont imminentes à travers le monde. Nous exigeons que vous fassiez preuve d'une attitude

sérieuse au suprême degré, non seulement envers vos études, mais aussi envers le mouvement. Il faut que, de retour, chez vous, si vous n'êtes pas au courant de quoi que ce soit, vous le disiez en toute franchise et ne fassiez pas un trop grand étalage de savoir. Dites-le franchement : je ne sais pas ceci ou cela, et chaque ouvrier vous comprendra ; mais si vous vous mettez en frais d'imagination, il n'est point d'ouvrier qui vous comprendra et qui voudra vous entendre.

Enfin, nous exigeons encore de vous que vous nous payiez de gros intérêts pour les sommes que nous avons dépensées. Vous devez nous rendre, non en espèces, mais en activité politique, en travail intrépide au sein des masses. (*Applaudissements*)

Camarades, je suis profondément convaincu que vous vous en acquitterez ; sinon, vous ne serez pas des communistes !



## **Annexe. Résolutions de la Conférence de Strasbourg de l'Internationale Syndicale Rouge sur la tactique des grèves**

*Les leçons des combats économiques : Résolution de la Conférence Internationale de l'ISR<sup>274</sup> sur les questions de tactique dans les grèves de la période actuelle*

### **Introduction**

Les grands conflits et les combats économiques qui, depuis le IV<sup>e</sup> Congrès de l'ISR<sup>275</sup>, se sont déroulés dans plusieurs pays : Allemagne, Pologne, France, Grèce, etc., ont entraîné des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers, confirment avec évidence non seulement la justesse de l'analyse économique et politique faite relativement aux principaux pays capitalistes par le Congrès, mais aussi la justesse de la tactique et de la stratégie qu'il a préconisées dans les grèves.

Les grèves et les lockouts présentaient, dès le début et dans certains cas dans le cours de leur développement, un caractère de masse et un caractère politique. D'autre

---

<sup>274</sup> La « Conférence de Strasbourg » (qui s'est en fait tenue à Berlin), janvier 1929.

<sup>275</sup> Le IV<sup>e</sup> congrès de l'ISR s'est tenu du 17 mars au 3 avril 1928.

part, d'indubitables traits d'offensive et de contre-offensive de la part des masses ouvrières s'y manifestaient nettement.

Il est absolument certain que, par suite de la rationalisation de plus en plus intense, de l'offensive croissante du capital et de l'activité grandissante des masses ouvrières, nous nous trouvons au début d'une vague de conflits politiques et économiques entre le travail et le capital et que seule une direction réellement révolutionnaire des combats peut en assurer le succès. Cette circonstance oblige les partisans de l'ISR à faire tous leurs efforts pour arracher la direction de la lutte aux réformistes traîtres et assumer eux-mêmes la direction des combats économiques.

Parmi les obstacles nombreux et ardues que les syndicats révolutionnaires et les partisans de l'ISR au sein des syndicats réformistes ont à surmonter, les plus importants sont les déviations et les tendances opportunistes résultant de l'influence des réformistes sur les éléments les moins fermes qui se trouvent dans nos propres rangs.

Ces déviations et tendances opportunistes s'expriment par un légalisme syndical (crainte d'enfreindre les statuts syndicaux, obéissance aux fonctionnaires syndicaux, etc.), par un retard sur les masses, par la sous-estimation de leur volonté de lutte et par la compréhension insuffisante de la liaison existant

Résolutions de la Conférence de Strasbourg de l'ISR  
entre les combats économiques et les combats politiques.

Ces erreurs opportunistes se sont particulièrement fait jour lors des grands conflits économiques qui exigent un grand effort dans la lutte, beaucoup de fermeté, de souplesse, d'habileté dans l'application de la tactique révolutionnaire établie par le I<sup>er</sup> Congrès. Dans l'avenir le plus proche, nous devons surmonter de la façon la plus énergique et la plus résolue toutes les hésitations qui se manifesteront dans nos propres rangs.

Un des points les plus faibles dans le travail des syndicats révolutionnaires et de l'opposition syndicale est une étude insuffisante des expériences de la lutte. La vague de grèves de ces derniers moins nous fournit une documentation extrêmement riche qui peut être utilisée pour les combats futurs.

La lutte pour la direction indépendante des combats économiques, puisque l'appareil syndical réformiste fait systématiquement œuvre de briseur de grève, sera un phénomène de plus en plus courant. Mais les formes et les méthodes de lutte changent, selon les conditions de chaque pays, les particularités spécifiques de chaque branche d'industrie, le rapport des forces dans la classe ouvrière, etc.

Comment mener cette lutte ? Quels organes doit-on créer pour préparer et pour mener la lutte ? Comment parer, dans le processus de

lutte, à l'offensive du patronat et des réformistes ? Comment entraîner dans la lutte les ouvriers non organisés, les femmes, la jeunesse ? Comment mobiliser toute la classe ouvrière pour qu'elle se porte au secours du détachement de lutte : telles sont les questions que se posent devant chaque participant et chaque dirigeant des conflits économiques actuels.

Et dans cette circonstance, l'expérience de Łódź<sup>276</sup> doit être utile à l'Allemagne et à la France ; l'expérience française pourrait être utilisée en Allemagne et l'expérience allemande pourrait servir aux autres pays.

Les syndicats révolutionnaires et l'opposition syndicale étudient peu ce qui a été accompli et comment cela a été accompli ; souvent, ils agissent d'après les vieilles méthodes et, parfois, ils en improvisent de nouvelles alors que l'expérience a prouvé les avantages de telle ou telle forme, de telle ou telle méthode de lutte.

Voilà pourquoi la tâche des partisans de l'ISR est d'étudier la façon la plus soignée et détaillée chaque conflit économique, de faire ressortir les difficultés qui se rencontrent sur notre chemin (et de trouver des méthodes pour les surmonter), de juger sainement nos points faibles et nos défauts, car c'est seulement en étudiant soigneusement l'expérience

---

<sup>276</sup> Cf. note 205, p. 206.

Résolutions de la Conférence de Strasbourg de l'ISR  
politique et économique des combats économiques qui se sont déroulés que nous pourrions considérablement progresser dans la préparation et le renforcement de nos propres rangs et de la classe ouvrière, en vue des conflits de classe imminents entre le travail et le capital.

## **1° La préparation des masses aux grèves et aux lockouts**

L'expérience des dernières grèves en France, en Allemagne et en Pologne a montré que la préparation des grèves était insuffisante. Afin que les ouvriers ne soient pas pris au dépourvu, l'opposition syndicale et les syndicats révolutionnaires indépendants doivent faire leur travail dans le sens suivant :

1° Le travail journalier des syndicats révolutionnaires et de l'opposition syndicale dans toutes les branches d'industrie doit avoir pour tâche de préparer les ouvriers aux futurs conflits entre le travail et le capital.

2° Dès que se manifestent les premiers symptômes de mécontentement de la part des ouvriers ou des intentions agressives de la part du patronat, il est nécessaire de poser devant les ouvriers, de la branche d'industrie donnée la question du conflit imminent.

3° Le travail préparatoire d'agitation et d'organisation doit s'effectuer sous les mots d'ordre : « Vous n'avez rien à attendre des

fonctionnaires syndicaux, car ils vous trahiront » : « Décidez vous-mêmes de votre sort » ; « Préparez-vous à la lutte, car autrement vous serez battus ». Dans cette agitation, on doit utiliser tous les faits concrets de trahison des fonctionnaires syndicaux dans les derniers combats économiques.

4° Déjà dans cette période préparatoire, il est nécessaire de déterminer soit dans les réunions, soit par des entretiens personnels ou par l'action individuelle quels sont, parmi les éléments sans-parti, anarcho-syndicalistes, réformistes ou chrétiens, ceux qui sont susceptibles d'être entraînés dans la lutte contre le patronat, sur la base de notre tactique indépendante, sans les fonctionnaires syndicaux, et de collaborer avec les ouvriers révolutionnaires, dans les organes de lutte et de direction.

5° Les revendications économiques doivent être claires et susceptibles d'être comprises par les masses ; elles doivent découler de la situation concrète donnée et doivent être discutées par tous les ouvriers intéressés afin de pouvoir entraîner la majorité et former la base du front unique par en bas et de l'unité de l'action.

6° Les conférences de délégués de fabriques et d'usines, aussi bien que les conférences des comités de fabriques et d'usines, peuvent jouer un rôle considérable dans la

période préparatoire, à condition que ces conférences ne soient pas sous l'influence des réformistes et ne soient pas des organes de collaboration de classe.

7° Les syndicats révolutionnaires et l'opposition syndicale doivent continuellement vérifier de la façon la plus soignée le travail de leurs organismes du point de vue de leur liaison avec la masse ouvrière dans les entreprises. Ils doivent lutter avec une énergie particulière contre tout bureaucratisme, tout éloignement des militants vis-à-vis de la masse, qui empêchent de réagir rapidement aux événements qui se produisent parmi les masses.

8° Les syndicats révolutionnaires et l'opposition syndicale doivent procéder à leur travail préparatoire de façon à ce que les ouvriers du rang prennent nettement conscience de la nécessité de créer des organes de direction par en bas et que cette nécessité soit l'objet de discussions dans toutes les fabriques et usines.

9° Lorsqu'un lock-out devient imminent, il est nécessaire de lancer le mot d'ordre de la création de comités de lutte contre le lock-out et pour la réalisation des revendications des ouvriers. Ces comités doivent être élus par tous les ouvriers et ouvrières de l'entreprise, sans distinction de parti ni de syndicat, par les syndiqués et les non-syndiqués.

10° Lorsque la situation est favorable à une grève et lorsque l'état d'esprit des masses est combatif, on doit attirer l'attention des masses sur la création de *comités de grève* élus par tous les ouvriers et ouvrières (de tels comités doivent être créés également lorsque ce sont les syndicats révolutionnaires qui dirigent la grève). Les ouvriers de toute tendance, les syndiqués aussi bien que les non-syndiqués, doivent participer à ces élections.

11° En même temps, on doit mener une agitation et une propagande acharnées dans les masses contre la *désignation des comités de grève par en haut* et contre les tentatives de la bureaucratie syndicale de livrer la direction des conflits aux comités de grève ainsi constitués.

12° La préparation des masses ouvrières à la lutte doit se faire non seulement oralement, mais aussi par la presse. À cet égard, une tâche particulièrement importante incombe à la presse syndicale et à la presse communiste. Il est désirable que soient publiés des tracts spéciaux, des feuilles spéciales jointes aux organes de presse, des journaux d'usine, etc., consacrés aux conflits imminents.

13° Dans la lutte économique, le plus dangereux est d'improviser et de faire appel à la grève sous l'influence de l'émotion et non par suite d'un calcul de sang-froid. Les dirigeants doivent non seulement savoir dans quelle

situation se trouve telle ou telle branche d'industrie, mais aussi, et surtout, ce qui se passe dans les masses. La tâche est de ne pas être en retard, de ne pas traîner à la remorque des masses, de savoir saisir le moment où les masses sont prêtes à la lutte. Ils doivent savoir aussi ne pas décréter la grève sans que les masses soient préalablement préparées à la lutte.

14° Le choix du moment est particulièrement important lors de la déclaration d'une grève. Dans cette circonstance, l'expérience de Łódz doit obligatoirement être utilisée, le moment pour la déclaration de la grève ayant été bien choisi. Un choix malheureux peut déterminer l'issue du conflit. Voilà pourquoi la déclaration de grève doit avoir lieu au moment le plus favorable pour les ouvriers (du point de vue de la situation économique ou politique) ; le choix d'un tel moment dépend de la situation, du moment, des rapports de forces, de la politique du patronat, etc.

15° Dans la période préparatoire, il est nécessaire de poser la question des fonds destinés aux grévistes et aux lock-outés. Cela est particulièrement important pour les pays et les syndicats où il n'existe pas de fonds de grève. On commettrait une erreur en espérant que les ouvriers peuvent vaincre le patronat avec l'argent qui se trouve dans les caisses des syndicats ; il est également erroné

de ne parler de secours aux grévistes et aux lock-outés (France) que lorsque la lutte est déjà commencée.

## **2° Les formes, le caractère et les fonctions des organes de lutte**

Toute la période préparatoire doit être employée à expliquer aux masses intéressées la nécessité de se préparer d'une façon organisée à la lutte. Cela signifie que nous devons expliquer le rôle des comités de lutte contre le lock-out, le rôle des comités de grève et des comités spéciaux qui doivent assumer la direction de la lutte.

Lorsqu'un lock-out ou une grève deviennent imminents, il est nécessaire de procéder aux élections des comités de grève et de lock-out quelques jours avant la déclaration de la grève ou du lock-out. Au cas où un lock-out est déclaré subitement, ou lorsqu'une grève éclate sans qu'on s'y soit attendu, il est nécessaire d'organiser immédiatement, au moment même de la déclaration de la grève ou du lock-out, une réunion générale des ouvriers des usines (ou des ateliers) avant que les ouvriers aient quitté la fabrique et l'usine. À ces réunions, après y avoir fait l'agitation nécessaire, il faut proposer de nommer un comité, en présentant une liste préparée d'avance d'ouvriers révolutionnaires, anarcho-syndicalistes, réformistes, chrétiens et sans parti.

En ce qui concerne la *composition* des comités de grève, il importe particulièrement que des comités de grève soient élus dans toutes les usines et aussi dans les grands ateliers. Il est également nécessaire que toutes les catégories et groupes d'ouvriers y soient largement représentés, comme ce fut le cas pour les délégations de fabriques à Łódz. Le mode d'élection dépend de l'ampleur du conflit et de l'importance de l'entreprise. Plus vastes seront les comités de grève et plus facile il sera de diriger toute la masse. Dans les petites entreprises, les comités de grève doivent être composés de façon que chaque groupe de 25 à 50 ouvriers ait un représentant ; dans les grandes entreprises, il doit y avoir un représentant par groupe de 100 à 200 ouvriers. Dans les très grandes entreprises où travaillent des dizaines de milliers d'ouvriers, les comités de grève doivent être composés de 200 à 300 membres afin d'établir la liaison directe avec les ateliers, par l'intermédiaire des membres des comités de grève. Un comité de grève aussi nombreux doit nommer son organe exécutif, la tâche de ce dernier est de convoquer régulièrement tous les membres du comité, de les tenir au courant de son travail, de maintenir par leur intermédiaire la liaison avec les grévistes, en chargeant chaque membre du comité de grève de tâches déterminées. En ce

qui concerne les fonctions et les tâches des comités de grève, il est nécessaire que :

1° Chaque comité de grève ait pour devoir de lutter par tous les moyens pour la réalisation des revendications des ouvriers. Le succès de la lutte dépendra de la mesure dans laquelle le comité de grève réussira à évincer de l'entreprise l'influence de l'appareil syndical réformiste, et à lui arracher la direction de la grève.

2° Le comité de grève doit mener la lutte, diriger les pourparlers le cas échéant, signer des accords, en déclarant d'avance que tous les accords conclus à l'insu des ouvriers par la bureaucratie réformiste n'engagent en rien les ouvriers.

3° Le comité de grève doit surveiller les fonctionnaires syndicaux, contrôler leur activité, organiser des manifestations devant le local des syndicats et, en cas de pourparlers et de manœuvres dans la coulisse, convoquer des réunions de syndiqués et de non-syndiqués et exiger l'expulsion des manitous syndicaux, il doit recueillir des fonds et verser des secours à tous les grévistes, en sapant systématiquement la confiance des ouvriers, surtout les ouvriers sociaux-démocrates et chrétiens, envers les fonctionnaires syndicaux réformistes et chrétiens.

4° Le comité de grève doit devenir un instrument puissant entre les mains de l'opposition

syndicale pour expulser des syndicats tous les agents du capital et les alliés du patronat.

5° Le comité de grève doit faire participer à la lutte les comités de fabrique et d'usine ; mais si ces derniers se traînent à la remorque de la bureaucratie syndicale, il faudra mener contre eux une lutte acharnée, tout comme à l'égard de la bureaucratie syndicale.

6° Le comité de grève a pour tâche fondamentale non seulement de concentrer l'attention de toute la masse sur les mots d'ordre de notre lutte, mais aussi, - ce qui est *particulièrement important* - de compléter dans le cours de la lutte, les mots d'ordre proclamés au début et d'en proclamer des nouveaux, y compris des mots d'ordre politiques, selon les conditions, sans jamais laisser échapper l'initiative.

7° Un comité de grève ne peut et ne doit jamais se placer sur la plate-forme pouvant se résumer en ces termes « tout ou rien », il doit observer attentivement dans quel sens change le rapport des forces dans le processus de la lutte ; il doit savoir manœuvrer, mais naturellement, pas dans le sens de combinaisons au sommet. Le manque de souplesse est contraire à toute l'expérience de la lutte révolutionnaire de classe.

8° Afin de diriger d'une façon normale la grève ou le lock-out, les comités de grève et de lock-out doivent grouper tous les ouvriers

touchés par le conflit. En cas de grands lockouts ou de grèves s'étendant à plusieurs entreprises d'une région importante ou à toute une branche d'industrie, il est nécessaire de créer un comité de grève central, composé de représentants des comités de grève locaux.

9° Les comités de grève et de lock-out, élus d'une façon démocratique, doivent établir une discipline intérieure des plus sévères, afin de conduire la lutte à la victoire.

10° Lors des élections des comités de lock-out, des comités de grève, ou d'autres organes de lutte, il est nécessaire d'obtenir qu'une décision soit prise donnant le droit de révoquer les membres ou les organes qui ne rempliront pas les tâches dont ils seront chargés en ce qui concerne la conduite énergique de la lutte, et qui violeraient ainsi la volonté de leurs électeurs.

11° Les comités de lutte contre les lockouts, les comités de grève et autres organes de lutte doivent non seulement s'occuper de l'enregistrement régulier de tous les ouvriers touchés par le conflit, mais aussi établir des centres de contrôle fonctionnant régulièrement, afin de renforcer la liaison avec les ouvriers et de les utiliser dans la plus grande mesure pour une participation active à la lutte.

12° Les comités de grève doivent établir et maintenir une liaison étroite entre les grévistes et la masse des chômeurs afin

Résolutions de la Conférence de Strasbourg de l'ISR  
d'empêcher que les chômeurs ne soient utilisés pour briser la lutte économique.

### **3° Notre tactique dans les comités de grève élus démocratiquement**

Les comités de grève, organes élus par toute la masse, sont nécessairement composés d'ouvriers de différentes tendances. Dans la phase initiale de la lutte, il peut arriver aussi que les partisans de l'ISR soient en minorité. Dans ce cas, les ouvriers révolutionnaires doivent faire preuve de beaucoup de fermeté, de tact et d'habileté, afin de conquérir la majorité à la tactique révolutionnaire. Les partisans de l'ISR doivent être avant tout les membres les plus disciplinés et les plus dévoués du comité de grève, dans tous les cas, où il s'agit de l'accentuation et de l'extension de la lutte. À toutes les réunions du comité de grève, ils doivent critiquer inlassablement l'indécision, les hésitations, et démasquer les manœuvres des leaders réformistes et catholiques. En cas d'hésitation, dans le comité de grève, les partisans de l'ISR doivent exiger que la question de la continuation de la lutte soit portée devant les assemblées de masse. Si cette exigence est repoussée, il faut poser parmi les masses la question de la réélection du comité de grève et de l'élection de chefs plus énergiques et plus fermes. Si la minorité révolutionnaire d'un comité de grève est

obligée de s'en retirer, parce que ce dernier est tombé sous l'influence des réformistes, la minorité doit en appeler aux masses et organiser les élections d'un nouveau comité de grève pour poursuivre la lutte. Dans les cas extrêmes, l'aile révolutionnaire peut et doit se retirer du comité de grève et la majorité tombe sous l'influence des réformistes et sabote la grève, tandis que parmi les masses prédomine la volonté de continuer la lutte. Les partisans de l'ISR doivent organiser le contrôle des masses sur l'activité et le travail du comité de grève, ils doivent lutter énergiquement contre toute tendance à diminuer le rôle du comité de grève en le transformant en organe auxiliaire auprès du syndicat (Nord de la France), même lorsque ce syndicat est révolutionnaire. La tâche essentielle des partisans de l'ISR à l'égard des comités de grève est d'y faire entrer, sur la base d'élections démocratiques, les militants les plus énergiques et les plus dévoués et d'en prendre la direction par une action énergique et exemplaire dans l'esprit de classes ; ils doivent toujours agir d'une façon organisée dans ces comités, sans se détacher un seul instant des masses qui les ont élus et en s'appuyant sur la confiance de ces masses pour entraîner à leur suite les ouvriers de toutes tendances. La tâche des partisans de l'ISR est de renforcer la confiance des masses envers ces organes de lutte et de

diriger réellement les sans-parti par les comités de grève et de lock-out.

#### **4° Diriger et non pas commander**

Une grève ou un lock-out, entraînant des grandes masses dans le mouvement, crée une situation favorable pour étendre l'influence de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier. Mais cette influence ne peut s'accroître que lorsque les éléments dirigeants font preuve d'une attention toute spéciale à l'égard des masses et établissent de bons rapports entre le comité de grève et les grévistes. Le comité de grève ne doit jamais perdre, même un seul instant, la liaison avec la masse. Il doit continuellement lui rendre compte de son travail, compléter ses effectifs en y attirant de nouveaux éléments actifs et énergiques et mener le travail de façon que chaque ouvrier puisse le contrôler. Dans ce cas, il est particulièrement dangereux que le comité d'usine ait recours au procédé qui consiste à commander les grévistes, qu'il tente de sa propre autorité de résoudre les principales questions, jusqu'à la renonciation à certaines revendications et à la cessation de la grève. Le système qui consiste à commander et la diplomatie secrète doivent être complètement rejetés par l'activité du comité de grève. Le rôle et l'importance de ce dernier s'accroîtront seulement dans la mesure où il se trouvera sous le

contrôle de la masse et résoudra avec cette dernière les principales questions de la grève. Naturellement, le contrôle des masses sur le travail des comités de grève et la liaison du comité de grève avec elles, n'empêchent que, dans certains cas, lorsque des décisions rapides seront nécessaires, le comité de grève prenne des décisions, en rendant compte aux masses ouvrières de son action. À cet égard, on doit étudier soigneusement l'expérience des dernières grèves et faire la critique la plus sévère des cas où les comités de grève ont « commandé ».

## **5° Les rapports entre les Comités de grève et l'appareil syndical réformistes**

En général, les réformistes désignent eux-mêmes des comités de grève ou ils s'efforcent d'y participer. L'expérience de Łódz a montré que l'admission des représentants des syndicats réformistes dans les comités de grève constitue une cause de défaite. C'est pourquoi il est nécessaire de porter l'attention sur la nécessité de protéger les comités de grève contre l'influence de la social-démocratie et de la bureaucratie syndicale réformiste et de lutter énergiquement contre l'admission des représentants officiels des syndicats réformistes dans les comités de grève. En général, il ne faut admettre aucun représentant

des syndicats réformistes dans les comités de grève. À toutes les tentatives des représentants des syndicats réformistes de pénétrer dans ces comités, les partisans de l'ISR doivent opposer le mot d'ordre de l'élection de tous les membres du comité de grève par tous les ouvriers syndiqués et non-syndiqués. Il est nécessaire de lutter également contre les tentatives des réformistes de faire élire les comités de grève par les syndiqués seulement. Si un syndicat réformiste dirige formellement la grève, on peut admettre aux comités de grève un ou deux représentants de ce syndicat, avec voix consultative, afin qu'ils rendent compte de ce qui est fait par la direction du syndicat. Toute tentative d'atténuer pendant la grève la lutte contre la bureaucratie syndicale, sous prétexte que cette dernière se trouve à la tête de la grève, doit être condamnée de la façon la plus énergique. C'est précisément au moment de la grève qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts pour démasquer les bureaucrates syndicaux réformistes, leurs méthodes destinées à saboter la grève, leurs manœuvres de derrière la coulisse, leur liaison avec la bourgeoisie, avec l'État bourgeois, etc. Non seulement la presse communiste, mais aussi la presse de l'opposition syndicale doit faire ce travail pour démasquer les fonctionnaires réformistes, mais cette tâche incombe particulièrement aux comités de grève, car c'est

seulement en opposant ces derniers à l'appareil syndical que l'on peut gagner réellement la direction indépendante des combats économiques. La moindre dépendance de point de vue idéologique et d'organisation, des comités de grève de l'appareil syndical réformiste, toute atténuation de la lutte contre ce dernier peut conduire à la défaite de la grève et à la baisse de l'autorité de l'opposition syndicale et des comités de grève formés sur l'initiative de cette dernière.

## **6° Le problème du Front unique pendant les grèves et les lockouts**

L'effervescence régnant parmi les masses quand un conflit est imminent est favorable pour la création *d'un front unique à la base*. À la veille du conflit, il est nécessaire de passer de l'agitation et de la propagande en faveur du front unique à son organisation. Dans ce sens, il est nécessaire :

1° De faire comprendre dans tous les organismes élus les meilleurs ouvriers de toutes tendances ; les communistes, sociaux-démocrates, catholiques, non-syndiqués, etc.

2° Les comités de grève doivent charger tels ou tels groupes d'ouvriers de faire des rapports sur le travail effectué en enlevant ainsi aux catholiques, aux sociaux-démocrates, etc., le monopole de faire des comptes-rendus dans leurs organisations syndicales respectives.

3° Il est nécessaire de charger les ouvriers sans-parti et réformistes de toutes sortes de fonctions dans le comité de grève afin de les entraîner directement dans le travail et dans la lutte.

4° Les ouvriers sans-parti, les catholiques et les sociaux-démocrates, faisant des rapports sur l'activité des comités de grève doivent s'efforcer d'obtenir que ces rapports soient publiés dans leur presse.

5° Durant les grèves, il est particulièrement utile de convoquer de larges conférences spéciales de syndiqués et de non-syndiqués, d'ouvrières et de jeunes, afin de promouvoir les meilleurs et les plus énergiques aux postes de dirigeants de combat.

6° Pendant les grèves et les lockouts, il faut porter particulièrement l'attention sur la lutte contre toutes sortes de combinaisons au sommet et contre les tentatives de front unique par en haut, entre les leaders.

7° Les partisans de l'ISR qui concluent avec les leaders réformistes des accords de neutralité pendant la grève, de renonciation à une critique réciproque, etc., méritent un blâme particulier. Ce n'est pas le front unique, mais une caricature honteuse de front unique.

8° Pendant les grèves et les lockouts, le front unique a pour but d'augmenter la combativité des masses et non pas d'assurer la sécurité des leaders. Voilà pourquoi notre tactique

de front unique étroit avec les ouvriers des organisations réformistes doit s'effectuer parallèlement avec une lutte acharnée contre les bureaucrates syndicaux réformistes.

9° Comme méthodes de front unique cimentant et unissant les combattants, il faut indiquer l'organisation de manifestation de masse et de défilés dans les rues, sous la direction des organismes élus, contre la police bourgeoise et sociale-démocrate, contre les autorités municipales bourgeoises et sociales-démocrates, etc.

10° Le front unique organisé à la base au moment de la lutte doit être utilisé, après la lutte, pour unir par des liens solides les partisans de l'ISR avec les masses. Cela peut être réalisé sous des formes différentes, selon les conditions du pays, selon les branches d'industrie et selon le rapport de force dans la classe ouvrière, etc. Il est nécessaire de consolider définitivement et d'utiliser le travail effectué.

## **7° Les piquets ouvriers et les groupes d'autodéfense**

Souvent, le succès de la lutte dépend de l'organisation du « picketing » et de l'habileté des grévistes à repousser les attaques des bandes de briseurs de grèves à la solde du patronat. En conséquence, l'organisation de piquets et de groupes d'autodéfense acquiert

une importance particulièrement grande. Dans ce domaine, les organes de lutte doivent faire ce qui suit :

1° Faire participer absolument aux piquets les ouvriers de toutes tendances, en les organisant de façon qu'à côté des camarades éprouvés dans les combats se trouvent également des ouvriers non-syndiqués, sociaux-démocrates, chrétiens, etc.

2° il faut soigneusement choisir les camarades pour les piquets en utilisant à cet effet non seulement les jeunes, mais aussi les ouvriers et les ouvrières, et, tout particulièrement, les femmes d'ouvriers.

3° Les larges milieux d'ouvriers doivent participer aux piquets (piquets de masse), afin de gagner le plus grand nombre d'ouvriers à un travail actif durant la grève.

4° Il est utile d'organiser les manifestations spéciales de femmes et d'enfants d'ouvriers contre les briseurs de grève et contre les détachements de police qui protègent ces derniers.

5° Tous les grévistes doivent avoir pour *devoir* de participer aux piquets, afin qu'aucun ouvrier ne se soustraie à son devoir pendant le conflit.

6° Dans les pays de fascisme et de terreur blanche (Italie, Pologne, Roumanie, Bulgarie) et aussi dans les pays où le patronat et les réformistes organisent des briseurs de grève,

il est nécessaire, dès qu'une grève éclate, de créer des groupes d'autodéfense et d'y entraîner les ouvriers les plus actifs.

7° Il est très désirable d'entraîner dans les piquets et dans les groupes d'autodéfense les ouvriers membres d'associations sportives et les femmes membres d'associations prolétariennes qui, pendant la grève, peuvent jouer un rôle très considérable.

8° Il faut mettre à profit les cas de collisions entre les piquets et les organes du pouvoir, pour enseigner non seulement aux participants des piquets, mais aussi à tous les grévistes, la vérité élémentaire sur la liaison du patronat avec l'état bourgeois.

9° Il faut porter particulièrement l'attention sur la lutte contre les organisations policières et contre les organisations de détectives privés (police de fabriques, agences policières privées, agents secrets dans les entreprises, équipes de pompiers faisant partie de la police, etc.).

## **8° Les grèves « sauvages » ou non officielles**

La politique du réformisme international s'orientant vers la solution « pacifique » de tous les conflits économiques au moyen de l'arbitrage obligatoire, le sabotage systématique des revendications des ouvriers par l'appareil réformiste syndical, pose devant

les grandes masses ouvrières le problème de la lutte pour leurs revendications les plus élémentaires contrairement à la volonté de la bureaucratie syndicale réformiste. Les grèves « sauvages » ou non officielles, c'est-à-dire des grèves déclarées par les ouvriers sans sanction et contrairement à la volonté des organes centraux du syndicat respectif, n'avaient auparavant qu'un caractère épisodique. Actuellement, elles deviennent le seul moyen de s'opposer à l'exploitation grandissante et à la pression exercée par le patronat. Les grèves non sanctionnées par le syndicat et proclamées contrairement à la volonté de ce dernier sont de plus en plus fréquentes. Elles sont déjà- et le seront encore davantage – un phénomène de masse. Il en résulte donc le devoir de réhabiliter les grèves dites « sauvages » ou non officielles, étant donné que la bureaucratie syndicale s'oriente vers la renonciation de la lutte par les grèves. Les grèves, commençant et se déroulant sans la sanction et contrairement à la volonté des syndicats réformistes, surtout dans les pays où la bureaucratie syndicale est encore forte (Angleterre, Allemagne), exigent une préparation particulièrement sérieuse et un effort particulièrement grand de la part des partisans de l'ISR. Il est nécessaire avant tout de surmonter, dans les rangs mêmes des partisans de l'ISR, la sous-estimation des forces

des ouvriers, la surestimation de la force de l'appareil syndical réformiste et la crainte d'interventions indépendantes des ouvriers, sans la sanction et contre la volonté de la bureaucratie syndicale. Il est nécessaire de mener continuellement l'agitation et la propagande parmi les masses en soulignant que les ouvriers n'ont rien à espérer de l'appareil syndical réformiste qui entrave la lutte des ouvriers pour leurs revendications les plus élémentaires. Lorsqu'une grève dite « sauvage » ou non officielle commence, il importe particulièrement de provoquer l'initiative et l'énergie des masses, car c'est seulement en soulevant des grandes masses et en les faisant participer activement à la lutte qu'on réussira à rompre le front unique du patronat, de l'État bourgeois et de l'appareil syndical réformiste.

## **9° L'extension du front de la lutte. Le problème des réserves**

Dans les conditions actuelles de trustification et de concentration du capital, chaque conflit économique pose devant les ouvriers le problème des réserves. Étant donnée l'existence des organisations puissantes patronales, disposant de forces inépuisables, s'appuyant sur toute la force de l'État bourgeois et des organisations réformistes, chaque conflit économique plus ou moins considérable acquiert une grande importance politique pour

toute la classe ouvrière. C'est pourquoi le problème de l'extension de la lutte, pour y entraîner de nouvelles couches et recevoir l'appui des réserves, est essentiel du point de vue de la marche et de l'issue du conflit.

L'extension de la lutte peut suivre une ligne verticale et une ligne horizontale, soit qu'elle s'étende à tous les ouvriers ou à une partie considérable des ouvriers de la branche industrielle en question, ou bien qu'elle englobe les ouvriers de régions entières. Dans ce cas comme dans l'autre, l'extension de la lutte n'est possible qu'à la condition d'une préparation préliminaire sérieuse et d'un travail soutenu parmi ces catégories d'ouvriers avant et, et tout particulièrement au moment même du conflit. Pour déterminer quelle catégorie d'ouvriers doit être appelée à la rescousse, il est nécessaire d'établir quel est le point le plus faible du patronat touché par le conflit. Il est nécessaire, avant tout, d'avoir en vue toutes les entreprises liées et subordonnées à tel ou tel trust ou entreprise, ensuite il faut fixer son attention sur les entreprises qui fournissent les matières premières ou achèvent les articles fabriqués par l'entreprise en grève. Il faut penser que les entrepreneurs peuvent se passer réciproquement les commandes, importer les marchandises qui leur manquent d'autres régions ou de l'étranger, etc. Un moyen particulièrement effectif dans la lutte

c'est la participation des transports par terre et par mer, et aussi l'aide des ouvriers des entreprises d'intérêt public (électricité, gaz, etc.)

Dans tous ces cas, il est nécessaire d'avoir en vue la situation générale et non seulement le désir d'étendre la lutte. Il faut tenir compte de l'importance de notre influence, du degré de la préparation des masses et de leur désir d'adhérer par solidarité à la lutte. Il en résulte que lors de la préparation à la lutte et dans la marche de cette dernière, il est nécessaire de se rappeler que l'isolement des grandes masses prolétariennes des autres branches d'industrie constitue des dangers graves.

## **10° La poursuite de la lutte après la trahison des réformistes**

L'expérience des dernières grèves dans le Nord de la France, dans la Ruhr, à Łódź, etc., a montré que les réformistes, n'ayant pas réussi à trahir le mouvement dès le début, choisissent dans la marche de la lutte le moment le plus propice pour briser la grève, pour porter un coup par derrière aux ouvriers en lutte. Utilisant leur influence sur certaines couches d'ouvriers et sachant que les éléments les plus passifs suivront toujours ceux qui proposent la cessation de la lutte, surtout lorsqu'une telle proposition est faite sous le masque du socialisme, les réformistes trahissent systématiquement les mouvements de masse, l'un après

l'autre. Presque toujours, le mouvement est brisé à la suite de pourparlers dans la coulisse, sans qu'il en soit rendu compte aux grévistes et sans leur consentement. Voilà pourquoi les partisans de l'ISR doivent, avant et pendant le conflit, lutter avec un acharnement tout particulier pour que la question de la cessation du conflit soit résolue aux assemblées générales d'ouvriers. Dans toutes les dernières grèves, la trahison des réformistes conduisait à ce que la majorité des ouvriers ne retournaient pas au travail, et, devant les partisans de l'ISR, se posait la question de savoir si l'on pouvait et si l'on devait poursuivre la lutte dans les entreprises et dans les régions où les partisans de l'ISR exercent une influence décisive. La poursuite de la lutte à la manufacture de Vidsev<sup>277</sup> et à Halluin<sup>278</sup>, après la trahison du mouvement général à Łódz et dans le Nord de la France, était absolument juste théoriquement. Naturellement, la lutte dans ces conditions est très difficile, car les forces des ouvriers sont déjà en partie épuisées, et battre en retraite par suite de la trahison de la social-démocratie et des amsterdamiens ne fait

---

<sup>277</sup> On écrit aujourd'hui Widzew : banlieue industrielle à l'ouest de Łódz.

<sup>278</sup> Halluin est une localité d'industrie textile située au nord de Lille, à la frontière belge. C'était depuis longtemps un bastion communiste. Le 12 octobre 1925, les travailleurs du textile, emmenés par le maire communiste avaient envahi une usine textile et le patron les avait mis en joue.

que démoraliser les combattants. Néanmoins, dans certains cas, la lutte est absolument nécessaire, car, sans cela, toutes les grèves seront ensuite sabotées et brisées par la trahison systématique des réformistes. La poursuite de la lutte, lorsque la majorité des ouvriers s'en est retirée, exige une fermeté et une solidarité exceptionnelles, un haut degré de conscience et une énergie extraordinaire de la part de tous ceux qui continuent à défendre les positions des ouvriers, car c'est seulement dans ces conditions que l'on peut, non seulement tenir, mais aussi avoir la partie gagnée. Du fait que certaines grèves de ce genre (Vidsev) ont subi une défaite, on ne peut pas encore juger si cette méthode de lutte est erronée ; bien au contraire, il faut en déduire que, dans les cas analogues, les partisans de l'ISR devront prendre encore d'autres mesures pour organiser et pour mobiliser les masses dans le pays entier, afin d'aider les ouvriers qui luttent sur un secteur restreint du front social.

## **11° Comment empêcher le sabotage de la lutte**

La trahison systématique de la part de l'appareil réformiste syndical pose devant nous la question extrêmement importante de savoir comment empêcher le sabotage de la lutte. Dans ce domaine, les partisans de l'ISR doivent avoir en vue des tâches de *longue*

*haleine et des tâches spécifiques.* On ne peut garantir complètement les masses ouvrières contre la trahison du mouvement qu'en extirpant complètement l'influence réformiste dans les masses. Pour cette raison, plus la lutte de classe est aiguë et plus nous devons lutter avec acharnement contre les agents réformistes du capital dans la classe ouvrière. Cette tâche exigera de longues années d'un travail soutenu dans le domaine politique et d'organisation, aussi bien dans le domaine de l'agitation et de la propagande, pour grouper les grandes masses sur la base des classes. La durée de ce travail dépend de notre habileté, de l'énergie, de l'esprit de suite, de la fermeté, d'une grande ténacité, de la souplesse et, ce qui est particulièrement important, d'une extension rapide de notre influence politique et de la consolidation régulière de notre influence dans le domaine de l'organisation. Toutes les indications dans ce sens sont données sous une forme détaillée par tous les congrès de l'IC et de l'ISR

Il en est autrement des tâches spécifiques et particulières qui se posent aux partisans de l'ISR dans la situation concrète donnée et dans la période actuelle de combats économiques de plus en plus considérables. Ici se posent différents problèmes concrets et la solution systématique de ces problèmes constituera

une condition indispensable du succès de la lutte sur un secteur donné du front.

Pour le succès de l'action, il est nécessaire :

- 1° d'accentuer la lutte contre tous les alliés du capital, en prévenant les ouvriers, avant tout et surtout au moment du conflit, *que l'ennemi se trouve dans leurs propres rangs* ;
- 2° aux élections des comités de lock-out, de grève et d'autres organes de lutte, de faire échouer les candidatures de toutes les personnes liées à la social-démocratie et à la bureaucratie syndicale, comme candidatures de briseurs de grève ;
- 3° s'efforcer de faire élire aux organes de direction seulement ceux qui ont déjà prouvé leur dévouement à la cause de la classe ouvrière ;
- 4° au moment du conflit, décupler la lutte contre l'arbitrage obligatoire et contre les autres méthodes bourgeoises-réformistes destinées à étouffer la lutte ;
- 5° saper systématiquement la confiance des masses envers l'appareil syndical réformiste et envers sa tactique de collaboration de classe ;
- 6° au cours de la grève, réagir à chaque démarche louche des dirigeants syndicaux réformistes, non seulement dans la presse, mais aussi et surtout aux réunions des grévistes, en faisant adopter des résolutions condamnant la capitulation, les manœuvres dans la coulisse et la trahison ;
- 7° lutter énergiquement contre le système qui consiste en ce que les organes du syndicat (direction, assemblée de délégués,

etc.) décident eux-mêmes de la cessation de la grève. Ces questions doivent être résolues par les organes de lutte élus par toute la masse des ouvriers syndiqués et non syndiqués. L'essentiel est de se rappeler qu'on ne peut briser la trahison organisée que par une organisation forte et coordonnée.

Il en résulte la nécessité de renforcer, avant tout, et surtout pendant tout le cours de la lutte, les fractions communistes, de développer et de renforcer les syndicats révolutionnaires et l'opposition syndicale, en consolidant pas à pas, du point de vue de l'organisation, notre influence politique grandissante. C'est précisément lors des grands combats que tous les organes du parti, de l'opposition syndicale et des syndicats révolutionnaires doivent travailler de la façon la plus soutenue en entraînant des couches toujours nouvelles d'ouvriers à la lutte active contre la trahison réformiste.

Ainsi, c'est seulement par un travail obstiné, systématique et tenace pour renforcer et pour grouper nos forces, que nous arriverons à briser la trahison, à obtenir une victoire dans le conflit, malgré le front unique du patronat, de l'État bourgeois et de l'appareil syndical réformiste.

## **12° Les grèves dans les pays où le mouvement syndical est scindé**

Dans les pays où le mouvement syndical est scindé (France, Tchécoslovaquie, Roumanie, Grèce, Japon, etc.), les syndicats révolutionnaires utilisant l'expérience politique et tactique dans les combats économiques ont à résoudre plusieurs tâches spécifiques qui surgissent sous une forme particulièrement aiguë lors des mouvements de masse. Si dans les pays comme l'Allemagne et l'Angleterre, la lutte pour la direction des masses se déroule entre l'organe officiel des syndicats et l'opposition<sup>279</sup>, il en est autrement dans les pays où le mouvement syndical est scindé. Dans ces pays, la lutte pour l'influence sur les masses et pour la direction du mouvement se déroule entre deux organisations. Dans ces conditions, une des principales tâches des syndicats révolutionnaires est d'utiliser chaque conflit économique pour renforcer leur position, en augmentant leurs effectifs par le recrutement de nouveaux membres parmi les non-syndiqués et parmi les adhérents des syndicats réformistes. Il est nécessaire de faire tout le possible, pendant et immédiatement après le mouvement de masse, pour liquider l'organisation réformiste paral-

---

<sup>279</sup> En 1929, le KPD avait créé l'*opposition syndicale révolutionnaire* (Revolutionäre Gewerkschafts-Opposition, la RGO).

lèle, en faisant passer tous les membres de cette dernière ou sa majorité écrasante dans les syndicats révolutionnaires (voir la résolution du IV<sup>e</sup> Congrès de l'ISR sur la première question à l'ordre du jour<sup>280</sup>). À cet égard, l'expérience faite à Bordeaux, au moment de la grève des dockers<sup>281</sup>, où le syndicat réformiste a complètement disparu, tous les membres étant passés aux syndicats unitaires, aurait mérité d'être étudiée et imitée. En ce qui concerne les syndicats réformistes où nous n'avons conquis qu'une partie des adhérents dans le processus de la grève et immédiatement après, on doit prendre des mesures pour renforcer l'influence politique et d'organisation de l'opposition révolutionnaire dans ces syndicats, afin d'en gagner la majorité et de créer ainsi des conditions pour liquider ces syndicats réformistes.

D'autres part l'existence de deux syndicats parallèles et se faisant mutuellement concurrence exige que le syndicat révolutionnaire

---

<sup>280</sup> Cf. les *Résolutions adoptées au III<sup>e</sup> congrès de l'ISR (juillet 1924)*, Librairie du travail, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge, Paris, 1924.

<sup>281</sup> La grève de 1928 dura 56 jours, permit l'intégration des syndicats catégoriels existants en un seul syndicat CGT Unitaire des dockers du Port de Bordeaux. Cette grève victorieuse apporta une augmentation des salaires de plus de 17%. Le syndicat unitaire devint fort de 3.100 syndiqués. Ce fut une grève très dure : les dockers envahissent plusieurs bateaux pour empêcher les jaunes de travailler. Le préfet de la Gironde fit d'ailleurs appel à la troupe.

soit particulièrement sensible à l'état d'esprit des masses et qu'il lutte avec une énergie particulière contre la démagogie des leaders réformistes qui sont prêts à simuler la lutte pour ne pas perdre leur influence sur la masse des adhérents. Dans ces pays, il est particulièrement dangereux pour les partisans de l'ISR de laisser échapper l'initiative, de se laisser prendre au piège des phrases révolutionnaires des leaders réformistes et de croire que ces derniers sont capables et ont la volonté réelle de lutter contre la bourgeoisie. En agissant de cette façon, on marche dans une voie qui conduit sûrement à la débâcle du mouvement syndical révolutionnaire. Naturellement, lorsqu'un syndicat local, bien qu'appartenant à un centre réformiste, lutte réellement contre le patronat, la tâche du syndicat révolutionnaire est de conclure avec lui un front unique, tout en prenant les mesures nécessaires contre tout esprit de capitulation et pour entraîner derrière lui, surtout dans les moments décisifs de la lutte, toute la masse des ouvriers des deux syndicats et les non-syndiqués, en prouvant dans la pratique que seuls les syndicats révolutionnaires défendent d'une façon conséquente les intérêts des masses ouvrières. C'est pourquoi l'organisation révolutionnaire doit s'appuyer sur des comités de grève électifs et établir avec ces derniers la collaboration la plus intime. Seule

une politique juste dans le domaine de la direction économique peut augmenter l'autorité des syndicats révolutionnaires aux yeux des masses, les renforcer politiquement et du point de vue de l'organisation et les transformer en organisations comprenant la majorité de la classe ouvrière.

### **13° Les grèves dans les pays de fascisme et de terreur blanches**

Dans les pays de fascisme et de terreur blanche, les grèves se produisent actuellement pour la plupart d'une façon spontanée. Cela signifie que dans ces pays les partisans de l'ISR n'ont pas su pénétrer dans les entreprises afin d'y exercer, malgré les répressions, leur influence sur les revendications et sur l'issue des grèves. Il en résulte que pour les pays de ce genre, le travail dans les entreprises est particulièrement important, car c'est l'action exercée directement aux entreprises qui représente le seul point de départ possible des actions économiques et politiques. Dans les pays où le fait même de présenter des revendications économiques est déjà considéré comme un crime et puni comme tel, la tâche est néanmoins d'entraîner les masses ouvrières aussi considérables que possible à l'élaboration de revendications économiques et à les présenter au patronat. L'élaboration des revendications doit se faire

par atelier et ces revendications doivent être présentées par des délégations nombreuses de 100 à 200 personnes. Cependant, on ne doit nullement considérer cela comme une règle obligatoire pour tous les pays. Selon les conditions spéciales de chaque pays de terreur blanche et de fascisme, il est nécessaire d'y apporter des modifications. D'autre part, en ce qui concerne les délégations, il est nécessaire de les composer de façon à ne pas mettre tous les ouvriers actifs sous le coup de la répression de la terreur. On peut et on doit procéder aux élections de délégués sur chaque question, même peu importante, touchant les intérêts immédiats des ouvriers. Dans ces pays, il importe particulièrement de choisir avec un soin tout particulier les membres des comités de grève. D'autre part, il est nécessaire d'avoir en vue les arrestations et les répressions possibles. Pour cette raison, le comité de grève doit être composé d'un nombre élevé de membres et, en outre, il faut choisir dans le comité de grève même un petit groupe dirigeant qui pourrait assurer la direction de la grève en cas d'arrestations et de répression. Dans ces pays, l'information et la liaison jouent un rôle particulièrement important et il est nécessaire d'avoir un appareil illégal pour les assurer. Dans ces pays, il importe également d'assurer la protection des grévistes contre les bandes fascistes. Dans ce

but, il est nécessaire d'organiser des détachements de self-défense. Dans ces pays, l'essentiel est de s'efforcer d'agir ouvertement dans chaque grève et d'utiliser la moindre possibilité pour se départir du travail clandestin exclusif.

Étant donné la fascisation accélérée du mouvement syndical dans tous les pays de dictature fasciste, chaque lutte économique pose devant le mouvement syndical révolutionnaire et devant les masses la nécessité d'une lutte toujours plus accentuée contre les agents du fascisme dans le mouvement syndical, la nécessité d'opposer les syndicats révolutionnaires à tout le système syndical fasciste. En Pologne<sup>282</sup> et en Hongrie<sup>283</sup>, la tâche se pose de créer des syndicats révolutionnaires ; en Bulgarie<sup>284</sup> et en Roumanie<sup>285</sup>, il s'agit de les renforcer et de les transformer en organisations de masse ; en Italie<sup>286</sup> et en Yougoslavie<sup>287</sup>, la tâche de l'organisation des

---

<sup>282</sup> Cf. note 211, p. 210.

<sup>283</sup> Le 1<sup>er</sup> mars 1920, l'amiral Horthy, est élu en Hongrie « Régent du royaume ». Le régime politique est ouvertement antidémocratique, anti-ouvrier et antisémite. Le parti communiste y était interdit, ses militants emprisonnés ou exécutés.

<sup>284</sup> Cf. note 210, p. 210.

<sup>285</sup> Cf. note 209, p. 210.

<sup>286</sup> Mussolini est au pouvoir depuis octobre 1922, mais c'est à partir des « lois fascistissimes » établies en 1925 et 1926 que le régime, de simplement autoritaire et anti-ouvrier, va prendre son vrai caractère (parti unique, interdiction des syndicats, relégation des antifascistes, etc.).

<sup>287</sup> Cf. note 208, p. 210.

ouvriers en syndicats révolutionnaires illégaux est partout étroitement liée à la lutte pour l'existence ouverte des syndicats prolétariens de classe, contre la terreur du gouvernement et de ses agents dans le mouvement syndical, contre la dictature fasciste.

## **14° Les méthodes pour donner aux grèves un caractère politique**

Dans les conditions de la concentration du capital et de l'orientation de la bourgeoisie et des réformistes vers l'institution de l'arbitrage obligatoire pour remplacer les grèves, chaque grève acquiert un caractère politique. Cela ne signifie pas encore que tous les ouvriers comprennent le caractère politique, c'est-à-dire le caractère général de classe des combats économiques qui ont lieu actuellement. Dans ces conditions, les partisans de l'ISR ont pour devoir d'enseigner aux masses la politique sur l'expérience de la lutte journalière. Cela signifie qu'il est nécessaire, partant des revendications présentées et sans les oublier un seul instant, de proclamer à chaque étape de la lutte des mots d'ordre devant lever la lutte à un degré supérieur. Donner aux grèves un caractère politique ne signifie point qu'il faut se mettre à parler de la politique en général, mais qu'on doit lier les revendications immédiates aux revendications d'un caractère plus général. Ainsi, la plupart des

grèves se heurtent à la répression, à la trahison des jaunes défendus par les organes du pouvoir, à l'arbitrage obligatoire, etc. ; il en résulte que ces questions doivent occuper une place centrale dans chaque grève. L'essentiel est que chaque ouvrier comprenne, par l'expérience de la lutte, que le gouvernement défend le patronat contre les ouvriers, que la « justice, en dehors des classes », la presse, l'église, etc., sont au service du patronat, que chaque conflit économique pose le problème de « classe contre classe ». L'essentiel est de ne pas proclamer trop de mots d'ordre à la fois et de se rappeler que, seuls, les mots d'ordre étroitement liés à la marche et aux conditions du conflit économique en cours seront les plus utiles. Dans cette circonstance, les mots d'ordre politiques (et les revendications politiques), liés à l'intervention de masse donnée du prolétariat, peuvent constituer, dans leur ensemble, la plate-forme politique, y compris les sans-parti.

L'effervescence des masses durant la lutte économique doit être utilisée pour intensifier la campagne contre la préparation de la guerre contre l'URSS. Chaque ouvrier doit comprendre la liaison étroite existant entre la préparation à la guerre contre l'État prolétarien et le renforcement de tous les moyens d'exploitation, de l'oppression, et de la terreur sous lesquels le capitalisme l'écrase au nom de

la stabilisation capitaliste. Pendant la grève, le mouvement syndical révolutionnaire porte particulièrement l'attention sur la mobilisation des masses dans les entreprises et dans les branches d'industrie qui sont particulièrement liées à la préparation de la grève et sur la vulgarisation parmi les cheminots des mots d'ordre de grève générale, de grèves de masse et d'arrêt des transports pendant la guerre. En liaison avec la lutte contre la guerre impérialiste, il est nécessaire de lutter contre toutes les formes de militarisation et contre les organisations militaristes fonctionnant dans les usines.

## **15° Les formes et les méthodes de mobilisation de l'opposition syndicale dans le pays tout entier**

L'expérience des dernières grèves en France, en Allemagne et en Pologne a montré que, pendant les grèves, les organisations locales ne sont pas suffisamment soutenues par le parti tout entier, par le centre syndical révolutionnaire et par l'opposition syndicale. Cependant, la direction active des conflits économiques importants, par les syndicats révolutionnaires et par l'opposition syndicale, n'est possible que si nous réussissons à mobiliser *toutes* les forces dont nous disposons. C'est pourquoi les principales tâches qui se

posent devant le mouvement révolutionnaire et devant l'opposition syndicales sont :

1° en liaison avec les conflits imminents dans telle ou telle branche d'industrie, lancer les meilleures forces sur les lieux de la lutte.

2° Réorganiser toute l'agitation et la propagande conformément à l'importance du conflit lui-même.

3° Réserver dans la presse la place qui convient aux conflits, en faisant collaborer les grévistes à la presse.

4° Concentrer tout le travail des syndicats révolutionnaires et de l'opposition syndicale pour desservir les grèves. Changer tout le travail courant de façon à prêter le plus grand concours possible à la grève.

5° Contrôler rigoureusement l'activité de chaque camarade chargé d'une partie déterminée du travail.

6° Porter particulièrement l'attention sur ce que de nouvelles forces d'ouvriers, d'ouvrières et de jeunes de la branche d'industrie touchée par les conflits participent au travail de direction pendant la grève ou le conflit. On peut trouver des centaines, des milliers de gens qui accomplissent bénévolement un travail énorme.

7° Liaison permanente et active entre l'organe dirigeant de la lutte et la direction centrale du mouvement syndical révolutionnaire.

8° Afin de pouvoir mobiliser toutes les forces pour soutenir la lutte, les militants qui dirigent directement le conflit doivent communiquer au centre l'état de choses tel qu'il est réellement, sans l'embellir.

## **16° Le travail parmi les ouvriers et les femmes d'ouvriers**

Par suite de la rationalisation de l'industrie et de l'emploi croissant de la main-d'œuvre féminine dans l'industrie, il est de toute importance de gagner les ouvrières à la grève. L'expérience a montré que les ouvrières et les femmes d'ouvriers jouent un rôle très important dans les grèves et les lockouts. Pour cette raison, il est nécessaire :

1° Encore au moment de la préparation, de porter particulièrement l'attention sur l'organisation des ouvrières et sur l'incorporation dans les revendications générales de revendications touchant les intérêts des ouvrières.

2° D'entraîner les ouvrières et les femmes d'ouvriers dans le travail actif au moment de la grève, en les chargeant de toutes sortes de fonctions de caractère d'agitation et d'organisation, de secours, etc., en créant, à cet effet, dans la période de grève, des comités spéciaux composés de femmes d'ouvriers.

3° De créer des groupes volants spéciaux composés d'ouvrières pour faire de l'agitation parmi les femmes d'ouvriers.

4° Lors des élections des comités en lutte contre les lockouts ou des comités de grève, il est nécessaire de se préoccuper que dans ces comités entre un pourcentage considérable d'ouvrières ; dans les entreprises où la main-d'œuvre féminine prédomine, il est nécessaire que les ouvrières soient en majorité dans les comités de grève.

5° Dans toutes les délégations créées pour établir la liaison avec d'autres régions et d'autres branches d'industrie, les ouvrières doivent figurer obligatoirement.

6° Si un grand nombre d'ouvrières est atteint par une grève ou par un lock-out, il est nécessaire de convoquer des conférences spéciales d'ouvrières pour préparer d'une façon organisée les revendications générales des ouvrières, pour désigner des candidatures au comité de grève en proposant les ouvrières les plus actives. Mais cela ne doit nullement avoir pour effet d'exclure les ouvrières de la participation aux conférences ouvrières générales. Bien au contraire, leur participation y est absolument nécessaire.

7° Étant donné que lors de la liquidation des conflits, les accords conclus par les réformistes se font fort souvent aux dépens des détachements les plus faibles du prolétariat (ouvrières et jeunes), il est nécessaire, à la fin du conflit, de protéger particulièrement

les intérêts de ces détachements de la classe ouvrière.

## **17° Les formes et les méthodes pour entraîner les jeunes dans la lutte active**

Dans les conflits économiques, il faut porter particulièrement l'attention sur la défense des intérêts de la jeunesse, en vue d'entraîner celle-ci à la lutte active. En élaborant des revendications, il est nécessaire d'y incorporer des paragraphes spéciaux concernant le travail des jeunes. Lors des élections des organes de lutte, la jeunesse doit y participer au même titre que les ouvriers adultes. Les jeunes peuvent jouer un rôle particulièrement important dans les piquets, dans les détachements de self-défense ou l'organisation de la liaison et pour assurer le contrôle de l'exécution des décisions adoptées par l'organe dirigeant et aussi pour la diffusion des tracts, des appels, etc., du comité de grève. Il faut déclarer résolument la guerre à la tradition sociale-démocrate qui consiste à considérer les jeunes comme une catégorie ne méritant aucune attention. Les partisans de l'ISR doivent se rappeler que l'activité du mouvement dépend dans une mesure considérable de la participation de la masse des jeunes dans la lutte.

Il serait utile de créer auprès des comités de grève des commissions de jeunes, chargées

Résolutions de la Conférence de Strasbourg de l'ISR  
de travailler spécialement parmi les jeunes  
ouvriers et apprenties pour les entraîner dans  
la grève.

## **18° L'organisation des secours**

La question des secours pendant les grèves joue un rôle très considérable. Étant donné que les syndicats réformistes sabotent le mouvement et considèrent souvent les grèves déclenchées comme grèves « sauvages », afin de ne pas verser de secours aux grévistes ; étant donné que les réformistes ne tiennent nul compte des ouvriers non syndiqués et leur refusent tout secours, la tâche de l'opposition syndicale et des comités de grève est de se procurer le maximum de fonds pour secourir les grévistes et les lockoutés. Dans ce but, il est nécessaire :

1° D'exiger du syndicat qu'il délivre des allocations à tous les lock-outés et grévistes.

2° D'exiger du syndicat qu'il délivre un fonds déterminés pour le secours aux non-syndiqués.

3° D'organiser des collectes spéciales parmi les ouvriers du pays tout entier et verser des allocations aux syndiqués aussi bien qu'aux non-syndiqués.

4° De faire participer à ce travail le SOI<sup>288</sup> qui, pendant les combats économiques, doit

---

<sup>288</sup> Le Secours Ouvrier International était un organisme de solidarité créé à Berlin en 1921, à l'origine pour venir en

travailler en qualité d'organisation auxiliaire. Dans les pays où il existe un mouvement syndical révolutionnaire indépendant, ce dernier a pour devoir de donner des secours aux grévistes. Il faut faire participer à cette tâche les organisations locales du SOI.

5° Il faut porter particulièrement l'attention sur l'utilisation des coopératives pendant les conflits économiques. Dans ce but, il est nécessaire de briser la résistance des fonctionnaires de la coopération qui considèrent que les lock-out et les grèves ne les regardent pas.

6° Dans les municipalités et au Parlement, il faut exiger des secours pour les ouvriers en lutte et pour leur famille. Ces revendications doivent être soutenues par les délégations et par les manifestations de grévistes et de lock-outés.

## **19° Les questions de l'information et de la liaison**

Pendant les grèves, la tâche essentielle est de lier les organes élus avec tous les grévistes et, d'autre part, de tenir toute la masse

---

aide aux populations soviétiques victimes de la famine de 1921. Par après, le SOI organisa la solidarité avec les travailleurs souffrants des effets de grèves, de conflits armés ou de catastrophes naturelles par la distribution de vêtements, de nourriture et de fonds. Le SOI organisait des collectes dans ce but, mais recevait aussi des fonds importants de l'État soviétique.

Résolutions de la Conférence de Strasbourg de l'ISR  
au courant des événements. Dans ce but, il est  
nécessaire :

1° De convoquer régulièrement les comités  
de grève et de faire régulièrement des comptes  
rendus devant les grévistes aux réunions des  
comités de grève.

2° De faire régulièrement dans la presse  
des comptes rendus sur la marche de la grève.

3° Que le comité de grève publie un journal  
ou un bulletin spécial, sur la base d'un pro-  
gramme unique de lutte de classes. Dans cet  
organe, doivent être publiés régulièrement les  
comptes rendus sur la marche de la grève, sur  
l'activité du comité de grève dans le domaine  
des secours aux ouvriers, etc.

4° De suivre soigneusement ce que la  
presse bourgeoise et sociale-démocrate écrit  
de la grève et de le démentir dans la presse ou-  
vrière et dans le bulletin du comité de grève.

5° D'utiliser pour l'information et pour la  
liaison les sociétés sportives ouvrières, les  
détachements de cyclistes, les amateurs de  
radio, etc. Les sports peuvent et doivent être  
utilisés pendant la grève pour établir la liai-  
son permanente entre les grévistes de diffé-  
rentes entreprises et de divers rayons.

## **20° La liaison avec les organisations sœurs des autres pays**

Bien que dans le textile les conflits aient  
éclaté presque simultanément dans le Nord

de la France, à München-Gladbach<sup>289</sup>, à Łódz, il n'y avait aucune liaison entre les grévistes. Cependant, une liaison pendant la grève aurait eu une grande importance. Voilà pourquoi il est nécessaire de faire ce qui suit dans ce domaine :

1. Il est désirable que des délégations spéciales soient nommées pour établir la liaison avec les ouvriers d'autres régions et d'autres branches d'industrie.

2. En cas de conflits importants, il est désirable que les comités de grève du pays atteint par les conflits s'adressent aux ouvriers des autres pays.

3. En même temps, il est nécessaire de communiquer à la presse internationale la marche de la grève et les méthodes de la lutte.

4. Il est nécessaire d'informer systématiquement l'ISR et l'IC sur les moindres détails du conflit en cours.

5. Il est nécessaire de démasquer les internationales réformistes pour leur passivité et pour leur hostilité à l'égard du conflit en cours.

## **Conclusion**

Le problème du travail dans les syndicats réformistes subsiste entièrement en conformité avec les décisions du IX<sup>e</sup> Plénum du

---

<sup>289</sup> Aujourd'hui Mönchengladbach, ville de Rhénanie. Les ouvriers y luttèrent contre un lockout patronal de sept semaines.

CE de l'IC, du IV<sup>e</sup> Congrès de l'ISR et du VI<sup>e</sup> Congrès de l'IC Dans la mesure où les questions de la lutte économique sont de plus en plus le centre de l'attention de tous les partis communistes, des syndicats révolutionnaires et de l'opposition révolutionnaire, il est nécessaire de surveiller très attentivement tous les conflits économiques, de réagir à ce qui se produit dans ce domaine dans chaque pays, d'apporter le maximum d'aide dans la période préparatoire, aussi bien, et tout particulièrement, au cours de la lutte. C'est seulement par un travail commun de l'IC et de l'ISR et de leurs sections nationales, qu'on pourra utiliser les conflits économiques au plus grand profit du mouvement ouvrier international et arracher la conduite des masses des mains du réformisme international.



## **Bibliographie française d'Alexandre Losovski**

### **1. Collection « Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge »**

*Résolutions et statuts adoptés au 1er Congrès international des syndicats révolutionnaires : Moscou, 3-19 juillet 1921*, préface d'A. Losovski, Librairie du travail, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge N°1, Paris, 1921.

*Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge*, Librairie du travail, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge N°2, Paris, 1922.

*Les syndicats russes et la nouvelle politique*, Librairie du travail, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge N°3, Paris, 1922.

*Thèses et résolutions adoptées au 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale syndicale rouge : Moscou, novembre 1922*, préface d'A. Losovski, Librairie du travail, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge N°5, Paris, 1922.

## Bibliographie

*Vers le front unique international : articles et documents*, Edo Fimmen, préface Pierre Monatte, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge N°6, Librairie du Travail, Paris, 1923.

*Rapports entre l'Internationale syndicale rouge et l'Internationale communiste : discours au 2<sup>e</sup> Congrès et statuts de l'ISR*, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge N°9, Librairie du Travail, Paris, 1923. [avec le discours prononcé au IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC par A. Losovsky]

*Le grand stratège de la guerre de classes*, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge N°11, Librairie du travail, Paris, 1924.

*Résolutions adoptées au III<sup>e</sup> congrès de l'ISR : (juillet 1924)*, préface de Julien Racamond, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge N°14, Librairie du Travail, Paris, 1924.

*L'Unité du Mouvement Syndical Mondial. Rapports et Discours prononcés au VI<sup>e</sup> Congrès des Syndicats ouvriers de l'URSS*. Préface de A. Losovsky. Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge n°15.

*La conférence syndicale anglo-soviétique* Librairie du travail, Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge N°19, Paris, 1925.

*Faisons le point ! Crise mondiale, luttes économiques et les tâches du mouvement syndical révolutionnaire : Rapport présenté au 5<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, Moscou septembre 1930, Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge n°28, Maison des syndicats, Paris, 1930.*

*Les Leaders minoritaires sur la sellette: Discours prononcé le 16 août 1931, Aleksandr Losovsky, Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge, n°38, Imprimerie française, Courbevoie, 1931.*

*Luttons pour la majorité de la classe ouvrière – Discours prononcé au XIII<sup>e</sup> Plénum de l'Exécutif de l'IC, le 7 décembre 1933, Losowsky A., Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge, Paris, 1933.*

## **2. Autres ouvrages**

*Le rôle des syndicats russes dans la Révolution. (Conférence faite à Berlin). Suivi de l'Adresse aux syndicats français lue au Congrès d'Orléans. Librairie du Travail, Éditions du Comité central des CSR, collection Bibliothèque documentaire N°1, Paris, 1920.*

*Anticipations révolutionnaires*, Librairie du travail, collection « Les Bonnes Feuilles », Paris, 1920.

*Deux conséquences de la Révolution russe*  
*Conquête ou destruction des syndicats ouvriers* par Dridzo Losovsky et *Les résultats moraux de l'État Soviétiste* par Pierre Pascal. Les Cahiers du Travail, Éditions de la Bibliothèque du travail, CEL, Paris, 1921.

*Le mouvement syndical international avant, pendant et après la guerre*, D. Losovsky, Librairie du travail, Collection : Petite bibliothèque de l'Internationale syndicale rouge N°20, Paris, 1926. Réédition Paris : NBE, Paris, 1979-1980.

*Les syndicats et la révolution*. Discours prononcé au congrès de la CGTU à Saint-Étienne, juin 1922, suivi du *Message de l'Internationale Syndicale Rouge*. Librairie du Travail, Paris, 1922, 61 pages.

*Guide à travers les syndicats soviétiques à l'usage des délégations étrangères*.

*Marx et les syndicats (Le Marxisme révolutionnaire et le Mouvement syndical, 1)*, Bureau d'Éditions, collection Bibliothèque du mouvement ouvrier, Paris, 1933, 174 pages. Re-

Bibliographie française d'Alexandre Losovski  
print en 1976 et en 1983 : Librairie internationale, Paris.

*L'Internationale syndicale rouge* de Drizdo Losovsky suivi de *La troisième période d'erreurs de l'internationale communiste* par Léon Trotsky ; introduction de Pierre Frank : *Marxisme révolutionnaire et syndicats*, François Maspéro, collection Textes à l'appui, Paris, 1976.

## **Recueils contenant des textes de Losovski**

*Les travaux et les décisions de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (Mars-Avril 1925)*, (avec la collaboration de Zinoviev et Boukharine), Imprimerie française, Paris, 1925.

*Des amendes : Explication de la loi des amendes prélevées sur les ouvriers dans les usines*. Lénine, préface de A. Losovski. Bureau d'Éditions, Paris, 1933.

*Lénine tel qu'il fut : Souvenirs de contemporains*, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1959 : *Entretiens avec Lénine* de Losovski aux pp. 667-772.

*L'activité de l'ISR : rapport pour le III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale syndicale rouge*, Préface de Losovsky, Librairie du Travail, Paris, 1924

*Georges Haupt et Jean-Jacques Marie : Les bolcheviques par eux-mêmes*, (avec notice autobiographique de Losovski) Paris, François Maspero, Paris, 1969, pp. 277-282.

## **Revue et journaux ayant publié des textes de Losovski**

*La vie syndicale : La crise mondiale et les luttes économiques du prolétariat*, in *Cahiers Du Bolchevisme* (Organe théorique du Parti Communiste Français SFIC) n°7, Bureau d'Édition, Paris, 1931.

*Issue capitaliste ou issue révolutionnaire à la crise*, in *Internationale syndicale rouge* n°24, 15 décembre 193, p. 1114.

*Comment pendant la guerre nous éditions des journaux internationalistes* (première partie), in *Le Bulletin communiste*, n°43 (5<sup>e</sup> année), 24 octobre 1924, p. 1021.

*Comment pendant la guerre nous éditions des journaux internationalistes* (suite et fin), in *Le Bulletin communiste*, n°44 (5<sup>e</sup> année), 31 octobre 1924, p. 1042.

*Amsterdam, Moscou, Londres*, in *Le Bulletin communiste*, n°16 (2<sup>e</sup> année), 21 avril 1921, p. 264.

*Le Parti Communiste et les Syndicats Ouvriers – Lettre à un camarade français*, in *Le Bulletin communiste* n°23 (2<sup>e</sup> année), 2 juin 1921, pp. 383-384.

*Les Vieux et les Jeunes*, in *Le Bulletin communiste* n°4 (6<sup>e</sup> année), 25 avril 1924, pp. 101-102.

*Les mensonges d'Amsterdam*, in *Le Bulletin communiste* n°5 (3<sup>e</sup> année), 2 février 1922, p. 91.

*Quatre années*, in *Le Bulletin communiste* n°54 (2<sup>e</sup> année), 8 décembre 1921, p. 91.

*La Dictature du prolétariat*, in *Le Bulletin communiste* n°25 (3<sup>e</sup> année), 15 juin 1922, p. 485.

*Télégramme*, dans l'articulet *À la barbe des flics*, in *L'Humanité* n°6674 du 4 juillet 1922.

*Les forces syndicales d'à présent*, in *Le Bulletin communiste* n°22 (4<sup>e</sup> année), 31 mai 1923, pp. 275-276 .

*Mouvement syndical : Forces en présence*, in *Le Bulletin communiste* n°31 (4<sup>e</sup> année), 2 août 1923, pp. 458-459.

## Bibliographie

*Pour l'unité syndicale*, in *Le Bulletin communiste* n°35 (5<sup>e</sup> année), 29 août 1924, pp. 837-838.

*L'ISR convie les ouvriers du monde entier à appuyer les grévistes britanniques*, in *L'Humanité*, n°10008 du 6 mai 1926.

Extrait du *Discours* de Losovski prononcé au congrès de la CGTU à Saint-Étienne, in *L'Humanité* N°6847 du 24 décembre 1922.

## En outre...

La revue *Communisme* (n° 13-14, novembre 1974-février 1975) a réédité trois chapitres de *La grève est un combat* : L'autodéfense ouvrière, La militarisation des usines, Les gardes blanches patronales.

La brochure *Syndicats rouges et secours rouge international* (Bureau d'Édition, Paris, 1931) parue sans indication d'auteur que « *publication du Secours rouge international*, », est probablement de la plume de Losovski.

## **Livres de T. Derbent**

### **En français**

Clausewitz et la guerre populaire, Aden, Bruxelles, 2004.

Giáp et Clausewitz, Aden, Bruxelles, 2006.

La Résistance communiste allemande 1933-1945, Aden, Bruxelles, 2008.

De Foucault aux Brigades Rouges, Aden, Bruxelles, 2017.

Clausewitz et la guerre populaire - Et autres essais politico-militaires, Éditions en Langues Étrangères, Paris, 2024.

### **En anglais**

The German Communist Resistance 1933-1945, Foreign Languages Press, Paris, 2021.

Clausewitz and People's War - And Other Politico-Military Essays, Foreign Languages Press, Paris, 2024.

### **En allemand**

Der deutsche kommunistische Widerstand 1933-1945, Zambon, Francfort, 2011.

Bibliographie

Clausewitz und der Volkskrieg, Zambon, Francfort, 2013.

## **En italien**

Resistenza comunista in Germania 1933-1945, Zambon, Francfort, 2011.











## **Éditions Versus**

editions-versus.org

contact@editions-versus.org

Première édition

Imprimé en janvier 2024

ISBN: 978-2-493844-63-7

Prix 15€